QUE

propos recueillis par Roger Ca[illegible]



entièrement libre la recherche elle-même !

— Que pensez-vous de l'eugénisme par « croisement » de Prix Nobel ?

— Les banques de sperme posent un problème pour l'avenir de l'espèce humaine. Mais le sperme d'un Prix Nobel n'est pas une garantie de qualité. D'abord, les Prix Nobel sont, en fait, attribués à des équipes, dont il est difficile de distinguer le meneur génial. Ensuite, on ignore tout du génie. Est-ce une combinaison génétique exceptionnelle qui se déploie dans un milieu favorable, ou est-ce une mutation propre au génie lui-même, qui risque, si on le reproduit, de déséquilibrer les générations suivantes ? On ne peut pas, actuellement, trancher ce nœud gordien. Les banques de sperme « Nobel » sont donc prématurées. Et cela évoque inévitablement cette histoire de Bernard Shaw : à une dame qui lui disait : « *Cher maître, je voudrais un enfant de vous pour qu'il ait ma beauté et votre intelligence* », il avait répondu cruellement : « *Chère madame, je crains que cet enfant puisse avoir ma beauté et votre intelligence !* »

» En réalité, la moitié des gènes sont récessifs. Même dans l'hypothèse de génotypes — et non de phénotypes, comme dans le cas des Prix Nobel déterminés par leur milieu, — rien ne peut prouver pour l'instant que nous avons affaire à un génotype exceptionnel. Et les lois de Mendel sur la probabilité statistique, donc le hasard, subsistent. Seuls le clonage ou la parthénogenèse pourraient faire échapper la reproduction à cette loi du hasard. Mais le clonage est actuellement impossible avec l'homme. Les chimères homme-rat réalisées en laboratoire ne sont pas viables. Et les animaux hybrides, à cet égard, ont une faiblesse : ils ne sont pas compétitifs dans la nature. Les manipulations débouchent sur un appauvrissement génétique. Le polymorphisme naturel est une garantie de survie en cas de changement brutal du milieu. »

(1) Prix Nobel de médecine, auteur de *le Hasard et la Nécessité*, Seuil, 1970.

---


# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 12770 - 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 18 FÉVRIER 1986


## Mario Soares le phénix...

**Etranges Portugais ! Quelques mois à peine après avoir remercié M. Mario Soares, qui fut contraint d'abandonner son poste de chef du gouvernement après la défaite du PS aux législatives, la majorité des électeurs lui confie la charge suprême de l'Etat.**

**On aurait tort cependant de voir dans cette palinodie une preuve d'inconstance, voire d'immaturité, d'un corps électoral qui ne pratique, après tout, la démocratie parlementaire que depuis une décennie. Ce succès du dirigeant socialiste démontre, au contraire, quel usage subtil le peuple portugais peut faire des institutions démocratiques qu'il s'est données.**

**Sanctionné pour sa gestion quotidienne du pays — essentiellement à cause de sa politique économique et sociale, — M. Soares voit aujourd'hui reconnaître par la majorité du corps électoral portugais sa capacité à représenter hors des frontières un pays qui doit faire face au redoutable défi de l'intégration à la CEE. « The right man in the right place », diraient les Britanniques de cet homme que sa passion pour la politique extérieure a parfois conduit à négliger l'intendance.**

**La victoire de M. Soares surprend moins, au bout du compte, que la défaite de son adversaire, le démocrate-chrétien Diogo Freitas do Amaral. Ce dernier, à l'issue d'une campagne très active, avait obtenu lors du premier tour plus de 46 % des suffrages et se voyait déjà presque installé au palais de Belem. Tous les sondages réalisés avant l'élection pronostiquaient sa victoire, quel que soit le candidat qu'il aurait à affronter au second tour. Mais c'était compter sans les remarquables capacités de récupération de son adversaire, véritable phénix de la vie politique portugaise. M. Freitas do Amaral a été victime des pesanteurs de la sociologie électorale : même déchirée, la gauche reste majoritaire dans le pays et, qui plus est, demeure animée d'une réelle volonté unitaire. M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du PC, avait dû en tenir compte et appelait à voter pour un dirigeant socialiste vilipendé il y a peu comme homme de droite. Les électeurs communistes ne se sont pas fait prier et ont appuyé en masse M. Soares.**

**Le Portugal va maintenant vivre une expérience de cohabitation entre un président de la République qui est l'élu de la gauche et un chef de gouvernement, M. Cavaco Silva, qui avait apporté son soutien à M. Freitas do Amaral. L'un et l'autre ont, le soir même de l'élection, manifesté leur intention de coopérer loyalement.**

**Cette bonne volonté réciproque sera-t-elle suffisante pour assurer la stabilité et le progrès d'un pays qui, dans bien des domaines, accuse un retard considérable sur ses partenaires de la Communauté ? La chose devrait être d'autant plus facile que, sur les questions essentielles — modernisation du tissu industriel, conviction européenne, — les positions des deux hommes sont très proches.**

**Il reste cependant à surmonter des antagonismes de personnes. L'histoire de la jeune démocratie portugaise a démontré qu'ils pouvaient parfois jouer un rôle démesuré.**

*(Lire nos informations page 4.)*

RIPOSTE LIBYENNE AU RAID FRANÇAIS

## Un Tupolev-22 a largué trois bombes sur l'aérodrome de N'Djamena

*Vingt-quatre heures après le raid aérien français contre l'aéroport de Ouadi-Doum, dans le nord tchadien, un Tupolev-22, vraisemblablement libyen, a lâché trois bombes, ce lundi 17 février en début de matinée, sur la piste de N'Djamena, qui a été endommagée ; le trafic aérien a été partiellement interrompu.*

*Auparavant, le gouvernement français avait fait savoir que le raid sur Ouadi-Doum, mené avec succès et sans perte par une dizaine de Jaguar protégés par quatre Mirage-F1, répondait à l'appel à l'aide du gouvernement tchadien. La France procède également au déploiement d'un nouveau contingent au Tchad. Deux cents commandos doivent assurer la sécurité de l'aéroport de N'Djamena, où, une fois la piste réparée — dans un délai de quarante-huit heures, — seront stationnés des Jaguar. En outre, environ mille trois cents soldats français pourraient être envoyés au Tchad, notamment à N'Djamena, et sans doute à Abéché, dans l'est du pays.*

Depuis deux mois — on le sait maintenant — Paris se préparait à l'éventualité d'une riposte au Tchad. Sachant que l'armée libyenne, depuis le retrait des troupes françaises en novembre 1984, avait consolidé ses positions dans le Nord tchadien, M. François Mitterrand avait, début décembre, à deux reprises — en particulier dans son discours d'ouverture du sommet franco-africain, — lancé des avertissements publics au colonel Kadhafi. Depuis cette époque, l'armée française avait commencé à prendre des dispositions en vue d'une éventuelle intervention au Tchad.

Il y a même eu, au Centrafrique — promu, depuis l'opération Manta, « centre opérationnel » des troupes françaises en Afrique, — des signes volontaires de « gesticulation », pour que le dirigeant libyen prenne au sérieux les mises en garde de Paris. Parallèlement, la surveillance du Tchad septentrional s'était renforcée, ce qui avait permis aux Français de constater, entre autres choses, l'achèvement, fin 1985, d'une longue piste aérienne bétonnée à Ouadi-Doum et, fin janvier et début février de cette année, les préparatifs d'une nouvelle offensive sur le 16e parallèle.

La réaction française, cette fois-ci, a été de nature bien différente et beaucoup plus ferme que par le passé. En août 1983, l'intervention libyenne avait pourtant été flagrante dans la reprise de Faya-Largeau, puisque des chars lourds, disposant d'une imposante couverture aérienne, avaient contraint à la fuite les forces de M. Hissène Habré. Mais Paris avait, à l'époque, écarté l'idée d'une riposte aérienne, pour dépêcher un contingent de soldats — trois mille hommes, au bout de quelques semaines — chargés de jouer les sentinelles sur le 16e parallèle.

Des éléments d'appui aériens avaient été, en outre, basés à N'Djamena, pour parer à toute éventualité (un Jaguar avait, d'ailleurs, été abattu par la DCA adverse à Ziguey, début 1984).

JEAN-CLAUDE POMONTI.

*(Lire la suite page 4 et nos informations page 3.)*

## M. Chirac, partant pour Matignon

Un proche de M. Chirac, futur député de Paris, M. Edouard Balladur, estime ouvertement et pour la première fois que le président du RPR devrait accepter — si elle lui était faite — l'offre de devenir premier ministre de M. Mitterrand après les élections du 16 mars en cas de victoire de l'opposition. M. Chirac lui-même se garde d'envisager publiquement cette éventualité, mais tout son comportement révèle que cette hypothèse entre désormais dans ses préoccupations.

M. Balladur n'a pas mâché ses mots lors de la première émission à laquelle il ait jamais participé, le « Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche 16 février. L'intérêt de ses propos s'accroît encore lorsque l'on sait qu'il est un conseiller écoté de M. Jacques Chirac. « *Si M. Mitterrand demandait à Jacques Chirac de devenir premier ministre, je lui dirais de répondre « oui »*, a-t-il précisé.

Partisan convaincu de la cohabitation, ainsi qu'il l'avait écrit dans *le Monde* dès le 16 septembre 1983, M. Balladur estime que celle-ci sera « *inévitable* » en cas de nette victoire de l'actuelle opposition, qu'elle nécessitera la mise au point d'un *modus vivendi* — M. Chirac parle d'une « *règle du jeu* » — et qu'elle se déroulera paisiblement. A cela, selon lui, deux raisons : la transformation du climat psychologique au lendemain du scrutin et la conviction que le chef de l'Etat autant que le premier ministre sauront être les défenseurs de l'intérêt national. Cette vue idéalisée, apaisée, optimiste de la cohabitation, M. Balladur a-t-il réussi à la faire partager à M. Chirac ?

Le président du RPR se garde toujours d'aborder le problème de son destin personnel après le 16 mars.

ANDRÉ PASSERON.

*(Lire la suite page 12.)*



## L'élection de M. Marcos relance la crise aux Philippines

PAGE 6




## Les élections législatives en Bourgogne

*Retour à l'équilibre.*

PAGE 10

## Un entretien avec M. André Giraud

*L'ancien ministre de l'industrie souligne le risque d'une dépendance excessive de la France à l'égard du gaz soviétique.*

PAGE 45

## Challenger : les spécialistes de la NASA exclus de la commission d'enquête

*Il y aurait eu des « erreurs » lors du lancement.*

PAGE 17

**Le Monde**

ÉCONOMIE

**Les marchés à terme d'instruments financiers**

*Ouverture le 20 février à la Bourse de Paris. Une première en Europe continentale.*

**La chronique de Paul Fabra**

Pages 41 à 44



JEUDI 20 FÉVRIER : LA « 5 »

## M. Berlusconi : « Nous sommes les premiers par la qualité et la quantité »

De notre envoyé spécial

**Milan. — Silvio Berlusconi ne tient pas en place. Partagé entre Milan et Paris, il met la dernière main au lancement de la cinquième chaîne jeudi 20 février, devant un public potentiel de huit millions de Français. Le magnat de la télévision privée italienne nous a reçu dans les studios ultra-modernes de Cologno-Monzese, aux portes de Milan.**

**— « On vous dit proche de la gauche, ami de MM. Craxi et Mitterrand ?**

— Je ne fais pas de politique. Je suis un entrepreneur et, dans le domaine audiovisuel, un producteur de spectacles. La « 5 » prépare, en ce moment, onze programmes nouveaux, dans un délai très court. On n'y croyait pas car, je vous l'assure, l'exploit est extraordinaire !

» Pour ce qui est de mes amitiés, je suis un Européen qui aime la France. Et, quand je suis en France, je pense et je parle en français, ou j'essaie de le faire... Loin d'être scandaleuse, l'arrivée en France d'une cinquième chaîne — suivie d'une sixième, puis d'une septième — est une excellente chose qui transformera le paysage audiovisuel. Cela apportera du sang neuf et élèvera le niveau de professionnalisme de toutes les chaînes. Avec 40 % du capital de la « 5 », nous proposerons notre savoir-faire et notre expérience : dans le domaine de la télévision privée, nous avons sept ans d'avance ! C'est pourquoi vous devez encourager la naissance de cette nouvelle chaîne, pour qu'elle devienne véritablement française et reflète l'identité nationale.

**— Craignez-vous les résultats des élections françaises de mars ? Que ferez-vous si une nouvelle majorité cherche à renégocier le cahier des charges qui vous a été concédé ?**

— Je suis parfaitement à l'aise et sans crainte. L'arrivée d'une télévision commerciale en France ne peut être que bénéfique pour tous. Elle est une chance pour la démocratie, car elle représente une voix de plus parmi les moyens d'expression ; elle est une chance pour les chaînes existantes, car elle leur servira de stimulant ; elle est une chance pour le cinéma, car elle lui offre une nouvelle clientèle, ainsi qu'une source de financement sous forme de coproductions. En Italie, par exemple, nous sommes arrivés à la situation américaine : l'industrie cinématographique est financée pour moitié par les salles de cinéma, pour moitié par la télévision. L'année dernière, notre groupe de télévision privée a coproduit une quarantaine de films.

» Quant à la renégociation du cahier des charges, une comparaison entre celui des chaînes publiques et celui des chaînes privées montre combien une telle idée est ridicule et combien nos obligations sont déjà lourdes. En effet, les avantages dont jouissent les chaînes d'Etat en France, par rapport à nous, sont énormes ! Elles sont financées par la redevance ; elles ont l'avantage de couvrir tout le territoire national ; elles ont une expérience longue de trente ans et possèdent une audience fidélisée.

» Il sera donc très difficile de concurrencer un système pareil, et les conditions qui nous ont été consenties représentent un minimum acceptable. Nous acceptons d'emblée de perdre de l'argent pendant deux ou trois ans... Notre seule véritable richesse, c'est le public. Pour gagner, il va falloir conquérir le plus grand public possible.

Propos recueillis par ALAIN WOODROW.

*(Lire la suite page 19.)*

# débats

## AINSI VA LA CAMPAGNE...

*Les citoyens absorbent à grande dose la prose électorale. Ils sont de plus en plus désemparés. Le groupe Galilée demande que cesse le bombardement de demi-mensonges et de chiffres aléatoires. Patrick Labaune, souhaiterait, lui, que l'on s'intéressât davantage aux questions que se posent concrètement les Français.*

# Pitié pour l'électeur !

*Les silences accumulés pèsent dix fois le poids de paroles trop légères*

par GALILÉE (*)

COMMENCÉE tôt, cette campagne électorale n'a pas tardé à lasser. C'est la loi du genre. On aurait tort d'imputer aux hommes politiques ce qui n'est qu'un effet pervers des règles démocratiques et médiatiques. Il s'agit moins d'exposer aux électeurs les problèmes de la France que de mettre en difficulté l'adversaire. Pendant de longs mois, on sollicite donc statistiques et indices ; on rameute « indicateurs » de toutes sortes et performances étrangères pour dénoncer une gestion. Ou s'en glorifier.

A quatorze années de la fin du siècle, quand de formidables défis sont lancés à la France — et à l'Europe, — la nullité du débat électoral finit par inquiéter. Aucun des efforts — voire des sacrifices — qu'il faudra demain réclamer à nous Français ne sera vraiment consenti sans que chacun de nous ait une conscience nette de ce qui nous attend. Comment l'aurait-il ? Soumis depuis la rentrée de septembre à un extraordinaire bombardement de demi-mensonges, de chiffres aléatoires et de grandiloquences approximatives, s'y retrouve-t-il seulement ?

### En quelque sorte, le guérir de cette guérison...

On lui décrit un jour la France endettée et menacée par les nouvelles concurrentes pour lui annoncer le lendemain — et sans faire le détail — un redressement spectaculaire de notre balance extérieure. On lui expose lundi la gravissime fatalité du chômage pour lui dire, mardi, qu'aux dernières nouvelles celui-ci a diminué. On le prépare à une crise sans précédent de l'Etat-Providence pour lui avouer, *in fine*, que les comptes de la Sécurité sociale sont miraculeusement positifs. On lui explique la fâcheuse divergence des politiques économiques en Europe, la dilution funeste de l'esprit communautaire face à la crise : il s'en désole, mais voilà que, sans transition, on lui révèle — après la rencontre du Luxembourg — que tout est arrangé et que l'Europe, enfin, est en marche. De même qu'on avait promis à l'électeur de guérir l'économie française en nationalisant quelques grandes entreprises, voilà qu'on lui propose en quelque sorte de guérir de cette guérison en les dénationalisant.

### Assourdissante cacophonie

Veut-on d'autres exemples ? Peu au fait des querelles stratégiques, il est porté à croire ceux qui lui disent que la France, avec sa dissuasion, est convenablement défendue. On lui précise même que, sur ce terrain-là, règne le plus reposant des consensus. Hélas ! A peine a-t-il le temps de s'en réjouir que de spectaculaires démissions de généraux et quelques déclarations ambiguës de politiciens révèlent au grand jour non seulement les carences de la composante conventionnelle de notre défense, mais aussi les faiblesses et les contradictions de notre doctrine nucléaire.

Ainsi va la campagne. De propos contradictoires en données incompatibles, de cris d'alarme ou autocongratulations. Le tout mouliné au jour le jour — sans recul ni pudeur — par l'appareil médiatique. De cette assourdissante cacophonie, une seule évidence émerge : l'insignifiance des mots. Aux électeurs de se débrouiller avec la vérité. Ils le font silencieusement, en retirant globalement leur confiance au discours politique en général. Dans l'esprit des Français, la distance qui sépare le « Bébête Show » du *vrai* va s'amenuisant. C'est sans doute drôle. A terme, c'est une disposition d'esprit qui a rarement porté chance à la démocratie.

En 1986, pourtant, chaque homme politique — de gauche ou de droite, — sait parfaitement, au tréfond de lui-même, à quoi s'en tenir. Il sait que le chômage augmentera gravement jusqu'en 1990 au moins (toutes les projections le montrent) ; il n'ignore rien des révisions déchirantes qu'exigera bientôt la faillite de notre système actuel de protection sociale ; il voit que l'Europe attend désespérément le second souffle salvateur ; il comprend que notre défense réclamera demain un formidable aggiornamento. Et il se tait. Etre élu d'abord, pense-t-il. C'est un calcul à courte vue. La gauche en a fait l'expérience à ses dépens : les silences accumulés finissent par peser dix fois le poids de ces paroles trop légères.

(*) Pseudonyme collectif regroupant six personnalités. Galilée est l'auteur du livre *Oser le dire* qui vient de paraître au Seuil.

# Parler du quotidien

*Attachons-nous à remédier à des difficultés de tous les jours au lieu de les dissimuler derrière de fausses démonstrations*

par PATRICK LABAUNE (*)

NOTRE époque est celle de la communication. Il ne se passe de jour sans que les élus ou des hommes politiques ne soient présents dans les foyers français par l'intermédiaire de la radio ou de la télévision. Les « face-à-face », « Grand jury », « Heure de vérité », et autres interviews, devraient permettre aux citoyens de connaître les solutions de chacun pour résoudre les problèmes qu'ils rencontrent. Le président de la République lui-même a crû bon d'adopter le vocabulaire des jeunes, lors d'un passage à la télévision, pour montrer qu'il était ou qu'il souhaitait être à la portée de ses contemporains.

Pourtant, il faut bien le reconnaître, les messages passent mal. Le téléspectateur ne reçoit pas d'explications, il assiste à un spectacle au cours duquel, entre les journalistes et l'interviewer, ce ne sont que clins d'œil, sourires, petites phrases, citations qui, sorties de leur contexte, se prêtent à toutes sortes d'interprétations.

### Cuistrerie

Comme si cela ne suffisait pas, on lui assène des termes techniques seulement à la portée des spécialistes. L'augmentation « globale » de la masse salariale ne lui dit rien s'il n'est pas lui-même augmenté. Il ne se retrouve pas entre l'inflation « en glissement », « en moyenne », en variation implicite des prix, entre les données brutes et les données corrigées du chômage. Il ne comprend pas que la courbe des demandeurs d'emploi s'infléchit alors que leur nombre continue d'augmenter et que le gouvernement soutient ne pas avoir changé de politique, alors que celle qu'il conduit en 1985 va à l'inverse de celle qu'il menait en 1981-1982.

Peut lui chaut d'entendre pour la dixième fois la position de tel ou tel personnage sur la cohabitation, sur sa candidature à la présidence de la République en 1988. « *La cohabitation n'en faisons pas une guerre de religion* », affirmait Jacques Chirac à la Convention libérale du 8 juin dernier. En effet, 5 % des Françaises et des Français seulement se préoccupent du fonctionnement des institutions. Par contre, 63 % estiment que les hommes politiques devraient accorder plus d'importance au chômage (1).

Tous les jours on invente de nouveaux mots pour parler des mêmes choses. Les personnes âgées jugeront-elles que l'on s'intéresse à leur sort de plus près parce qu'un arrêté du 13 mars 1985 (2) du ministre de l'éducation nationale pour « l'enrichissement » du vocabulaire relatif aux personnes âgées, à la retraite et au vieillissement, a créé des mots nouveaux ? La langue française était suffisamment riche pour traiter de ces problèmes sans que l'on y ajoute : âgisme, réconhabitation, gériatrie, migration de retraité, gérescence, gérité, nursage, retraitologie, etc. Tous ces néologismes, plus ou moins bien inspirés, loin de faciliter la compréhension et l'explication ne feront qu'accroître le fossé qui sépare les gouvernants des gouvernés.

Alors parlons simple, parlons vrai, parlons des problèmes quotidiens et attachons-nous à les résoudre au lieu de les dissimuler derrière des expressions confuses et de fausses démonstrations.

L'exemple, là encore, nous vient des Etats-Unis. Après le tumulte protestataire des années 60 (mouvement pour les droits civiques, contestation contre la guerre au Vietnam, révolte des campus, etc.), on constate aujourd'hui un mouvement des citoyens mobilisés par des problèmes concrets, de tous les jours : logement, sécurité, éducation, travail (3)...

Dans la France d'aujourd'hui, l'élu local devrait s'inspirer de cette tendance outre-Atlantique : à lui d'être le stimulateur. Jacques Chirac à Paris, notamment vis-à-vis des personnes âgées, Alain Carignon à Grenoble, montrent le chemin à suivre. Lutter contre la pollution canine peut prêter à sourire dans les états-majors politiques ; procéder à un référendum sur la possibilité d'installer un tramway dans la capitale du Dauphiné peut gêner un groupe corporatiste. Peu importe ! Leurs succès électoraux prouvent que ce type de langage et cette action quotidienne répondent aux préoccupations de nos concitoyens. A l'homme politique de s'adapter à cette nouvelle démocratie du quotidien.

(*) Conseiller général RPR de Valence.

(1) SOFRES, *Opinion publique 1985*, Gallimard, p. 20.

(2) Paru au *Journal officiel* du 4 juillet 1985.

(3) Voir l'excellent ouvrage du H.-C. Boyte. *The Backyard Revolution, Understanding the New Citizen Movement*. Philadelphia, Temple University Press, 1980.

## COURRIER DES LECTEURS

### Le cheval et l'oie

Un paysan se rendait à la foire pour y vendre un cheval et une oie quand il fut surpris par une violente tempête et se trouva en danger. Superstitieux et madré, il promit au ciel, s'il sortait de ce péril et pouvait se rendre à la foire, de donner à Monsieur le curé le prix de vente du cheval. La tempête calmée, notre homme reprit la route, fort ennuyé : il regrettait amèrement son imprudente promesse. Une idée lui vint. Parvenu au foirail, il inscrivit sur une pancarte : oie, vingt écus ; cheval, un écu. Le cheval et l'oie sont à prendre ensemble.

Cet apologue, où un rusé met indûment en couple deux éléments foncièrement disparates, me fait penser au président de la République. Il fait étalage des promesses accomplies, alors que le plus important, incomparablement, de ses engagements était la diminution du chômage. Des oies et un cheval à prendre ensemble.

MONIQUE GASCHIGNARD.
*(Nantes.)*

### La rivalité de deux équipes

Certains esprits connaissent la confusion à propos de la perspective d'une éventuelle cohabitation de M. Mitterrand et d'un premier ministre qui ne serait pas de sa famille politique officielle.

Je ne sais si mon esprit à moi est par trop simpliste, mais je ne vois là aucun problème : considérant que les socialistes font depuis 1982 une politique que la droite n'aurait pas désavouée, où est le problème ? Si mon cœur bat à droite depuis toujours, je n'aurai aucun scrupule à voter socialiste nouvelles normes aux législatives. Je plains simplement les socialistes bon teint, ceux de 1981, mais la future cohabitation me paraît à peine mériter ce nom.

En fait, il ne s'agit plus du choc de deux idéologies, mais de la rivalité de deux équipes et l'intérêt de la France me paraît passer en second dans cette compétition.

GÉRARD LACAZE
*(Croissy-sur-Seine).*



## « QUITTE OU DOUBLE », d'Albin Chalandon

# Expériences vécues

SE répéter ou se contredire. La plupart des hommes politiques qui fourbissent leurs armes pour la campagne électorale ne peuvent pas ignorer ces deux écueils, tant le brassage verbal est intense. La plume à la main, il est plus facile de les éviter, surtout lorsqu'une expérience personnelle peut lester l'argumentation. C'est le cas de M. Albin Chalandon qui a eu la chance assez rare d'avoir des responsabilités de haut rang sur les champs contrastés du privé et du public, comme banquier, comme ministre et comme président d'un groupe nationalisé.

C'est, au reste, lorsqu'il parle de ses expériences vécues qu'il entraîne le plus de lecteurs. Ainsi tout à fait intéressant est son point de vue sur la stratégie de l'entreprise, préconisant des règles qui ne courent pas les rues : changer l'activité aussi souvent que cela est nécessaire (BSN étant un modèle du genre) ; exercer au moins deux activités différentes en même temps, afin de diviser ses risques (citant L'Oréal, Moët, Bouygues, Ciments Lafarge, Mulliez avec bien sûr ELF) ; répartir ses risques dans l'espace comme dans le temps, et Albin Chalandon enrage de n'avoir pu, lorsqu'il dirigeait ELF, réaliser une OPA sur Ker Mac Gee (après l'achat de Texas Gulf) bloquée par le gouvernement la veille du lancement.

Dans une première partie, Albin Chalandon avait lancé des idées plus générales sur « le choix d'une politique » rappelant notamment des erreurs qu'il a l'élégance parfois de ne pas faire remonter seulement à 1981. Ainsi s'indigne-t-il du fait que les Français, depuis le premier choc pétrolier, aient vécu comme la cigale, alors que leurs principaux concurrents ont eu le comportement de la fourmi. Mais, s'il affirme que l'enchaînement des mesures prises par la gauche a aggravé le chômage, il n'explique pas pourquoi Mme Thatcher, qui n'est tout de même pas de la même paroisse a encore plus râté son coup, sur ce chapitre.

Bravo pour son horreur du protectionnisme et des dévaluations sauvages et pour la création d'un Fonds de lutte contre la pauvreté. Le parti qu'il représente aurait été sans doute plus avisé de l'écouter sur ce dernier point plutôt que de penser à réduire la fiscalité des mieux pourvus. En revanche, on le retrouve de plain-pied avec la plate-forme UDF-RPR sur les libertés de prix, le crédit et les changes.

M. Chalandon a raison de dire que la croissance ne suffira pas à endiguer le chômage, et de vanter la flexibilité et l'essor de la formation professionnelle. Intéressants développements également sur la « politique industrielle », qui, telle qu'elle a été conçue dans notre pays, est de moins en moins compatible avec l'économie de compétition.

Il faut retrouver le sens de l'aventure, conclut fort justement l'ancien ministre. Mais la phrase de Napoléon qu'il a choisie pour l'illustrer résonne curieusement : « *Celui qui, au départ, veut savoir où il va ne va pas loin* ». Sénèque nous paraît avoir eu plus de discernement lorsqu'il écrivait : « *Il n'y a pas de bon vent pour celui qui ne sait où il va* ».

PIERRE DROUIN.

★ Grasset, 322 p., 95 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

*Gérant :*
André Fontaine,
directeur de la publication

*Anciens directeurs :*
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

*Administrateur général :*
Bernard Wouts.

*Rédacteur en chef :*
Daniel Vernet.

*Corédacteur en chef :*
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

| 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|
| FRANCE | | | |
| 354 F | 672 F | 954 F | 1 280 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | | | |
| 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messageries) | | | |
| I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | | | |
| 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| II. — SUISSE, TUNISIE | | | |
| 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

1984



Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,60 $ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,25 $ ; USA (West Coast), 1,50 $ ; Yougoslavie, 110 nd.

# étranger

## APRÈS LE RAID FRANÇAIS SUR UN AÉRODROME AU TCHAD

## Un Tupolev-22 a largué trois bombes sur la piste de N'Djamena

### *Le trafic aérien partiellement interrompu*

Au lendemain du raid aérien français sur Ouadi-Doum, aéroport libyen du Nord tchadien, un Tupolev-22 a largué trois bombes, ce lundi 17 février en début de matinée, sur l'aéroport de N'Djamena, endommageant « partiellement » la piste, mais sans faire de victimes. Le trafic aérien a été en partie interrompu, et les Jaguar français, qui devaient stationnér à N'Djamena, sous la protection de deux cents commandos de l'armée de l'air, devront attendre la fin des réparations, entreprises sur-le-champ, pour pouvoir s'y poser.

Ne prenant guère de risque, le Tupolev-22, qui a effectué seul son raid, a largué ses bombes d'une altitude de cinq mille ou six mille mètres. La piste a été endommagée en trois points, mais la réparation de deux des trous devrait être terminée dans la journée. Le troisième impact, nettement plus important, n'a pas empêché la poursuite du pont aérien des Transall français, qui livrent de l'armement à N'Djamena depuis quelques jours.

La veille, une dizaine de Jaguar français, ravitaillés en vol par des KC-135, à l'aller comme au retour, avaient bombardé la piste de Ouadi-Doum, un aéroport militaire libyen situé à 150 kilomètres au nord de Faya-Largeau. Les bombardiers français, opérant sous la protection de quatre Mirage-F1, étaient venus de Bangui, au Centrafrique, où M. Quilès s'était rendu, vendredi, après avoir rencontré le président Habré à N'Djamena.

Dans le communiqué annonçant le bombardement de Ouadi-Doum, le ministère français de la défense a déclaré, dimanche matin : *« A la suite de l'appel lancé à la France par le président du Tchad, l'aviation a bombardé la piste de l'aérodrome de Ouadi-Doum, situé au nord du Tchad, aujourd'hui 16 février, à 8 heures. Cette piste, d'une longueur de 3 000 mètres, capable de recevoir tous les types d'avions militaires, a été construite en 1985. Elle était opérationnelle depuis quelques mois. La piste d'Ouadi-Doum était utilisée depuis le début de l'offensive en cours au travers du 16e parallèle comme plaque tournante du support des troupes engagées dans cette action. »*

Simultanément, le gouvernement français, qui a averti ses principaux alliés africains, présents à Paris à l'occasion du sommet francophone, du raid sur Ouadi-Doum, a fait savoir que sa réponse à l'appel du président Hissène Habré était conforme à la Charte des Nations unies. L'article de cette charte, soulignait-on à Paris, garantit en effet *« les droits naturels de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un membre des Nations unies est l'objet d'une agression armée »*. En conséquence, M. Roland Dumas, ministre des relaions extérieures, a « informé » le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. La France a également averti le département d'Etat américain, ainsi que les pays arabes les plus directement concernés.

Ces précisions ont été fournies, du côté français, car l'accord de coopération militaire technique, passé en 1976 entre Paris et N.Djamena, ne prévoit pas ce cas de figure. Son article 4 affirme, en effet, que les personnels militaires français détachés auprès des forces armées tchadiennes *« ne peuvent, en aucun cas, participer directement à l'exécution d'opérations de guerre ni de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité »*.

A N'Djamena, le président Hissène Habré s'est félicité, dès dimanche, de l'intervention de l'aviation française et s'est déclaré satisfait de la réponse de Paris à sa *« demande d'assistance militaire »*, faite, a-t-il précisé, dès le 10 février. *« La guerre continue »*, a-t-il dit. Il a cependant invité tous les opposants, y compris M. Goukouni Oueiddeï, à regagner N'Djamena *« pour la liberté du peuple tchadien »*. M. Hissène Habré a qualifié de *« calme »* la situation prévalant le long du 16e parallèle et a affirmé que des Libyens, dont il n'a pas précisé le nombre, avaient été capturés lors des affrontements de la semaine dernière.

### « La guerre continue »

M. Goukouni Oueddeï, président du GUNT, a accusé, pour sa part, la France de vouloir *« internationaliser le conflit interne tchadien »*. Dans un communiqué publié dimanche, il estime que *« le bombardement en profondeur de Ouadi-Doum constitue une violation flagrante de la volonté des peuples de disposer d'eux-mêmes »*. Il a affirmé sa *« pleine disponibilité »* pour la recherche d'une solution pacifique dans le *« conflit tchado-tchadien »*, tout en proclamant sa *« ferme détermination d'en finir avec le groupe moribond que la France impose à notre peuple »*.

A Tripoli, l'agence Jana a affirmé qu'à Ouadi-Doum l'aviation française avait bombardé un *« aéroport civil »* utilisé pour l'acheminement de médicaments et de produits alimentaires pour les victimes de la famine dans le nord du Tchad. Dimanche soir, un commentaire de l'agence sur la situation nouvelle au Tchad se terminait par un appel à l'arrêt des combats. Selon Jana, *« la reprise des combats au Tchad entre les parties en conflit a constitué une surprise pour l'ensemble des parties, y compris la Libye, concernées par les efforts visant à mettre un terme à ce conflit sanglant et dramatique ». « La Libye a déployé ses efforts avec toutes les parties concernées, et notamment avec le président sénégalais Abdou Diouf en sa qualité de président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, pour trouver une solution pacifique basée sur le dialogue entre les différentes parties tchadiennes. La Libye a respecté ses engagements et, en dépit de la confusion qui règne au Tchad et notamment en ce qui concerne les parties initiatrices des combats, qui se déroulent au nord du 16e parallèle, elle estime que la reprise des hostilités constitue un coup dirigé contre les efforts africains en vue de mettre un terme au conflit et lance un appel pour un arrêt immédiat des combats. »*

L'ambassadeur du Tchad en France, M. Allam-Mi Ahmad estime qu'il *« ne faut pas se laisser abuser par cette déclaration qui ne constitue pas un recul ». « C'est la méthode habituelle de la Libye,* a-t-il dit, *faire des déclarations lénifiantes et poursuivre activement son agression »*.

A Moscou, l'agence Tass a accusé, dimanche, la France de s'être *« ingérée à nouveau militairement et directement dans les affaires intérieures du Tchad »*. Selon elle, *« les faits prouvent que cette intervention a été préparée de longue date »*, avec l'accord des Etats-Unis.

En Afrique, le Nigéria et la Sierra-Leone ont appelé dimanche à un cessez-le-feu immédiat ainsi qu'au retrait des forces étrangères présentes dans le pays. A Abidjan, un communiqué officiel réaffirme le soutien total du gouvernement ivoirien à M. Hissène Habré.

### Consensus en France

En France, M. Pierre Mauroy, interrogé au cours du Club de la presse « d'Europe 1 » a estimé que la France *« a frappé au moment où il le fallait ». « Il ne s'agit pas de jouer des va-t-en-guerre,* a-t-il dit, *mais d'être en mesure de faire une remise en ordre et de donner un avertissement. » « Je crois,* a dit l'ancien premier ministre, *que quelles que soient les positions des uns et des autres, tout le monde doit approuver la décision qui a été prise. Elle était absolument indispensable. »*

Les réactions de l'opposition sont en général très proches du commentaire du général Bigeard : *« Une bonne leçon pour Kadhafi, mais il y a longtemps que l'on aurait dû agir dans ce sens-là. »* M. Bernard Stasi *« approuve sans réserve »* l'intervention française, mais estime que *« l'entrevue en Crète entre le président de la République et Kadhafi a été pour la France une humiliation inutile »*. M. Pierre Messmer a appris *« avec satisfaction »* une opération qu'il préconisait depuis longtemps et qu'il croit *« la seule efficace et de nature à alléger la pression libyenne sur le Tchad »*.

Le consensus sur le Tchad régnait dans la presse française de lundi matin à l'exception de *l'Humanité*. M. Roland Leroy a déclaré dimanche que la France ne doit pas se lancer *« dans une aventure qui prendrait vite une allure de politique néocoloniale »*.

## La Libye disposerait de deux bombardiers soviétiques

L'armée libyenne disposerait actuellement de deux Tupolev-22, sans que l'on puisse savoir avec précision s'ils sont pilotés et entretenus par des Libyens ou par des Soviétiques. Le bombardement de N'Djamena démontre que cet appareil dispose d'un système de visée extrêmement précis et que son équipage était particulièrement entraîné.

Connu sous le nom de code de l'OTAN de « Blinder », le Tupolev-22, apparu au début des années 60, a été le premier bombardier supersonique de l'Union soviétique. Biréacteur, il pèse 84 tonnes et peut atteindre la vitesse de Mach 1,7 (soit de 1 600 à 1 700 kilomètres à l'heure) et une altitude de 16 000 mètres. Le Tupolev-22 peut franchir des distances de 6 000 kilomètres.

L'Union soviétique utilise ce bombardier moyen, avec un équipage de trois hommes, pour des missions d'assaut (y compris avec des armes nucléaires) et pour des vols de reconnaissance. Le Tupolev-22 peut être comparé au bombardier américain B-58.

## Ouadi Doum : la plaque tournante des forces hostiles à N'Djamena

Avec l'attaque dimanche 16 février de la piste de Ouadi Doum, située à environ 150 kilomètres au nord de Faya-Largeau, une palmeraie dans le nord du Tchad, et avec l'installation, à N'Djamena, d'un dispositif militaire français à l'aéroport même de la capitale tchadienne, l'armée française a à la fois accéléré et renforcé son engagement dans un pays qu'elle avait quitté, en novembre 1984, au lendemain de l'opération « Manta ». Le raid contre Ouadi Doum a été mené par une dizaine de Jaguar, qui étaient basés à Bangui en République centrafricaine, où la France avait replié une partie de son dispositif « Manta » ; l'arrivée à N'Djamena d'environ deux cents commandos français laisse présager le prochain stationnement de moyens offensifs (avions) et défensifs (missiles anti-aériens), comme ce fut déjà le cas durant l'été 1983.

Concernant le bombardement de la piste de Ouadi Doum, l'état-major des armées françaises a précisé que cette base, opérationnelle depuis octobre 1985, servait de plaque tournante pour le soutien logistique des forces engagées, au trav[…] 16e parallèle, contre le pouv[…] tral de N'Djamena. Des re[…] ments de source française f[…] de la présence dans le nord […] de 4 500 combattants libyer[…] 4 000 hommes du GUNT, […] de blindés légers, de jeep ar[…] d'avions légers à hélices de c[…] tion italienne.

A plusieurs reprises, d[…] passé, la France avait i[…] qu'elle n'accepterait pas un […] gement de la piste de Ouad[…] qui la rendrait menaçante […] mesure où elle permettrait […] avions de combat libyens […] poser. Or, à la fin de 1985, […] gueur de la piste a été p[…] 3 800 mètres ; elle est en du[…] pose, outre de stocks de carb[…] de pièces détachées d'avions, […] siles sol-air soviétiques SAM[…] pièces d'artillerie anti-aérie[…] l'on ne trouve pas habitue[…] sur un aérodrome civil. […] Ouadi Doum, des avions […] pouvaient bombarder N'Dja[…] le sud du Tchad.

Contre cette installation l[…] en territoire tchadien, la F[…] lancé, dimanche matin 16 […] un raid de Jaguar, accor[…] d'avions de ravitaillement […] C-135 et d'appareils d'observ[…] de guidage des tirs Br[…] Atlantic. Seule la piste a é[…] avec des bombes classiques […] bombes dites antipistes, qui […] et craquellent le béton. On […] encore si des avions libyens […] vaient garés. A Paris, on […] entendre que ce bombarde[…] permis de rendre la piste inu[…] par des avions de combat […] avions lourds de transpor[…] qu'elle pourrait encore serv[…] des appareils de transpor[…] modèles Antonov) compara[…] Transall.

A l'issue du raid, les […] Jaguar ont regagné sans d[…] leur base de départ en Centr[…] malgré, précise le ministère […] de la défense, *« la présence […]* des batteries libyennes de […] anti-aériennes guidés par rad[…]

### Deux cents militaires français

Dans la même journée, à […] mena, des avions Transall de […] de l'air française et de[…] courriers quadriréacteurs […] par la France ont déposé, ou[…] armements, un contingent […] cents militaires français qui […] constituer un élément pré[…] pour l'installation de batteri[…] çaises de missiles anti-aérie[…] tale et avant l'arrivée d[…] Jaguar, de bombardeme[…] Mirage, d'interception. C'es[…] tir de N'Djamena que, d[…] deuxième temps, il sera pr[…] un déploiement de forces fr[…] – environ mille cinq cents […] des forces stationnées en C[…] que peuvent y participer – […] rieur du Tchad, notamme[…] Abéché.

Le bombardement, […] Tupolev-22, à haute altitud[…] piste de N'Djamena, qui a […] lundi matin 17 février, p[…] ralentir légèrement le pont […] français. En effet, le trafic ci[…] volontairement détourné p[…] raisons de sécurité et, se[…] avions-cargos militaires Tra[…] des DC-8 militaires sont aut[…] se poser sur les 2 000 mètre[…] piste qui demeurent utilisat[…] donc, le pont aérien est rale[…] être pour autant interrom[…] équipes spécialisées d[…] s'employer à remettre la[…] en état.

Sur cette carte de la base de Ouaddi-Doum, dressée à partir de renseignements fournis par l'état-major des armées françaises, figurent l'emplacement des batteries de missiles sol-air SAM-6 et des pièces d'artillerie classiques, les installations techniques de la base (radars, stocks de munitions et de carburant) et la configuration de la piste longue de 3800 mètres.

## Plus de vingt ans d'affrontements

**1960**

11 AOUT. – Proclamation de l'indépendance.

**1965**

JANVIER. – La moitié nord du pays, qui était sous contrôle de l'armée française, passe sous administration tchadienne. Quelques mois plus tard, début de la rébellion dans le Ouaddaï, province frontalière du Soudan, dans le Nord-Est.

**1966**

JUIN. – Création d'un Front de libération nationale (Frolinat), au Soudan.

**1968**

28 AOUT. – Le président Toumbalbaye fait appel aux troupes françaises pour mettre fin à la rébellion dans le nord du pays.

**1969-1972**

Nouvelle intervention militaire française.

**1973**

Occupation de la bande d'Aouzou, dans l'extrême Nord, par les forces libyennes (N'Djamena a rompu ses relations avec Tripoli en 1971).

**1974**

21 AVRIL. – Trois Français, dont Mme Claustre, sont pris en otages dans le Tibesti par les rebelles sous le commandement de MM. Goukouni Oueddeï et Hissène Habré. Ils seront libérés trois ans plus tard. Entre-temps, en 1975, le commandant Galopin a été exécuté par les rebelles.

**1975**

13 AVRIL. – Assassinat du président Toumbalbaye, auquel succède le général Malloum.

**1977**

20 JUIN. – La France fournit un appui logistique au général Malloum face à une offensive des rebelles dans le Nord.

**1978**

29 AOUT. – A la suite d'un compromis, M. Hissène Habré devient premier ministre du général Malloum.

**1979**

FÉVRIER. – Début du conflit armé entre M. Hissène Habré et le général Malloum.

23 MARS. – Accord à Kano (Nigeria) sur la mise en place d'un Conseil d'Etat provisoire présidé par M. Goukouni Oueddeï.

10 NOVEMBRE. – A la suite des accords de Lagos, signés le 21 août, un gouvernement d'union nationale de transition (GUNT), présidé par M. Goukouni Oueddeï, est mis en place. Il rassemble onze « tendances », et M. Hissène Habré en est le ministre de la défense.

**1980**

21 MARS. – Début de la guerre civile entre les Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré et ses trois principaux anciens partenaires, MM. Goukouni Oueddeï et Acyl Ahmat, ainsi que le lieutenant-colonel Kamougué. M. Hissène Habré est démis de ses fonctions par M. Goukouni Oueddeï tandis que les forces françaises entreprennent d'évacuer le pays.

17 MAI. – Fin de l'évacuation des forces françaises.

15 JUIN. – Accord de défense entre la Libye et M. Goukouni Oueddeï.

14 DÉCEMBRE. – L'intervention de l'artillerie et des blindés libyens à N'Djamena contraignent les FAN de M. Hissène Habré à se replier sur la frontière soudanaise.

**1981**

SEPTEMBRE. – De durs combats contre les forces libyennes permettent aux FAN d'élargir la zone sous leur contrôle dans l'est du pays. Au même moment, M. Goukouni Oueddeï est reçu à l'Elysée.

22 OCTOBRE. – De Cancun, M. Mitterrand réclame l'envoi « d'urgence » d'une force interafricaine au Tchad.

26 OCTOBRE. – Paris confirme l'envoi d'un « appui logistique » à M. Goukouni Oueddeï.

3 NOVEMBRE. – Annonce du retrait des troupes libyennes du Tchad à la demande du GUNT de M. Goukouni Oueddeï.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE. – Après le refus, par M. Goukouni Oueddeï, de leur proposition d'armistice, les FAN de M. Hissène Habré étendent leur contrôle à l'est du pays et occupent Abéché.

**1982**

FÉVRIER-MAI. – Les FAN occupent progressivement le nord du Tchad, à l'exception de la bande d'Aouzou, sous contrôle militaire de Tripoli.

7 JUIN. – Les troupes de M. Hissène Habré prennent N'Djamena.

AOUT-SEPTEMBRE. – Les FAN occupent le Sud tchadien. Les coalisés du GUNT se sont repliés sur le Tibesti.

**1983**

MAI-JUIN. – Les coalisés, équipés par Tripoli et appuyés par l'armée libyenne, reprennent plusieurs oasis dans le Nord tchadien avant de lancer une offensive sur l'Est et d'occuper momentanément Abéché.

FIN JUILLET. – A l'occasion d'un raid-surprise, M. Hissène Habré, à la tête de ses troupes, reprend Faya-Largeau. Mais il doit l'évacuer six jours plus tard sous les bombardements de l'aviation libyenne.

8 AOUT. – Déclenchement de l'opération Manta. Trois mille soldats français occupent le centre tchadien, jusqu'à la hauteur du 15e parallèle.

NOVEMBRE-DÉCEMBRE. – Des contacts ont lieu en vue de la tenue d'une conférence de réconciliation entre Tchadiens.

**1984**

JANVIER. – Echec de la réunion d'une conférence de réconciliation sous l'égide de l'OUA, à Addis-Abeba.

FÉVRIER. – A la suite d'un accrochage, au cours duquel un pilote français est tué, le contrôle opérationnel des troupes françaises est étendu au 16e parallèle. M. Claude Cheysson se rend à N'Djamena, à Addis-Abeba et à Tripoli.

17 SEPTEMBRE. – Paris et Tripoli annoncent le retrait « simultané et concomitant » des troupes françaises au Tchad et des éléments d'appui libyens.

NOVEMBRE. – Evacuation des troupes françaises.

**1985**

MARS. – Première tournée de M. Hissène Habré dans le Sud depuis son retour au pouvoir.

AVRIL. – Rencontre manquée entre MM. Hissène Habré et Goukouni Oueddeï au Mali.

SEPTEMBRE. – Renforcement du dispositif militaire libyen dans le nord du Tchad.

NOVEMBRE. – Multiplication des ralliements à Hissène Habré.

8 DÉCEMBRE. – M. Mitterrand déclare que le colonel Kadhafi « ferait bien de rester à l'intérieur de ses frontières ».

9 DÉCEMBRE. – M. Hissène Habré déclare s'attendre à une nouvelle offensive libyenne.

12 DÉCEMBRE. – Nouvelle mise en garde de M. Mitterrand à la Libye.

**1986**

10 FÉVRIER. – Les forces du GUNT et libyennes déclenchent une offensive au sud du seizième parallèle.

14 FÉVRIER. – M. Hissène Habré demande l'envoi de troupes françaises.

16 FÉVRIER. – Raid aérien sur Ouadi-Doum et débarquement, sur l'aéroport de N'Djamena, de commandos de l'armée de l'air français.

17 FÉVRIER. – Un Tupolev-22 lâche une bombe sur la piste de l'aéroport de N'Djamena.



ien

*tous les jours démonstrations*

blèmes concrets, de tous les jours : logement, sécurité, éducation, travail (3)...

Dans la France d'aujourd'hui, l'élu local devrait s'inspirer de cette tendance outre-Atlantique : à lui d'être le stimulateur. Jacques Chirac à Paris, notamment vis-à-vis des personnes âgées, Alain Carignon à Grenoble, montrent le chemin à suivre. Lutter contre la pollution canine peut prêter à sourire dans les états-majors politiques ; procéder à un référendum sur la possibilité d'installer un tramway dans la capitale du Dauphiné peut gêner un groupe corporatiste. Peu importe ! Leurs succès électoraux prouvent que ce type de langage et cette action quotidienne répondent aux préoccupations de nos concitoyens. A l'homme politique de s'adapter à cette nouvelle démocratie du quotidien.

(1) SOFRES, *Opinion publique 1985*, Gallimard, p. 20.
(2) Paru au *Journal officiel* du 4 juillet 1985.
(3) Voir l'excellent ouvrage de H.-C. Boyte, *The Backward Revolution, Understanding the New Citizen Movement*. Philadelphia, Temple University Press, 1980.

### La rivalité de deux équipes

Certains esprits connaissent la confusion à propos de la perspective d'une éventuelle cohabitation de M. Mitterrand et d'un premier ministre qui ne serait pas de sa famille politique officielle.

Je ne sais si mon esprit à moi est par trop simpliste, mais je ne vois là aucun problème : considérant que les socialistes font depuis 1982 une politique que la droite n'aurait pas désavouée, où est le problème ? Si mon cœur bat à droite depuis toujours, je n'aurai aucun scrupule à voter socialiste nouvelles normes aux législatives. Je plains simplement les socialistes bon teint, ceux de 1981, mais la future cohabitation me paraît à peine mériter ce nom.

En fait, il ne s'agit plus du choc de deux idéologies, mais de la rivalité de deux équipes et l'intérêt de la France me paraît passer en second dans cette compétition.

GÉRARD LACAZE
(Croissy-sur-Seine).

Monde

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 954 F | 1 200 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| II. – SUISSE, TUNISIE | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

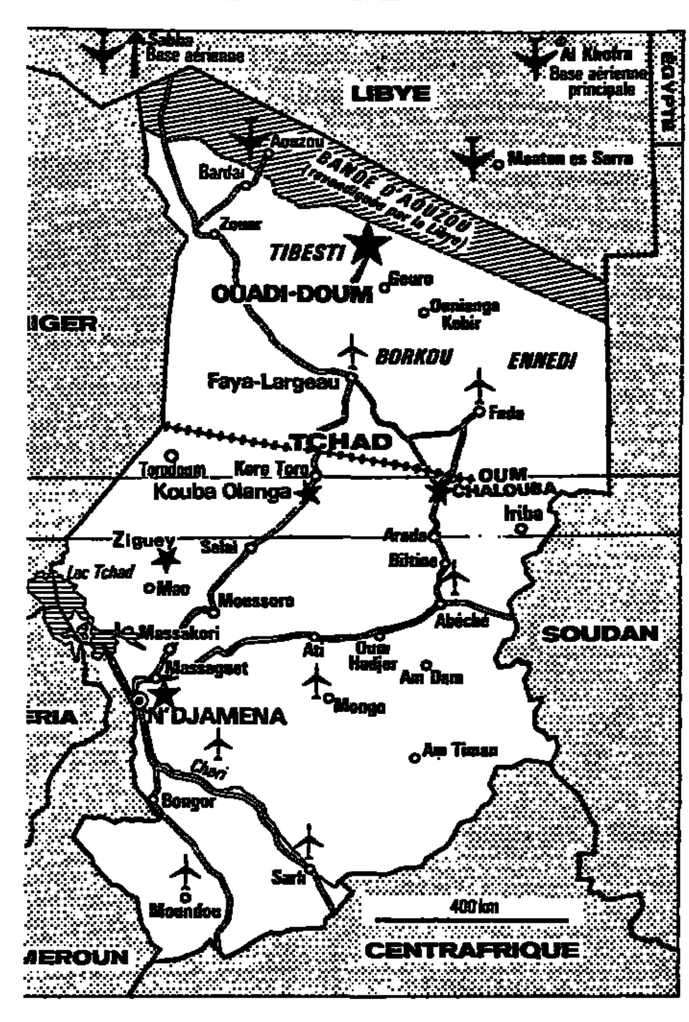
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

# FRIQUE

## LE CONFLIT TCHADIEN




## La riposte libyenne

*ulte de la première page.)*

1984, quand il est devenu ıt que la Libye n'appliquait ıccord de « retrait concomi- et simultané » de leurs s respectives, que Paris et i avaient conclu le 17 sep- e de la même année, la n'avait pas réagi, donnant l'impression qu'elle mmodait d'une forte pré- militaire libyenne au nord parallèle. On n'était même in de reprocher à M. His- labré et à son entourage de rop grand cas de la transfor- ı du Nord tchadien en pro- méridionale de la Libye. On pourtant fort bien, à Paris, . Goukouni Oueddeï, aban- par bon nombre de ses par- s, ne faisait même plus illu- tant les forces qu'il était représenter étaient deve- un facteur marginal dans tion politique tchadienne. cilier les Tchadiens ? Ce t plus, pour l'essentiel, affaire de cohabitation M. Hissène Habré, ses alliés rd et de la zone sahélienne, ud cotonnier.

te fois-ci, M. François Mit- d a pris les devants, sans re l'éventuelle entrée dans se de l'arsenal dont dispose e régulière libyenne et en ıt le risque de voir un appa- ançais abattu par une des es de missiles sol-air Sam-6 rotègent les aérodromes ; dans le Nord tchadien. tait prêt, du côté français. oyens techniques d'un raid étaient rodés. La couver- plomatique de l'opération a se en place.

outre, la France ne semble sposée à en rester au raid adi-Doum, puisque des dis- ns sont déjà prises à N'Dja- pour un nouveau déploie- le troupes françaises.

### In contexte intérieur favorable

lque chose a donc changé. les précédents septennats sous celui-ci, le Tchad a gure de boulet. Le pouvoir ue, en France, n'a jamais su omment s'en débarrasser. re, en 1981, les préférences Elysée allaient plutôt à ukouni Oueddeï, alors au r à N'Djamena. Il aura fallu longtemps à M. Hissène Habré, après avoir pris N'Djamena en juin 1982, pour se faire accepter par Paris. Même au lendemain de l'opération Manta, le gouvernement français donnait l'impression de vouloir, avant tout, éviter tout affrontement avec la Libye ; que le colonel Kadhafi n'ait pas tenu parole – en ne retirant pas ses troupes du Nord tchadien – ne méritait pas une guerre : telle semblait être alors la position française.

On ne peut plus en dire autant aujourd'hui, puisque les Français donnent l'impression d'être prêts à en découdre au cas où le dirigeant libyen, peu impressionné, déciderait à son tour de riposter, ainsi que le laisse penser le bombardement, ce lundi, de l'aéroport de N'Djamena. L'expérience aidant, le colonel Kadhafi ne devait pas s'attendre à la réaction française. Sans doute, M. Mitterrand a-t-il eu de bonnes raisons de prendre l'initiative. Surprendre l'adversaire et, surtout, lui faire comprendre que tout est possible, que le gouvernement français, s'appuyant sur une classe politique quasi unanime, en période électorale, peut placer la barre beaucoup plus haut les Libyens ne le pensaient. Sinon, les forces gouvernementales ayant bien résisté – seules – face aux attaques de leurs adversaires, pourquoi, dès le lendemain, envoyer l'aviation française en mission de bombardement au fin fond du Nord tchadien ?

M. Mitterrand avait sans doute une revanche à prendre sur un interlocuteur qui ne lui a jamais facilité la tâche. Ce coup de semonce suffira-t-il à calmer – ne serait-ce que quelque temps – les appétits du dirigeant libyen, qui n'en est pas à un faux pas près ? Le chef de l'Etat ne peut avoir exclu que le bombardement de Ouadi-Doum soit le début d'une épreuve de force avec la Libye. A moins qu'il ait déjà décidé de chasser les Libyens du Nord tchadien – ce qui semble peu vraisemblable, – M. Mitterrand sait aussi qu'il vient de renvoyer la balle dans le camp d'un adversaire capable de biaiser et même d'opérer des marches arrière, mais dont la détermination à imposer une solution pro-libyenne au Tchad ne s'est jamais démentie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



# EUROPE

## L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU PORTUGAL

# Le rassemblement de l'électorat de gauche a assuré la victoire de M. Mario Soares

**Un peu plus de cent cinquante mille voix d'avance, sur près de 6 millions de votants, ont assuré l'élection de M. Mario Soares à la présidence de la République du Portugal. Cette accession au palais de Belem constitue le couronnement de la carrière du dirigeant socialiste. Celle-ci s'est déroulée, pour la plus grande part, dans la clandestinité et l'exil jusqu'au renversement de la dictature en avril 1974. Entre 1975 et 1985, M. Soares avait participé à sept gouvernements comme ministre des affaires étrangères, puis comme président du conseil. La défaite du Parti socialiste aux élections législatives du mois d'octobre de l'an passé avait provoqué son remplacement à la tête du gouvernement par M. Cavaco Silva (Parti social-démocrate).**

De notre correspondant

*Lisbonne.* – Les bureaux de vote étaient fermés, dimanche 16 février, depuis une demi-heure lorsque les stations de radio ont donné les premières prévisions : M. Mario Soares devançait de justesse le candidat conservateur, M. Freitas Do Amaral. Indifférents à la pluie qui tombait abondamment, des milliers de manifestants ont alors envahi les principales rues de la capitale portugaise. *« Pour la première fois depuis soixante-dix ans, le Portugal a un président de la République civil »*, s'est exclamé M. Soares, s'adressant à la foule massée devant son quartier général. *« Je ne serai pas le président de la majorité qui m'a élue, mais le président de tous les Portugais »*, a-t-il précisé.

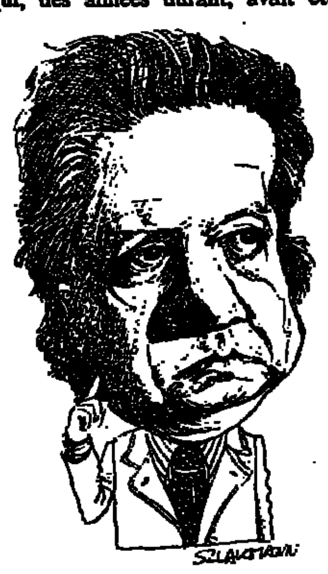
Ces propos très mesurés contrastent avec l'exaltation qui règne parmi les dirigeants des partis de gauche. Tous soulignent, en effet, le *« grand mouvement d'unité »* qui aura permis de renverser une situation extrêmement défavorable pour M. Soares. *« Je souhaite que la convergence démocratique qui vient de se manifester soit confirmée dans l'avenir »*, a déclaré le secrétaire général du PCP, M. Cunhal.

Pour les communistes, cette élection présidentielle a été une course d'obstacles, ceux-ci ayant finalement pu être surmontés. Il s'agissait, lors du premier tour, de convaincre les militants du parti, dont une large majorité ne cachait pas sa sympathie à l'égard de Mme Pintasilgo, de voter pour M. Zenha. La mobilisation indéniable de l'électorat communiste n'a pas été suffisante pour assurer la présence de l'ancien numéro deux du PS au second tour.

Aussi le comité central du PCP a-t-il dû faire face à un problème on ne peut plus délicat : choisir entre deux candidats considérés tous les deux *comme étant* de droite. Et le choix a été fait sur la base d'une nuance : quoique « de droite », M. Soares était appuyé par un parti démocratique, alors que M. Amaral représentait les forces « fascistes » et « fascisantes » du pays.

### Discipline de l'électorat communiste

Faisant preuve d'une discipline remarquable, l'électorat communiste a voté massivement pour celui qui, des années durant, avait été




traité d'*« ennemi numéro un »* des travailleurs. A Beja, à Evora et à Setubal, bastions du PCP, M. Mario Soares a obtenu de 70 à 75 % des suffrages exprimés. Partout il a pratiquement fait le plein des votes des trois candidats de la gauche qui s'étaient présentés au premier tour.

Dans les trois villes portugaises les plus importantes, Lisbonne, Porto et Coimbra, le leader socialiste a nettement dépassé son adversaire. D'un tour à l'autre, M. Soares passe de 1 430 000 voix à plus de 3 millions, ce qui correspond à un pourcentage de 51,35 % du total. Le nombre d'abstentionnistes par rapport au premier tour a nettement baissé : 21,7 % contre 24,6 % le 26 janvier dernier. M. Amaral en a probablement bénéficié, car il a vu augmenter son score en termes absolus d'environ 240 000 voix.

Dans l'entourage du candidat démocrate-chrétien, on multiplie les explications embarrassées. Le rythme de la campagne aurait baissé inexplicablement ces derniers jours. La stratégie de M. Soares *« brandissant l'épouvantail de l'extrême droite »* aurait produit des effets auprès d'un électorat qui reste très attaché aux libertés acquises avec la « révolution aux œillets ». La participation active dans la campagne de l'actuel premier ministre, M. Cavaco Silva, n'aurait pas donné les résultats escomptés.

Fort de son prestige à la tête du gouvernement, M. Cavaco Silva *avait cherché à démontrer que* l'élection de M. Amaral renforcerait encore davantage la cohésion de l'exécutif. Mais l'argument n'a pas été accepté, de toute évidence, et, à l'image de ce qui s'est passé lors de l'élection présidentielle de 1980, la majorité des Portugais souhaitant que le chef de l'Etat joue un rôle de contrepoids par rapport au gouvernment.

La défaite de M. Freitas do Amaral constitue donc une défaite personnelle de M. Cavaco Silva, qui s'efforce d'ores et déjà d'en réduire la portée. *« Les luttes électorales, c'est une chose ; gouverner le pays en est une autre »*, a-t-il affirmé. Analysant les résultats, le premier ministre a conclu que *« presque 50 % des Porgugais votant pour M. Freitas do Amaral ont manifesté une grande volonté de changement »*. *« Je tâcherai de ne pas les décevoir »*, a-t-il ajouté.

Quelles conséquences l'élection de dimanche soir aura-t-elle sur les relations entre le gouvernement et la présidence de la République ? M. Soares a déjà annoncé son intention de garder le premier ministre *« tant qu'il disposera d'une majorité au Parlement »*. *« J'espère qu'on nous laissera poursuivre notre travail »*, a précisé quant à lui M. Cavaco Silva.

A l'intérieur du Parti socialiste, la lutte pour la succession est bel et bien déclenchée. Pour la première fois depuis 1975, des dirigeants importants comme M. Jaime Gama, ancien ministre des affaires étrangères, envisage de renouer le dialogue avec toutes les formations de gauche, y compris le Parti communiste. On évoque d'autre part l'hypothèse d'un rapprochement avec le PRD (formation proche de l'ancien *président Ramalho Eanes*).

L'heure serait venue pour tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont abandonné le PS de rejoindre la famille socialiste. Le prochain congrès prévu pour le mois de mai pourrait constituer, dit-on, le *« moment du renouveau »*.

JOSÉ REBELO.

### LE DIRECTEUR DES PRISONS ASSASSINÉ A LISBONNE

Lisbonne *(AFP)*. – M. Gaspar Castelo Branco, directeur général des prisons portugaises, a été tué d'une balle en pleine tête, samedi 15 février, à proximité de son domicile de Lisbonne. Ce meurtre a été revendiqué quelques heures plus tard par un appel à la radio commerciale de la capitale portugaise par deux interlocuteurs anonymes se réclamant du mouvement FP-25 avril. Ce meurtre intervient alors que se déroule depuis trois mois un procès de membres présumés des FP-25, accusés d'avoir commis plusieurs attentats au Portugal au cours de l'année 1984. Parmi les accusés se trouve M. Otelo de Carvalho, l'un des principaux animateurs du coup d'Etat du 25 avril 1974, soupçonné d'avoir apporté un soutien logistique à l'organisation terroriste. Ce dernier est actuellement détenu à Lisbonne.

## DEPUIS LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

### *Un régime semi-présidentiel*

De notre correspondant

Lisbonne. – Elu au suffrage universel, le président de la République portugaise dispose théoriquement de pouvoirs considérables : il peut dissoudre le Parlement, destituer le premier ministre et user de son droit de veto sur les projets de loi approuvés par le Parlement. Dans la pratique pourtant, ces pouvoirs sont bien plus limités, notamment depuis la révision de la Constitution en août 1982.

Ainsi, pour dissoudre le Parlement, le président doit réunir au préalable le Conseil d'Etat, constitué en large majorité de représentants des partis politiques. Ce Conseil joue en principe un rôle strictement consultatif, mais il est peu concevable que le président de la République prenne une décision contraire à celle de la majorité des conseillers.

Dans ses rapports avec le gouvernement, le chef de l'Etat dispose d'un pouvoir que les experts en droit constitutionnel définissent comme « négatif » : il peut facilement renvoyer le premier ministre, mais ne peut pas nommer qui il veut. En effet, le président désigne le premier ministre *« en tenant compte du résultat des élections législatives »*. La personnalité pressentie doit ensuite soumettre son programme au Parlement. Le refus de ce programme entraîne automatiquement la chute de tout le cabinet.

Aussi le président de la République est-il forcé, au risque de provoquer des situations de rupture, de désigner un chef de gouvernement issu d'une majorité parlementaire.

Les grandes options en matière de politique étrangère relèvent de l'exécutif, le président de la République ayant dans ce domaine des fonctions représentatives. Il ne préside pas, d'autre part, le conseil des ministres, sauf s'il y est expressément invité par le chef du gouvernement.

La vérification de la constitutionnalité des lois avant leur promulgation appartient à un Tribunal constitutionnel dont les membres sont élus par le Parlement. En cas de veto présidentiel, les lois reviennent devant l'Assemblée. Ayant recueilli en seconde lecture deux tiers des voix, elles sont alors obligatoirement promulguées.

Aux yeux de l'opinion publique portugaise, le chef de l'Etat est le détenteur du pouvoir suprême. Le décalage entre cette conception et la réalité provoque des situations politiques très complexes, notamment en ce qui concerne les relations entre la présidence de la République et l'exécutif. Faute d'une harmonie entre majorité présidentielle et majorité parlementaire, les affrontements se multiplient. Les Portugais ont pris l'habitude de cette situation au long de ces dix dernières années.

J. R.

## URSS

# Une libération d'Andrei Sakharov reste possible

### *affirme « Der Spiegel »*

Andrei Sakharov pourrait être autorisé à quitter l'URSS en mai ou en juin prochain, affirme dans sa dernière livraison l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, sur la foi d'informations recueillies dans l'entourage du chancelier Helmut Kohl. Le secrétaire général du PC soviétique, M. Gorbatchev, avait pourtant semblé totalement exclure une telle possibilité dans une interview publiée samedi 8 février par le quotidien communiste *l'Humanité* (*le Monde* daté 9-10 février).

Les informateurs du *Spiegel* semblent convaincus que tel n'est pas le dernier mot des autorités soviétiques, et l'hebdomadaire émet à nouveau l'hypothèse d'un *« échange »* du physicien, actuellement assigné à résidence à Gorky, contre la libération du militant noir Nelson Mandela, incarcéré depuis vingt-trois ans.

L'épouse d'Andrei Sakharov, Mme Elena Bonner, qui a subi récemment une opération cardiaque aux Etats-Unis, a vu, d'autre part, son autorisation de séjour à l'étranger prolongée de trois mois par les autorités soviétiques.

L'hebdomadaire britannique *The Observer* poursuit la publication de lettres dans lesquelles le prix Nobel de la paix décrit les traitements qu'il a subis au cours du printemps et de l'été 1984, au moment où il observait une grève de la faim, précisément pour obtenir que sa femme soit autorisée à se rendre en Occident. Le physicien évoque notamment le comportement des médecins qui *« agissaient sur ordre du KGB »* et voulaient *« pousser sa détresse au paroxysme »* pour faire cesser son mouvement de protestation.

*« Du 11 au 15 mai* [1984], écrit-il, *ils ont tenté de me nourrir par intraveineuses. Des aides soignants me jetaient sur mon lit, m'attachaient les mains et les pieds et me tenaient les épaules, tandis qu'une aiguille était introduite dans mes veines. La première fois, l'un des membres du personnel s'est assis sur mes jambes, tandis que l'on m'injectait le produit.*

*» Du 16 au 24 mai, une nouvelle méthode pour me nourrir a été employée, un tube ayant été introduit dans mon nez (...). Ensuite, du 25 au 27 mai, la méthode la plus barbare et dégradante a été employée.*

*» J'étais à nouveau attaché sur mon lit et une pince a été placée sur mon nez. Lorsque j'ouvrais la bouche pour respirer, une cuillère remplie de nourriture m'était versée dans la bouche.*

*» Parfois mes mâchoires étaient maintenues ouvertes par un levier. Le 27 mai, je demandais que la pince soit ôtée. Je promettais d'avaler la nourriture volontairement. Malheureusement, cela signifiait que ma grève de la faim était terminée (...). »*

En juin, *« les médecins ont tenté de me persuader que si je reprenais ma grève de la faim, je serais rapidement victime de la maladie de Parkinson »*, poursuit A. Sakharov. – *(Reuter, AFP.)*

## Pologne

### OUVERTURE DU PROCÈS EN APPEL DE MM. FRASYNIUK, LIS ET MICHNIK

Varsovie. – Le procès en appel de trois des représentants les plus connus de l'opposition polonaise, MM. Wladyslaw Frasyniuk et Bogdan Lis, tous deux dirigeants de Solidarité, et l'historien Adam Michnik, devait s'ouvrir ce lundi 17 février devant la Cour suprême de Varsovie, en l'absence des accusés et de la presse, qui n'a pas reçu de carte d'accès au tribunal.

MM. Frasyniuk, Lis et Michnik avaient été condamnés au printemps dernier à des peines de trois ans et demi, trois ans et deux ans et demi de prison, à l'issue d'un procès qui s'était déroulé, selon leurs défenseurs, dans des conditions particulièrement scandaleuses. La Cour suprême est une instance qui remplit à la fois le rôle de tribunal d'appel et de Cour de cassation. L'appel ayant été interjeté par la défense, les sentences ne sont pas susceptibles d'être aggravées. Le verdict, qui devrait être rendu mardi 18 février, est considéré comme un test important des intentions du pouvoir, à l'approche du congrès du parti, prévu pour juin prochain, mais aussi au moment où la Pologne a particulièrement besoin d'une aide économique occidentale. – *(AFP.)*

GAL

## de gauche
## o Soares

comme président du conseil. La 'Parti socialiste aux élections du mois d'octobre de l'an passé qué son remplacement à la tête du ut par M. Cavaco Silva (Parti ocrate).

relations entre le gouvernement et la présidence de la République ? M. Soares a déjà annoncé son intention de garder le premier ministre « *tant qu'il disposera d'une majorité au Parlement* ». « *J'espère qu'on nous laissera poursuivre notre travail* », a précisé quant à lui M. Cavaco Silva.

A l'intérieur du Parti socialiste, la lutte pour la succession est bel et bien déclenchée. Pour la première fois depuis 1975, des dirigeants importants comme M. Jaime Gama, ancien ministre des affaires étrangères, envisage de renouer le dialogue avec toutes les formations de gauche, y compris le Parti communiste. On évoque d'autre part l'hypothèse d'un rapprochement avec le PRD (formation proche de l'ancien président Ramalho Eanes).

L'heure serait venue pour tous ceux qui, à un moment ou à un autre, ont abandonné le PS de rejoindre la famille socialiste. Le prochain congrès prévu pour le mois le mai pourrait constituer, dit-on, le « *moment du renouveau* ».

JOSÉ REBELO.

ONSTITUTIONNELLE

## i-présidentiel

Aussi le président de la République est-il forcé, au risque de rovoquer des situations de rupure, de désigner un chef de gouvernement issu d'une majorité arlementaire.

Les grandes options en atière de politique étrangère lèvent de l'exécutif, le président de la République ayant dans domaine des fonctions représentatives. Il ne préside pas, autre part, le conseil des ministres, sauf s'il y est expressement vité par le chef du gouvernement.

La vérification de la constitutionnalité des lois avant leur promulgation appartient à un Tribunal constitutionnel dont les embres sont élus par le Parlement. En cas de veto présidenti, les lois reviennent devant ssemblée. Ayant recueilli en conde lecture deux tiers des x, elles sont alors obligatoirement promulguées.

Aux yeux de l'opinion publique tugaise, le chef de l'Etat est détenteur du pouvoir suprême. décalage entre cette concep- et la réalité provoque des ations politiques très comxes, notamment en ce qui cerne les relations entre la sidence de la République et écutif. Faute d'une harmonie re majorité présidentielle et jorité parlementaire, les ontements se multiplient. Les tugais ont pris l'habitude de a situation au long de ces dix nières années.

J. R.

Pologne

VERTURE DU PROCÈS EN PPEL DE MM. FRASYNIUK, S ET MICHNIK

arsovie. – Le procès en appel de des représentants les plus us de l'opposition polonaise, Wladyslaw Frasyniuk et Bog- Lis, tous deux dirigeants de darité, et l'historien Adam nik, devait s'ouvrir ce lundi évrier devant la Cour suprême Varsovie, en l'absence des sés et de la presse, qui n'a pas de carte d'accès au tribunal.

M. Frasyniuk, Lis et Michnik ont été condamnés au printemps ier à des peines de trois ans et trois ans et deux ans et demi rison, à l'issue d'un procès qui déroulé, selon leurs défen-, dans des conditions particulièrement scandaleuses. La Cour ème est une instance qui remplit ois le rôle de tribunal d'appel et our de cassation. L'appel ayant nterjeté par la défense, les sens ne sont pas susceptibles aggravées. Le verdict, qui it être rendu mardi 18 février, nsidéré comme un test important des intentions du pouvoir, à roche du congrès du parti, pour juin prochain, mais aussi oment où la Pologne a particuent besoin d'une aide économique occidentale. – *(AFP.)*

# ASIE

# La crise aux Philippines

**Sans attendre la proclamation officielle de la victoire électorale de M. Marcos, le Saint-Siège a infligé, samedi 15 février, un désaveu au régime en exprimant *« sa confiance aux évêques »* philippins, *« inspirés sans doute par un sens de la responsabilité pastorale en toute connaissance de cause »*. Dimanche, s'adressant à dix mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre, Jean-Paul II a prié pour une solution *« juste et pacifique »* et s'est déclaré *« particulièrement proche de l'Eglise des Philippines et du peuple philippin tout entier »*.**

**En France, commentant la situation samedi sur les ondes de RTL, M. Laurent Fabius a exprimé *« la sympathie du peuple français à l'égard de Mme Aquino et de tout ce qu'elle représente »*. Le premier ministre a ajouté qu'*« on ne peut pas ne pas penser qu'une grande partie de la solution se trouve aux Etats-Unis compte tenu de leur influence »*.**

S'ESTIMANT « LÉGITIMEMENT ÉLU »

## M. Marcos entend ne céder à aucune pression

De notre envoyé spécial

Manille. — C'est un président en place s'estimant *« légitimement élu »* qui a célébré sa victoire peu après que l'Assemblée nationale l'eut proclamée, samedi, dans la nuit. Il l'a qualifiée d'*« historique »* et a affirmé qu'elle constituera un *« modèle d'esprit démocratique pour les générations à venir »*. Puis il a reçu, lundi 17 février, M. Habib, l'envoyé du président Reagan, qui s'est entretenu ensuite avec Mme Aquino.

Agissant comme si la situation était des plus normales, M. Marcos avait convoqué la veille une conférence de presse où il est apparu au meilleur de sa forme. Tour à tour ironique et mordant, il a estimé que la volte-face de M. Reagan, qui semble découvrir une semaine après que les élections n'ont pas été aussi limpides qu'il l'avait déclaré il y a quelques jours, tenait à la *« mauvaise information »* du chef de la Maison Blanche. M. Marcos a affirmé avec bonhomie : *« Que voulez-vous le fait est là, je suis président. »* Irrité cependant par une nouvelle question sur la légitimité de son mandat, il a répliqué : *« Pourquoi, enfin, devrais-je prouver la légitimité d'un mandat qui a été déjà proclamée par l'Assemblée ? »*.

Au cours de cette conférence de presse, M. Marcos a annoncé un remaniement ministériel et une politique de privatisation de certains secteurs de l'économie ainsi que la démission du général Fabian Ver, chef d'état-major, qui sera temporairement remplacé dans ses fonctions par le général Ramos, chef d'état-major adjoint.

### Une concession

Le départ du général Ver, impliqué dans l'assassinat de Ninoy Aquino en août 1983, mais innocenté par un tribunal militaire, apparaît comme la première concession faite par M. Marcos aux Américains. Depuis des mois, les Etats-Unis avaient demandé sa mise à l'écart. M. Marcos avait toujours différé sa décision dans le souci de conserver une carte, témoignant de sa bonne volonté, à ne jouer qu'au moment opportun.

M. Marcos avait convoqué sa conférence de presse précisément au moment où Mme Aquino, candidate de l'opposition, que l'organisme privé de décompte des voix, NAMFREL, donne gagnante de cette élection, annonçait un programme de *« désobéissance civile »* devant une foule estimée à près d'un million de personnes, assemblées dans le parc Luneta, au centre de Manille. Comme toutes les manifestations de l'opposition, celle de dimanche avait un caractère de fête populaire. Le jaune (couleur de l'opposition) avait à nouveau envahi les rues. Même les croix de bois portées par certains supporters étaient ornées d'un ruban jaune. *« Nous n'avons peur de rien que de Dieu »*, pouvait-on lire sur certaines banderoles.

Mme Aquino a appelé à une journée nationale de protestation, de grève, de boycottage des écoles et de prières le lendemain de l'inauguration officielle du mandat de M. Marcos. Elle a, d'autre part, demandé aux supporters de l'opposition de boycotter les banques qui soutiennent le régime, les chaînes de radio et de télévision et les journaux qui appartiennent aux « barons » du régime, ainsi que de refuser d'acheter les produits des brasseries San-Miguel (contrôlées par son cousin et ennemi politique, M. Eduardo Conjuangco). Mme Aquino a appelé, enfin, au non-paiement des factures d'eau et d'électricité. Comparant la lutte de l'opposition à celle de David contre Goliath, elle a annoncé qu'elle s'adresserait chaque soir à 8 heures, à la radio, au *« peuple qui [l] a élue »*.

### La tactique du « ventre mou »

La manifestation du parc Luneta, qui ne fut marquée par aucun incident, sinon le renversement de sacs d'ordures par des militants d'extrême gauche devant les portes de l'ambassade américaine, a certes témoigné de la capacité de mobilisation qu'a encore l'opposition. Mais, face à un pouvoir qui a adopté la tactique du « ventre mou », elle risque, à plus ou moins brève échéance, de s'essouffler.

Son programme de *« désobéissance civile »* a, certes, l'aval de l'Eglise, mais on peut se demander jusqu'à quel point il sera efficace dans un pays où, étant donnée la pauvreté de la majorité, la vie est une lutte quotidienne, et qui, en outre, n'est pas animé d'une force spirituelle particulière : les Philippines ne sont pas l'Inde de Gandhi. Quant à M. Marcos, il a fait, avec la démission du général Ver, une concession sans grande portée : le général demeurera son conseiller pour les affaires de sécurité et conservera vraisemblablement la haute main sur l'armée.

Pour l'instant, les Américains maintiennent le plus grand secret sur la mission de M. Habib. L'ambassade se refuse à tout commentaire. La proclamation, samedi dans la nuit, de la victoire de M. Marcos place les Etats-Unis devant un fait accompli. M. Marcos a, certes, affirmé que tous les cas litigieux de décompte des voix seront minutieusement examinés.

L'une des questions soulevées par l'opposition est celle des six millions de personnes (soit presque un quart de l'électorat) qui n'ont pas pu s'exprimer, car leurs noms ne figuraient pas sur les listes électorales : or il s'agit précisément de personnes connues pour leur sympathie pour l'opposition, qui s'étaient régulièrement inscrites, mais qui, au dernier moment, n'ont pas été autorisées à voter. Les Etats-Unis possèdent d'énormes dossiers sur les fraudes commises au cours de ces élections. C'est assurément là un moyen de pression sur M. Marcos. Mais reste à savoir s'il sera utilisé pour obtenir plus que des concessions.

**Ph. P.**

## Singapour

● *Le fils de M. Lee Kuan Yew au gouvernement.* — Le fils aîné du premier ministre de Singapour, M. Lee Hsien Loong, âgé de trente-quatre ans, généralement pressenti pour succéder à son père dans quatre ans, a été nommé ministre suppléant du travail et de l'industrie à l'occasion d'un remaniement ministériel, selon un communiqué du cabinet du premier ministre publié dimanche 16 février. Autre promu, M. Wong Kan Seng est nommé ministre pour le développement de la communauté en plus de son poste de ministre d'Etat pour les communications et l'information. M. Lee Hsien Loong est général de brigade. — *(AFP.)*

## L'arbitre de la situation : une armée malade et divisée

De notre envoyé spécial

Manille. — La rue, dimanche 16 février, l'Eglise, deux jours auparavant, se sont prononcées : le président Marcos demeure en place, mais son régime est désormais désavoué par les prêtres et rejeté par une bonne partie de la population. Il reste une force qui jusqu'à présent est restée en retrait : l'armée. Or, en cas de durcissement de l'épreuve de force entre le pouvoir et l'opposition, les militaires seront les arbitres de la situation. L'armée philippine est un corps malade, contaminé par les pratiques du régime. L'ambiguïté de l'attitude américaine n'a fait qu'ajouter à un malaise, diffus depuis des années, qui s'est cristallisé depuis l'assassinat de Ninoy Aquino en août 1983.

*« Pour nous aussi, c'est aujourd'hui un problème de conscience. Lorsque fut proclamée la loi martiale en 1972, et jusqu'au milieu de la décennie écoulée, nous étions, dans l'armée, habités par une détermination presque morale : pour la première fois, nous pensions que nous pouvions construire une nouvelle société rompant avec la situation d'anarchie précédente. Aujourd'hui, je ne sais pour quoi, pour défendre quoi, je dois risquer ma vie. »* Nous sommes dans le quartier général de Camp Crame à Manille, dans un bureau situé non loin de celui du général Ramos, nouveau chef d'état-major.

L'homme qui tient ses propos est un colonel d'une quarantaine d'années qui préfère conserver l'anonymat. Un lieutenant-colonel qui, il y a six mois, était affecté à une unité combattant l'insurrection communiste dans le nord de Luzon, poursuit : *« Le malaise a commencé à la fin des années 70 lorsque nous nous sommes aperçus que la population n'était plus solidaire de l'armée. Jusqu'alors, dans ma région, par exemple, les paysans nous aidaient, nous prévenant des mouvements de l'ennemi, des éventuelles embuscades, c'est d'ailleurs à cette époque que nous avons marqué des points, arrêté des chefs de l'insurrection. Par la suite, la population n'a plus coopéré et nous avons commencé à nous interroger : c'est ainsi qu'est né progressivement le Mouvement de réforme de l'armée, RAM,* (Reform Army Movement). *Sur les 13 000 officiers, disons qu'un millier forme le noyau dur du Mouvement, mais une grande partie des autres nous sont favorables. Certains généraux le sont aussi, mais ils ne peuvent se déclarer ouvertement »*, conclut notre interlocuteur.

Il y a déjà eu dans le passé des sursauts, quelque peu épidermiques, de désaccord de certains officiers : comme ce colonel, qui refusa de signer un ordre de transports par avion militaire de plusieurs tonnes de glace destinées aux invités du mariage de la fille de M. Marcos. RAM est un mouvement plus profond.

### Le clan du général Ver

La principale critique que les officiers réformistes adressent au régime et à *« certains de ceux qui nous commandent »*, c'est d'avoir fait prévaloir le favoritisme sur le professionnalisme, notamment en matière de promotion : vingt-neuf généraux qui ont atteint l'âge de la retraite ont toujours des postes de commandement, et beaucoup de ceux qui occupent des positions-clés dans la hiérarchie militaire sont originaires de la province de M. Marcos (Ilocos). Le régime a, surtout, fait de l'armée une force politique : c'est en donnant des ordres directement aux généraux et officiers régnant sur les provinces, plus qu'en passant par les administrations locales, que M. Marcos contrôle le pays.

Disposant d'un pouvoir politique, l'armée n'a pas échappé aux travers du régime : privilèges pour les uns, corruption à tous les niveaux pour les subalternes. Un certain nombre de généraux opérant en province sont devenus de petits *« seigneurs de guerre »* monopolisant les prébendes, tandis que leurs soldats, souvent démoralisés par l'hostilité des populations, mal payés et risquant quotidiennement leur vie dans une guérilla dont ils ne voient pas la fin, se sont habitués à vivre sur le pays, quand il ne vendent pas armes et munitions aux communistes. Un peu partout, dans les provinces, on vous raconte la saga des M-16 (fusils automatiques) passant de main en main en échange de quelques billets de banque. *« C'est pénible à admettre, mais c'est exact : la guérilla se fournit en armes sur notre dos, soit elle les prend dans des embuscades, soit tout bonnement elle les achète à nos soldats »*, commente l'un de nos interlocuteurs.

Le favoritisme a contribué à créer des clans au sein de l'armée. M. Marcos lui-même a reconnu, début janvier, que son armée était divisée. L'un des clans fait allégeance au général Ver, qui vient de démissionner de ses fonctions de chef d'état-major, autrefois garde du corps de M. Marcos, impliqué (puis blanchi par un tribunal militaire) dans l'assassinat de Ninoy Aquino. Nos interlocuteurs sont laconiques sur l'effet concret de sa mise à la retraite : ils semblent penser qu'il continuera à contrôler l'armée en sous-main pour de longs mois.

L'autre clan s'est constitué autour du général Ramos, qui remplace le général Ver à la tête de l'état-major. Formé à West-Point, chef d'état-major adjoint depuis 1981, le général Ramos bénéficie d'un certain respect dans l'armée. Il est, en outre, considéré comme étant favorable aux officiers réformistes (ce qui était loin d'être le cas du général Ver). Il est aussi estimé à Washington qui, depuis des mois, insiste pour que soit donné un coup de balayette dans l'armée. Les experts américains pensent que cette armée divisée, démoralisée, mal aimée n'a plus de motivation pour se battre contre l'insurrection communiste.

### Une « collection de centurions »

Cory Aquino a promis, si elle accédait au pouvoir, de réformer l'armée *« devenue une collection de centurions au service du président »* par la mise à la retraite des principaux généraux et la promotion de jeunes colonels. L'opposition bénéficie d'un soutien, difficile à évaluer parmi les militaires. Ceux-ci s'inquiètent néanmoins de ses velléités de libérer tous les prisonniers politiques. *« Nous pensons que c'est là un acte démagogique et qu'il faudra être sélectif dans les libérations »*, nous disent nos interlocuteurs.

L'existence du Mouvement réformiste au sein de l'armée a eu, jusqu'à présent, un effet dont il est encore trop tôt pour apprécier la portée. Ne serait-ce qu'en raison de la discrétion des officiers pro-Marcos, qui sont beaucoup moins enclins à parler que les réformistes. Au cours de ces élections, l'armée a incontestablement joué un rôle politique : dans certaines régions, comme la province de Tarlac, berceau de la famille Aquino, où a été récemment affecté un inconditionnel du régime, le général Isodoro de Gazman, l'armée s'est livrée à des actes d'intimidation, voire de violence à l'égard des supporters de l'opposition.

Elle a eu une attitude analogue à Cebu, Negros oriental, Ilocos, dans le centre de Mindanao. A Tawi-Tawi, île au sud de Mindanao, nous raconte le maire d'une petite ville, les cartons de faux bulletins de vote ont été transportés sur des avions militaires. C'est, en outre, un officier, le capitaine John Paloy, qui a été arrêté pour avoir organisé le commando qui assassina l'ex-gouverneur d'Antique, M. Javier. Apparemment, les officiers réformistes, qui sont plus organisés à Manille qu'en province, ne sont pas parvenus à prévenir de telles actions.

Des experts militaires estiment néanmoins que le Mouvement de réforme pourrait faire réfléchir à deux fois les généraux qui seraient tentés d'utiliser l'armée pour remettre en selle le régime si l'opposition se radicalisait. *« Ce n'est pas à nous de décider ce qui est bon pour le pays : nous respecterons la volonté populaire »*, disent nos interlocuteurs. Et si celle-ci n'a pas d'autre moyen pour s'exprimer que de descendre dans la rue ? *« Ce sera un moment de vérité. »*

Selon les experts militaires, trois scénarios sont possibles dont l'inconnue reste l'attitude américaine. Si Washington se prononce en faveur du régime, même en traînant les pieds pour certains, l'armée suivra. Si les Américains se contentent de prendre leurs distances, l'armée risque de se diviser. Dans l'hypothèse, enfin, où Washington pencherait pour l'opposition, la vieille garde pro-Marcos pourrait être isolée.

**PHILIPPE PONS.**

## M. Reagan admet que la « crédibilité » de l'élection est sujette à caution

De notre correspondant

Washington. — Infléchissant son attitude, M. Reagan a nettement marqué ses distances à l'égard de M. Marcos le jour même, samedi 15 février, où le dictateur philippin se faisait proclamer vainqueur de l'élection présidentielle par l'Assemblée nationale, qu'il contrôle.

Alors que, au cours de sa conférence de presse de mardi dernier, le président américain avait estimé que la fraude pouvait avoir été le fait des *« deux parties »* et que les Etats-Unis devraient traiter avec le nouveau pouvoir quel qu'il soit, il considère désormais qu'il *« est devenu malheureusement évident que les élections ont été altérées par une fraude et une violence de grande échelle, principalement perpétrées par le parti au pouvoir »*.

*« Cela a été si marqué que la crédibilité de l'élection a été mise en question tant aux Philippines qu'aux Etats-Unis »*, ajoute le communiqué écrit que M. Reagan a fait diffuser de son ranch californien, où il prenait trois jours de vacances. Ce texte ne va cependant pas jusqu'à conclure que Washington ne reconnaît pas la validité de cette réélection.

Il est, en revanche, clairement dit, encore qu'implicitement, que M. Marcos ne peut plus gouverner aujourd'hui en ignorant les forces et les espoirs qui se sont portés sur Mme Aquino. *« En ce difficile moment, il est impératif,* poursuit en effet M. Reagan, *que tous les Philippins responsables cherchent les moyens pacifiques d'instaurer la stabilité et d'éviter une violence qui ne profiterait qu'à ceux qui souhaitent voir mettre fin à la démocratie »*. L'allusion aux forces de guérilla communistes est évidente. Le communiqué ajoute enfin que *« les deux parties doivent travailler ensemble à réaliser les réformes nécessaires à assurer une stabilité de la démocratie, un véritable professionnalisme de l'armée et une bonne santé de l'économie »*.

Rien n'a cependant été dit de la manière dont on espère promouvoir cette improbable coopération et tout laisse, en fait, penser qu'on n'a pas la moindre idée à Washington de ce qui pourrait maintenant être fait pour que la tension cesse de croître. La nouveauté est qu'on laisse néanmoins savoir à nouveau, comme dans les semaines qui avaient précédé le scrutin, qu'on considère comme dès maintenant ouverte la « période de transition post-Marcos ».

### Les interventions du Congrès

Concrètement, cela ne signifie pour l'instant que trois choses : qu'il sera fait pression sur le président en titre pour qu'il fasse preuve de souplesse, qu'on espère, en redonnant espoir à l'opposition, éviter son éventuelle radicalisation, et qu'on pourrait enfin, le cas échéant, ne pas considérer comme une tragédie un retrait de M. Marcos.

Les dirigeants américains n'avaient au demeurant aucune autre possibilité que de plaider vigoureusement auprès de M. Reagan en faveur de ce durcissement de ton qui ne lui était pas naturel car, républicains et démocrates confondus, le Congrès, pour sa part, ne voit plus en M. Marcos qu'un homme à écarter au plus vite. Le président (républicain) de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Lugar, vient ainsi de déclarer que le scrutin avait été si *« fatalement vicié »* qu'il n'accepterait pas *« la légitimité de ce décompte des voix »*. *« S'il n'y a pas de changement à la situation,* a ajouté M. Lugar qui avait dirigé la mission d'observateurs officiels américains durant le scrutin, *le Congrès n'approuvera pas d'assistance militaire pour les Philippines et j'en serai d'accord. »*

A la Chambre, où dominent les démocrates, le président de la sous-commission pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, M. Solarz, compte introduire un projet de loi bloquant l'attribution de toute aide *« jusqu'à l'établissement d'un gouvernement légitime »*. Autre déclaration qui n'est pas passée inaperçue, le sénateur Nunn, un démocrate connu pour savoir défendre le Pentagone, a estimé que *« le peuple philippin veut le départ de M. Marcos et a élu Mme Aquino »* et qu'il serait *« désastreux pour les intérêts américains dans le Pacifique »* que Washington accepte la fraude car les *« très importantes »* bases qu'entretiennent les Etats-Unis aux Philippines n'ont de valeur qu'autant que leur présence y est acceptée par la population.

Le dossier n'est pas plus refermé à Washington qu'à Manille, et en annonçant, dimanche, qu'il se séparait de son chef d'état-major des armées, c'est un premier geste vers les Américains qu'a fait M. Marcos. Bête noire de Washington, le général Ver est sorti de scène avant que l'envoyé spécial de M. Reagan, l'ambassadeur Philip Habib, n'entame, ce lundi à Manille, ses consultations.

**BERNARD GUETTA.**

Inde

LA GRANDE ASSEMBLÉE DES SIKHS

## *Comment réduire les « enragés du Temple d'or » ?*

De notre envoyé spécial

Anandpour-Sahib (Pendjab). — *« Wahe Gourou ! Dieu est le plus grand ! »* De mémoire d'homme, on n'avait jamais vu pareil rassemblement de turbans en Inde. Ils étaient, au bas mot, deux cent mille dimanche au « Sarbat khalsa » convoqué par la hiérarchie de la secte la plus perturbée de l'Inde. Deux cent mille barbes au vent, des dizaines de milliers de sabres, de couteaux et de lances, des milliers de revolvers et de pistolets-mitrailleurs, ceux des forces de sécurité en nombre impressionnant, et ceux des gardes du corps privés des seigneurs du sikhisme.

C'est ici, le 13 avril 1699, au pied de ces collines verdoyantes, que les « disciples » — « sikhs » en sanscrit, — poussés à bout par les Moghols, se convertissent sous l'impulsion de leur dixième et dernier gourou à la religion des armes. signe des temps difficiles pour elle, c'est ici que la Khalsa, « la communauté des purs », a déclaré la guerre le 16 février 1986 à une partie de sa jeunesse. Pour l'instant, le « Sarbat » n'a fait qu'une victime, M. Gurcharan Singh Thora, le président du Comité de gestion des temples (SGPC), qui a présenté publiquement sa démission. Cet homme d'une soixantaine d'années qui a joué un rôle trouble dans les événements de 1984 (assaut du Temple d'or par l'armée) était de toute façon considéré comme un « traître » par les radicaux et un « opportuniste sans principes » par nombre de modérés. Son éviction était réclamée de tous côtés.

C'est l'autorisation d'ouvrir officiellement les hostilités contre les jeunes « incroyants » qui occupent depuis un mois le Temple d'or d'Amritsar que la hiérarchie politico-religieuse de la secte est venue chercher à Anandpour-Sahib. Le point-clé des résolutions adoptées à main levée se résume ainsi : *« Le Sarbar Khalsa ordonne au Shiromani Akali Dal* (le parti modéré sikh au pouvoir dans le Pendjab) *et au Comité des temples de prendre des mesures immédiates pour mettre fin à l'ingérence illégale commise au Temple d'or. »*

Les quatre cents ou cinq cents « enragés » retranchés dans le « *sanctum sanctorum* » avaient, le 26 janvier (*le Monde* du 28 janvier), révoqué les cinq prêtres suprêmes de la secte et dissous le SGPC, cet organe de cent cinquante membres qu'on appelle parfois le « Parlement du sikhisme ».

Le Sarbat de dimanche a annulé « *les décisions illégales annoncées le 26 janvier par un petit groupe de personnes* ». En dehors du redoutable Thora, toutes les « barbes blanches » de la secte sont rétablies dans leurs fonctions. Reste à savoir comment elles vont pouvoir les exercer.

Peu de voix osent encore se prononcer ouvertement pour l'assaut en force. *« Ce sont tout de même nos enfants !* s'exclamait la semaine dernière un ministre local. *On ne peut pas les tuer ! »* Dimanche soir, en tout cas, il n'en était pas encore question. Une délégation du SGPC devait se rendre rapidement à Amritsar pour une ultime tentative de compromis avec les occupants.

Au Temple d'or, il y a, semble-t-il, deux attitudes ; celle des prêtres du Damdami Taksal — le séminaire fondamentaliste de Jarnail Singh Bhindranwale, le « prêtre fou » tué en 1984 au Temple d'or, — et celle des jeunes « enragés » de la Fédération des étudiants sikhs. Les premiers jurent qu'ils ne se battront pas si la troupe tente de les expulser du temple. Les seconds évoquent une sorte de « résistance passive ».

A l'heure où les modérés d'Anandpour-Sahib déclaraient l'ouverture des hostilités, les nouveaux « grands prêtres » fondamentalistes posaient devant vingt mille personnes la première pierre du nouveau « trône des gourous », le bâtiment sacré en partie détruit par l'armée en juin 1984. Des jeunes, un peu plus loin, ridiculisaient devant la presse la rencontre dominicale *« organisée avec des fonds gouvernementaux et protégée par les forces responsables du massacre du Temple d'or »*.

**PATRICE CLAUDE.**

# …lade et divisée

comme la province de Tarlac, berceau de la famille Aquino, où a été récemment affecté un inconditionnel du régime, le général Isodoro de Gazman, l'armée s'est livrée à des actes d'intimidation, voire de violence à l'égard des supporters de l'opposition.

Elle a eu une attitude analogue à Cebu, Negros oriental, Ilocos, dans le centre de Mindanao. A Tawi-Tawi, île au sud de Mindanao, nous raconte le maire d'une petite ville, les cartons de faux bulletins de vote ont été transportés sur des avions militaires. C'est, en outre, un officier, le capitaine John Paloy, qui a été arrêté pour avoir organisé le commando qui assassina l'ex-gouverneur d'Antique, M. Javier. Apparemment, les officiers réformistes, qui sont plus organisés à Manille qu'en province, ne sont pas parvenus à prévenir de telles actions.

Des experts militaires estiment néanmoins que le Mouvement de réforme pourrait faire réfléchir à deux fois les généraux qui seraient tentés d'utiliser l'armée pour remettre en selle le régime si l'opposition se radicalisait. *« Ce n'est pas à nous de décider ce qui est bon pour le pays ; nous respecterons la volonté populaire »*, disent nos interlocuteurs. Et si celle-ci n'a pas d'autre moyen pour s'exprimer que de descendre dans la rue ? *« Ce sera un moment de vérité. »*

Selon les experts militaires, trois scénarios sont possibles dont l'inconnue reste l'attitude américaine. Si Washington se prononce en faveur du régime, même en traînant les pieds pour certains, l'armée suivra. Si les Américains se contentent de prendre leurs distances, l'armée risque de se diviser. Dans l'hypothèse, enfin, où Washington pencherait pour l'opposition, la vieille garde pro-Marcos pourrait être isolée.

PHILIPPE PONS.

## …Inde

…SEMBLÉE DES SIKHS

## …ent réduire …du Temple d'or » ?

*mettre fin à l'ingérence illégale commise au Temple d'or. »*

Les quatre cents ou cinq cents « enragés » retranchés dans le « *sanctum sanctorum* » avaient, le 26 janvier (*le Monde* du 28 janvier), révoqué les cinq prêtres suprêmes de la secte et dissous le SGPC, cet organe de cent cinquante membres qu'on appelle parfois le « Parlement du sikhisme ».

Le Sarbat de dimanche a annulé *« les décisions illégales annoncées le 26 janvier par un petit groupe de personnes »*. En dehors du redoutable Thora, toutes les « barbes blanches » de la secte sont rétablies dans leurs fonctions. Reste à savoir comment elles vont pouvoir les exercer.

Peu de voix osent encore se prononcer ouvertement pour l'assaut en force. *« Ce sont tout de même nos enfants !* s'exclamait la semaine dernière un ministre local. *On ne peut pas les tuer ! »* Dimanche soir, en tout cas, il n'en était pas encore question. Une délégation du SGPC devait se rendre rapidement à Amritsar pour une ultime tentative de compromis avec les occupants.

Au Temple d'or, il y a, semble-t-il, deux attitudes : celle des prêtres du Damdami Taksal – le séminaire fondamentaliste de Jarnail Singh Bhindranwale, le « prêtre fou » tué en 1984 au Temple d'or, – et celle des jeunes « enragés » de la Fédération des étudiants sikhs. Les premiers jurent qu'ils ne se battront pas si la troupe tente de les expulser du temple. Les seconds évoquent une sorte de « résistance passive ».

A l'heure où les modérés d'Anandpour-Sahib déclaraient l'ouverture des hostilités, les nouveaux « grands prêtres » fondamentalistes posaient devant vingt mille personnes la première pierre du nouveau « trône des gourous », le bâtiment sacré en partie détruit par l'armée en juin 1984. Des jeunes, un peu plus loin, ridiculisaient devant la presse la rencontre dominicale *« organisée avec des fonds gouvernementaux et protégée par les forces responsables du massacre du Temple d'or »*.

PATRICE CLAUDE.

# AMÉRIQUES

**Brésil**

# Les « clowneries » du maire de Sao-Paulo

De notre correspondant

Sao-Paulo. – Sao-Paulo est-elle dirigée par un pitre ? C'est ce que dit sans détours un journal de la ville, *la Folha da tarde*, qui consacre aux faits et gestes du nouveau maire, M. Janio Quadros, une rubrique quasi quotidienne intitulée « Clowneries ». Les pitreries ont commencé dès que M. Quadros a occupé son poste, le 1er janvier. Aussitôt après la passation de pouvoirs, il a vaporisé un insecticide sur le fauteuil laissé par son prédécesseur, non sans avoir appelé, auparavant, les photographes.

Quelques jours après, il a accroché des chaussures de football à la porte de son cabinet, pour traduire au pied de la lettre une expression brésilienne qui dit qu'on suspend ses *chuteiras* (les chaussures qui servent à « shooter ») quand on se retire de la vie active. M. Quadros voulait dire par là qu'après la mairie il ne serait plus candidat à aucun poste : or tout le monde est convaincu qu'il a bien l'intention de revenir à la présidence de la République, un poste qu'il déserta en 1961 après sept mois de mandat, déclenchant ainsi une crise dont le Brésil mit un quart de siècle à se relever.

A plusieurs reprises, M. Janio Quadros a modifié son *visual*, comme on dit ici : il a d'abord coupé sa moustache pour se laisser pousser la barbe à la Lincoln, puis il a coupé sa barbe, puis il s'est laissé repousser la moustache, ce qui lui a valu, chaque fois, une photo dans la presse, et c'était le but recherché. De Lincoln, il a dit, ou fait dire, qu'il était son modèle politique préféré : il est allé jusqu'à « inaugurer » dans son cabinet une statuette de l'homme d'Etat américain, et lorsque Ted Kennedy lui a rendu visite, à la mi-janvier, il a pris soin, pour la photo de cette rencontre, de placer le marbre du grand ancêtre au premier plan. Bref, depuis un mois, M. Janio Quadros amuse le bon peuple, ce bon peuple dont il a sollicité les suffrages, le 15 novembre dernier, en se présentant comme le candidat des « humbles » et en lui promettant moralité et sécurité.

## Incohérence

Ce faisant, il reste fidèle à son personnage et à l'un des comportements préférés de la droite, dont il est le porte-parole à Sao-Paulo : comportement qui consiste à cultiver les apparences, à multiplier les « gadgets » et, sur l'essentiel, à ne rien changer. Premier magistrat d'une ville qui compte dix millions d'habitants, et qui pousse au paroxysme toutes les carences et tous les déséquilibres du pays, il n'a pris jusqu'à présent aucune décision capable de changer le sort de ses administrés. Son premier soin, en arrivant à la mairie, a été d'annoncer le licenciement des vingt-trois mille fonctionnaires recrutés par son prédécesseur – un « coup de balai » identique à celui qu'il avait ordonné en occupant le même poste une première fois, il y a plus de trente ans. En fait, seulement quatorze mille personnes auraient été engagées sous l'administration précédente, dont pas plus de deux mille ronds-de-cuir : les autres seraient indispensables à la bonne marche de la municipalité, du moins si l'on en croit le PMDB, le parti de centre gauche au pouvoir, qui a occupé la mairie jusqu'à la fin de 1985, avant de se la faire « voler » par l'« homme au balai ».

Les licenciés ont voulu manifester, M. Quadros le leur a interdit. Ils ont bravé l'interdiction, et certains des députés qui les accompagnaient ont goûté aux matraques du nouveau maire, ou du moins de la police appelée pour protéger ses bureaux. Selon lui, il n'y avait ce jour-là sous les pancartes protestataires que des *« vagabonds »* et des *« anarchistes »*.

Jusqu'à présent, quatre mille cinq cents employés ont été avertis de leur licenciement. Les autres espèrent : nul ne sait si le maire exécutera sa menace jusqu'au bout. Ce ne serait par la première fois qu'il changerait d'avis en cours de route. L'*« incohérence »*, disent les connaisseurs, est un de ses traits de caractère. *« Elle n'est pas un obstacle à ses objectifs politiques »*, affirme un journaliste de *la Folha de Sao-Paulo*, Claudio de Oliveira. De même son autoritarisme bien connu : *« Il en fait un élément de marketing. »*

Toute décision émanant de la mairie lui est automatiquement attribuée, au grand dam de ses adjoints, qui sont parfois les seuls à avoir les bonnes idées. Chaque fois, c'est M. Janio Quadros qui ordonne, prend telle ou telle décision. Ce comportement ultra-« personnaliste » – comme on dit ici – a provoqué en trois semaines la démission de deux de ses adjoints : le secrétaire particulier de la mairie, et celui chargé du développement urbain. Pour donner ses ordres, l'ancien président reste fidèle à sa méthode des « petits billets », rendue célèbre quand il était président. Il utilise le même style précieux et péremptoire qu'il y a vingt-cinq ans quand, dirigeant d'un pays en proie à d'énormes problèmes économiques et sociaux, il s'intéressait aux défilés de misses en bikini et à l'utilisation des enfants dans les programmes de télévision, pour les interdire, au nom de la « moralité ».

> ***Depuis qu'il occupe son poste, M. Janio Quadros, porte-parole de la droite, amuse le bon peuple, mais ne fait rien pour améliorer le sort de ses dix millions d'administrés.***

Le même souci, apparemment, qui l'a conduit à demander au président Sarney d'interdire la projection de *Je vous salue Marie*, et à menacer de fermeture les salles de Sao-Paulo qui passeraient le film de Godard. Le « porno » le plus vulgaire a beau fleurir dans nombre de salles de la ville, c'est ce film qui scandalise le maire, sans doute parce qu'il lui permet de faire – à peu de frais – de gros titres dans la presse. Il est vrai que le Brésil, à l'en croire, se trouve *« sous la protection de la Vierge Marie »*, et qu'attenter à la Vierge, c'est démoraliser le pays.

L'« homme au balai » a passé un autre coup de serpillière intempestif, en arrivant à la mairie : il a limité la carte de transport gratuite, accordée jusqu'alors à toutes les personnes âgées, à celles qui peuvent prouver leur « pauvreté ». Cette mesure a révolté bien des gens, en dehors des intéressés; demander un *« certificat de pauvreté »* au commissariat de son quartier est une démarche humiliante, et le transport gratuit pour les vieux, c'est une pratique admise dans bien des pays, y compris en Amérique latine.

Quant aux « gadgets », ils n'ont pas manqué : le nombre des *cafezinhos* (petites tasses de café) limité à deux pour les employés de la mairie, *« par mesure d'économie »*. Les bascules des commerçants vérifiées sur les marchés. Les vendeurs ambulants « illégaux » chassés du centre-ville. Des jeunes gens postés sur les trottoirs, avec des pancartes, pour inviter les automobilistes à respecter les passages cloutés.

## Un « discours populiste »

Mesures populistes, disent les observateurs, *« mais c'est en tenant un discours populiste que Quadros a été élu »*. Rien qui soit à la dimension d'une ville qui a quadruplé sa population en trente ans, dont le nombre des rues a été multiplié par dix, et celui des voitures par vingt, et où la moitié de ces rues sont encore en terre. Une ville peuplée de bidonvilles, qui souffre de cruels problèmes d'assainissement. On attendait, là-dessus, que M. Janio Quadros s'explique, qu'il indique son programme. Il devait le faire dans une conférence de presse, aussitôt après sa prise de fonctions. Mais la conférence n'a pas eu lieu, le maire ayant interdit l'entrée à une dizaine de journaux – parmi les plus prestigieux – qui s'étaient *« mal comportés »* pendant sa campagne. Les confrères, par solidarité, ont refusé d'aller lui poser des questions. *« Mais c'est sans doute ce qu'il voulait*, dit Claudio de Oliveira. *On le soupçonne d'avoir volontairement torpillé cette conférence, pour ne pas avoir à s'expliquer sur ses projets. »*

Les élections municipales du 15 novembre ont amené, en dehors de l'élection de M. Janio Quadros, d'autres surprises de taille. Dans le Nordeste, deux femmes ont conquis des mairies importantes, celles de Fortaleza et de Sao-Luis-do-Maranhao. Dans un pays où le machisme est encore virulent, c'est assez inhabituel. Il s'agit, en l'occurrence, de beaux tempéraments.

A Sao-Luis, c'est la candidate de l'ancien parti des militaires, le PDS, qui l'a emporté sur celui des libéraux, et ce n'était pas une mince victoire, car ce dernier était lié à la famille du président de la République, qui a fait toute sa carrière politique dans la région. A peine installée à son poste, Mme Gardenia Gonçalves a démontré qu'elle avait du caractère. Pendant quatre jours, elle a tenu tête dans ses bureaux à une foule en furie, armée de pierres, de bâtons et de cocktails Molotov. Motif : le licenciement de quatorze mille cinq cents fonctionnaires municipaux, recrutés indûment, selon elle, par la municipalité précédente, dont beaucoup ne travaillaient que sur le papier, et qui mettaient en péril les finances locales. Les manifestants allèrent jusqu'à incendier la mairie. Il s'en est fallu de peu que le bureau du maire ne prenne feu. Mais à aucun moment Gardenia n'a faibli. Non seulement elle a maintenu sa décision, mais elle est restée à son poste, quand certains de ses adjoints se mettaient à l'abri : *« Je ne sortirai d'ici que morte »*, dit-elle à ceux qui l'invitaient à fuir.

## Surprise à Fortaleza

Mais la plus grande surprise, c'est à Fortaleza qu'elle s'est produite. Avec son million et demi d'habitants, Fortaleza est la sixième ville du pays. Capitale du « polygone des sécheresses », située au cœur d'une région archaïque, elle a été longtemps dirigée par des représentants de l'oligarchie locale. Or c'est la candidate du Parti des travailleurs, la formation le plus à gauche au Parlement brésilien, qui a gagné les élections du 15 novembre. Mme Maria Luiza Fontenelle, quarante-trois ans, doit sans doute son succès à son dynamisme personnel, mais aussi au travail de « conscientisation » mené depuis des années par l'Eglise dans les quartiers populaires, sous la conduite d'une des figures de proue de l'Eglise progressiste, le cardinal Lorscheider, archevêque de la ville.

Dynamique, Maria Luiza l'est, indéniablement. Charmeuse aussi. Depuis un mois, son sourire de femme comblée crève le petit écran. L'une de ses premières initiatives a été de dénoncer, dans un meeting de trente mille personnes, la nomination d'un tortionnaire à la tête de la police fédérale à Fortaleza. L'affaire fut portée devant le ministère de la justice, dont relèvent les services de police au Brésil. Et le ministre, M. Fernando Lyra, annula la nomination du policier, ce qui provoqua la démission du colonel Luiz de Alencar Araripe, commandant la police fédérale. Décision historique, car c'était la première fois qu'un tortionnaire était sanctionné, depuis la loi d'amnistie de 1979, qui n'a pas seulement profité aux victimes du régime militaire, mais aussi à leurs bourreaux.

Auparavant, Mme Maria Luiza Fontenelle s'était distinguée d'une autre façon : en appelant, pour travailler avec elle à la mairie, deux hommes qui n'étaient ni plus ni moins que ses anciens maris. Mariée et divorcée deux fois, cette catholique de gauche expliqua son choix en disant que chacun de ses anciens maris était compétent dans son domaine. *« On pourrait m'incriminer si je prenais des incapables, mais ce n'est pas le cas. De même que j'ai su les choisir comme époux, je sais aujourd'hui les choisir pour travailler avec moi. »*

CHARLES VANHECKE.

# PROCHE-ORIENT

## LA GUERRE DU GOLFE

## Les Iraniens poursuivent leur progression dans le sud de l'Irak

**contre-attaques irakiennes n'ont pas empê- roupes de Téhéran de progresser sur la route n-Qasr, sur le littoral de Khor-Abdallah, nuit du samedi 15 au dimanche 16 février. uvelle poussée porte à 800 kilomètres carrés, héran, la portion du territoire irakien sous iranien dans la péninsule méridionale de 'état-major de Téhéran a en outre annoncé s nouveaux appareils irakiens avaient été dans la journée de dimanche, portant ainsi à uf le nombre d'avions détruits depuis le début nsive « Al Fajr. »**

**n, selon Téhéran, les pertes irakiennes s'élè- ès une semaine de combats à 13 200 mili- iés ou blessés, tandis que le nombre de pri- irakiens serait de 2 000 hommes.**

**ak, pour sa part, a annoncé avoir poursuivi e sa tentative d'encercler les forces ira- qui occupaient le port de Fao, en faisant *ent donner ses troupes d'élites. Radio-* a, en effet, annoncé l'entrée en action dans cette région du Chatt-el-Arab de la garde républi- caine, unité blindée qui assure en temps normal la protection personnelle du chef de l'Etat, M. Saddam Hussein.**

**Le chef de l'Etat irakien a visité dimanche le quartier général du commandement de l'aviation et de la défense antiaérienne. Samedi, il avait inspecté, pour la deuxième fois en l'espace de quatre jours, des unités engagées au sud du front.**

**Parallèlement, le premier ministre et chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, a quitté diman- ché après-midi Badgad pour Moscou, où il fera une escale de vingt-quatre heures, avant de se rendre mardi à New-York assister à la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée au conflit.**

**Samedi, un groupe de journalistes étrangers, dont le correspondant de l'AFP à Téhéran, Jacques Charmelot, a été autorisé à se rendre à Fao, occupé par les troupes iraniennes. — *(AFP, AP, Reuter.)***

### *Dans Fao conquise en une nuit*

rak *(AFP)*. — Les soldats an campent dans les rues de e port du sud de l'Irak, que s armes a fait iranien, lundi résonne de la rumeur des s tout proches sous se nuage de fumée noire qui e des réservoirs de sa raffi- flammes.

erre n'est pas loin, et, porté nt, le canon tonnait sans dis- r au moment où les trois ères qui transportaient un groupe de journalistes s, ont atterri sur la rive a Chatt al-Arab, Arwand Iraniens. Les Bell, de fabri- méricaine, repartent immé- nt. Ils vont se mettre à cou- ns la grande palmeraie ur la rive iranienne, à moins 00 mètres des grues de ement immobiles sur les lu port, et des épaves de deux cargos touchés au e la guerre, en septembre

site de Fao prend vite des le mini-défilé de la victoire. dans des Toyota « pick son d'une marche militaire ar des haut-parleurs montés it d'une voiture, le petit cor- soldats et d'invités roule rues de la ville. Des *bas-* volontaires de la mobilisa- ulaire, les escortent, à trois e sur leur moto japonaise, le int d'un bandeau rouge ou nbole de leur désir de sacri-

Plus un mur ne semble intact dans Fao, évacuée de sa population civile dès le commencement des hostilités il y a plus de cinq ans. Les rues sont jonchées de débris et de gravats. Des pans de façades laissent voir les tapisseries et les peintures que le soleil et la pluie ont lavées de leurs couleurs. Des squelettes de voitures ou de camions, calcinés, rouillent aux coin des rues.

Les soldats de Téhéran occupent toutes les casemates et les fortifica- tions construites par les troupes ira- kiennes. Les canons anti-aériens tchécoslovaques et les bitubes sovié- tiques, abandonnés par les Irakiens, sont maintenant servis par les « occupants » iraniens.

Pourtant, dans les airs, l'aviation irakienne est encore chez elle. L'apparition d'un Mig-25, dans la déchirure d'un nuage, vient troubler le petit défilé.



Les renseignements fournis sur place par les gardiens de la révolu- tion, qui ont pris une part très active à cette opération, et recueillis à Ahwaz, où ont été rassemblés près d'un millier de prisonniers irakiens, permettent de reconstituer ce qui s'est passé.

L'offensive contre Fao s'est déroulée dans la nuit de dimanche à lundi dernier au moment même où les soldats iraniens attaquaient et occupaient l'île de Oim Rassas, plus au nord dans le lit du Chatt al-Arab. Cette manœuvre, présentée, à Ahwaz, par un porte-parole officiel comme une « diversion » a été un succès dans les premières heures, mais depuis l'île a été « évacuée ».

Malgré le refus des officiels ira- niens de donner des détails sur la prise de Fao, il est possible de se faire une idée claire de la tactique employée. La ville a été attaquée sur trois fronts : à travers le Chatt al- Arab d'abord, par des hommes- grenouilles, chargés de mission de commando, le gros des troupes est ensuite venu du Sud après avoir débarqué sur les rives du golfe, et enfin des opérations héliportées sur les arrières irakiens ont permis de compléter l'encerclement.

Les soldats irakiens prisonniers on expliqué que, *« complètement sur- pris »*, par une nuit très noire et plu- vieuse, leurs communications cou- pées, *« ils se sont rapidement rendus ». « Nos chefs nous ont trompés »*, expliquent-ils amèrement aux journalistes, *« ils nous avaient assurés qu'il n'y aurait pas d'atta- que »*.

Les autorités militaires de Téhé- ran tentent désormais de consolider leur position à Fao pour poursuivre leur avance dans la péninsule méri- dionale de l'Irak.

*« Nous avons progressé de dix- huit kilomètres en direction de Bas- sorah (au Nord) et de quatorze en direction de Oum-Qsar (au Nord- Ouest) »*, affirme un jeune officier des gardiens de la révolution. Ins- tallé dans une casemate irakienne qui surplombe le bras de mer de Khor Abdallah, il explique que ses hommes interdisent la circulation des bateaux irakiens dans ce bras de mer qui sépare l'île koweïtienne de Boubyane de la portion de territoire irakien occupée par l'Iran.

*« Nous pourrions avancer plus vite »*, assure-t-il, *« mais nous devons attendre les ordres du quar- tier général »*.

Pour pousser leur avantage plus profond en territoire irakien, les sol- dats iraniens sont en train de construire une digue sur le Chatt al- Arab *afin de faire venir des chars* d'assaut et de l'artillerie à longue portée.

## Liban

### SSINAT D'UN OTAGE JUIF À BEYROUTH-OUEST

uth, *(AFP.)* — Le corps de juif libanais dont l'enlève- t l'*« exécution »* avait été qués samedi 15 février par nisation des opprimés sur a été retrouvé dimanche ans le souk aux légumes de à Beyrouth-Ouest.

adavre d'Ibrahim Nenesti a sporté à la morgue de l'hôpi- assed, où il a été examiné médecin légiste. Il portait les de deux balles, l'une dans e droite et l'autre dans droite, ainsi que de nom- traces de tortures.

èvement de trois juifs liba- père de famille et ses deux huda, Youssef et Ibrahim avait été revendiqué samedi ar l'« Organisation des s sur terre », qui annonçait *exécuté »* l'un d'entre eux. muniqué, dactylographié en 'était pas daté et ne précisait quand avait eu lieu l'enlève- es trois hommes, affirmait- été *« arrêtés sur la base mations concernant un dan- réseau relevant des services eignement israéliens »*. Le oursuivait : *« Ils ont avoué ommis une série de crimes 'être rendus à plusieurs en Israël et y avoir envoyé orts. »*

même organisation avait vendiqué en novembre der- apt de quatre juifs libanais ssinat de deux d'entre eux plus tard. Selon le comité ir de la communauté, sept anais ont été enlevés depuis 985 dans le secteur musul- Beyrouth.

rganisation des opprimés » s'était manifestée pour la e fois le 17 novembre der- revendiquant, photos à l'enlèvement de quatre eux. Elle exigeait, pour les , la libération par Israël des ers détenus dans la caserne m, dans le zone du Liban du core occupée. Les 24 et mbre dernier, cette organisa- firmé avoir *« exécuté »* deux ges qu'elle détenait : Haïm Cohen, trente-neuf ans, et arrab, soixante-dix ans.

## Israël

● *Trois Palestiniens condamnés à la prison à perpétuité.* — Ce ver- dict a été prononcé dimanche 16 février par le tribunal militaire israélien de Lod.

Khaled Abou Ehdwan (vingt-huit ans), Najid Guvyess (vingt-neuf ans) et Mohamed Abou Ehdwan (trente-cinq ans), respectivement originaires de Shouafat et de Ram (près de Jérusalem), ont reconnu avoir perpétré ces dernières années au moins une dizaine d'attentats à la grenade et à la bombe contre des civils israéliens.

D'autre part, un Palestinien rési- dant dans la bande de Gaza a été tué samedi par des soldats israéliens, a annoncé un porte-parole de l'armée. — *(AFP.)*

● *Les négociations israélo- égyptiennes sur Taba piétinent.* — La dernière séance de la deuxième phase des négociations sur l'enclave de Taba, engagée jeudi 13 février à Herziliya, près de Tel-Aviv, a pris fin samedi soir sans enregistrer de *« progrès décisifs »*, a-t-on indiqué de source diplomatique israélienne. — *(AFP.)*

# DIPLOMATIE

## M. Mitterrand inaugure à Versailles les premiers états généraux de la francophonie

C'est toutes solennités protoco- laires déployées, dans la salle des Congrès de Versailles, que le prési- dent Mitterrand a donné, ce lundi matin 17 février, le coup d'envoi, en présence de quarante délégations étrangères, du premier sommet des *« pays ayant en commun l'usage du français »*. La périphrase un peu lourde est justifiée par souci de pré- *cision, aucun pays aujourd'hui* n'étant, à proprement parler, franco- phone sans autre composante, même la France.

Seule la principauté de Monaco passe pour francophone dans tout le sens du terme... Mais le prince Rai- nier III, en principe, ne fera pas le voyage, privant le sommet d'un petit « plus » médiatique qui n'aurait pas été dédaigné à Paris, où cette ren- contre prestigieuse n'a pas lieu par hasard à moins d'un mois des élec- tions législatives.

On se rattrapera donc avec le roi Hassan II du Maroc et sa suite, le président Amine Gemayel, échappé une fois de plus sain et sauf du Liban, la délégation du Tchad, autre pays qui n'en finit pas d'hésiter entre la vie et la mort, les figures des vieux amis africains ou le visage neuf de Brian Mulroney, curieux mélange de Canadien et d'Irlandais au zèle presque trop beau en faveur de la langue française. Un grand absent : Habib Bourguiba, seul homme d'Etat actuellement en exer- cice ayant, à la grande époque de de Gaulle et d'André Malraux, patronné la francophonie. Une invi- tation comme hôte d'honneur à un autre père historique de ce mouve- ment, Norodom Sihanouk du Cam- bodge, n'aurait sans doute pas été déplacée.

Après les discours inauguraux à Versailles, les participants poursui- vront leurs travaux à Paris, au Palais des conférences internationales, jusqu'au mercredi 19 février au soir, tout en répondant aux multiples invitations de l'Elysée, du premier ministre, du président de l'Assem- blée nationale, de l'Académie fran- çaise, du maire de Paris, etc. L'ordre du jour fait craindre que l'on ait eu les yeux plus gros que le ventre : endettement du Sud, surarmement du Nord, Afrique australe, crise du multilatéralisme, commerce interna- tional, sécheresse, environnement, transferts techniques, coopération énergétique, banques de données, satellites et câbles, industries cultu- relle et linguistique, institutions francophones, etc. La liste des sujets retenus est interminable. La journée de lundi devait être consacrée aux seuls *« grands problèmes économi- ques et politiques »*, qui sont déjà légion.

Le risque est que tout soit effleuré et que rien ne soit décortiqué, ni, bien entendu, résolu. On voit mal au reste, quoi qu'en pensent les Cana- diens, ce qu'une enceinte franco- phone pourrait apporter de plus à la difficile solution de questions comme la dette du tiers-monde, le désarmement ou l'apartheid.

### Tchad et Liban

Les diplomates de plusieurs Etats prêtent toutefois l'intention à leurs chefs de délégation respectifs de *« mettre le paquet »* sur des thèmes circonscrits, en faveur desquels le sommet pourrait prendre des déci- sions concrètes : ainsi, relier entre elles toutes les banques terminologi- ques et en faire profiter toutes les communautés francophones, don- nant désormais l'occasion aux diffé- rents parlers français de s'enrichir mutuellement, au lieu de ne regar- der toujours que vers Paris.

*« On parlera sans doute aussi du Tchad, du Liban, etc. »*, notait sans enthousiasme un diplomate français. Pourtant, à tout le moins, l'avenir de ces deux pays blessés intéresse directement la francophonie : au Tchad, au fur et à mesure qu'avan- cent les forces prokadhafiennes, l'arabe remplace le français comme principale langue étrangère dans les écoles. Au Liban, où le français s'est épanoui de pair avec l'arabe, depuis plusieurs générations, l'influence concurrente des intégristes et des Syriens va dans le sens de l'efface- ment de cette langue, au nom de l'islamisme ou d'un arabisme mal compris.

Les représentants d'autres petits Etats francophones se sont plaints à plusieurs reprises, d'autre part, que la France ne soit pas en mesure de fournir à leurs jeunes télévisions les programmes qu'ils réclament, et notamment des séries éducatives attrayantes, pour apprendre le fran- çais. Alors que le Anglo-Saxons, sou- vent même avant qu'on ne leur demande, offrent toute une variété de produits *télévisés* dans leur pro- pre langue...

Forts de leur machine bien rodée, et puissamment épaulés par l'indus- trie culturelle américaine, les pays du Commonwealth peuvent consa- crer leurs réunions à un examen non- chalant des grands dossiers plané- taires. La francophonie, elle, doit d'abord raffermir ses assises et ses instruments culturels et linguisti- ques, *qui sont sa première raison* d'être.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

### QUI SE SOUVIENT D'HAMANI DIORI ?

On veut croire qu'au moins une partie des hommes d'Etat francophones réunis en sommet auront une pensée pour l'ancien président nigérien Hamani Diori (1960-1974). Il fut l'un des prin- cipaux initiateurs du mouvement international constitué autour de la langue française au début des années 60, en compagnie d'Ha- bib Bourguiba, Léopold Senghor, Norodom Sihanouk, Charles Hé- lou, etc. Renversé en 1974 par des militaires, Hamani Diori a passé dix ans en prison avant d'être brièvement libéré, puis as- signé à résidence dans une mai- sonnette de Niamey, muée en véritable pénitencier individuel, selon ses rares visiteurs. Cet ins- tituteur d'Afrique sahélienne, musulman modéré, nationaliste ami de l'Occident, homme de culture, fut l'un des premiers à lancer l'idée d'un sommet fran- cophone et, en tout cas, d'une organisation internationale per- manente des *« parlant français »*, dont le premier pas fut la créa- tion, précisément à la conférence de Niamey, en 1970, de l'Agence de coopération cultu- relle et technique.

Les participants au sommet ne se déshonoreraient pas en fai- sant valoir au président Kountché du Niger qu'adoucir les condi- tions de vie de son prédécesseur serait, d'une certaine façon, au- delà des contingences politiques, reconnaître le rôle historique des Nigériens dans la saga franco- phone.

J.-P. P.-H.



## LA RÉFORME DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES

## Les Douze ne sont pas au complet pour signer l'« acte unique »

Bruxelles (Communautés euro- péennes). — C'est ce lundi 17 février que devait être signé à Luxembourg l'*« acte unique »* ras- semblant les différentes réformes institutionnelles dont le principe avait été arrêté en décembre dernier par les Douze lors du conseil euro- péen réuni dans la capitale grand- ducale. Mais neuf seulement des Etats membres de la CEE ont indi- qué qu'ils signeraient cet acte dès lundi. Le Danemark attend en effet, pour se prononcer, le résultat du référendum consultatif sur cet ensemble de projets de réformes, organisé le 27 février. L'Italie et la Grèce ont également fait savoir qu'elles suspendaient leur accord.

Rome avait tout d'abord consi- déré que l'approbation du projet par le Parlement européen, malgré la modestie de l'accroissement des pouvoirs de ce dernier, devait logi- quement rendre caduques ses pro- pres réserves. Mais, à la suite d'un vote de la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés (*le Monde* du 16 février), le gouvernement italien a finalement décidé d'attendre que *« tous les autres Etats membres de la Com- munauté aient pris leur décision »*.

Ce revirement est interprété comme un geste de mauvaise humeur de la part de l'Italie, qui juge décidément insuffisantes les réformes contenues dans l'*« acte unique »*. Quant à la Grèce, elle a pris une position similaire, mais pour des raisons différentes : Athènes s'irrite d'une demande alle- mande et néerlandaise de réunion sur l'amélioration des relations entre la CEE et la Turquie. — *(AFP.)*



Comment s...

M. Mauroy : ...

## saïlles

## ancophonie

rents parlers français de s'enrichir mutuellement, au lieu de ne regarder toujours que vers Paris.

*« On parlera sans doute aussi du Tchad, du Liban, etc. »*, notait sans enthousiasme un diplomate français. Pourtant, à tout le moins, l'avenir de es deux pays blessés intéresse directement la francophonie : au Tchad, au fur et à mesure qu'avancent les forces prokadhafiennes, l'arabe remplace le français comme principale langue étrangère dans les coles. Au Liban, où le français s'est panoui de pair avec l'arabe, depuis plusieurs générations, l'influence oncurrente des intégristes et des yriens va dans le sens de l'effacement de cette langue, au nom de islamisme ou d'un arabisme mal ompris.

Les représentants d'autres petits tats francophones se sont plaints à plusieurs reprises, d'autre part, que France ne soit pas en mesure de ournir à leurs jeunes télévisions les rogrammes qu'ils réclament, et otamment des séries éducatives trayantes, pour apprendre le franis. Alors que le Anglo-Saxons, sount même avant qu'on ne leur emande, offrent toute une variété produits télévisés dans leur pro langue...

Forts de leur machine bien rodée, puissamment épaulés par l'indus e culturelle américaine, les pays Commonwealth peuvent consaer leurs réunions à un examen nonalant des grands dossiers planéres. La francophonie, elle, doit bord raffermir ses assises et ses struments culturels et linguistiqes, qui sont sa première raison être.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

TIONS EUROPÉENNES

## pas au complet

## cte unique »

uvoirs de ce dernier, devait logiement rendre caduques ses pros réserves. Mais, à la suite d'un e de la commission des affaires angères de la Chambre des outés (*le Monde* du 16 février), gouvernement italien a finalement idé d'attendre que *« tous les res Etats membres de la Communauté aient pris leur décision »*.

Ce revirement est interprété omme un geste de mauvaise neur de la part de l'Italie, qui e décidément insuffisantes les ormes contenues dans l'*« acte que »*. Quant à la Grèce, elle a une position similaire, mais r des raisons différentes : ènes s'irrite d'une demande allende et néerlandaise de réunion l'amélioration des relations entre EE et la Turquie. – *(AFP.)*





# politique

## LA CAMPAGNE DES SOCIALISTES

## Comment sortir du débat sur la cohabitation ?

La période qui suivra le scrutin du 16 mars sera vraisemblablement riche en péripéties, dont certaines, peut-être, modifieront de façon importante le paysage politique, mais nul ne peut anticiper publiquement sur ces mouvements. D'où l'étrangeté de la campagne électorale. A la caractéristique propre du scrutin proportionnel – les alliances se nouent après le vote et non plus avant, comme c'était le cas avec le scrutin majoritaire – s'ajoute une deuxième inconnue : celle des tactiques respectives du chef de l'Etat, du chef du gouvernement et des dirigeants de la majorité parlementaire dans le cas de figure inédit de la « cohabitation ».

L'opposition n'est pas embarrassée pour répondre à la question : quelle majorité ? Elle a plus de mal, en revanche, à tenir un langage simple et clair sur les pouvoirs que détiendrait cette majorité éventuelle face au président de la République. M. Raymond Barre propose un long tour de montagnes russes électorales ; M. Jacques Chirac enverrait M. François Mitterrand prendre de la hauteur sur la grande roue ; M. Valéry Giscard d'Estaing le voit enfermé dans le labyrinthe. Aucun ne convainc tout à fait.

Les partisans de la cohabitation peuvent se tirer de la difficulté en expliquant qu'ils respectent la légitimité du président de la République, mais que, pour cette raison même, ce sera sa faute à lui si la situation devient inextricable et si la volonté majoritaire des électeurs ne peut aboutir à la mise en place d'un gouvernement en mesure de gouverner selon le programme choisi par les Français. Le risque est grand, pour M. Mitterrand et pour les socialistes, de paraître n'avoir d'autre but que d'empêcher de jouer, comme on dit au bridge, un jeu de « contre », faute de pouvoir eux-mêmes proposer un « contrat ».

C'est céder à ce risque, selon M. Lionel Jospin, que de brandir le chiffre de 30 % des voix pour le PS et de le lier à la perspective d'un gouvernement minoritaire. La riposte n'a pas tardé à droite : tout ce que proposent les socialistes, c'est de gouverner le pays avec un tiers des Français contre tous les autres. Aussi les dirigeants du PS et les membres du gouvernement ont-ils été invités à ne plus parler ni de 30 % des voix, ni d'un gouvernement qui naîtrait alors de manœuvres tendant à priver l'opposition de sa victoire éventuelle.

C'est la droite qui doit être accusée de vouloir empêcher le président de présider, et non pas la gauche de chercher à empêcher une majorité contraire de gouverner. Si l'opposition l'emporte, a dit M. Jospin à Béziers, *« dès le lendemain, ses leaders chercheraient à affronter le président de la République et s'opposeraient entre eux »*. Ce serait la *« pagaille »*, comme l'avait dit M. Laurent Fabius, non seulement parce que MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Barre poursuivraient des stratégies personnelles contradictoires mais parce que tous trois tenteraient d'empêcher M. Mitterrand soit d'aller au terme de son mandat, soit d'en avoir le plein exercice.

La remontée de la cote de popularité du chef de l'Etat rend ce discours plus recevable par l'opinion. Il suppose que soient mieux définis les contours du pouvoir présidentiel, dont les limites sont pour le moins incertaines lorsqu'il s'appuie, comme cela a pratiquement toujours été le cas depuis 1958, sur une majorité parlementaire qui lui est acquise.

*« Le gouvernement gouverne »*, avait dit M. Fabius, le 14 février, à Bourgoin-Jallieu, à propos d'une possible action de la France au Tchad. *Il aurait pu ajouter : surtout,* le président préside. L'intervention de l'aviation française montre qu'une crise internationale se gère obligatoirement au sommet, comme l'a d'ailleurs rappelé M. Mauroy. De même, en annonçant qu'il ira à la conférence annuelle des pays industrialisés, en mai, à Tokyo, M. Mitterrand souligne que la défense des intérêts économiques du pays fait partie de la charge qui lui a été confiée en 1981 pour sept ans.

### Distribuer un peu plus

La définition du rôle du chef de l'Etat en politique étrangère est plus facile que celle de ses prérogatives lorsqu'il s'agira de questions économiques, sociales ou de communication. Protéger les acquis, c'est ce que M. Mitterrand s'est promis de faire, mais il a précisé à Lille, le 17 février, que c'est aux Français de s'en préoccuper. *« Sinon, qui le fera à leur place ? »*, a-t-il demandé.

Tout au long de la semaine dernière, M. Fabius a répété qu'on ne votera pas impunément pour l'opposition et que les salariés qui lui auront apporté leur voix ne devront pas, si elle l'emporte, *« venir pleurer »* lorsqu'ils seront victimes de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

M. Pierre Mauroy s'est efforcé, à son tour, au « Club de la presse » d'Europe 1, de sortir du débat sur la cohabitation en attaquant le programme de la droite. MM. Fabius et Jospin esquissent ce que pourrait être le programme des socialistes pour une nouvelle législature, le premier secrétaire du PS parlant même de *« distribuer un peu plus de pouvoir d'achat »* dès lors que la conjoncture internationale semble devoir le permettre. La *« bonne question »* permettrait, ainsi, à la gauche de renouer avec une de ses valeurs malmenées depuis trois ans : le progrès social.

Aller jusqu'au bout de ce qui a été voulu en 1981 et, tout compte fait – le prix du dollar et celui du pétrole aidant, – pas trop mal réussi, c'est la lancée sur laquelle M. Mitterrand a placé la campagne des socialiste. Il n'est pas exclu que le chef de l'Etat y intervienne de nouveau, peut-être à la télévision. Les socialistes ressentent, en tout cas, la nécessité, sans sortir du cadre fixé, de renouveler une thématique qui s'essouffle à un mois du vote. M. Jospin devrait tenter d'y contribuer lors de son passage à « L'heure de vérité », sur Antenne 2, le 19 février.

PATRICK JARREAU.

## M. Mauroy : la pagaille

Invité, le dimanche 16 février, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, a affirmé son soutien à l'intervention de l'aviation française au Tchad, en indiquant qu'il s'agissait de *« remettre de l'ordre »* et de *« donner un avertissement »*.

Interrogé sur la paternité d'une telle décision en cas de « cohabitation » entre un président de la République et un premier ministre de tendances politiques différentes, M. Mauroy a répondu : *« Il n'est pas concevable que, sur une question comme celle-là, il puisse y avoir des divergences au niveau de l'Etat. »* Si tel était le cas, *« on serait,* juge M. Mauroy, *dans une situation (...) extrêmement difficile, pour ne pas dire inextricable »*. Il appartiendrait alors au président de la République de *« prendre les décisions en conséquence »*, car, pour le maire de Lille, *« de par, non seulement [son] expérience, mais ce qui s'est passé depuis 1958 à travers tous les septennats (...), une décision comme celle-là (...) doit être prise conjointement entre le président de la République et le premier ministre »*.

Plus généralement, à propos de la cohabitation, M. Mauroy a jugé : *« Ou bien il y a une volonté de cohabiter, et l'exercice du pouvoir peut être assuré, ou bien au contraire ce ne sera pas possible, ce sera alors la pagaille. Il appartiendra au président de prendre les mesures. »*

L'ancien premier ministre a encore estimé que le PCF doit, à son tour, après le PS, accepter de passer d'une *« culture d'opposition »* à une *« culture de gouvernement »*, et assumer ainsi sa *« remise à jour »*.

Enfin, M. Mauroy a estimé que le programme fiscal de l'opposition – une *« provocation »*, a-t-il dit – revient à faire un cadeau de 15 milliards de francs à troic cent mille contribuables.

## Le PCF croit possible de créer des dizaines de milliers d'emplois à Paris

Les communistes veulent mettre l'accent sur la question de l'emploi. Après *l'Humanité* du 13 février, qui a consacré quatre pages centrales à la manière de créer *« du travail pour un million de chômeurs »* en deux ans, Mme Gisèle Moreau et M. Henri Malberg, respectivement têtes des listes communistes aux élections législatives et aux élections régionales à Paris, ont donné une conférence de presse sur le même thème, le même jour.

Pour M. Malberg, *« le nombre total des emplois dans la capitale a baissé de 105 000 entre 1975 et 1982 »* et *« la structure des emplois a continué à se modifier au détriment de l'emploi industriel (- 57 000 emplois entre 1978 et 1983) »*.

Pour inverser cette tendance, les communistes parisiens, qui estiment qu'un deuxième député est *« à portée de main »* du PCF à Paris si son score est compris entre 7,5 % et 7,8 % des suffrages exprimer (M. Marchais avait réalisé 9,16 % en 1981 et le PCF a fait 6,14 % aux élections européennes de 1984 dans la capitale), affirment qu'il est possible de créer plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans l'électronique, les télécommunications, le textile, l'habillement, la presse-édition, le bâtiment et les travaux publics, les services publics, notamment la police...

O. B.



DANS UN ENTRETIEN AU « DÉBAT »

## M. Rocard estime qu'une « aventure nouvelle » commence pour la gauche

La revue *le Débat* publie un long entretien accordé par M. Michel Rocard à l'historien François Furet. Retraçant son itinéraire politique, M. Rocard déclare, à propos des événements de mai et juin 1968 (il était, alors, secrétaire national du PSU) : *« Si mai 1968 n'a pas eu pour suite, en France, le passage à « la violence accoucheuse de l'histoire », comme en Italie ou en Allemagne, ce n'est pas tout à fait par hasard. En contribuant à créer les conditions intellectualo-politiques d'un rejet délibéré de la violence à l'italienne ou à l'allemande par ceux ou une partie de ceux qui pouvaient être concernés en France, j'ai le sentiment d'avoir rendu un certain service à mon pays. Le prix en est pour moi une image étrange sur la période : je ne pense pas devoir le regretter. »*

M. Rocard récuse la notion de « deuxième gauche » et, évoquant son discours de juin 1977, au congrès socialiste de Nantes, sur les « deux cultures » au sein de la gauche, déclare : *« Le problème (...) n'était pas tant un problème de deux cultures qu'un problème de deux époques. Car la foi dans l'intervention de l'Etat était partagée aussi bien par la social-démocratie, voire une partie de la droite, que par les communistes. La prétendue deuxième gauche est pour ainsi dire intellectuellement au pouvoir. Mais les problèmes d'instruments, les problèmes de faisabilité restent entiers. C'est là qu'est, aujourd'hui, la nouvelle problématique. »*

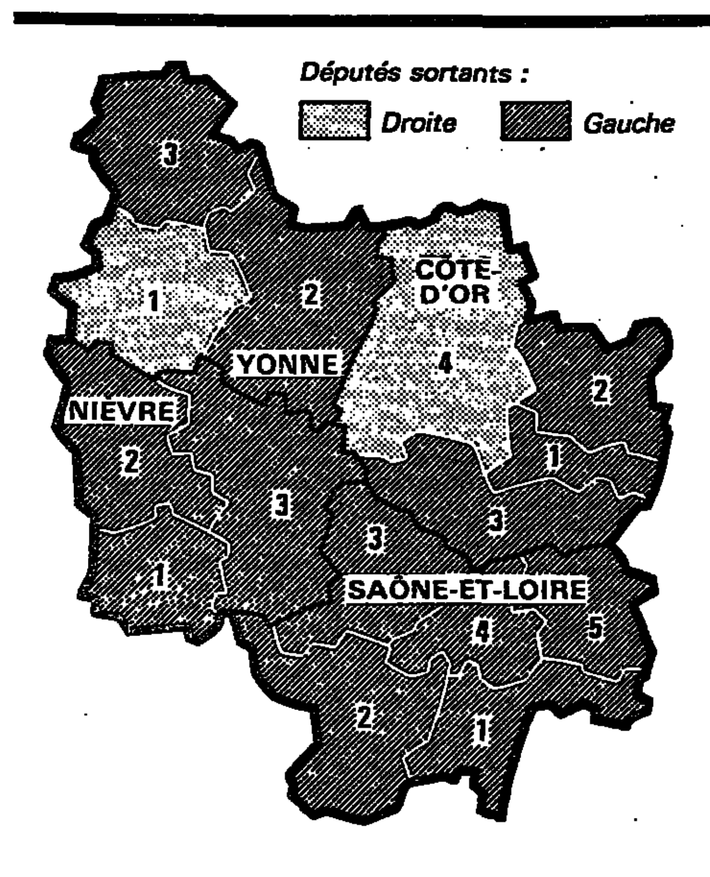
M. Rocard maintient qu'il avait plaidé auprès de M. Pierre Mauroy, en mai 1981, en faveur d'une dévaluation immédiate du franc. Au sujet de son passage au ministère du Plan, il déclare : *« Ces deux années n'ont pas été les plus faciles de ma vie. On prenait des risques économiques excessifs, le socialisme se compromettait dans l'échec, je n'y pouvais rien, et tout le monde croyait en plus que j'étais d'accord parce que je me voulais solidaire. »* Il se dit, néanmoins, *« très fier »* des contrats de plan Etat-régions, qui sont, selon lui, *« l'outil d'un changement culturel profond »*.

La politique de rigueur, suivie à partir de juin 1982, *« a été un succès »*, estime M. Rocard. De la gestion de la gauche dans sc ensemble, il retient comme poin positifs la décentralisation, les lc Auroux, les réformes judiciaires ‹ M. Robert Badinter, la politiq étrangère et, notamment, eur péenne. M. Rocard expose ensuit longuement, l'intérêt qu'il a pris diriger le ministère de l'agricultu et la politique qu'il y a menée.

L'ancien ministre insiste, ensuit sur l'importance du congrès soci liste de Toulouse, *« le premie depuis 1905, où le discours écrit ‹ Parti socialiste rejoint une pratiq de gouvernement »*. *« Le socialism* dit-il, *est en train de prendre ‹ charge cette découverte que son pr jet de société plus équitable, lo d'exiger plus d'administratic s'accommoderait plutôt de me leures règles du jeu, avec moi. d'administration. Pour la pensée ‹ gauche, c'est une aventure nouvel qui commence avec l'idée que sc projet de justice, qu'il s'agisse ‹ l'école, de la protection sociale, ‹ la prévention de la délinquanc doit se traduire par des modalit d'application dans lesquelles l'Et n'est plus l'argent unique, mais ‹ incitateur, un organisateur du di logue social, un canalisateur d'ir tiatives, en même temps que cel qui affecte une partie des ressourc communes à la préparation du lo terme par rapport au court term Là se limitent les fonctions ‹ l'Etat. C'est un changement fond mental. »*

M. Rocard traite, ensuite, c l'application de cette conception à protection sociale et à l'enseign ment et des perspectives qu'el ouvre sur le plan fiscal. Il estin *« plausible »* que les sociétés indu trialisées soient arrivées à un nivea de pression fiscale maximum. parle, enfin, de l'Europe et de politique de défense de la Franc Son intention, dit-il en conclusio est de parler *« le langage de la vra solidarité dans la gestion des dif cultés, y compris avec ce que ce implique comme responsabilit personnelles. Le langage de l'hum lité devant la complexité des chos qu'il s'agira d'apprendre à décry ter et à dominer ensemble. Ma aussi le langage de la grandeur, langage d'un pays qui se reconna une charge et une mission, et refuse à l'abandon. »*

# BOURGOGNE




## Retour à l'équilibre

**La cuvée électorale millésime mars 1986 aura le petit goût de vert que lui conféreront au moins sept nouveaux députés pour les quinze sièges à pourvoir. La saveur dominante restera pourtant celle donnée par l'expérience des sortants et par les souvenirs des revenants.**

***Quatre membres du gouvernement* sont en lice, un dans chacun des quatre départements. C'est l'occasion rêvée pour les oppositions de dresser de sévères réquisitoires contre le bilan de la législature.**

**La vague rose avait réussi un « carton » : treize députés sur quinze. Le reflux pourrait mettre à quasi-égalité les deux blocs. Si les résultats législatifs semblent dénués de suspense dans la Côte-d'Or et dans l'Yonne, l'incertitude prévaut pour le sixième siège de la Saône-et-Loire et le troisième de la Nièvre.**

**L'enjeu régional ne suscite guère de passion, sauf chez les candidats (ce qui est bien la moindre des choses)... et parmi les leaders locaux, qui n'entendent pas laisser tout à fait la bride sur le coup à ceux qu'ils présentent volontiers comme leurs poulains. Les socialistes entretiennent l'espoir de retrouver l'avantage qui leur avait permis d'occuper la présidence du conseil régional de 1979 à 1983. L'opposition, qui, après deux années de présidence au bénéfice de l'âge, s'est assuré de la majorité après les cantonales de mars 1985, préfère ne pas envisager l'hypothèse où un appoint venu du Front national lui serait nécessaire pour garder l'avantage.**

**La Bourgogne, *« terre d'accueil où il fait bon vivre »*, ne déroge pas à son image : la campagne électorale se déroule sur fonds de batailles d'affiches et de comptabilisation de la fréquentation des meetings à vedettes nationales, le tout agrémenté d'une guérilla de pronostics à usage psychologique.**

## De part et d'autre du Morvan

Une froide soirée de février et un ierre Joxe qui fait à Lionel Jospin :s honneurs de la Saône-et-Loire le :emps d'un meeting à Chalon-sur-aône. *« Voilà, Lionel, tu es dans la eule gare sylvo-agro-pastorale de 'rance. »* Montchanin — en rase ampagne, — desservi par le TGV, ymbole de l'avenir dans une région ui a mal à la reconversion. Creusot-'halon-Montceau, le triangle indus-iel façon dix-neuvième siècle est ujourd'hui le pôle de conversion — hare de la modernisation socialiste iodèle fin du vingtième.

André Billardon, numéro deux errière le ministre de l'intérieur et e la décentralisation, à qui il a suc-édé à la présidence du groupe ocialiste à l'Assemblée nationale, onstate que, sur les quelque 300 emplois supprimés en 1984 ans le bassin, il en reste moins de 00 à remplacer. Ce député, consi-éré comme un homme de terrain, :connaît : *« Dans cette grande venture, on a bénéficié de la soli-arité de la nation. »*

### Tous pour deux

L'électeur de Saône-et-Loire econnaîtra-t-il que l'efficacité est lu côté du PS pour permettre à ean-Pierre Worms, troisième de iste, de retrouver son mandat ? Il :st beaucoup sollicité, l'électeur, au iom de l'efficacité. Y compris *M. Jean Girardon, conseiller géné*-al, qui, pour avoir présenté une liste RRR (Rassemblement radical et épublicain), s'est vu exclure du MRG, lequel a délégué la fille du énateur MRG, France Léchenault, ur la liste socialiste. Quant à André 'aivre, conseiller général commu-iste du Creusot, qui figure en :euxième position derrière Lucien lossu, membre du secrétariat fédé-al, il constate : *« Les gens ont envie le responsables qui parlent haut et ort. Seuls les communistes répon-'ent à cette attente. »*

Un élu pour le PCF dans le dépar-:ment qui fut celui de Waldeck :ochet ? Impossible, assurent d'une iême voix les têtes de liste de opposition. René Beaumont (UDF-R), président du conseil général epuis un an, qui mène campagne vec Marcel Lucotte (UDF-PR), inateur et maire d'Autun, chef de le aux régionales, et Dominique Perben (RPR). Le Front national, qui a délégué son porte-parole Michel Colinot, s'étonne qu'on ne le compte pas parmi les prétendants à ce sixième siège.

La bataille pour le dernier siège se livre aussi de l'autre côté du Morvan, barrière naturelle qui fait de la Nièvre un département bien peu bourguignon. Négligeant là aussi l'ambition du PCF, le PS et l'opposition sont au coude-à-coude. Pierre Bérégovoy, devenu maire de Nevers à la suite de la démission de Daniel Benoist, élu avec six voix d'avance conseiller général il y a un an, et Hervé de Charette (UDF-PR), conseiller municipal de Nevers, se battent pour leur second de liste. Autrement dit, la compétition oppose l'ancien suppléant de François Mitterrand, Bernard Bardin, à Bernard Savy, président de l'Union nationale de la médecine et secrétaire général des Clubs Avenir et Liberté, qui a fait connaissance avec la Nièvre en septembre dernier, quand le RPR, soucieux de se concilier les bonnes grâces des clubs et des socio professionnels, lui a proposé la deuxième place sur la liste d'union, au grand dam des néochiraquiens locaux et... de Hervé de Charette lui-même.

*L'union en Côte-d'Or est presque* une seconde nature dans les rangs de l'opposition. Un seul groupe au conseil général assure une confortable majorité à l'œcuménique Robert Poujade, patron du département et maire de Dijon. *« Poujade, oui, Carminati, non »*, assuraient des affiches accolées sur les murs de Dijon au moment de la constitution de la liste. Cette affiche émanait, paraît-il, de membres du RPR peu enthousiastes sur la personnalité du maire de Talant. M. Carminati figure en quatrième place sur la liste commune UDF-RPR, précédé du seul député rescapé de la vague rose, Gilbert Mathieu (UDF-PR), et de Lucien Jacob, ancien député app. RPR.

Campagne sauvage aussi sur les affiches socialistes, où Roland Carraz, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et technologique, s'est vu coiffé d'un bonnet d'âne aux côtés de son colistier François Patriat, vétérinaire de son état, avec une bulle : *« L'âne et son vétérinaire. »*

A. Ch.

## L'art du parachute ascensionnel

De notre envoyée spéciale

Dijon. — L'un au Nord, l'autre au Sud. L'un qui vient d'avoir quarante-sept ans, l'autre qui va sur ses quarante et un ans. L'un qui est ministre, l'autre qui pourrait bien le devenir. L'un et l'autre, diplômés de l'Institut de sciences politiques (Bordeaux pour l'un, Paris pour l'autre), ont débarqué en « parachute » dans la vie locale, afin de parfaire leur ascension politique. Leurs débuts militants de colleur d'affiches, ils les ont effectués ailleurs et pour d'autres.

Les points communs entre Henri Nallet et Dominique Perben s'arrêtent là si ce n'est que le ministre de l'agriculture, candidat dans l'Yonne, et le maire de Chalon, tête de liste RPR dans la Saône-et-Loire, mènent une campagne le plus possible sur le terrain, afin de se faire mieux connaître.

Pour le successeur de Michel Rocard à l'agriculture, il était évident que, sitôt nommé, il lui fallait *« faire sanctionner sa responsabilité de ministre »* par les électeurs. Certes, mais où ? Les instances du PS avaient pensé à la Haute-Loire. La Dordogne, où habite encore sa mère, avait pensé à lui... La Manche l'aurait comblé. Sa femme en est originaire. Il aurait pu s'adonner de temps en temps à son sport favori (la voile), et il y a gardé *« pleins de copains »* dans le milieu agricole.

Ce sera l'Yonne. Pierre Joxe, au terme de quelques longues soirées, a fini par lever les réticences des socialistes locaux, qui avaient investi leur sortant de la troisième circonscription, Léo Grézard, à plus de 90 %. Ce dernier a trouvé la pilule un peu difficile à digérer. Pensez donc : chirurgien, il abandonne en 1981 ses fonctions à l'hôpital pour se retrouver sans rien... à moins qu'il ne soit bientôt nommé conseiller maître à la Cour des comptes. Quant au second sortant socialiste, Roger Lassale, il est tête de liste aux régionales, ce qui lui convient *« beaucoup mieux que le mandat législatif »*, avoue-t-il.

Les grincements de dents, habituels dans la fédération socialiste de l'Yonne, se sont un peu calmés dès lors que le nouvel arrivant s'est montré décidé *« à se fixer politiquement dans le département »*. Des militants qui n'ont pas voulu *« jouer le rôle de béquilles »*, un ministre qui après tout n'est pas membre du PS, voilà de quoi laisser un certaine indépendance à tous. *« Je n'ai pas cherché à gérer mon image »*, assure Henri Nallet. Des conseils la gèrent pour lui. Dans un premier temps, une affiche en gros plan du candidat dans un beau camaïeu de brun et de marron ; dans un second, le même entouré d'une fillette, d'un jeune homme style cadre dynamique, d'une grand-mère... penchés sur un plan. Alliage de l'image de compétence et de tolérance, celle qu'il préfère et que lui conseillent d'ailleurs ses futurs électeurs : *« Restez un technicien, ne devenez pas un homme politique ! »* Un comble pour ce spécialiste de l'agriculture entré par la petite porte dans les allées du pouvoir.

Mettant un point d'honneur à *« ne pas raconter de salades »*, il estime que la gauche a rendu à l'agriculture *« sa dignité »*. Il se désespère à l'idée que la droite revienne au pouvoir : *« On recommencera comme avant, c'est-à-dire que l'on recommencera à arroser. »* Non, décidément, il estime que l'opposition n'aime pas, contrairement à ce qu'elle prétend, les agriculteurs, car *« aimer c'est respecter, et respecter c'est dire la vérité »*. Cela ne l'empêche pas d'*« être courtois »*.

Nouvel arrivant, il est allé présenter ses civilités aux responsables politiques du département, et notamment à Jean-Pierre Soisson (UDF-RPR), qui conduit la liste d'union de l'opposition. Barriste à Paris, le maire d'Auxerre est unioniste sur le terrain, où il donne toutes ses chances à Philippe Auberger, polytechnicien, énarque de quarante-quatre ans, maire RPR de Joigny depuis 1977 et conseiller général depuis quatre ans, de le rejoindre au Palais-Bourbon. Tout serait parfait pour l'opposition « unie », qui, aux régionales, sera conduite par un CNIP, Michel Delprat, si un CDS n'avait décidé de faire dissidence avec un vice-président de la chambre d'agriculture.

### « Où vous voulez »

Si Henri Nallet a collé des affiches pour le radical Raymond Jullien en Gironde, Dominique Perben a fait de même dans le Rhône pour le gaulliste de gauche David Rousset. Après un début de carrière dans la préfectorale, celui qui aspire aujourd'hui au leadership de Saône-et-Loire était entré au cabinet de Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux PTT. Après l'échec de 1981, où il penchait pour Valéry Giscard d'Estaing, il rencontre Jacques Chirac. *« Je suis prêt à aller où vous voulez et quand vous voulez »* : la proposition de ce jeune fantassin a retenu l'attention du président du RPR.

Ses galons, ce Lyonnais d'origine ira donc les chercher en Saône-et-Loire avec pour objectif de faire chuter Pierre Joxe. L'été 1982 aura suffi à convaincre femme et enfants de venir s'installer à Chalon-sur-Saône. A défaut de battre Pierre Joxe, qui avait laissé à son suppléant, Maurice Mathus, le soin de conduire la liste aux élections municipales de 1983, il enlève à une centaine de suffrages près une mairie que les socialistes avaient dirigée pendant cinquante-huit ans.

Pour le nouveau maire, la campagne électorale continue. Les cantonales l'hiver dernier, avec un nouveau mandat à la clé et un signe de reconnaissance des notables du conseil général, qui lui laissent la présidence de la commission des finances. La campagne électorale continue. Il s'agit là — enfin — du combat frontal avec Pierre Joxe.

Pour l'UDF, l'union de l'opposition devait se faire, même au prix de la tête de liste, laissée à Dominique Perben. Au RPR, André Jarrot refusait de se présenter s'il y avait division. Qu'importe, le RPR présente sa liste : Dominique Perben en tête, suivi d'André Jarrot. La campagne s'organise sous la houlette du maire de Chalon, qui ne laisse rien au hasard : correspondants dans chaque commune, ordinateur dans une permanence à deux enjambées de la mairie, installée dès le mois de décembre.

Restait l'épineuse question de la candidature de M. Philippe Malaud. Annoncé comme tête de liste RPR pour les régionales, le président du CNIP, ancien président du conseil général, s'est vu préférer une femme, Madeleine Mazière, adjointe au maire de Chalon.

Décidément, rien ne résiste à Dominique Perben, ce mousquetaire du RPR, même pas les conciliations élaborées au niveau national. *« Il dépoussière »*, dit de lui l'un de ses collaborateurs, admiratif des méthodes de son patron.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### RÉGIONALES

**Président du conseil régional : Marcel Lucotte (UDF-PR)**

**Nombre de sièges à pourvoir : 55**

COTE-D'OR : 16
NIÈVRE : 9
SAONE-ET-LOIRE : 19
YONNE : 11

### LÉGISLATIVES

NOMBRE DE SIÈGES A POURVOIR

COTE-D'OR : 5
NIÈVRE : 3
SAONE-ET-LOIRE : 6
YONNE : 3

### DÉPUTÉS SORTANTS

**COTE-D'OR (4)**

**Jean Esmonin (PS)** suppléant de Roland Carraz, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique et technologique
**Hervé Vouillot (PS)**
**François Patriat (PS)**
**Gilbert Mathieu (app. UDF-PR)**

**NIÈVRE (3)**

**Eugène Teisseire (PS)** suppléant de Daniel Benoist, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées de décembre 1982 à juillet 1984
**Jacques Huyghues des Etages (PS)**
**Bernard Bardin (PS)**

**SAONE-ET-LOIRE (5)**

**Jean-Pierre Worms (PS)**
**Paul Duraffour (MRG)**
**André Billardon (PS)**
**Roger Leborne (PS)** suppléant d'André Lotte, décédé le 28 septembre 1984
**Maurice Mathus (PS)** suppléant de Pierre Joxe ministre de l'intérieur et de la décentralisation

**YONNE (3)**

**Jean-Pierre Soisson (UDF-PR)**
**Léo Grezard (PS)**
**Roger Lassale (PS)**

## REPÈRES

### COTE-D'OR

**PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)**

Ins., 299 808 ; abst., 19,42 % ; suff. ex., 238 117. MARCHAIS, 24 066 (10,10) ; MITTERRAND, 72 931 (30,62) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 78 434 (32,93) ; GISCARD D'ESTAING, 63 864 (26,82) ; CHIRAC, 45 145 (18,95) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 53 254 (22,36).

**LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)**

Ins., 300 127 ; abst., 29,37 % ; suff. ex., 209 684 ; PC, 18 620 (8,88) ; PS-MRG, 87 445 (41,70) ; UDF-RPR, 98 337 (46,89).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**

Ins., 303 002 ; abst., 44,20 % ; suff. ex., 164 033 ; PC, 10 551 (6,43) ; PS, 36 244 (22,09) ; UDF-RPR, 72 900 (44,44) ; FN, 19 207 (11,70).

### NIÈVRE

**PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)**

Ins., 177 008 ; abst., 18,53 % ; suff. ex., 142 166. MARCHAIS, 21 524 (15,14) ; MITTERRAND, 55 912 (39,32) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 58 189 (40,93) ; GISCARD D'ESTAING, 32 145 (22,61) ; CHIRAC, 19 388 (13,63) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 22 608 (15,90).

**LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)**

Ins., 176 885 ; abst., 29 % ; suff. ex., 123 534. PC, 20 174 (16,33) ; PS, 64 198 (51,96) ; UDF-RPR, 34 708 (28,09).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**

Ins., 176 996 ; abst., 42,34 % ; suff. ex., 97 885. PC, 13 472 (13,76) ; PS, 28 296 (28,91) ; UDF-RPR, 34 849 (35,61) ; FN, 7 925 (8,09).

### SAONE-ET-LOIRE

**PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)**

Ins., 388 877 ; abst., 20,30 % ; suff. ex., 304 883. MARCHAIS, 46 143 (15,13) ; MITTERRAND, 85 970 (28,19) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 92 704 (30,40) ; GISCARD D'ESTAING, 88 296 (28,96) ; CHIRAC, 49 566 (16,25) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 57 800 (18,95).

**LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)**

Ins., 389 151 ; abst., 31,36 % ; suff. ex., 263 411. PC, 35 307 (13,40) ; PS-MRG, 119 384 (45,32) ; UDF-RPR, 104 159 (39,54).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**

Ins., 391 232 ; abst., 46,52 % ; suff. ex., 201 540. PC, 21 129 (10,48) ; PS, 47 195 (23,41) ; UDF-RPR, 89 289 (44,30) ; FN, 17 244 (8,55).

### YONNE

**PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)**

Ins., 216 357 ; abst., 18,27 % ; suff. ex., 173 555. MARCHAIS, 24 282 (13,99) ; MITTERRAND, 43 672 (25,16) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 47 524 (27,38) ; GISCARD D'ESTAING, 52 465 (30,22) ; CHIRAC, 30 759 (17,72) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 36 512 (21,03).

**LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)**

Ins., 216 495 ; abst., 26,38 % ; suff. ex., 157 209. PC, 26 109 (16,60) ; PS-MRG, 52 951 (33,68) ; UDF-RPR, 66 584 (42,35).

**EUROPÉENNES (17 juin 1984)**

Ins., 218 764 ; abst., 40,82 % ; suff. ex., 124 329. PC, 12 532 (10,07) ; PS, 22 769 (18,31) ; UDF-RPR, 54 880 (44,14) ; FN, 15 710 (12,63).

# POLITIQUE

## M. Fabius piéton de Marseille

De notre correspondant régional

Marseille. — De Marseille à Arles en passant par Aix-en-Provence, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a fait campagne « sur le terrain », le samedi 15 février, dans les Bouches-du-Rhône. A son programme, une série de contacts avec la population, et surtout une longue promenade à pied dans les rues du centre de Marseille, tout aussi symbolique que la venue du ministre de la justice, M. Robert Badinter, dans la ville de M. Gaston Defferre, une semaine auparavant. Les élections du 16 mars à Marseille se joueront, en effet, pour une bonne part, sur les problèmes de l'insécurité et de l'immigration. Et plus particulièrement sur le dossier de la réhabilitation de l'hyper-centre-ville dont l'opposition a fait l'un de ses principaux chevaux de bataille.

Alors que le conseil municipal devait précisément débattre de ce dossier brûlant le jeudi 20 février, la déambulation de M. Fabius ne pouvait donc avoir de signification plus claire. Du marché des Capucins au centre Bourse, au cœur commerçant et populaire de Marseille, le premier ministre a reçu un accueil souvent chaleureux. Guidé par M. Defferre, dans une cohue qui a donné des frissons au service de sécurité, le premier ministre a visiblement pris beaucoup de plaisir à ce bain de foule. La poissonnière, le marchand de primeurs, le fromager : il a serré et resserré des mains, adressé des compliments, embrassé des bambins. En prêtant l'oreille, il aura entendu aussi quelques youyous *d'allégresse de clientes maghrébines.*

Auparavant, M. Fabius avait visité un centre équestre municipal dans les quartiers sud de Marseille, qui lui a rappelé sa jeunesse de cavalier — « *maintenant,* a-t-il dit, *je pratique un autre type d'équitation* », — puis effectué un court trajet sur la seconde ligne de métro récemment inaugurée. A Aix-en-Provence, il a remonté, toujours à pied, une partie du cours Mirabeau et s'est arrêté dans une célèbre brasserie pour prendre un verre avec des étudiants qui l'attendaient. Sujets abordés : l'ENA, la difficulté d'être premier ministre et... la drague des filles.

Le premier ministre a enfin présidé en soirée un « banquet républicain » de sept cents couverts au palais des congrès d'Arles, où il a été accueilli par M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République et conseiller municipal de la ville. Présenté par son hôte comme un moderne chevalier d'Arlaten — nom provençal d'Arles, — le premier ministre a dédié son allocution — autre symbole — à « *la plus jeune militante socialiste de la section* », Sandra, une jeune fille de quinze ans. Comme à Bourg-en-Bresse, la veille, M. Fabius a présenté les projets des socialistes pour la nouvelle législature, qui sera, a-t-il déclaré, « *celle de la formation, de la solidarité, de l'Europe et du tiers-monde* ».

GUY PORTE.

## M. Chirac partant pour Matignon

*(Suite de la première page.)*

Il n'ignore pas que deux conditions dovent être remplies : une large victoire aux législatives, et le choix du chef de l'Etat qui peut se porter « *sur qui il veut* ». Le dirigeant du parti vainqueur n'est pas par destination un premier ministre.

Toutefois, depuis le « Grand Jury RTL-*le Monde* » du 6 juin 1985, où il disait : « *Pour Matignon, merci, j'ai déjà donné* », le comportement de M. Chirac a évolué. S'il ne dit pas explicitement qu'il accepterait l'offre qu'éventuellement pourrait lui faire M. Mitterrand, il se place de plus en plus dans une telle perspective. Et le pluriel de majesté qu'il emploie pour parler de la future majorité, ou du nouveau gouvernement, semble bien n'être qu'une clause de style qui permet à ses interlocuteurs de lui prêter des intentions qu'il n'a pas à démentir.

En réalité, M. Chirac se prépare — ou plus exactement il se tient prêt. M. Balladur, avec quelques autres, n'est pas étranger à cette évolution. Ils ont su écarter les objections que d'autres, et M. Chirac *lui-même,* leur opposaient. Ils misent surtout sur le soutien populaire qui sera apporté à la nouvelle majorité. Contre un tel courant — disent-ils, — la répugnance des barristes se réduira bien vite à la dimension d'une bouderie de quelques-uns. Quant à M. Mitterrand, il pourra rester dans l'histoire comme le seul président de la Vᵉ République à avoir réussi deux alternances.

Au cours de son voyage aux Antilles, M. Chirac, à l'occasion de diverses conversations, a pu laisser accroire qu'il était maintenant davantage sensible à ces arguments. Ainsi, pour les dernières semaines de la campagne, il va s'efforcer d'être plus clair sur le problème de la cohabitation, mais en se gardant de susciter des affrontements ou des condamnations irréversibles. Il note d'ailleurs que M. Mitterrand n'a pas, dans son discours de Lille, durci le ton par rapport à celui du Grand-Quevilly. Il y voit un signe. Peut-être sommes-nous déjà entré dans une phase susceptible de déboucher sur un *modus vivendi ?*

A tout hasard, M. Chirac pousse les feux au niveau de l'action gouvernementale. Des projets de loi accompagnés de leurs décrets d'application sont rédigés par des groupes d'experts. Le calendrier des travaux parlementaires est étudié. A ce propos, le choix n'est pas encore arrêté en faveur d'une loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances, comme le souhaite M. Giscard d'Estaing. M. Chirac estime que quelques grands débats parlementaires peuvent avoir une utilité pédagogique pour l'opinion.

Mais si une session extraordinaire du Parlement devait s'imposer à partir du mois de juillet, le nouveau premier ministre devrait s'assurer que le président de la République ne refuserait pas de la convoquer. La nouvelle Assemblée aura, en tout cas, un programme urgent et chargé après que le gouvernement aura fait établir — en quelques jours, — par des personnalités de son choix, le bilan de la législature socialiste.

C'est pour cela, notamment, que M. Chirac est hostile à toute modification des institutions. Personnellement très défavorable au régime présidentiel, estimant que l'instauration du quinquennat n'est pas une priorité, jugeant qu'il vaut mieux supporter les petits inconvénients de la Constitution que d'ébranler le système, le président du RPR se veut disponible pour mettre en œuvre sans tarder la politique nouvelle pour laquelle il invite (chaque jour dans un département différent) les électeurs à voter. Ignorant le refus des « barristes », M. Chirac affirme que « *les gens ne comprendraient pas qu'on leur demande leurs voix pour n'en rien faire* ».

Il est vrai que le maire de Paris, si aucune offre ne lui était faite après le 16 mars, trouverait un recours dans le rôle de chef de la majorité parlementaire et poursuivrait sa propre campagne présidentielle, puisque, selon M. Mitterrand, celle-ci est engagée depuis 1981.

M. Balladur estime toutefois que la marge de manœuvre de M. Mitterrand ne sera pas bien grande. La personnalité qu'il désignera pour diriger le gouvernement devra convenir à la majorité parlementaire et s'engager devant celle-ci à appliquer le programme commun RPR-UDF. Hormis M. Chirac, le nombre des éventuels premiers ministres remplissant cette condition est limité... C'est peut-être compter sans le talent et l'imagination de M. Mitterrand.

ANDRÉ PASSERON.

### Mᵐᵉ BOUCHARDEAU EN CAMPAGNE DANS LE DOUBS

## Le crime de lèse-Bêche

De notre envoyé spécial

*Besançon.* — *« Aujourd'hui plus que jamais »,* proclame l'affiche de campagne socialiste où s'étalent par monts et par vaux du Doubs, le portrait de Guy Bêche, tête de liste aux législatives, député sortant, et celui de « la » numéro deux, Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, l'une des rares incarnations de l'ouverture électorale du PS aux personnalités extérieures.

Eh bien, aujourd'hui samedi 15 février plus que jamais, Guy Bêche... fait la tête, et il va falloir qu'elle fasse avec, *« Huguette »* — ainsi la présente-t-on souvent sans façon aux interlocuteurs, qui donneront en retour du *« Madame la ministre »,* — tout au long de la cavalcade chronométrée qu'est une vraie journée de tournée pré-électorale.

Faire avec... Faire sans, plutôt. Puisque du coup Guy Bêche ne paraîtra que le soir, opportunément retenu à droite et à gauche par d'indispensables inaugurations, et des dossiers capitalissimes.

En réalité, il boude, tempête, et passera une partie de la journée pendu au téléphone pour tenter d'empêcher Huguette de commettre *la* faute politique, *le* crime contre l'esprit socialiste que cette néophyte conçut en sa simplicité immature.

N'a-t-elle pas décidé de ruiner cette journée passée dans le pays de Montbéliard en faisant un crochet par Vandoncourt ? Vous avez bien lu : Vandoncourt, village de 650 habitants, qui *sent encore* le *soufre* d'une autogestion pourtant bien oubliée aujourd'hui. Vandoncourt, dont Guy Bêche n'apprécie pas trop l'actuel maire socialiste, Jacques Redoutey, et dont il déteste carrément l'ancien maire socialiste (aujourd'hui conseiller général) Jean-Pierre Maillard-Salin. Donc, Guy Bêche, qui est, à tout le moins, un caractère, a fait savoir : *« Pas question d'aller à Vandoncourt. »*

Mais Huguette, après avoir dit et répété avec douceur et fermeté que ces *« conneries »* sont microcosmiques, y va quand même, entre la visite d'une coopérative ouvrière de production et un chapelet de petites *réunions informelles.*

Pour tout arranger, le maire de Vandoncourt lui dit en l'accueillant, *non sans malice : « Pour nous, vous faites partie des socialistes intelligents. »* Pan sur M. Bêche, qui va sans doute apprendre la chose au cours d'un échange téléphonique prochain avec l'un de ses collaborateurs, qui assiste de loin, terrorisé, au crime de lèse-Bêche.

### Le pisciculteur et le héron

*Sans parler de la froidure,* et surtout de la cruelle incertitude quant à la possibilité de conquérir — c'est le mot juste — le second siège socialiste le 16 mars, Huguette Bouchardeau n'a pas l'air d'avoir tous les jours la vie pré-électorale facile, dans cette atmosphère un tantinet stalinienne, bien que théoriquement socialiste.

Sans se départir apparemment de son calme, aussi modeste que parachutée, Huguette Bouchardeau fait face gentiment, mais sans mollesse, de visites en banquets, de présentations en dialogues, à des citoyens qui ne s'en laissent pas conter, malgré son titre, et ne laissent pas non plus leurs préoccupations au vestiaire.

La politique politicienne n'y occupe pas toujours le premier *rang. A Abbevillars, une petite* dame laisse tomber : *« Mendès France, qui était un type formidable, a quand même supprimé le privilège des bouilleurs de cru. Mais qu'est-ce qu'on faisait ? On faisait sa petite goutte. Qu'en pense le PS ? »*

Huguette explique, sans se *troubler, que la chose ne lui* paraît ni injuste ni si terrible, à tout prendre. En d'autres occasions, c'est elle qui se renseigne, interroge ou glisse un mot sur la condition des femmes, provoquant ici et là des sourires embarrassés, ou quelques explications confuses des messieurs interpellés.

Personne n'oublie, bien sûr, *que son fonds de commerce à* elle, c'est l'environnement. A Glay, un type mi-bougon, mi-blagueur explique son cas : *« Je suis pisciculteur. Comme vous le savez, les hérons cendrés sont protégés. On ne peut rien leur faire, et ils mangent le poisson. Je n'ai rien contre les hérons cendrés, mais j'aimerais bien que ceux qui les protègent les nourrissent ».*

Huguette croit s'en tirer avec l'exemple des flamants roses, que l'on effraie en Camargue grâce à des canons « subventionnés », afin qu'ils ne piétinent pas les jeunes pousses de riz. L'autre l'interrompt : *« Je vous mets au défi d'effaroucher un héron cendré. »*

### Avant la zizique

Le soir, au banquet républicain d'Hérimoncourt, on retrouve le pisciculteur. Il s'est mis sur son trente et un, râle encore un peu parce que la couleuvre est intégralement protégée, et pas la vipère. Puis il blague, et extorque à madame la ministre la promesse de la première danse.

Car il y a un orchestre. Huguette l'a réclamé à cor et à cri. Elle trouve que rien ne vaut un brin de gaieté à la fin de ces terribles journées. *« Les camarades se sont décarcassés, et l'orchestre est là. »*

Robespierre-Bêche, arrivé entre-temps, fait un discours pur et dur, dans lequel il trouve le moyen de glisser trois ou quatre flèches destinées à madame la *ministre. Pour se venger de Van*doncourt, il parle des *« camarades qui nous mettent des bâtons dans les roues ».* Pan sur Bouchardeau !

A la fin de l'intervention, il dit benoîtement qu'il voudrait bien qu'on discute sérieusement, *« pendant une heure au moins, avant la zizique ».*

Huguette n'est pas du tout sur *sa ligne. Elle insinue que certains* musiciens sont venus de loin, dans la neige, et peut-être travailleront le lendemain. Rien n'y fait. On débat. Huguette n'en fait pas trop. Mais, plus défenseur du glorieux bilan que Guy Bêche, vous mourez.

L'actuel et futur député du Doubs donne le la que l'on attendait de lui. *« Le débat électoral ne doit pas donner l'impression que déjà l'on est en train de cohabiter. Ça, ça n'est pas à l'ordre du jour. »*

Les meilleures choses ont un terme. L'heure du bal arrive enfin. Un agriculteur, qui s'inquiétait dans l'après-midi de la fâcheuse manie des voisins suisses d'accaparer toutes les terres mises en vente, essaie bien de se placer le premier dans les bras de la ministre. Mais le pisciculteur, qui veillait au grain, s'empare d'Huguette Bouchardeau avec une dextérité de héron cendré à l'affût.

Et la voilà enfin, la méritante candidate numéro deux, partie pour le seul tour de piste de la journée, de la saison peut-être, qui ne lui sera reproché par personne. Car même Guy Bêche danse, octroyant du même coup à tout le peuple de gauche du pays de Montbéliard un droit à deux minutes trente-cinq de bonheur sans dilemme idéologique. C'est toujours ça de pris.

MICHEL KAJMAN.

## LUTTE OUVRIÈRE PRÉSENTE DES LISTES DANS 33 DÉPARTEMENTS

L'organisation trotskiste Lutte ouvrière (LO) présentera des listes aux élections législatives et régionales dans trente-trois départements, dont les huit départements de la région parisienne.

Mᵐᵉ Arlette Laguillier, dirigeante de LO, sera tête de liste en Seine-Saint-Denis. Lutte ouvrière, qui propose « *à tous les travailleurs de dire clairement qu'ils ne veulent pas d'une politique anti-ouvrière* » conduite par le PS ou la droite, lancera sa campagne le vendredi 21 février, lors d'un meeting à la Mutualité à Paris.

Le Maine-et-Loire sera le seul département métropolitain où Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire présenteront une liste commune aux législatives.

## En Nouvelle-Calédonie LE FLNKS « BOYCOTTERA PASSIVEMENT » LES ÉLECTIONS

Au terme d'une « convention » réunie le 15 février à Sarraméa, les dirigeants du Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS) ont décidé que le mouvement indépendantiste ne participera pas au scrutin du 16 mars. Le FLNKS « *boycottera passivement* » les élections. Cette décision a été prise contre l'avis de l'Union calédonienne (UC), qui constitue la principale composante du mouvement.

La tendance dure du mouvement l'a donc emporté sur le point de vue modéré, dont le député indépendantiste sortant de la première circonscription du territoire, M. Roch Pidjot, s'était fait le plus ardent défenseur après avoir annoncé son intention de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat. Ce boycotage « *passif* » devrait toutefois se distinguer du boycottage « *actif* » qui avait marqué les élections territoriales de novembre 1984.

## Une élection municipale partielle

EURE : Louviers (2ᵉ tour).

Inscr., 10 822 ; vot., 7 427 ; suffr. expr., 7 173.

Un. opp. (Mᵐᵉ Proust, RPR, m.s.,), 3 673 (51,20 %), *25 ÉLUS* ; PS, Comité d'action de gauche (M. Fromentin), 3 500 (48,79 %), *8 ÉLUS.*

**[La gauche n'a pas réussi à reprendre la mairie de Louviers. Mᵐᵉ Odile Proust, (RPR), qui avait démissionné à la suite d'une crise interne à son équipe, a gagné son pari : garder le fauteuil de maire qu'elle avait ravi aux municipales de mars 1983 à Henri Fromentin (PS). Mais la liste du maire sortant n'a devancé la liste de gauche que de 173 voix.**

***D'un tour de scrutin à l'autre,* la participation a augmenté (68,62 % le 16 février au lieu de 60,82 % le 9 février), et il semble que cette participation accrue a bénéficié à la gauche. L'opposition de droite affrontait ce second tour avec un avantage mathématique, puisque les trois listes qui la représentaient au premier tour avaient recueilli *54,59 %* des suffrages. Mais Mᵐᵉ Proust doit surtout sa victoire au retrait de la compétition de la liste dissidente conduite par M. André Crenn, ancien adjoint au maire, qui avait obtenu 10,74 %% des voix.**

**Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : inscr., 10 822 ; vot., 6 583 ; suffr. expr., 6 336. PS, Comité d'action de gauche (M. Fromentin), 2 538 (40,05 %) : opp. (Mᵐᵉ Proust, RPR), 2 387 (37,67 %) ; opp. diss. (M. Crenn), 681 (10,74 %) ; FN (M. Buffetaut), 391 (6,17 %) ; PC (M. Canivet), 339 (5,35 %).]**

### A ÉPINAL

## Quinze prix pour les caricaturistes

De notre correspondante

Epinal. — Le temps du dernier week-end, Epinal est devenu la capitale de la caricature politique. Quelque soixante dessinateurs de la presse régionale et nationale ont exposé 800 caricatures qui recouvrent la période 1981-1986 et anticipent même les lendemains du 16 mars.

Cette manifestation en pleine campagne électorale, aux allures légèrement provocatrices, a attiré plusieurs milliers de visiteurs.

Le jury, présidé par M. Hervé Bazin, face à la difficulté de choisir, a finalement décerné quinze grands prix pour autant de thèmes, la rigueur, la cohabitation, « vive la crise » ou, plus « libéral que moi, tu meurs ».

Autre réussite de ce Festival qui devrait s'ouvrir l'an prochain aux dessinateurs étrangers : être parvenu à marier caricatures et imagerie populaire. En somme, à faire de Plantu, Faizant, Wolinski et autres Lefred-Thouron, les descendants de Jean-Charles Pellerin, le père de l'imagerie d'Epinal.

C. C.



### AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

## M. Balladur : Chirac premier ministre

M. Edouard Balladur, invité du « Grand jury RTL-*le Monde* » dimanche 16 février, a évoqué l'offre éventuelle qui serait faite à M. Chirac de devenir premier ministre en disant : « *Si on le lui demande, il devrait répondre oui* », ajoutant : « *La cohabitation est inévitable dès lors qu'il y a des élections législatives, qu'elles sont gagnées par une majorité — c'est une hypothèse et ce n'est pas encore une certitude — qui n'est pas la majorité qui a élu le président de la République, que le président de la République déclare souhaiter se maintenir, ce qui est son droit constitutionnel et juridique, et qu'il est inconcevable que la nouvelle majorité, après avoir fait approuver un programme par les Français, n'accepte pas de gouverner. Et c'est elle qui démontrera effectivement la solidité de nos institutions.* » Dans cette hypothèse, « *nous nous trouverions dans une situation totalement nouvelle, avec un président de la République qui se maintiendrait en fonction et qui n'aurait plus les pouvoirs de fait de chef de la majorité, puisqu'il y aurait une majorité qui ne serait plus la sienne. Dès lors, il perdrait ce pouvoir de chef de la majorité politique, qui est le fondement d'une bonne partie de son autorité sur le gouvernement.* »

Selon M. Balladur, le président devrait avoir une conversation avec le futur premier ministre afin que « *tout le monde soit clairement averti des modalités de fonctionnement du gouvernement* ».

## Propos et débats

### M. Bérégovoy : Picsou sympathique

*Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, qui participait, samedi 15 février, à une réunion publique organisée à Châtillon-en-Bazois (Nièvre), s'est estimé flatté d'avoir été qualifié, deux jours auparavant, d'* « oncle Picsou nivernais » *par le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard.* « Picsou est un personnage bien sympathique, *a déclaré M. Bérégovoy.* Il ne jette pas l'argent par les fenêtres. Et, s'il lui arrive d'avoir besoin d'argent, il préfère en prendre un peu à ceux qui en ont beaucoup trop plutôt qu'à ceux qui n'en ont pas assez. Bref, l'oncle Picsou est pour l'impôt sur la grande fortune, cet impôt que M. Léotard veut justement supprimer au profit de cent mille contribuables et au détriment de tous les autres. »

### M. Dumas : faux amants diaboliques

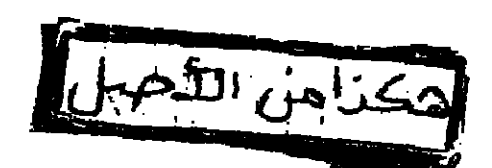
*Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, a estimé, vendredi soir 14 février, à Sarlat (Dordogne), que si le RPR et l'UDF gouvernaient après les élections* « la France serait livrée, dès le 17 mars au matin » *à MM. Chirac et Giscard d'Estaing,* « ce faux couple de faux amants diaboliques ». « Comment l'opposition compte-t-elle gouverner ?, *a demandé M. Dumas.* M. Barre et ceux qui le suivent sont sur la touche et regarderaient. M. Le Pen et le Front national seraient hors jeu. Ne pourraient y prétendre que l'UDF et le RPR. Or, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac ont fait étalage, dans le passé, de leur haine réciproque et de leur zizanie. »

### M. Le Pen : une étoile blanche

*M. Jean-Marie Le Pen, qui s'exprimait, samedi après-midi 15 février à Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), a estimé que son parti et lui-même étaient* « persécutés, considérés comme des sous-hommes n'ayant pas les mêmes droits que les autres » *en matière d'information et de temps d'antenne à la radio et à la télévision.* « Si cela devait continuer, nous demanderions à nos sympathisants et à nos militants de se promener avec une étoile blanche sur laquelle il y aurait marqué *« Français »* cousue sur leur poitrine », *a déclaré le président du Front national.*

### M. Pasqua : climat de confiance

*M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a affirmé, samedi 15 février, à Arras (Pas-de-Calais), que l'opposition risque* « de perdre la partie pour longtemps » *si M. Mitterrand dissout la future Assemblée nationale.* « M. Mitterrand attendra qu'on se casse la figure et que grandisse le mécontentement pour prononcer la dissolution de l'Assemblée », *a-t-il déclaré avant d'appeler l'opposition à* « créer un climat de confiance » *dans le pays* « pour que cette éventualité ne se produise pas. Sinon l'appelé suivant sera un socialiste, et les idées libérales auront perdu », *a ajouté M. Pasqua. Le président du groupe RPR du Sénat a notamment invité M. Raymond Barre à* « utiliser son capital d'alacrité et de méchanceté contre le gouvernement et non contre l'opposition ».






## ...pour Matignon

...tir du mois de juillet, le nouveau premier ministre devrait s'assurer que le président de la République ne refuserait pas de la convoquer. La nouvelle Assemblée aura, en tout cas, un programme urgent et chargé après que le gouvernement aura fait établir – en quelques jours, – par des personnalités de son choix, le bilan de la législature socialiste.

C'est pour cela, notamment, que M. Chirac est hostile à toute modification des institutions. Personnellement très défavorable au régime présidentiel, estimant que l'instauration du quinquennat n'est pas une priorité, jugeant qu'il vaut mieux supporter les petits inconvénients de la Constitution que d'ébranler le système, le président du RPR se veut disponible pour mettre en œuvre sans tarder la politique nouvelle pour laquelle il invite (chaque jour dans un département différent) les électeurs à voter. Ignorant le refus des « barristes », M. Chirac affirme que *« les gens ne comprendraient pas qu'on leur demande leurs voix pour n'en rien faire »*.

Il est vrai que le maire de Paris, si aucune offre ne lui était faite après le 16 mars, trouverait un recours dans le rôle de chef de la majorité parlementaire et poursuivrait sa propre campagne présidentielle, puisque, selon M. Mitterrand, celle-ci est engagée depuis 1981.

M. Balladur estime toutefois que la marge de manœuvre de M. Mitterrand ne sera pas bien grande. La personnalité qu'il désignera pour diriger le gouvernement devra convenir à la majorité parlementaire et s'engager devant celle-ci à appliquer le programme commun RPR-UDF. Hormis M. Chirac, le nombre des éventuels premiers ministres remplissant cette condition est limité... C'est peut-être compter sans le talent et l'imagination de M. Mitterrand.

ANDRÉ PASSERON.

## ...JURY RTL-LE MONDE »

## ...Chirac premier ministre

...*elle qui démontrera effectivement la solidité de nos institutions.* » Dans cette hypothèse, « *nous nous trouverions dans une situation totalement nouvelle, avec un président de la République qui se maintiendrait en fonction et qui n'aurait plus les pouvoirs de fait de chef de la majorité, puisqu'il y aurait une majorité qui ne serait plus la sienne. Dès lors, il perdrait ce pouvoir de chef de la majorité politique, qui est le fondement d'une bonne partie de son autorité sur le gouvernement.* »

Selon M. Balladur, le président devrait avoir une conversation avec le futur premier ministre afin que *« tout le monde soit clairement averti des modalités de fonctionnement du gouvernement »*.

## ...débats

### ... : Picsou sympathique

### ...faux amants diaboliques

### ...une étoile blanche

### ...mandat de confiance

# société

## JUSTICE

### DANS LES PRISONS D'OUTRE-MER

# A Nouméa : le camp Est, en souvenir du bagne...

De notre envoyé spécial

Nouméa. — Laffont a encore dix ans à tirer. Cependant, il n'échangerait pas sa pension calédonienne contre l'équivalent français. Laffont est un «zozo», un «z'oreille», bref, un métropolitain importé sur le Caillou, mais qui y vit derrière les barreaux. Bien qu'il n'ait guère eu le temps de jouer les touristes en Nouvelle-Calédonie avant de rejoindre le camp Est, l'unique prison du territoire, il n'imagine pas son retour en France. A l'ombre forcée aujourd'hui, il se voit volontiers, une fois libéré, finissant ses jours ici, définitivement au soleil.

Laffont est une curiosité. Le seul braqueur de Nouvelle-Calédonie. Libéré d'une prison métropolitaine, il s'était rêvé aventurier du Pacifique. L'argent manque... et les mauvaises habitudes reviennent. Il se «fait» donc, à main armée, une banque de Nouméa. Du jamais vu. C'était en 1981. Rapidement arrêté, il écope de quatorze ans de prison ferme en 1983 et, depuis, n'a toujours pas eu d'émule.

L'anecdote illustre ce fait, qui surprend après les manchettes parisiennes sur la tension calédonienne : jugé à l'aune du débat hexagonal sur l'insécurité, Nouméa est encore une ville calme et sûre. *«Une des plus sûres de France»*, dit en souriant le commissaire Raymond Dematteïs, coordonnateur des services de police jusqu'à sa récente promotion au service central de la Police de l'air et des frontières. La rumeur nouméenne ne dément pas : *«Ici, on ne fermait jamais ses fenêtres, on ne verrouillait jamais sa voiture, on laissait tout grand ouvert. Jusqu'aux événements...»*

Jusqu'aux événements, bien sûr. Car, depuis le réveil canaque, depuis ce 18 novembre 1984 et ces barrages indépendantistes qui délimiteront pour toujours dans les esprits un avant et un après, la peur est dans l'air du temps. Vols, déprédations, cambriolages, on vous récite volontiers la perte du paradis. Le nouveau directeur de la prison, qui réside dans l'enceinte pénitentiaire, n'a-t-il pas été cambriolé récemment ? Pourtant, ici comme ailleurs, les chiffres ne correspondent pas aux craintes : dans la circonscription de Nouméa, crimes et délits ont régressé en 1985 par rapport à 1984 (3 369 contre 3 672).

Toutefois, l'une des incidences tangibles des événements fut l'intérêt soudain des autorités pour la prison. Il y avait de quoi. *«Avant, ici, c'était l'enclos, là où l'on enferme les gens. Il n'y avait aucune politique pénitentiaire»*, résume Gérard Perraudin, trente-cinq ans, le tout nouveau directeur du camp Est, débarqué l'automne dernier de la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, dont il était sous-directeur.

### Les punis au pain sec

Jusqu'à son arrivée, le camp Est vivotait, en effet, loin des règlements métropolitains, dans un statut d'exception. Exception qui, en l'occurrence, était la rançon de l'autonomie : la prison relevait, jusqu'à la récente réforme régionale, du ministre du travail, au sein du gouvernement territorial. Elle est désormais placée sous la responsabilité du haut-commissaire, en charge de l'exécutif du territoire.

Ce particularisme pénitentiaire calédonien se traduisait par quelques pratiques originales, comme si le camp Est gardait des stigmates de ce qu'il est historiquement : une butte-témoin du bagne qui contribua à la colonisation du territoire. Installé dans quelques-uns des murs du pénitencier — au dix-neuvième siècle on disait la «transportation», — il est situé sur la côte est de la presqu'île Nou — anciennement une île — face à Nouméa, sur laquelle étaient déportés, dans des conditions fort inhumaines, les condamnés aux travaux forcés.

Le règlement établi en 1976 par l'assemblée territoriale prévoit ainsi que le détenu puni, placé au mitard, doit en outre subir une *«mise au pain sec deux jours par semaine, jeudi et dimanche»*. Le port de la moustache est réglementé et celui de la barbe interdit, sauf à deux semaines de la libération. Les détenus ne peuvent recevoir de journaux ni posséder de poste de radio et, surtout, les montres sont enlevées, ce qui permet aux surveillants d'adapter curieusement les horaires.

Jusqu'à l'arrivée de M. Perraudin, le déjeuner était servi à 9 h 30, le dîner à 15 h 30 et les neuroleptiques distribués pour la nuit à... 16 heures ! *«Toilettes, parloirs, tout se passait très vite entre 7 heures et 9 h 30. Après, on était tranquille»*, résume le nouveau directeur, qui bouscule *«à tâtons»* ces archaïsmes. Le moment des repas a été retardé d'une heure, les radios et la presse autorisées, tandis qu'un nouveau règlement précise que *«les repas sont servis, sans restriction, tous les jours aux punis»*.

Jusqu'aux événements, le camp Est en était donc resté au code d'instruction criminelle de... 1804. Le code de procédure pénale, avec ce qu'il implique de permissions de sortir ou de réductions de peines, était inconnu. Un poste d'instituteur était bien prévu, notamment pour les détenus mineurs — 17 actuellement, — mais aucun local n'existait pour l'enseignement. *«L'instituteur pouvait être véliplanchiste aussi bien, la plage n'est pas loin»*, souligne M. Perraudin.

Autre bizarrerie : le statut territorial des surveillants-chefs, établi en 1983, qui prévoit, pour leur recrutement, deux tiers de promotions internes, un tiers par concours externe et... un sixième «au choix». Des textes fâchés avec le calcul mental, qui permettaient de plus, chose inimaginable en France, à un boulanger de s'improviser chef des gardiens de prison. On ne s'étonnera donc pas qu'il y ait eu quelques bavures et la mort, en 1980, d'un détenu récalcitrant, malmené par cinq gardiens qui ne s'étaient pas contentés des traditionnelles gifles.

### Sortir du Moyen Age

Pourtant, si l'état des locaux influe, en général, sur le climat de la détention, une visite rapide du camp Est suscite une impression contradictoire. Soleil, calme, verdure, arbres flamboyants et alizés rafraîchissants... Alignant en bord de mer des bâtiments sans étage, aux murs blanchis à la chaux, l'endroit autorise, à première vue, un exotisme de pacotille, comme si les tropiques amendaient la prison. Mais la vision des «cases» — on les nomme ainsi — datant du bagne, dans lesquelles sont enfermés, par groupes d'une dizaine, les condamnés, efface rapidement le cliché. C'est vieux, sombre, sans intimité, et il y fait chaud.

Certes, les prévenus et certains condamnés à de courtes peines ont droit à des bâtiments récents, qui rappellent les normes pénitentiaires occidentales. Mais la vétusté dominante des locaux explique que le camp Est, d'une capacité théorique de 350 détenus, est aujourd'hui, selon M. Perraudin, à la limite de l'engorgement avec... 187 prisonniers. Or, en 1985, durant les événements, le chiffre de 250 fut atteint. Promulguée le 31 décembre et jugée scandaleusement laxiste par les anti-indépendantistes, la loi d'amnistie visant les infractions liées au climat politique n'a pourtant entraîné que la libération de 10 détenus mélanésiens.

Sombre tableau qui, sous l'impulsion du nouveau directeur, pourrait n'être bientôt qu'un mauvais souvenir. Sa venue suit la visite, en janvier 1985, à la demande de M. Pisani, d'un inspecteur général de l'administration pénitentiaire, qui fit un état des lieux avec pour principale préoccupation la sécurité du camp Est. Car l'archaïsme a parfois du bon pour les détenus en mal d'escapade : le 24 décembre dernier, des condamnés quelque peu joyeux ont eu la surprise de voir la porte de leur «case» céder sous un simple coup d'épaule. Quatre d'entre eux ont profité de l'occasion. De plus, les sonneries des alarmes sont éloignées des lieux de détention, tandis que les surveillants travaillent par quatre brigades de neuf gardiens seulement.

M. Perraudin, qui succède — autre curiosité — à un inspecteur des impôts, nommé à la tête du camp Est par le gouvernement territorial, s'est donc lancé dans un vaste chantier. Etat des locaux, climat de la détention, formation du personnel : tout est à revoir. A condition que les finances suivent. Or le projet de budget pénitentiaire élaboré pour 1986 par le haut commissariat pour le Congrès du territoire, en régression de six millions de francs CFP (1), réduit les frais de nourriture des détenus et ne prévoit rien pour l'entretien des locaux. M. Perraudin, qui se battra, ne décolère pas : *«Actuellement, je défie quiconque de faire tourner normalement cette maison. A moins qu'on accepte de vivre au Moyen Age, avec, en plus, dix évasions par mois !»*

EDWY PLENEL.

(1) 100 francs CFP (Comptoir français du Pacifique) = 5,5 francs français.

## ENVIRONNEMENT

### EXPLOSION D'UN TRANSFORMATEUR AU PYRALÈNE A SAINT-DIÉ

Une vingtaine de pompiers et d'agents de l'EDF ont subi des examens à l'hôpital à la suite de l'explosion d'un transformateur électrique, le 16 février, au centre de télécommunications de Saint-Dié (Vosges). C'est alors qu'ils procédaient au remplacement du transformateur que les agents de l'EDF ont décelé des vapeurs toxiques dues, semble-t-il, à une explosion à l'intérieur de l'appareil. Le transformateur du centre de Saint-Dié est refroidi au pyralène, un liquide ininflammable qui, lorsqu'il est porté à haute température, peut dégager en présence d'oxygène des sous-produits toxiques tels que dioxines et furanes.

Depuis l'accident survenu à Reims dans un immeuble d'habitation, en janvier 1985, l'installation de nouveaux transformateurs au pyralène est proscrite en France (circulaire du 30 septembre 1985), conformément à la directive européenne qui interdit, à compter du 30 juin 1986, l'implantation d'appareils utilisant des polychlorobiphényles (PCB), dont fait partie le pyralène.



### AUX ANTILLES

# «Je suis retombé dans le monde de Zola...»

De notre correspondant

Fort-de-France. — Le spectacle des prisons des Antilles et de la Guyane pourrait parfois faire croire que l'administration pénitentiaire française est raciste et xénophobe. Ses maisons reçoivent presque exclusivement des Noirs : Noirs français et Noirs étrangers venus de la Dominique, de Sainte-Lucie, du Guyana...

Pas de cocotier qui *«par-dessus le toit berce sa palme»*. Locaux vétustes, souvent bâtis il y a un siècle ou deux. Des murs lépreux, couronnés de grosses chenilles de barbelés, de petites «fosses à ours» couvertes de grilles et baptisées «cours», où soixante hommes tentent de tuer le temps dans 80 mètres carrés. Chambrées de vingt ou trente hommes, à peine ventilées, malgré le climat tropical, avec des châlits à étage ou des matelas posés par terre. Une douche pour vingt ou trente personnes. Pas de place pour des ateliers de travail. A Fort-de-France, cent quatre-vingt-cinq places théroriques, mais en réalité deux cent soixante-quinze pensionnaires sur 3000 mètres carrés. A Cayenne, cent quarante détenus pour quatre-vingt-cinq places théoriques.

A Fort-de-France, des immeubles voisins (gendarmerie, mairie, direction de l'équipement), on a une vue plongeante sur les prisonniers tentant de jouer au ballon dans lesdites «cours», les jours où celles-ci ne servent pas de séchoir à linge.

A Cayenne, les serrures sont tellement usées qu'il suffit, pour les ouvrir, de connaître la façon de frapper dessus à petits coups ! Les services médicaux et psychiatriques se révèlent à peu près inexistants, et le personnel, trop peu nombreux, débordé, souvent mal formé, a parfois des bouffées de xénophobie : amer, humilié par les conditions de travail qui sont les siennes et le rôle qu'on lui fait tenir, il se réfugie dans l'absentéisme, ou bien cède au découragement, voire à la méchanceté.

Aucune technique moderne de surveillance : les murs sont trop bas. A Cayenne, un bâtiment privé a été édifié contre un mur de la prison ; c'est bien commode pour les évasions.

La nuit, il y a quatre surveillants à Fort-de-France pour deux cent soixante-seize pensionnaires et deux à Cayenne pour cent quarante ! Pendant dix heures sur vingt-quatre, il peut se passer à peu près n'importe quoi dans ces bagnes où les emprisonnés sont supposés dormir. Les évasions sont donc fréquentes. De plus, il y a partout une impossibilité matérielle de laisser leurs enfants aux mères détenues, malgré la loi.

### «Cet enfer en pleine ville»

A Cayenne, on a vu des gardiens mettre de leur propre initiative des détenus en cellule ou au mitard sans rédiger le moindre rapport, sans donner le moindre motif. Les normes et les directives en matière d'espace disponible par détenu, de taux d'encadrement, de formation professionnelle des gardiens et des condamnés, de visite des familles ? Oubliées ou inapplicables...

L'alimentation se révèle pauvre, en général, et antidiététique. Mais à Cayenne on murmure que des membres du personnel ont *«fait danser l'anse du panier»*, alors qu'à la Caisse des dépôts dorment 380 000 francs appartenant au ministère de la justice et en principe destinés à la prison. Une prison qui a été spoliée d'une partie de ses biens immobiliers sur la simple signature d'un surveillant-chef...

Jusqu'à présent, la chancellerie avait refusé la moindre visite de journaliste. On cachait soigneusement *«cet enfer en pleine ville, devant lequel vous passez tous les jours»*, qu'est, par exemple, selon le mot d'un détenu, la prison de Fort-de-France.

En Guadeloupe et en Martinique existent toutefois des projets de construction de prisons «agricoles», hors les villes. En Guyane, il faut porter la capacité de la prison de quatre-vingt-dix à trois cents places. Le ministère de la justice — qui semble avoir été sensibilisé à nouveau aux problèmes carcéraux des DOM par les événements de Nouvelle-Calédonie — pousse ces projets de son mieux, en dépit des rigueurs budgétaires.

En Martinique, le terrain est acheté. Mais il s'agit moins d'un problème de finances que d'état d'esprit. Le projet martiniquais s'est longtemps heurté à l'opposition farouche des associations écologistes parce que quelques hectares de bonne terre seraient retirés à l'agriculture. Sa réalisation, sur la commune de Ducos, demandera sans doute cinq ou six ans. Jusque-là, les efforts du nouveau directeur de la prison de Fort-de-France, M. Bodin, buteront sur l'exiguïté des locaux, l'insuffisance du personnel, la conception *«archaïque et balzacienne»*, dit-il, de l'incarcération qui règne encore autour de lui.

*«Ici, ajoute M. Bodin, je suis retombé dans le monde de Zola»*, où il est presque impossible d'apporter à un détenu *«un minimum de respect»*. M. Bodin rapporte ce propos de l'un de ceux qu'il nomme *«nos garçons»* : *«Parce que nous sommes des nègres, vous nous traitez comme du bétail. Vous ne traiteriez pas ainsi des Blancs. Alors, de temps en temps, notre haine se libérera sur votre personnel.»*

ÉTIENNE MARIE.

### LE SORT DES RAVISSEURS DE M. ALFRED HEINEKEN

# Une manifestation incite M. Jacques Chirac à annuler sa visite à l'île de Saint-Martin

Deux des ravisseurs présumés du brasseur néerlandais Freddy Heineken seraient à nouveau sur l'île de la Guadeloupe après avoir fait escale à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin où leur présence a provoqué des manifestations et la colère de M. Jacques Chirac en visite dans le département. C'est l'aboutissement de maladresses du ministère de l'intérieur qui, sous prétexte d'éloigner les deux Néerlandais de la métropole, a provoqué une réaction en chaîne dont le gouvernement aurait pu faire l'économie.

Willem Holleeder et Cornelis Van Hout sont fortement soupçonnés d'être mêlés à l'enlèvement du «roi de la bière» néerlandais. Arrêtés en France, ils ont été frappés par un décret d'extradition que le Conseil d'Etat a annulé parce que les crimes reprochés aux deux hommes n'étaient pas prévus dans la convention de 1985 liant la France et les Pays-Bas.

Depuis, les deux Néerlandais ont été successivement assignés à résidence à Beauvais et à Pontoise sous la double surveillance de policiers français et des détectives privés de M. Heineken.

A la fin de la semaine dernière, changement d'affectation : le ministère de l'intérieur les assignent à résidence dans le département de la Guadeloupe qui, en plus de l'île principale, compte sept autres îles de la mer des Caraïbes.

Arrivés le 13 février à Pointe-à-Pitre, les deux hommes font ainsi successivement escale, les jours suivants, à Saint-Barthélemy, puis à Saint-Martin, pour revenir à nouveau, en hélicoptère et sur ordre préfectoral, à la Guadeloupe où ils étaient toujours, semble-t-il, lundi 17.

A Saint-Barthélemy, rapporte l'Agence France-Presse, les deux ravisseurs présumés n'ont eu que le temps d'acheter des maillots de bain et de goûter au sable blond et aux eaux turquoises. Les élus de la petite île, inquiets de leur présence et des rumeurs de manifestation, n'avaient alors qu'une idée : s'en débarrasser. Dans la journée du vendredi 14, le sous-préfet de l'arrondissement, M. Jean-Pierre Hubert les conduisait à Saint-Martin dans son bateau personnel.

### «Une initiative maladroite»

Dans cette île de Saint-Martin, une manifestation éclatait samedi 15, bloquant la circulation du centre ville, pour exiger leur départ. Cette manifestation a continué dimanche, rapporte notre correspondant en Guadeloupe, Fabien-Gilles Abitbol, contraignant M. Chirac, en tournée électorale dans la région, à annuler sa visite.

Faisant écho au maire de Saint-Barthélemy qui refusait que son île devienne une «poubelle», le président du RPR publiait dimanche le communiqué suivant : *«Jacques Chirac condamne sévèrement l'initiative du gouvernement, aussi maladroite qu'inopportune, qui a consisté à transférer dans le département de la Guadeloupe, et notamment, d'abord à Saint-Barthélemy, puis à Saint-Martin et enfin à Pointe-à-Pitre, les deux individus soupçonnés d'avoir enlevé une personnalité néerlandaise. Jacques Chirac comprend l'émotion exprimée par nos compatriotes de la Guadeloupe et des îles du Nord ainsi que leur réaction qui a obligé le gouvernement à renoncer à son projet. une fois de plus la preuve est faite que les autorités gouvernementales ont abdiqué et renoncé à assumer les responsabilités qui sont les leurs dans un département français. Cette démission du gouvernement socialiste doit être condamnée par tous ceux qui respectent l'Etat, la démocratie et la République.»*

Cet incident avait été précédé quelques jours auparavant d'une interrogation. Si, comme on a pu le penser jeudi, la destination finale des deux hommes, choisie par les autorités préfectorales, était Saint-Martin, pour partie française et pour partie néerlandaise, cela ne signifiait-il pas que le gouvernement avait l'intention de livrer en catimini les deux hommes aux Pays-Bas ? La frontière n'est pas visible à l'œil nu entre les deux parties de l'île et il aurait pu arriver que les deux hommes puissent être interceptés côté néerlandais, soit qu'ils se soient égarés, soit qu'on les y ait conduits.

C'est l'opinion sinon l'espoir qui prévalait ces jours derniers aux Pays-Bas, comme le rapporte notre correspondant à Amsterdam, René Ter Steege.

● *Corse : cinq attentats à l'explosif contre des agences de la Société générale.* — Cinq attentats à l'explosif ont été commis en Corse pendant la nuit du dimanche 16 au lundi 17 février, entre 0 h 30 et 1 h 30. Les objectifs visés étaient des agences de la Société générale à Bastia, Corte, Calvi et L'Ile-Rousse. Les charges étaient de faible ou moyenne puissance et les dégâts, dans tous les cas, sont assez importants.

Sur place, les enquêteurs ont découvert des tracts signés de l'ex-FLNC accusant la Société générale de s'être séparée de la société corse chargée de convoyer ses fonds, au profit d'une autre société gérée par des continentaux.

### Après la mort de Marc Fasquel

### JOCELYNE BOURDIN EST INCULPÉE DE COMPLICITÉ DE MEURTRES ET DE VIOLS

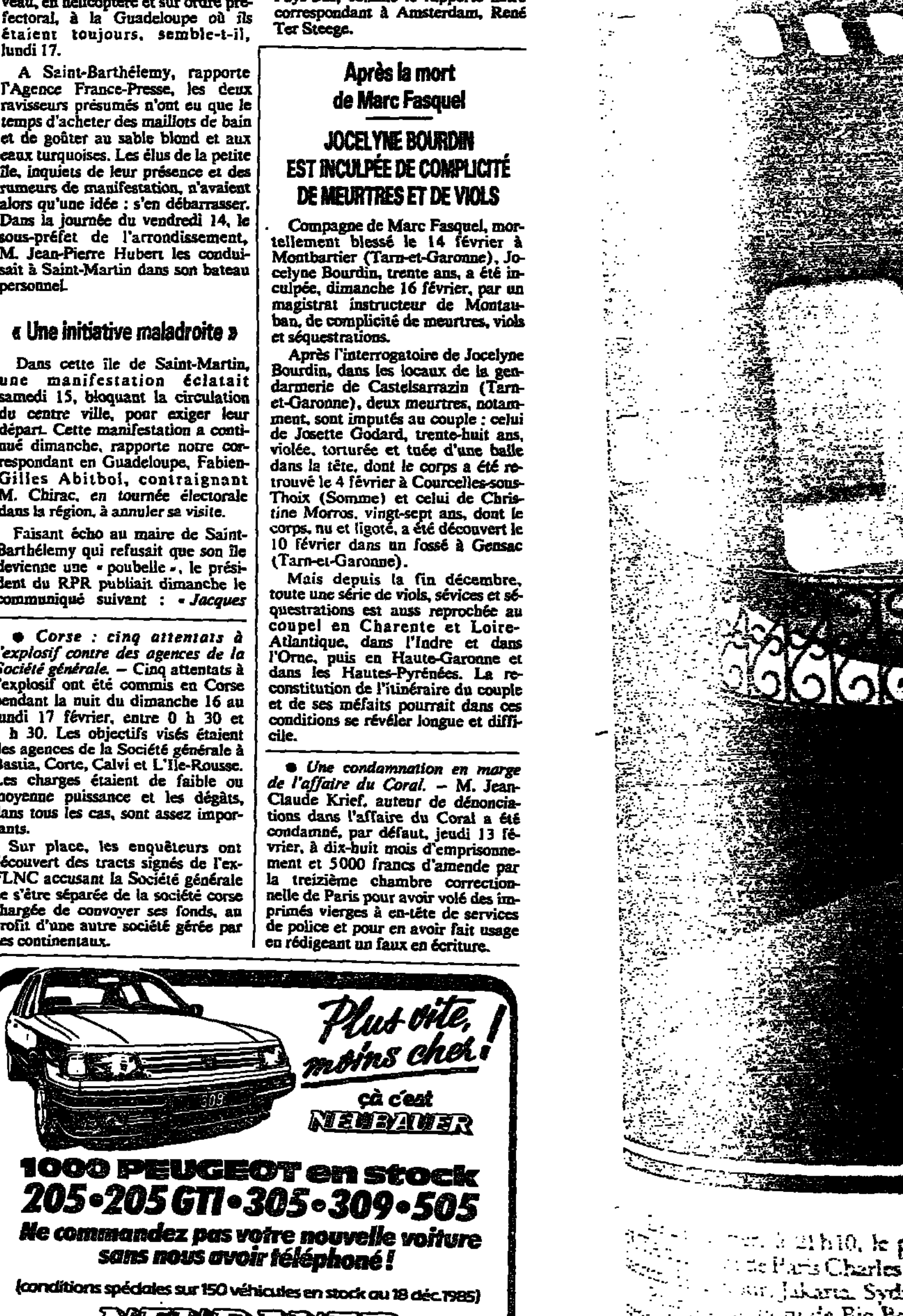
Compagne de Marc Fasquel, mortellement blessé le 14 février à Montbartier (Tarn-et-Garonne), Jocelyne Bourdin, trente ans, a été inculpée, dimanche 16 février, par un magistrat instructeur de Montauban, de complicité de meurtres, viols et séquestrations.

Après l'interrogatoire de Jocelyne Bourdin, dans les locaux de la gendarmerie de Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne), deux meurtres, notamment, sont imputés au couple : celui de Josette Godard, trente-huit ans, violée, torturée et tuée d'une balle dans la tête, dont le corps a été retrouvé le 4 février à Courcelles-sous-Thoix (Somme) et celui de Christine Morros, vingt-sept ans, dont le corps, nu et ligoté, a été découvert le 10 février dans un fossé à Gensac (Tarn-et-Garonne).

Mais depuis la fin décembre, toute une série de viols, sévices et séquestrations est auss reprochée au coupel en Charente et Loire-Atlantique, dans l'Indre et dans l'Orne, puis en Haute-Garonne et dans les Hautes-Pyrénées. La reconstitution de l'itinéraire du couple et de ses méfaits pourrait dans ces conditions se révéler longue et difficile.

● *Une condamnation en marge de l'affaire du Coral.* — M. Jean-Claude Krief, auteur de dénonciations dans l'affaire du Coral a été condamné, par défaut, jeudi 13 février, à dix-huit mois d'emprisonnement et 5000 francs d'amende par la treizième chambre correctionnelle de Paris pour avoir volé des imprimés vierges à en-tête de services de police et pour en avoir fait usage en rédigeant un faux en écriture.











## Après la mort de Marc Fasquel

### JOCELYNE BOURDIN EST INCULPÉE DE COMPLICITÉ DE MEURTRES ET DE VIOLS

Compagne de Marc Fasquel, mortellement blessé le 14 février à Montbartier (Tarn-et-Garonne), Jocelyne Bourdin, trente ans, a été inculpée, dimanche 16 février, par un magistrat instructeur de Montauban, de complicité de meurtres, viols et séquestrations.

Après l'interrogatoire de Jocelyne Bourdin, dans les locaux de la gendarmerie de Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne), deux meurtres, notamment, sont imputés au couple : celui de Josette Godard, trente-huit ans, violée, torturée et tuée d'une balle dans la tête, dont le corps a été retrouvé le 4 février à Courcelles-sous-Thoix (Somme) et celui de Christine Morros, vingt-sept ans, dont le corps, nu et ligoté, a été découvert le 10 février dans un fossé à Gensac (Tarn-et-Garonne).

Mais depuis la fin décembre, toute une série de viols, sévices et séquestrations est auss reprochée au coupel en Charente et Loire-Atlantique, dans l'Indre et dans l'Orne, puis en Haute-Garonne et dans les Hautes-Pyrénées. La reconstitution de l'itinéraire du couple et de ses méfaits pourrait dans ces conditions se révéler longue et difficile.

● *Une condamnation en marge de l'affaire du Coral.* — M. Jean-Claude Krief, auteur de dénonciations dans l'affaire du Coral a été condamné, par défaut, jeudi 13 février, à dix-huit mois d'emprisonnement et 5000 francs d'amende par la treizième chambre correctionnelle de Paris pour avoir volé des imprimés vierges à en-tête de services de police et pour en avoir fait usage en rédigeant un faux en écriture.

# sports

## AUTOMOBILISME

### Peugeot renoue avec la victoire

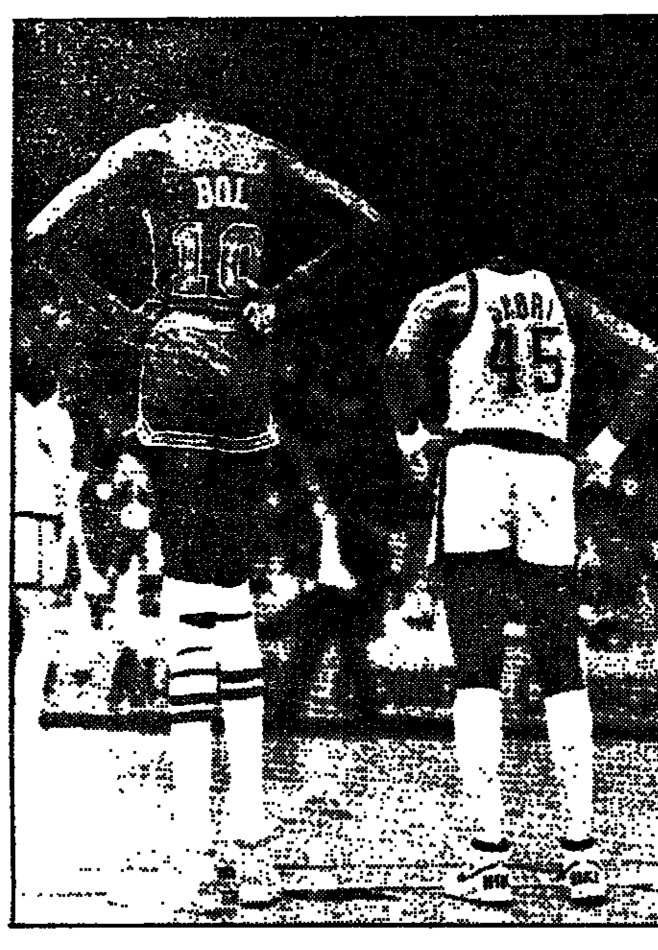
*Privée de victoire depuis le rallye finlandais des Mille Lacs au mois d'août dernier, l'écurie Peugeot a renoué avec le succès, dimanche 16 février, en remportant le Rallye de Suède à Karlstadt. Sur la ligne d'arrivée, le Finlandais Juha Kankkunen, vingt-sept ans, pour sa deuxième course seulement au volant de la 205 turbo 16, précédait son compatriote Markku Alen (Lancia Delta S4) de 1 mn 54 s, et le Suédois Kalle Grundel, sur la nouvelle Ford RS 200, de 6 mn 16 s.*

*Pour monter sur le podium, les trois pilotes avaient « profité » des abandons successifs de leurs leaders : Timo Salonen (Peugeot), sur fuite d'huile dans la septième épreuve spéciale, Henri Toivonen (Lancia) et Stig Blomqvist (Ford), moteurs cassés dans la douzième spéciale.*

*Cette victoire de la voiture française relance le championnat du monde 1986. Submergée dans la dernière partie du Rallye de Monte-Carlo, la Peugeot 205 a retrouvé la plénitude de ses moyens sur les routes enneigées de Suède. Au classement des constructeurs, la firme de Sochaux rejoint Lancia en tête avec 37 points devant Audi, 29 points. Chez les pilotes, Kankkunen occupe la première place, précédant Toivonen, Salonen, Alen et Mikkola, tous finlandais.*

## BASKET-BALL

### Hauteur record




REUTER

*Contrairement à ce que son nom pourrait laisser entendre, Short (nº 45) n'est pas petit : le joueur des Warriors mesure 2,01 mètres. Mais il semble bien petit, pourtant, au côté du Soudanais Bol (nº 10), le plus grand joueur du championnat de basket-ball américain : le pivot des Bullets, qui a le record des lancers francs, mesure 2,31 mètres. Ce qui n'a pas empêché les Warriors de battre les Bullets 109-105.*

## BOXE ET RUGBY

### Combattants d'Irlande

*L'Irlande — toute l'Irlande, du nord au sud et des catholiques aux protestants — s'est offert le 15 février une grande pinte de « fighting spirit », à l'occasion du match Irlande-Pays de Galles comptant pour le Tournoi des cinq nations puis du combat Barry McGuigan–Danilo Cabrera, titre mondial des poids plume en jeu.*

*Esprit de combat sur la pelouse de Landsdowne Road d'abord. Etrillés quinze jours auparavant par les Français, le XV du Trèfle, qui avait remporté la triple couronne l'an passé, était en quête de réhabilitation devant son public. Dominés par le pack gallois, les Irlandais n'en eurent pas moins de très nombreuses occasions de marquer.*

*Ils menèrent donc logiquement 12-4 à la fin de la première mi-temps, grâce notamment à un essai de l'ailier Trevor Ringland concluant une folle course le long de la ligne de touche. Mais une succession de maladresses allaient permettre aux « diables rouges » de reprendre le commandement de la partie avec notamment un essai du troisième ligne Phil Davis, ramenant le score à 12-10. Au lieu de fermer le jeu, les Irlandais tentèrent alors d'emballer la partie, mais s'exposèrent aux contres des Gallois qui conclurent après trois pénalités sur le score de 19-12.*

*Esprit de combat encore sur le ring du Simmonscourt de Dublin. Comme ses compatriotes du Nord et du Sud réunis sous le maillot vert, Barry McGuigan, catholique marié à une protestante, a été sévèrement mis en difficulté par le Dominicain Cabrera. Mais pour conserver son titre mondial des plumes (WBA) contre cet adversaire désigné au dernier moment, il dut s'employer sans compter pour amener son adversaire à renoncer au quatorzième round.*

*Une défaite, une victoire. Pour une fois, l'Irlandais a célébré les deux événements avec la même ferveur.*

## TENNIS

### Le troisième rendez-vous de Tulasne avec Connors

Le Français Thierry Tulasne a réalisé une excellente performance en éliminant en deux sets (7-5, 6-2) l'Américain Brad Gilbert, le 15 février en seizièmes de finale des Internationaux de Boca West (Floride) dotés de 1 800 000 dollars.

Vainqueur de John McEnroe lors du récent Masters, Gilbert, qui a gagné le Tournoi de Memphis (Tennessee) en battant notamment Stefan Edberg, Jimmy Connors et Anders Jarryd, est en effet l'homme en forme du moment sur le circuit, comme en atteste sa première place au classement du grand prix.

En retrouvant le niveau de jeu qu'il avait atteint l'automne dernier, lors notamment de sa victoire sur Mats Wilander en finale du Tournoi de Barcelone, Tulasne a réussi un match parfait contre l'Américain, constamment pris de vitesse par les retours du Français, dominateur dans tous les domaines.

Qualifié pour les huitièmes de finale comme Noah et Guy Forget, Tulasne devait affronter ce lundi Jimmy Connors. Battu deux fois, lors de leurs deux rencontres précédentes, par « Jimbo », l'ancien champion du monde junior semblait avoir cette fois de meilleures chances.

L'Américain qui, à trente-trois ans, n'a pas gagné un tournoi depuis plus de douze mois, a en effet été accroché par l'Italien Claudio Panatta et l'Américain Mark Dickson, qui lui ont pris une manche.

A noter encore, dans le tableau féminin, l'élimination de la Française Catherine Suire (7-5, 6-1) par l'Américaine Chris Evert-Lloyd en seizièmes de finale.

## VOILE

### Des architectures au millième près

De notre envoyé spécial

**Perth (Australie occidentale). — Sans avoir à disputer la septième et ultime régate, dimanche 16 février, *Australia-III*, le nouveau bâteau du milliardaire Alan Bond barré par Colin Beashel, a remporté le deuxième titre mondial de 12 mètres JI sur le plan d'eau de Fremantle, où débuteront le 5 octobre les éliminatoires de la Coupe de l'America. Déjà vainqueur le dimanche précédent, *French-Kiss*, barré par Marc Pajot, s'est imposé dans la dernière manche et termine cinquième (39,4 points) au classement général, derrière *New-Zealand* (30,2), *América-II* (36,7) et *Australia-II* (38,4). Dans des conditions de vent (brise de mer de 20 nœuds) plus conformes aux normes saisonnières que les jours précédents, *French-Kiss* a une nouvelle fois fait impression par son potentiel de vitesse, notamment au près. A l'inverse des Australiens, qui n'ont pratiquement rien cassé ni commis d'erreur tactique pendant toute la compétition, les Français ont accumulé les pannes de matériel électronique et les ennuis de voile liés sans doute au réglage tardif de leur mât de remplacement. Ces incidents laissent au bâteau français, unanimement reconnu comme étant le plus original dans sa conception, une marge de progression encourageante dans la perspective de la Coupe de l'America.**

Au premier abord, sa ressemblance avec le judoka Jean-Luc Rougé étonne : avec ses cheveux frisés à la brise de Fremantle, son regard bleu de myope, derrière ses lunettes non cerclées, Philippe Briand, l'architecte de *French-Kiss*, a encore, à vingt-neuf ans, l'air d'un éternel étudiant. D'un étudiant qui pourrait rougir de confusion devant les éloges de ses pairs après son entrée remarquée dans cette académie très fermée des architectes de 12 mètres J.I. Ben Lexcen lui-même, le concepteur *« révolutionnaire »* de la quille d'*Australia-II*, puis d'*Australia-III*, confiait qu'il avait retardé la mise en chantier de son quatrième bateau, qui sera probablement chargé de défendre la coupe, afin de pouvoir observer et étudier un peu plus longtemps *French-Kiss*. *« Au près, sa rapidité et son efficacité sont vraiment étonnantes »*, disait-il.

Philippe Briand est certes loin d'être un inconnu dans les milieux de la voile. Son père avait été sélectionné olympique et champion du monde en dériveur avant de gagner la Half-Ton Cup en 1973. Lui-même a disputé huit Ton Cup, mais c'est son talent très précoce d'architecte qui l'a révélé. Il a vingt-six ans, lorsque le grand maître suédois, Pellé Petterson, lui confie le dessin de la carène de *Sverige*, le bateau du défi suédois pour la Coupe de l'America 1983. C'est alors qu'il a contracté le virus de cette épreuve.

*« Ce qui fait le charme des 12 mètres J.I.*, dit-il, *c'est que leur jauge est très limitative. Ce sont les figures imposées du patinage artistique. Intellectuellement, c'est passionnant d'avoir à chercher simultanément dans tous les secteurs le millième qui fera la différence, car on ne nous demande pas de construire un bon bateau, mais le meilleur bateau. »*

Dix-huit mois de travail (d'avril à novembre 1985), 11 000 heures d'études avec le concours des ordinateurs et de cinq ingénieurs de chez Dassault, onze collaborateurs dont au moins trois en permanence ont été nécessaires pour concevoir la coque de *French-Kiss*. *« J'ai vécu ces dix huit mois avec beaucoup d'anxiété,* reconnaît Philippe Briand, *car si le bateau est mauvais, tous les efforts faits au niveau du financement ou de l'équipage sont voués à l'échec. C'est le championnat du monde qui m'a permis de me libérer. »*

#### Un esprit de recherche

Le concepteur de *French-Kiss* n'avait pas opté pour la facilité en choisissant l'originalité. *« Si on est à la remorque des autres en matière d'idées ou de matériel — par exemple si on achète des voiles américaines (1) comme beaucoup le font, — on aura un jour un temps de retard*, estime Briand. *Il vaut mieux avoir sa propre philosophie et créer un ensemble homogène dont on a la maîtrise de tous les éléments. »* En abandonnant le plan d'eau de New-Port (Rhode-Island), aux sautes de vent imprévisibles, pour la prise de mer régulière (de 15 à 25 nœuds) de Fremantle, la Coupe de l'America a modifié les données de base proposées aux architectes. Pour affronter une mer plus creusée et des vents plus soutenus, les bateaux doivent être plus puissants avec des plans de pont différents pour ne pas trop prendre l'eau et des mâts et des gréements renforcés.

A l'indispensable rigueur des données et des calculs, Philippe Briand a joint un peu d'empirisme en essayant de profiter de son expérience acquise avec les bateaux jauge IOR où deux de ses créations ont été récemment consacrées au niveau mondial dans la Half-Ton Cup en 1983 et dans la One Ton Cup en 1984. Cela se traduit par un bateau plus large à l'arrière, avec plus de franc-bord devant, et surtout *« un ensemble coque et appendices original »* soigneusement camouflé aux regards.

Tous ses confrères étrangers présents à Fremantle sont pourtant loin d'avoir fait preuve du même esprit de recherche. *« Je pensais voir autant de bateaux originaux que de challengers*, dit l'architecte rochelais. *Or la plupart d'entre eux ne sont que des évolutions inspirées d'Australia-II. Du moins pour les parties visibles. »*

#### Changement de programme

Au chapitre des déceptions il range *América-II*, dont les équipages s'entraînent sur place depuis un an avec deux bateaux. *« Je crains plus le challenge de San-Diego avec Dennis Conner que le New-York Yatch Club qui est assez conservateur dans tous les domaines. San-Diego bénéficie d'ailleurs d'un ascendant psychologique qui fait partie du jeu en match racing. Sans doute n'ont-ils pas voulu l'hypothéquer en venant se frotter aux autres pour les championnats du monde. »*

La prudence reste toutefois de mise, puisque les principaux équipages présents à Fremantle disposeront probablement de nouveaux 12 mètres J.I. pour la Coupe de l'America, à l'exception de celui de *French-Kiss*. Serge Crasnianski, le promoteur du défi, et Marc Pajot, le barreur, ont en effet annoncé, le 14 février, qu'ils renonçaient à construire le deuxième bateau dont les plans étaient pratiquement terminés. Sa réalisation aurait coûté de 6 à 7 millions de francs et aurait peut-être nécessité des renforts d'effectifs pour sa mise au point et sa préparation.

Ce changement de programme n'inquiète pas trop Philippe Briand. *« Nous sommes encore au stade de la découverte et, avec* French-Kiss, *qui navigue à peine à 80% de son potentiel*, dit-il, *nous pouvons encore améliorer la coque, le mât, les voiles et plus encore la préparation de l'équipage et la technique du match racing avec tout ce que cela comporte, y compris les réclamations qui font partie du jeu. »* Ce potentiel de progression ne l'empêche pourtant pas de rester réaliste. *« J'ai trop de respect pour la Coupe de l'America pour penser qu'on peut la gagner en moins de vingt-quatre mois*, dit-il. *Nous avons choisi une voie originale. C'est plus difficile au départ, mais c'est la seule qui peut porter des fruits à moyen terme. »*

GÉRARD ALBOUY.

(1) A l'initiative du Comité français pour la Coupe de l'America a été créée une filière française chargée de concevoir de nouveaux tissus, de les couper et de réaliser les voiles. Brochier-Espace, le CNES et le CRAIN de La Rochelle sont les principaux maillons de cette filière.

## ATHLÉTISME

### La foulée portugaise

**Le Belge Vincent Rousseau a remporté dimanche 16 février, dans le parc du Tremblay à Champigny-sur-Marne, dans la banlieue parisienne, le quatrième cross international de *l'Equipe*, devant le Portugais Fernando Mamede, l'Anglais Tim Hutching et le Français Thierry Watrice. Chez les féminines, la Lyonnaise Annette Sergent s'est imposée devant la Portugaise Albertina Machado.**

Fernando Mamede est un cas. A trente-cinq ans, il n'a toujours aucun titre à son palmarès. Des championnats d'Europe d'Helsinki en 1971, où il fut éliminé en série du 800 mètres, aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, où il abandonna sans gloire dans un 10 000 mètres, qui lui était promis, le coureur portugais a manqué tous les grands rendez-vous de sa carrière. En revanche, c'est un boulimique de records. Il détient, depuis le 2 juillet 1984, le record du monde du 10 000 mètres après avoir battu plusieurs fois le record d'Europe de la distance. Depuis ses débuts en compétition, il a amélioré vingt-quatre records du Portugal sur toutes les distances, depuis le 800 mètres jusqu'au 10 000 mètres.

Avec son ami Carlos Lopes, champion olympique du marathon à Los Angeles, il illustre la permanence de la suprématie du demi-fond portugais en Europe et dans le monde. Dans les années 70, Mamede et Lopes couraient avec leurs prestigieux compatriotes Simoes, Pinto et Sena. Maintenant, ils ouvrent la voie à Ezequiel Canario, vainqueur du cross de *l'Equipe* » en 1985 et finaliste olympique du 5 000 m à Los Angeles, à Antonio Leitao, médaille de bronze sur 5 000 m à Los Angeles, à Capitulo, aux frères Castro. Sans oublier Aurora Cunha et Albertina Machado, deux femmes surdouées qui courent sur les traces de Rosa Mota, médaille de bronze du marathon de Los Angeles.

#### Méthodes naturelles

Quand on lui demande les raisons de cette réussite portugaise dans les courses de demi-fond et d'endurance, Fernando Mamede ouvre de grans yeux ronds. Comme s'il ne s'était jamais posé la question. *« Nous avons un bon entraîneur »*, finit-il par répondre. C'est un peu court, mais c'est vrai. L'homme s'appelle Mario Moniz Pereira. Il a soixante-quatre ans et depuis une vingtaine d'années, tous les meilleurs Portugais ont été découverts ou formés par lui au Sporting de Lisbonne.

Admirateur nostalgique des Jazy, Wadoux et autres Bernard, il n'a jamais oublié les leçons qu'il a apprises, il y a un quart de siècle, à l'Institut national des sports (INS) de Vincennes. *« Il adapte les méthodes qu'il a observées à l'étranger aux athlètes portugais et aux conditions climatiques et matérielles de notre pays »*, explique Fernando Mamede. Le Portugal n'étant pas riche en structures sportives, les méthodes restent simples et naturelles.

Tandis que dans bien des pays européens les entraîneurs sont devenus des scientifiques, des chercheurs incollables en biochimie, Pereira, l'artisan, le pragmatique, se contente de faire courir ses protégés dans la nature. *« 25 à 30 kilomètres par jour en deux séances, midi et soir »*, précise Mamede, son élève depuis dix-huit ans. Plus deux séances hebdomadaires sur piste. Les résultats sont là : outre les nombreuses victoires individuelles de ses athlètes sur piste et sur route, le Sporting de Lisbonne a été huit fois champion d'Europe des clubs en cross-country.

*« Je ne suis pas un crossman*, affirmait dimanche Fernando Mamede, pour relativiser sa courte défaite derrière le Belge Vincent Rousseau, un spécialiste de la discipline. *Pour moi, l'athlétisme, c'est avant tout la piste, et mon objectif est de remporter une médaille aux championnats d'Europe de Stuttgart, au mois d'août. »* 5 000 mètres ou 10 000 mètres, au choix. A trente-cinq ans, il serait temps pour lui de mettre fin à une longue série de revers dans les grandes compétitions. *« J'ai tendance à être trop nerveux »*, convient-il. Mais il se soigne : *« J'ai commencé à travailler avec un psychologue, bien que cela coûte cher et que notre fédération n'ait guère de moyens. »*

Un titre européen adoucirait le complexe qu'il traîne comme un boulet face à Carlos Lopes. Il ne mettrait pas pour autant un point final à sa carrière : *« Je pense faire mon premier marathon cet automne à New-York ou à Chicago »*, annonce-t-il au contraire. S'il a inculqué à ses coureurs la rage de vaincre comme moyen de démarrer dans la vie, Pereira semble avoir oublié de leur apprendre comment s'arrêter. A trente-neuf ans, Carlos Lopes n'a pris qu'une demi-retraite.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

**RECORDS**

*Deux meilleures performances mondiales en salle ont été améliorées, dimanche 16 février, à Senftenberg au cours des championnats d'Allemagne de l'Est. Marita Koch a battu son record du 200 mètres en 22 s 33 et Heike Drechsler-Daute, la recordwoman du monde du saut en longueur, celui du 100 yards, précédemment détenu par Koch, en 10 s 24.*

### Basket-ball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**

**NATIONALE I**

*(Phase finale premier tour aller)*

**Groupe 1**

*Villeurbanne b. Tours ....... 106-71
*Limoges b. Orthez .......... 107-96
*Monaco b. Challans ........ 104.86
*Antibes b. Saint-Etienne ..... 104-84

**Classement.** — 1. Villeurbanne, Antibes, Monaco et Limoges, 2 pts ; 5. Orthez, Challans, Saint-Etienne et Tours, 1.

### Football

**COUPE DE FRANCE**

*Blénod, club de quatrième division, a créé la principale surprise des seizièmes de finale (matches aller) en allant gagner à Sète, l'une des meilleures équipes de deuxième division (3 à 0). On note aussi la victoire de Mulhouse à Nice (1 à 0) et les méritoires matches nuls de Pont-Saint-Esprit, Evry et Angers face à Marseille, Tours et Laval (0 à 0).*

**Division I entre eux**

*Auxerre b. Sochaux ........... 1-0
*Lille et Brest ................. 1-1
*Le Havre b. Rennes ............ 2-1

**Division I - division II**

Mulhouse b. *Nice ............ 1-0
*Paris-SG b. Montpellier ........ 2-1
Bordeaux b. *Red Star .......... 1-0
Lens b. *Beauvais .............. 2-1
*Laval et Angers ............... 0-0
*Bastia b. Chaumont ............ 4-1

**Division I - division III**

*Strasbourg b. Meaux ........... 3-0

**Division I - honneur**

*Pont-Saint-Esprit et Marseille ... 0-0

**Division II - division III**

*Concarneau et Limoges ........ 1-1

**Division II - division IV**

Blénod b. *Sète ............... 3-0
Rouen b. *Moulins ............ 4-1

**Division II - honneur**

*RC Paris b. *Le Crès .......... 4-0

**Division II - promotion**

*Evry et Tours ................. 0-0

*(Les matches retour auront lieu mercredi 19, à 20 heures, excepté Mulhouse-Nice qui se déroulera le 18.)*

### Handball

**CHAMPIONNAT DU MONDE « C »**

*La France a retrouvé sa place dans le groupe B en remportant, samedi 15 février au Portugal, la finale du championnat du monde C face aux Pays-Bas par 29 à 21.*

### Hockey sur glace

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**

*(Coupe Magnus)*

*Français Volants b. Gap ....... 9-5
Amiens b. *Megève ........... 4-3
Saint-Gervais b. *Briançon ..... 11-4

**Classement.** — 1. Saint-Gervais, 54 pts ; 2. Français Volants, 40 ; 3. Amiens, 33 ; 4. Megève, 33 ; 5. Briançon, 30.

### Jeu à XIII

**COUPE DU MONDE**

*L'équipe de France de Jeu à XIII, après deux sévères défaites face à la Nouvelle-Zélande, a obtenu un encourageant match nul (10 à 10) contre la Grande-Bretagne, dimanche 16 février en Avignon, dans le cadre de la Coupe du Monde.*

### Karaté

**CHAMPIONNATS D'EUROPE**

*La Française Sophie Berger, double championne du monde des poids légers, est devenue championne d'Europe de karaté dans la catégorie des 53 kilos en battant, dimanche 16 février à Sion (Suisse), la tenante du titre, sa compatriote Catherine Giraudet.*

### Rugby

**CHAMPIONNAT FIRA**

France A' b. Italie ............. 18-0

# SCIENCES

## L'EXPLOSION DE CHALLENGER

# Les spécialistes de la NASA écartés de la commission d'enquête

Brutal est le constat de M. William Rogers, président de la commission présidentielle créée aux Etats-Unis pour analyser l'accident de la navette spatiale Challenger. A l'issue de deux jours d'audition au centre spatial Kennedy, il a déclaré, samedi 15 février, que *« tous les aspects de la décision ayant abouti au lancement de Challenger ont été examinés au cours des derniers jours, et la commission en a conclu que cette décision était vraisemblablement une erreur »*. Le *« vraisemblablement »* n'est là que pour la forme, et le contexte montre bien la sévérité du jugement.

M. Rogers a aussi demandé que les spécialistes de la NASA ayant eu des responsabilités lors du lancement soient exclus de l'équipe interne à la NASA, qui assiste à la commission présidentielle. MM. Jesse Moore, directeur des vols spatiaux, Richard Smith, directeur du centre Kennedy, Bob Sieck, directeur des opérations de lancement, et Arnold Aldrich, directeur du programme navette à Houston, seraient les principaux responsables visés.

La NASA a bien été obligée d'accepter cette demande, et il a été annoncé, dimanche 16 février, que son administrateur délégué, M. William Graham, avait réorganisé les structures de direction de l'agence. Il a en particulier écarté de ses responsabilités le directeur général, M. Philip Culbertson, en place depuis seulement deux mois, et a demandé que tous les responsables s'adressent maintenant directement à lui, estimant qu'une *« direction bicéphale »* n'était pas adaptée aux circonstances actuelles.

M. Rogers n'a pas voulu en dire plus, indiquant seulement que des dirigeants de la NASA se trouveraient dans *« une position très difficile »* s'ils devaient conduire une enquête mettant en cause leurs propres décisions.

### Une flamme sur le propulseur

Il n'a rien dit des causes de l'accident, les hypothèses faites à ce sujet n'étant pas considérées comme définitivement prouvées. Ainsi n'est pas éclairci le rôle des basses températures relevées sur le propulseur droit peu avant le décollage. Elles pourraient avoir dégradé le joint qui, selon toute probabilité, est le responsable direct de la sortie d'une flamme sur le flanc du propulseur, flamme qui a ensuite déclenché l'explosion. Certains experts pensent que ces températures ne sont pas uniquement dues au froid de la nuit précédant le départ et pourraient venir d'une fuite d'hydrogène liquide.

On en saura sans doute plus sur ce point si le propulseur droit est repêché. Il semble qu'il ait été retrouvé à 85 kilomètres de la côte, par près de 400 mètres de fond. Le *Johnson Sea-Link II*, un des sous-marins de poche employé pour la recherche des débris, a photographié ce qui est supposé être l'épave de ce propulseur.

# ÉDUCATION

# La maternelle selon M. Chevènement

A l'école maternelle aussi, la « récréation » des années 70 est terminée. Les nouvelles orientations officielles publiées en Livre de poche (1) que M. Chevènement a présenté lundi 17 février tranchent avec le « spontanéisme » qui imprégnait les textes en vigueur depuis une dizaine d'années. La maternelle se veut désormais une vraie école pourvue d'*« objectifs définis »*, en fonction desquels des activités s'organisent *de façon méthodique et rigoureuse »*. Le *« rôle essentiel »* du maître, qui est appelé à travailler en équipe, est précisé.

Cette rigueur, précise le ministre de l'éducation nationale dans l'entretien qui ouvre le livre, doit permettre à *« l'école des premières conquêtes »* de donner le maximum de chances de réussite aux enfants défavorisés. M. Chevènement se déclare déterminé à systématiser l'enseignement préscolaire pour tous les enfants de trois ans dont les parents le souhaitent et à faire progresser l'accueil dès deux ans.

Le nouveau bréviaire de la maternelle veut aussi bâtir une école accueillante, ouverte et moderne, *« lieu d'expériences et d'apprentissages essentiels »*. La nouvelle maternelle, dont le rôle est *« complémentaire de celui de la famille »*, prend en compte la multiplication des modes d'accueil préscolaires (crèches, assistantes maternelles) pour s'en distinguer : c'est avant tout un lieu d'éducation. Des activités scientifiques et techniques y sont même introduites. L'apprentissage systématique de la lecture est exclu, mais la maternelle doit préparer les enfants à *« acquérir un comportement de lecteur »*. Ce Livre de poche, troisième volume de la tétralogie des nouveaux programmes (maternelle, école élémentaire, collège et bientôt lycée), retrace l'histoire de l'enseignement pré-scolaire et s'achève par un *« éloge de l'école maternelle française »*, dont le rôle, précise M. Chevènement, *« a besoin de s'inscrire encore mieux dans la conscience collective »*.

Les instructions officielles qu'abroge le texte de M. Chevènement dataient de 1977. Rédigées dans un style abstrait, incompréhensible pour les parents et difficilement utilisable par les instituteurs, elles tentaient l'impossible synthèse des connaissances récentes de la psychologie infantile. Le nouveau texte, très pragmatique, concis et accessible au commun des mortels rejette tous les dogmes en affirme qu'*« aucune théorie scientifique (...) ne peut trouver d'application directe dans la pratique pédagogique »*. Le maître doit désormais tirer son savoir à la fois des acquis scientifiques et de la fréquentation quotidienne des enfants. Il doit les aimer, c'est-à-dire *« comprendre qu'ils appartiennent à eux-mêmes »*, mais aussi considérer qu'ils ne peuvent tout découvrir seuls, ni tout apprendre des autres enfants. Comme dans le programme de l'école élémentaire, toute référence explicite aux activités d'éveil est supprimée ; on préfère parler de *« pédagogie de l'activité et de l'expérience »* dont l'efficacité se mesure en termes de *« compétences acquises »* et de *« performances réalisées »*.

> *Rompant avec le « spontanéisme » des années 70, les nouvelles instructions insistent sur le rôle éducatif de l'enseignement préélémentaire.*

La maternelle, école non obligatoire, *« fournit aux enfants les moyens à la fois de vivre pleinement leur âge, de développer leurs facultés fondamentales et de se disposer progressivement à recevoir les enseignements de l'école élémentaire »*.

Dans cette perspective, le rôle du maître d'école (une maîtresse dans la presque totalité des cas) consiste à *« croiser activités et capacités »*, à apprendre à compter en dansant, par exemple. Trois objectifs généraux sont fixés :

- *« Scolarité »*, c'est-à-dire *« donner à l'enfant le sentiment que l'école (...) est faite pour apprendre, qu'elle a ses exigences, qu'elle réserve des satisfactions et des joies propres »*.
- *« Socialiser »* pour que l'enfant découvre qu'il peut coopérer avec les autres et qu'il prenne conscience de sa culture.
- *« Faire apprendre et exercer »* en stimulant son appétit de savoir et en développant ses capacités dans quatre domaines d'activité : des exercices physiques; des activités de communication et d'expression; l'éducation artistique; des activités scientifiques et techniques.

La rigueur, maître mot des nouvelles instructions, n'exclut pas la diversité des pratiques et des matériels. Les classes doivent être aménagées de façon variée, des coins repos mis à la disposition des tout petits, et le jeu tient une place fondamentale... *« qui n'exclut ni la rigueur ni l'effort »*. La maternelle recentrée de M. Chevènement veut *« respecter chaque enfant (...) comme une personne en devenir »*, mais aussi ouvrir grandes ses portes aux parents et les encourager à cultiver avec les maîtres des relations *« dynamiques et fortes »*.

Ce mot d'ordre affirmé par le ministre dès les premières pages de son livre traduit la raison d'être du nouveau texte : préciser les objectifs pour rassurer et mobiliser les institutrices (le SNI estime que le texte ouvre *« la bonne voie »*) et resserrer quelques écrous pour renforcer la confiance des parents.

PHILIPPE BERNARD.

(1) *L'Ecole maternelle, son rôle, ses missions.* Livre de poche, 125 pages, 10,50 F.

## Elections de présidents d'Université

### M. MICHEL CUSIN A LYON-II

M. Michel Cusin, professeur de langue et littérature anglaises, a été élu président de l'université de Lyon-II. Il remplace M. Philippe Lucas, dont le mandat arrivait à expiration. M. Cusin, membre d'une liste *« ouverte, comportant des syndiqués à la CFDT et des non-syndiqués »*, a obtenu 83 voix sur 126 votants.

[Né le 23 *février* 1933 à Andilly (Haute-Savoie), M. Michel Cusin est agrégé d'anglais. Il a enseigné en lycée avant de devenir assistant à l'université de Lyon. En 1977, il soutient une thèse de poétique contemporaine et oriente ensuite ses recherches vers la linguistique et la sémiologie. Il était depuis 1980 vice-président de l'université, chargé des personnels.]

### M. DANIEL LAURENT A PARIS XII

M. Daniel Laurent, médecin, professeur de physiologie, a été élu mardi 28 janvier au second tour de scrutin par 89 voix sur 129 (40 abstentions) président de l'université de Paris-Val-de-Marne (Paris-XII). Il succède à M. Gérard Toupance qui avait été élu en 1984.

[Né le 5 décembre 1926 à Nancy, M. Laurent est docteur en médecine. Chargé de recherche au CNRS en 1962, il y a dirigé le centre d'études des techniques chirurgicales (1961-1963 et 1964-1969). Professeur titulaire à l'université Paris-Val-de-Marne (1973), il dirige depuis 1969 le service de physiologie et explorations fonctionnelles au Centre hospitalier universitaire Henri-Mondor de Créteil. De 1974 à 1985, il a été directeur du groupe, puis de l'unité de recherche U 138 de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). M. Daniel Laurent est l'auteur de nombreux travaux de physiologie appliquée à la médecine dans les domaines circulatoire et respiratoire.]

# DÉFENSE

# M. Giscard d'Estaing fonde la sécurité de l'Europe sur l'arme à neutrons et un bouclier antimissiles

M. Valéry Giscard d'Estaing se prononce en faveur de la construction en série, par la France, de l'arme à rayonnement renforcé (autrement appelée bombe à neutrons), parce qu'elle lui paraît être l'outil militaire qui symbolise par excellence *« l'émergence de la personnalité européenne de défense »*. De même, l'ancie chef de l'Etat demande que le gouvernement français prenne l'initiative, auprès de ses alliés européens, de lancer un programme de recherche pour expérimenter en commun des moyens d'interception de missiles nucléaires adverses qui auraient pour cible le territoire de l'Europe de l'Ouest.

Ces deux propositions figurent dans la préface que M. Giscard d'Estaing a rédigée pour l'ouvrage *Redresser la défense de la France*, que des personnalités politiques, diplomatiques et militaires, proches de l'UDF, s'apprêtent à publier. Dans cette préface de vingt-trois pages, l'ancien président de la République, analysant la politique actuelle de défense, dénonce *« le ralentissement de l'effort financier conduisant au délabrement de nos moyens de combat classiques »* et *« l'absence des grandes décisions nécessaires pour continuer l'adaptation de notre défense à des données stratégiques en pleine évolution »*, telles que la bombe à neutrons et le projet d'un missile mobile, le SX, pour les années 90.

*« L'opinion publique*, écrit notamment M. Giscard d'Estaing, *doit savoir que la part du produit intérieur brut marchand consacrée à nos dépenses militaires* (qui est, selon lui, de 3,73 % en 1985) *devra reprendre sa progression jusqu'à atteindre, dans une première étape, un niveau de 4 %, à partir duquel son évolution future sera réexaminée »* s'il y avait changement politique.

Partisan de concilier l'union politique des pays d'Europe avec la prise de conscience, par les Européens, de la personnalité européenne de défense, l'ancien chef de l'Etat estime que la France doit se préparer à mettre en œuvre *« deux niveaux distincts de dissuasion nucléaire »* pour faire comprendre à ses alliés que le sanctuaire national ne peut pas demeurer indifférent à l'issue d'une bataille dans son environnement européen.

*« S'il est vraisemblable que l'emploi massif de notre arsenal stratégique ne sera décidé qu'au vu d'une menace directe de destruction de notre espace national*, écrit M. Giscard d'Estaing, *l'emploi de telle ou telle composante de notre dispositif pourrait être envisagé à partir d'une situation se développant sur le sol de nos alliés allemands ou « bénéluxiens » (...). Le nouveau développement à prendre en compte est celui de la capacité de destruction directe de l'arme nucléaire tactique sur les forces de bataille adverses. Cela suppose que nous avancions dans la mise au point définitive et la fabrication effective de l'arme nucléaire anti-force : l'arme à rayonnement renforcé. »*

Pour l'ancien président, la bombe à neutrons donne toute sa crédibilité à une riposte nucléaire autonome à l'invasion et aboutit à la mise en œuvre, en concertation avec les alliés européens, d'une sécurité nucléaire de l'espace de bataille.

### « Un dialogue ouvert »

*« Il est important de souligner*, ajoute M. Giscard d'Estaing, *que la progression vers la personnalité européenne de défense pourra s'accompagner d'une coopération militaire plus assurée et plus aisée avec nos partenaires américains »* de l'alliance. *« Ce n'est pas un paradoxe, mais une conséquence de la logique de la situation »*, estime-t-il, avant de citer un exemple qui permettra d'entretenir, à ce sujet, *« un dialogue ouvert »* avec les Etats-Unis.

La France, considère l'ancien chef de l'Etat, n'a pas trouvé la réaction adaptée à l'initiative stratégique de défense (IDS), qui est le programme américain de défense spatiale antimissile.

C'est pourquoi M. Giscard d'Estaing, considérant que l'Europe est vulnérable à certains engins soviétiques (missiles à moyenne ou courte portée et bombardiers stratégiques) porteurs de charges nucléaires, propose le développement de moyens d'interception, basés à terre, dans la zone d'arrivée des missiles. Il suggère que la France prenne l'initiative d'un programme de recherche et d'expérimentation des moyens d'interception des engins visant l'Europe de l'Ouest. *« Ce programme devrait être élaboré avec les pays disposant des moyens technologiques nécessaires, c'est-à-dire, au premier rang, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne et l'Italie. Après une première réflexion, il conviendrait de proposer aux Etats-Unis de coordonner ce programme avec la phase correspondante des recherches de l'IDS, sur une base paritaire »*, dans un domaine où la technologie européenne est d'un niveau comparable à la technologie américaine.

# culture

LE CARNAVAL DE VENISE A PARIS

## *Les eaux usées de la lagune*

*Dessin de Guido.*

Comme pour masquer la cour du Conseil d'Etat, où doivent bientôt s'inscrire les colonnes rayées noires de Buren, une immense tente, rayée bleue, a été dressée au-dessus de la colonnade d'Orléans. Dedans, dehors, tentant vainement d'entrer ou difficilement de sortir, des milliers de personnes ont occupé samedi soir les jardins et les arcades du Palais-Royal, toutes costumées, pour un gentil carnaval. Le motif en venait bien évidemment de Venise, « Carnaval Opéra », répondant au thème qui, l'an dernier, avait inspiré le carnaval de la Sérénissime : Paris.

Paris-Venise, Venise-Paris. Au retour, l'Orient-Express a certes conservé ses paillettes, mais perdu sa turbulence. Comment comparer la place Saint-Marc, couverte huit jours durant de canettes de bière, les rues titubantes, abjectes qui conduisent à la Fenice, ou les pneumonies fatales des Arlequins tombés dans les canaux, avec ces quelques heures de fête, policées, raffinées à l'extrême ? A Paris, pas une goutte à boire et un strict contrôle de la qualité des costumes à l'entrée du jardin : toute l'attention se cristallisait donc, émue, vers les fantaisies semées de-ci de-là par des musiciens venus des bords de la lagune, et de Padoue, ou vers les troupes de théâtre gesticulantes dans un aimable brouhaha. Pas un seul cadavre à déplorer.

Mais, comme cela se passe à Venise, tous les arguments abondamment développés sous l'égide de la Maison des cultures du monde, reprenaient leur juste place de pas grand-chose : *« le mot de passe pour l'étrange sera un masque, une jetée d'étoffe et l'impérieux besoin de transgresser la réalité »,* nous avait-on indiqué en toute simplicité. Un nombre considérable de participants rentabilisaient le masque, la cape et le tricorne, achetés l'an passé place Saint-Marc, et restés inutilisés à Venise cette année, Carnaval ayant étouffé sous la neige avant de sombrer dans le Grand Canal. La tendance sac-poubelle largement échancré est restée assez marquée. Peu de costumes encombrants, l'impérieux besoin d'aller bientôt dîner ayant été prévu. Quelques originalités, cependant : ainsi les trois costumes noirs et blancs inspirés des colonnes de Buren, et comme échappés, aux travaux voisins. Sur un thème proche, certains notaient la manière curieuse dont une des colonnes du ministère de la culture est emmitouflée en hiver. Explication : elle dissimule les canalisations qui évacuent les eaux usées du cabinet ministériel.

Tout de même, lorsque l'Italie se déplace, elle apporte son rêve Ainsi la Compagnia della Calza i Antichi, qui a contribué à faire renaître, à Venise, les vieilles traditions du carnaval, apportait-elle sa touche miraculeuse, jouant Venise, *étant* Venise, quand le public joue *à* Venise. Près d'une arcade, un jeune dessinateur venu avec la compagnie, paraît, à la manière de Longhi, s'appliquer à noter les détails du Palais-Royal. En s'approchant, l'habitude est trop forte, on reconnaît le Palais des Doges. Puis, avec toute la liberté vénitienne, il arrête un chien briard de passage pour en dessiner *en trois traits la tête pleine* de poils. Au dos, du papier, deux croquis à la va-vite qui ne seront pas perdus pour tout le monde...

FREDERIC EDELMAN.

JAZZ

### HARRY « SWEETS » EDISON ET BILL LASWELL A PARIS

## L'art de la versatilité

Harry Edison (surnommé « Sweets » pour le velouté de sa sonorité) et Bill Laswell sont à Paris : pas ensemble, bien sûr, mais il n'est pas trop mauvais parfois de relever les hasards objectifs de la programmation. Seules les grandes villes se prêtent à ces télescopages imaginaires où se constitue la forme tremblotante du jazz. Le septuagénaire et l'homme de trente ans, le trompettiste de Count Basie et le bassiste d'Ornette Coleman, rien d'autre ne peut recoller à partir d'eux la figure morcelée du jazz, sinon la promenade noctambule de l'amateur qui continue d'en traquer, comme dans les *speakeasies* de Kansas-City naguère, les différentes pièces.

Né le 10 octobre 1915 à Colombus (Ohio), Harry Edison entre chez Count Basie en 1938. Il y reste jusqu'en 1950. Y revient à l'occasion. Comme dit de lui Jacques Réda, il est *« profondément moderne dans la mesure où il est en quelque sorte surclassique ».* Très éloignée de l'idée répandue que l'on se fait de la trompette, sa réputation tourne autour de la douceur, de la sobriété, d'une espèce de logique minimaliste de l'improvisation, de la concision et de la précision de son jeu. Dans son dernier livre, *Langage tangage* (Gallimard), Michel Leiris dissèque ainsi le mot trompette : *« de tous ses sons tendus et tempétueux, elle pète ».* C'est vrai de l'usage de l'instrument, vrai de beaucoup de trompettistes, mais pas de « Sweets » Edison, qui ignore superbement le côté trompe de l'instrument, au profit exclusif de la tendresse.

Installé sur la côte ouest, il devient le partenaire inattendu de la génération des dilettantes géniaux qui ont porté le jazz à l'une de ses perfections, la moins logique sans doute, la plus contradictoire avec le sentiment ordinaire du jazz, mais aussi la plus voluptueusement habitée par l'appréhension de sa propre mort : le style *West Coast.* Les jeunes turcs de Californie aiment le feutré de « Sweets » et la part de légende basienne qu'il porte en lui. Il joue avec Shorty Rodgers, Franck Sinatra, Billie Holiday, participe aux revues de Joséphine Baker, pratique tous les styles, fait un bout de chemin avec Lester Young ou Ben Webster, un autre en compagnie de Jimmy Giuffre et Buddy De Franco, débarque chez Duke Ellington, vient en invité chez Woody Herman et retrouve Count Basie, avec qui l'on ne se fâche pas.

Il y a un mot pour ce genre de disposition aimable des autres qui exige tant de talent : la *versatility.* Versatilité à ne prendre qu'en bonne part, évidemment, comme l'indique ce qui parle encore latin dans le mot. La tendresse est ce qui se partage le mieux. En France, où il est souvent venu, Harry « Sweets » Edison a toujours emporté une adhésion un peu plus qu'esthétique. Augmentée de je ne sais quel mélange de reconnaissance et d'affection.

Au même moment ou presque, on peut entendre, découvrir ou suivre Bill Laswell, bassiste, compositeur, arrangeur, qui multiplie les carrières. Autre forme, plus vibrante, plus impatiente et moins « sweetie » de la versatilité. Bill Laswell semble marqué par la peur d'être cadré dans un style, une image. D'où son goût des déplacements, des changements à vue. Il tourne avec le New York Gong de David Aellen, se transforme en *Material* (tendance funky, rock, jazz), produit Laurie Anderson, Peter Gabriel, les disques de Touré Kunda, l'album en solo de Mick Jagger, le *Rock It* de Herbie Hancock. Il joue avec Ornette et crée des groupes underground comme Massacre aux côtés de l'inénarrable Fred Frith. Bill Laswell a trente ans et une carrière bien remplie.

Cette fois, il présente un groupe qui est à lui seul une vraie curiosité. Tendance « funky-fre », frileux s'abstenir. A la guitare, directement venu du tobogan libertaire des années 60 un musicien « culte » autant qu'irrégulier : Sonny Sharrock. Aux tambours, le fondateur du groupe « free-funk » The Decoding Society, autre compagnon d'Ornette, Ronald Shannon-Jackson. Et, pour couronner la réunion, le saxophoniste le plus fou de l'Europe du Nord, et le plus fou de manière durable, Peter Brotzmann, vingt-cinq ans de scandale débridé. Garçon charmant, en outre. Voilà pour le côté tempétueux (sans trompette) de la musique.

Où est le jazz dans tout cela ? Là, sur la ligne imaginaire qui passe entre « Sweets » Edison et Bill Laswell, et ailleurs encore, dans l'espace sans forme ni volume où ils se rencontrent sans le savoir.

FRANCIS MARMANDE.

★ Harry « Sweets » Edison au Méridien, Porte Maillot, du 17 au 1er mars, à 22 h 30 ; Bill Laswell au New-Morning, le 16.

### L'ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ

## Un mois de février chaud

Pour son baptême du feu, avenue Montaigne, devant une salle comble – et qui aurait pu être remplie trois fois, – l'ONJ reçut un accueil enthousiaste et, au terme de son concert du 3 février, une longue ovation. Le public – où se remarquaient les exigeants confrères musiciens – saluait ainsi la troupe vaillante du capitaine Jeanneau. Il manifestait en même temps sa satisfaction d'avoir écouté, enfin, la formation solide et brillante qui, sans aide financière de l'Etat et sans mécénat d'entreprises, ne pouvait se concevoir, pas plus que n'auraient pu exister sur le prix des places, sur les seules recettes, d'autres orchestres, depuis belle lurette protégés. Au demeurant, le groupement Jeanneau coûte, en cachets, deux fois moins cher qu'une cantatrice vedette, et ses concerts d'un soir quinze fois moins qu'une nuit à l'Opéra.

En France, exception faite d'ensembles tels que celui d'Antoine Hervé, bénéficiant du soutien de la Ville de Paris, le jazz devait se contenter de petits groupes. Non que ceux-ci fussent négligeables : ils prirent, comme partout et toujours, la plus grande part dans la création. Ils la garderont. Mais il manquait le son plus puissant et plus diversement coloré qu'apportent, en jetant la « pêche », les grandes unités que nous entendions quand nous allions à Stockholm, Oslo, Helsinki, Copenhague, pour ne rien dire des capitales plus proches de la nôtre dans l'espace européen. Le projet actualisé avec l'ONJ reprend les grandes lignes et l'essentiel de celui qu'avait formé Guy Erismann pour la radio il y a quatre ans : chef et personnel engagés pour une saison, commandes pour le répertoire, répétitions régulières et nombreuses, vingt interprètes choisis au plus haut niveau, solistes invités de tous les pays où le jazz se pratique. Nous avions bien du retard. Voici les pendules remises à l'heure.

Le concert parisien était le premier de l'orchestre. François Jeanneau le juge avec affection et lucidité : *« A l'applaudimètre, le parcours nous apparaissait très réussi, bien qu'il nous manquât encore quelques heures de vol. L'équipe aurait été plus détendue si elle avait, avant sa venue au Théâtre des Champs-Elysées, effectué une tournée de rodage, loin de son port d'attache. Nous allons gagner en décontraction au fil du temps. Nous avons découvert notre son sur une scène pour la première fois. Ce fut pour nous la surprise, comme pour ceux qui étaient en face de nous. Les espaces d'improvisation furent réduits au minimum : le dessein fondamental de l'ONJ consiste à proposer des musiques écrites. Toutefois nous pourrons élargir la place de l'invention spontanée. Je souhaite, par ailleurs, que ce ne soit pas toujours le même soliste qui se manifeste, systématiquement, au même endroit de chaque pièce. Nous pourrons ainsi revenir aux compositions jouées après la pause :* Ong *(sans Hervé ni Larry Schneider).* Bass and Band *(sans Solal ni Pedersen).* Waltz *(sans Gil Evans ni Schwartz ni Portal).* Delicate Pain *et* Guylene *(sans Joachim Kühn ni Jenny-Clark ni Humair). Le programme se renouvellera chaque trimestre, mais nous maintiendrons la diversité dans les textes comme nous l'avons voulu avec le* Runner, *de Chautemps, d'une grande efficacité rythmique, les* Marches de la piscine, *de Denis Badault, la* Water Shade, *de Michael Gibbs ou ma propre* Fantaisie be-bop. »

L'orchestre, à son concert d'ouverture, à son examen de passage, se surveillait. La précision, la sûreté du jeu, la vigueur intense des cuivres, ne masquaient pas une légère crispation. Après l'entracte, sentant la partie gagnée, il s'en est peu à peu libéré. C'était le vœu de Jeanneau de faire entrer dans l'ONJ la nouvelle génération, et des musiciens de la trempe d'un Eric Barret, que sa sonorité forte, sa véhémence, son imagination, hissent au rang des meilleurs. Samedi 8, l'ONJ s'est rendu à Aubusson. Première étape. Cinq autres villes chanceuses l'auront reçu ou le recevront ce mois-ci. Grâce à elles, pour l'orchestre, février sera chaud.

LUCIEN MALSON.

★ ONJ : à Ermont, le 22, à Drancy, le 28, dans le cadre de Banlieues bleues.

MUSIQUE

### FESTIVAL DE QUATUORS A CORDES

## Le malheur d'être parfait

Quand le chat n'est pas là, les souris dansent. Le chat (cinquante personnes, 24 tonnes de matériel, nous dit la publicité), c'est l'Ensemble intercontemporain et la IV-X, partis à la conquête des Etats-Unis sous la houlette de Pierre Boulez. Les souris, ce sont les sept quatuors à cordes : Alban Berg, Lasalle, Brandis, Kronos, Arditti, Via Nova et Rosamonde, – qui participent, du 14 février au 15 mars, au Festival des quatuors du vingtième siècle, que l'IRCAM organise au Centre Georges-Pompidou.

Par la présence de compositeurs comme Schoenberg, Berg, Webern ou Zemlinsky, ce festival complète judicieusement le cycle Schoenberg Plus, présenté dans le cadre de l'exposition Vienne 1880-1938.

On entendra, en outre, les six quatuors de Bartok, qui forment l'épine dorsale du répertoire de la première partie de notre siècle, et des œuvres plus récentes, en passe de devenir classiques, de Ligeti, Donati, Dutilleux, Lutoslawski, Carter, alternant avec des créations françaises.

C'est au quatuor Alban Berg qu'il revenait d'inaugurer le cycle. Cette formation fait le désespoir des critiques, car, après avoir épuisé leurs réserves d'épithètes laudatives, ils en sont réduits à interroger les dictionnaires des synonymes.

Heureusement, le programme nous prévient que *« la presse n'a plus de termes assez élogieux pour qualifier ce quatuor, dont les apparitions sont accueillies avec enthousiasme par le public ».* Et il ajoute : *« Mais ses membres attachent moins d'importance à leurs succès qu'à l'accomplissement de la mission qu'ils se sont assignée : approcher le plus possible la perfection dans les œuvres qu'ils interprètent. »*

Voilà précisément la faille où le critique peut glisser le doigt. Car tendre sans cesse vers la perfection, c'est admettre qu'elle reculera toujours.

Comme l'idée de perfection reste subjective, chacun s'en fait nécessairement une idée différente et peut estimer, sans rougir, qu'il manque encore quelque chose pour qu'elle soit atteinte.

Parmi les multiples qualités du quatuor Alban Berg, l'une est à double tranchant : l'extrême politesse des quatre partenaires (de l'alto, notamment) qui n'élèvent jamais la voix plus que ne l'exige le bon ton, ou la bonne justesse.

De là, des interprétations toujours soignées, mais parfois exemptes de cette tension qui fait éclater le cadre de la musique. Dans la polyphonie si serrée de la *Suite lyrique* de Berg, tantôt les quatre voix sont si fondues qu'aucun dessin ne ressort. Tantôt, deux des quatre instruments se font si discrets qu'on ne les entend presque plus.

La faute en incombe peut-être à ce parti pris de lier les notes qui ne sont pas spécifiquement piquées, sans mettre en évidence les petites ruptures que constituent les changements de coup d'archet, suggérés par le compositeur, lorsqu'il groupe par une liaison de brefs fragments mélodiques.

C'est là une tendance presque générale et un minuscule défaut dans la brillante cuirasse de ce quatuor. Mais quand les louanges n'ont plus d'intérêt, il faut bien changer son fusil d'épaule.

GÉRARD CONDÉ.



EXPOSITION

LA FRESNAYE

## Un cubiste aux ch...

# EXPOSITION

## LA FRESNAYE

# Un cubiste aux champs

La Fresnaye dans la campagne mancelle (1), dans une abbaye entourée de prairies et de bois : rien de plus légitime. Non qu'il s'agisse d'un retour à la terre natale, car ce fils de gentilhommes normands ne naquit au Mans qu'au hasard d'une affectation militaire. Mais parce que le peintre de *la Bergère et du Bouvier* a cherché sa vie durant — qui fut brève — comment allier cubisme et inspiration rustique, comment marier Picasso et Le Nain, cette exposition dans la nature prend des airs de symbole et de démonstration.

Profitant d'une date anniversaire — La Fresnaye est né en 1885 — et d'une donation inédite, celle de Simone de La Fresnaye, nièce et héritière de l'artiste, cette rétrospective permet en effet de mieux voir les origines du cubisme si singulier du peintre. Elle en propose une analyse peu conformiste, fondée sur l'importance de Gauguin. Jeune homme à la mode, promeneur au Bois, élève des Beaux-Arts frotté d'impressionnisme, La Fresnaye découvre son maître vers 1908. Celui-ci obsède alors tous les peintres de vingt ans, Delaunay et Lhote en tête, et notre homme les imite. Les symptômes sont clairs : voyage en Bretagne, rêveries à la tahitienne, cernes et couleurs plates. Paimpolaises et sauvageonnes des îles se partagent toiles et sculptures, tout aussi simples et primitives les unes que les autres. Puis viennent les nus anguleux où éclate l'archaïsme cher aux cubistes de le première génération, celle de Picasso et de Derain.

Seule différence, mais considérable : s'il « cézannise » à son tour et schématise les lignes, il se refuse à dissoudre les formes. Son cubisme respecte les contours et la thématique champêtre de la péroide précédante. Quoiqu'il manque à l'exposition les morceaux de bravoure de ces années essentielles de l'avant-guerre, *l'Artillerie* et la *Conquête de l'air*, la cohérence du projet reste visible à travers paysages et natures mortes. Mieux, même : le choix de peintures délibérément « campagnardes », bouquets, prairies, assemblages d'arrosoirs et de guirlandes, marque la continuité de l'inspiration chère au peintre.

Celle-ci l'occupe encore quatre ans plus tard, quand, blessé, malade, il tente de retravailler. A l'instar de ses contemporains, il tempère son géométrisme d'une souplesse ingresque et aspire à une majesté classique toute romaine. Picasso ne procède guère autrement à la même époque dans ses *Baigneuses*. Bucolique, La Fresnaye leur préfère paysans et palefreniers. Etonnant dessinateur de chevaux, portraitiste précis, il a quelque temps la force de mener à bien, par le crayon ou la gouache, ses idées nouvelles.

Ses illustrations pour *Paludes*, que l'on n'avait guère pu voir jusqu'ici, ses athlètes vaguement hellénistiques et ses ultimes paysages ont une élégance nette très singulière. Mais ce ne sont là que mirages de vigueur, travaux d'un survivant condamné aux sanatoriums qui songe à Florence et à l'Antiquité. Après quelques *Autoportraits*, que la main peine à tracer, où l de peint mourant, La Fresnaye disparaît en 1925, au moment même où triomphe à Paris ce retour à l'ordre et aux nobles sujets à la Poussin dont il avait été l'un des initiateurs.

PHILIPPE DAGEN.

(1) Abbaye de l'Epau, Le Mans, jusqu'au 16 mars.





# COMMUNICATION

## LE LANCEMENT DE LA « 5 »

# Défilé de stars

***« Vous savez combien j'ai dormi, cette nuit ? », demande le directeur de la « 5 », affalé dans le bureau fonctionnel qu'il occupe aux studios de Canale Cinque, aux portes de Milan, agrémenté seulement d'une superbe maquette de Concorde. « Deux heures ! Oui, j'ai dû envoyer chercher le groupe Sting en hélicoptère, puis le persuader a participer au grand gala de lancement de la « 5 ». Silvio Berlusconi, la cinquantaine séduisante, ne cache pas sa fatique derrière son teint bronzé. Et il n'est pas le seul. Le compte à rebours a commencé, et rien ne peut arrêter le lancement de la « 5 » jeudi 20 février. Les studios près de Milan sont transformés en ruche bourdonnante, où le défilé des stars est incessant.***

### De notre envoyé spécial

Milan. — *« Je vis un rêve »*, dit Elisabeth Tordjman. Et on la comprend. Après avoir joué les femmes-troncs pendant cinq ans sur Antenne 2 comme speakerine, la voilà promue animatrice de jeu sur la « 5 ». On raconte comment Silvio Berlusconi, ayant aperçu un jour cette Alsacienne grande, belle et brune, a laissé tomber un laconique : *« Il me la faut. Engagez-la »*. Et, comme chez toutes les artistes qui ont eu *« la chance d'avoir été choisies par Berlusconi »*, selon son expression, il s'est créé un lien d'admiration, de reconnaissance et de loyauté.

Il n'y a pas de doute, Silvio Berlusconi sait user de son charme. Mais il n'est pas seulement un marchand de rêves ; il est bourré d'idées et communique sa passion — qu'il s'agisse d'architecture, de sport ou de spectacles — à tous ceux qu'il approche. *« C'est un Monsieur avec un grand M »*, estime Alain Gillot-Pétré, qui ne s'est pas fait prier pour échanger sa pochette de météorologue sur Antenne 2 contre un smoking noeud-papillon d'animateur, au jeu quotidien « C'est beau la vie ».

Les autres transfuges sont tous également ravis. Roger Zabel, qu'on a vu aux côtés de Christine Ockrent sur A 2, puis à « Maxitêtes » sur Canal Plus, trouve *« passionnant de pouvoir profiter des moyens techniques énormes, de l'élégance italienne et du perfectionnisme »* de cette nouvelle chaîne, où il animera, avec Elisabeth Tordjman, le jeu hebdomadaire « Pentathlon », qui bat tous les records d'audience en Italie. Même refrain chez Christian Morin, qui vient d'Europe 1 et de la télévision suisse : *« Ce qui m'a séduit, dit-il, c'est le professionnalisme et le souci d'efficacité des Italiens — ici, c'est Hollywood ! — la bonne humeur, les méthodes proches du cinéma, les salaires élevés* [quatre fois plus qu'en France] *et l'autonomie du privé. Berlusconi ? Sa poignée de main est franche, ce qui ne trompe pas. J'espère seulement ne pas me retrouver, en tant que « collabo », le crâne rasé, après les ides fatidiques de mars... »*

Ses défenseurs ne tarissent pas de louanges, tout d'abord, devant sa richesse technique. Une visite aux studios ultra-modernes de la « 5 », construits par Berlusconi à proximité de Milan, évoque une promenade dans la caverne d'Ali Baba ! La régie technique comporte ce qui existe de plus avancé en technologie et surpasse la RAI (télévision d'Etat) en joujoux électroniques achetés au Japon, en Allemagne, aux Etats-Unis : des caméras sans opérateurs, commandées à distance par un ordinateur central ; des génériques en trois dimensions faits d'images de synthèse ; un système de « haute définition » pour tourner les films en coproduction, etc. Des plateaux ultra-sophistiqués, avec planchers tournants et décors escamotables, où évoluent les stars, les danseurs, les musiciens sous les néons impitoyables et l'œil omniprésent d'une batterie de caméras.

Certes, la télé-Berlusconi est forcément tributaire de la publicité, d'où elle tire son existence même, mais, dit-on ici, elle pourrait évoluer. Déjà, fait-on remarquer, les spots, devenus de plus en plus envahissants, viennent d'être réduits de 30 %. Actuellement, sur le réseau Berlusconi en Italie (Canale 5, Italia 1 et Rete 4), il y a des « pauses » publicitaires de deux minutes tous les quarts d'heure. Pour le public français, le rythme sur la « 5 » sera de trois séquences par heure. Les stars, arrachées par Berlusconi à prix d'or aux chaînes rivales, espèrent toujours que les chaînes privées pourront vendre un produit plus « culturel ». Qu'une fois assouvi, le dieu Mammon permettra à ses fidèles de poursuivre des intérêts moins lucratifs.

C'est le cas, par exemple, d'Amanda Lear. Ce félin, aux allures d'une Tina Turner domestiquée, et dont la beauté et l'intelligence ont fait l'égérie pendant vingt ans de Salvador Dali, puis de Mick Jegger, a été *« découverte par Berlusconi »*, comme elle dit, il y a quatre ans sur Télé-Monte-Carlo. Ayant réussi à tripler l'audience du jeu « Viva le donne » (vive les femme, elle se voit confier — puisqu'elle est franco-britannique et polyglotte — l'animation, avec Christian Morin, le la version française : « Chercher la femme ». Or sa véritable passion est la peinture. Refusant de se laisser décourager par le jugement machiste de Dali *(« Les femmes ne savent pas peindre »)*, elle poursuit sa vocation, sous l'inspiration de Balthus, et prépare une exposition à Paris, fin février. Décidée à rompre avec l'image de « ravissante idiote » qu'on voudrait lui coller, elle rêve d'exploiter cette « deuxième carrière » à la télévision. Son coéquipier Christian Morin a aussi ses jardins secrets. Il ne crache pas dans la soupe berlusconienne, puisqu'elle lui a offert *« une opportunité fabuleuse »* — *« la télé-divertissement fait rêver les gens*, dit-il, *et si on ne l'aime pas, on peut toujours tourner le bouton »*, — mais il aimerait que la « 5 » s'investisse plus dans d'autres domaines : la science, le cinéma et, ajoute-t-il, *« pourquoi pas le jazz ? »*, son dada à lui.

Ces rêves doivent attendre. Aujourd'hui, la fièvre monte à Milan, où tout le monde est mobilisé pour le lancement de la chaîne française, jeudi 20 février. Dans un va-et-vient incessant, on tourne, pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les premiers numéros de « Pentathlon », « Chercher la femme » et surtout le grand gala qui servira de lever de rideau à la « 5 ».

### La fièvre du jeudi soir

La « fièvre du jeudi soir » gagne progressivement les vedettes, les techniciens, les attachés de presse. On croise Alain Souchon, Lino Ventura et Evelyne Bouix dans le couloir, alors que Christian Morin est en train d'entretenir Ornella Mutti de... la meilleure recette de pâtes fraîches au foie gras. *« Nous sommes parvenus à faire en dix jours ce qu'une grande télévision n'aurait pas fait en moins de quarante »*, assure Christiano Minellone, un des auteurs du gala d'ouverture.

On n'a pas lésiné sur les moyens. Pendant trois heures et demie — au lieu de l'heure prévue — nous verrons défiler Johnny Hallyday, Michel Sardou, Henri Salvador, Michel Berger, Sylvie Vartan, Michel Legrand, Catherine Lara, Mireille Mathieu, Serge Gainsbourg, Enrico Macias, Jean-Luc Lahaye, Patrick Sébastien, Michel Platini, Rudolf Noureïev et, parmi les étrangers, le groupe Sting, Alberto Sordi, Ugo Tognazzi, Ornella Mutti, Sean Connerye et Horst Tappert...

Le condottiere Berlusconi luimême se présentera au public français et recevra les vœux de quatorze télévisions étrangères. Seules la RAI italienne et les trois chaînes publiques françaises ont refusé de se pencher sur le berceau du nouveau-né.

A. W.

### « Panem et circenses »

Même le sénateur Jean Cluzel, retour de Milan où il menait une mission d'étude pour la commission des finances, est tombé sous le charme berlusconien. *« Berlusconi est un homme entreprenant*, avoue le sénateur centriste de l'Allier, *il a sept ans d'avance en savoir-faire et en moyens techniques. »* L'opposition devra donc faire avec la télévision Berlusconi à la milanaise.

Télé-spaghetti, télé-chewing-gum, télé-divertissement. Les expressions ne manquent pas pour qualifier une télévision qui vise le grand public — publicité oblige ! — et qui donne aux foules ce qu'elles réclament : *panem et circenses* (du pain et des jeux), sous forme de variétés, de concours aux prix alléchants, de films à grand spectacle. Mais la télé-Berlusconi n'est-elle que cela ?

# Un entretien avec M. Berlusconi

*(Suite de la première page.)*

**— Où en sont vos ennuis avec la justice italienne ?**

— Je tiens à dire que je suis légaliste dans l'âme ! Le jugement d'un seul juge, contestant notre droit de diffuser le même programme simultanément dans plusieurs régions italiennes, a été cassé par les tribunaux de Turin et de Rome. Par la suite, dix autres juges nous ont donné raison. Selon un récent sondage, du reste, 92 % des téléspectateurs sont favorables à la totale liberté des ondes.

**— Vous êtes en train d'édifier un véritable empire audiovisuel. Après la France, il y aura l'Espagne. Où comptez-vous vous arrêter ?**

— Le vrai défi, c'est de mettre en place une télévision authentiquement européenne pour faire face à celle en provenance des Etats-Unis, qui menace de nous submerger. Et, pour cela, la France jouera un rôle-clé grâce à son satellite TDF 1. Nous espérons obtenir un canal sur ce satellite, et nous croyons avoir quelques prétentions à cela. Nous sommes le seul groupe privé à produire quatorze heures de programmes par jour : nous sommes les premiers, donc, par la quantité et par la qualité ! Nous avons déposé notre demande et nous espérons une réponse positive. »

Propos recueillis par
ALAIN WOODROW.

## DANS LES STUDIOS D'AUBERVILLIERS

# Alain Gillot-Pétré et ses Français moyens

A qui la mémoire est-elle le plus indispensable : aux médecins, aux hommes politiques ou aux menteurs ? Vous répondez : aux hommes politiques. Vous avez perdu. C'est aux menteurs qu'elle est le plus nécessaire. Elémentaire, n'est-ce pas ? C'est, en tout cas, la réponse majoritairement donnée par des Français interrogés pour les besoins de « C'est beau la vie », la toute première émission de jeux que proposera, dès le vendredi 21 février, à 19 h 30, la cinquième chaîne. Un jeu que les téléspectateurs, ayant capté la nouvelle venue sur leurs écrans, pourront suivre chaque jour, à la même heure, du lundi au vendredi.

L'horaire risque de porter un coup sévère aux journaux de 20 heures. A l'heure du potage, six candidats (trois de chaque sexe) s'affronteront dans un décor tonique et une ambiance chauffée par l'espoir de gagner gros.

*« Ce sont les chiffres et les lettres démocratisées »*, nous susurre le père d'une jeune fille de vingt et un ans, caissière dans un supermarché, qui a été sélectionnée parmi des dizaines d'autres postulantes. Chef d'une petite entreprise, il est venu l'accompagner et s'est installé, avec d'autres parents ou amis de candidats, sur les banquettes d'une tribune montée face au plateau. Un public qui participe à cœur joie. En bas, sous les feux des projecteurs, Alain Gillot-Pétré mène la danse... *« Coupez »*, crie Jocelyn, le producteur. Une erreur a été commise dans l'affichage des chiffres de la cagnotte. On est à peine à la mi-temps de l'enregistrement de la troisième émission et l'enjeu se monte déjà à 48 000 F (il atteindra 55 000 F en fin de course).

Le branle-bas de combat a commencé il y a une petite semaine au Studio de France, dans un immense entrepôt d'Aubervilliers (Seine-Saine-Denis) loué par la « 5 ». Ici, la journée débute à 9 heures et se termine souvent vers minuit. Certains candidats attendent d'entrer en scène depuis plusieurs jours. En guise de compensation, on les nourrit et ils reçoivent 250 F d'indemnité par journée de présence. Comme les figurants.

Sur quels critères se fait la sélection ? *« Sur les qualités générales de la personne qui se présente »*, répond Jocelyn. Dans les faits, l'allure de l'impétrant joue un rôle important et seules les femmes sont invitées à fournir leurs mensurations. Les capacités d'adaptation aux caméras de télévision comptent aussi pour beaucoup : chacun doit se soumettre à un essai vidéo et être capable d'improviser un sketch à la demande. Pourquoi se sont-ils présentés ? *« Pour le plaisir »*, dit un jeune homme. *« Parce que c'est excitant de participer aux débuts d'une nouvelle chaîne »*, rétorque un autre. Côté féminin, c'est surtout l'espoir de *« trouver un job dans le milieu »* qui semble dominer. Certaines jeunes filles profitent, d'ailleurs, de l'aubaine pour distribuer leur *curriculum vitae* aux gens du métier.

Les questions sont imaginées par le producteur avec l'aide d'un spécialiste. Celui-ci a interrogé des groupes de cent hommes ou cent femmes de toutes générations, sur des problèmes de la vie courante : cela va de l'angoisse ou non que procure la calvitie à l'attitude que l'on adopte devant la séparation d'un couple, en passant par l'opinion que l'on a de la vieillesse... Il faut se rapprocher de l'opinion du plus grand nombre.

« C'est beau la vie » deviendra-t-elle l'émission-miroir de la France profonde ? Alain Gillot-Pétré ne l'exclut pas. Selon lui, l'émission est complètement adaptée aux Français. Se définissant comme journaliste-présentateur, il a bien l'intention d'user de sa qualité professionnelle pour se permettre de commenter questions ou réponses. *« Je suis épuisé, mais je m'amuse, je m'éclate, je suis heureux »*, dit-il. Le premier jour de tournage, une *« peur terrible »* l'a tenaillé. On ne passe pas « sans frémir » de la présentation de la météo pendant une minute et demie à l'animation d'un jeu qui dure une heure. Travailler avec des Italiens ? *« Ce sont des professionnels. Rien n'est laissé au hasard. On a beaucoup à apprendre de leur savoir-faire. »*

ANITA RIND.

# SPECTACLES

# théâtre

**LES SPECTACLES NOUVEAUX**

CYNIQUEMENT VOTRE, Lucernaire (45-44-57-34), 20 h.

TANGO VIENNOIS, Champigny, centre Gérard-Philipe (48-80-90-90), 21 h.

POUR UN OUI, POUR UN NON, Petit Rond-Point (42-56-70-80), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

## *Les salles subventionnées*

COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : le Balcon.

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer poésie, 20 h 30 : Murray Grönwall lit les sonnets de Shakespeare (en langue anglaise).

BEAUBOURG (42-77-12-33) : Cinéma-Vidéo : nouveaux films BPI : 17 h 30) : Euskadi hors d'état, de A. McCaig ; 16 h, Merce Cunningham and Co, de B. Jacquot ; 19 h, Pina Bausch, de C. Ackerman ; Pour que ses jours fleurissent, de N. Ferry. Vidéo/Musique, à 16 h, Peter Grimes, de Britten ; à 19 h, Ainama, Salsa pour Goldmann, de F. Cassenti. Le cinéma italien, 1905-1945 (Salle Garance, 42-78-37-29) : 17 h 30, Lucia Luci, de U.M. Dell Colle ; 20 h 30, Messalina, de E. Guazzoni. Concerts/Spectacles : à 20 h 30, Ensemble 2E2M (Y. Taira, M. Trojahn, J. Dillon, G. Garcin).

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83) : 18 h 30 : C. Sagemann, T. Papavrami, Orchestre de chambre J.F. Paillard.

## *Les autres salles*

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.

DIX HEURES (46-06-07-48), 22 h : l'Homme de parenthèse.

EDEN THEATRE (42-62-86-06), 21 h : Gaston. H.

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : Jeff ; 22 h15 : Kamikaze.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) : I. 18 h : Métamorphoses ; 20 h : le Chien sous la minuterie ; 21 h 45 : Arsène et Cléopâtre. — II. 19 h : Stratégie pour deux jambons ; — Petite Salle, 20 h : Cyniquement vôtre.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : De doux dingues.

PÉNICHE-OPÉRA (42-45-18-20), 21 h : A la recherche du temps porain.

QUAI DE LA GARE (45-85-88-88), 21 h : Le regard observé, récit.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) 21 h : Nuit d'ivresse.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours. — II : 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DU ROND-POINT (42-56-70-80), Petite Salle : 18 à 20 h 30 : Pour un oui pour un non.

TRISTAN BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Aviateurs.

ZÉNITH (45-04-50-30), 20 h 30 : Lily Passion.

## *Les cafés-théâtres*

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tohu-Bahut 2 ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. — II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CONNÉTABLE (42-77-41-40) 22 h 30 : M. Fanon.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.

## *Les chansonniers*

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

## *Le music-hall*

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CHEVALIER DU TEMPLE (42-71-67-28), 22 h 30 : C. Sauvage.

L'ÉCUME (45-42-71-16), 20 h 30 : Chansons bleu nuit.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), Petite Salle, 21 h 30 : Jonathan.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Cuarteto del Centenario.

TH. DU TOURTOUR (48-87-82-48), 20 h 30, les 16, 17 : J. Sommer.

ZENITH (45-04-50-30), 20 h 30 : Lily Passion.

## *La danse*

18-THÉATRE (42-26-47-47), 22 h : Voyage au bout d'un rêve.

## *Opérettes*
## *Comédies musicales*

CASINO DE PARIS (42-82-20-89), 20 h 30 : Black and Blue.

## *Les concerts*

Gaveau, 20 h 30 : R. Jacobs, B. Van Asperen (Monteverdi, Carti, Ferari, Galuppi, Vivaldi).

Crypte de l'église de la Madeleine, 20 h 30 : ensemble Carmina Alterna, dir. : J. Royer (Jelinek, Krenek, Schreker, Zemlinsky).

Athénée, 20 h 30 : K. Ricciarelli, M. Katz.

Auditorium de la Sacem (Neuilly), 20 h 30 : M.-C. Girod, C. Crenne, R. Vieille (Bartok, Stravinsky).

Théâtre Grévin, 20 h 30 : L. Shankar.

## *Jazz, pop, rock, folk*

BAINS (48-87-01-80), 22 h : Ray Lema.

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : S. Baretto, A. Delqueche, Kzan, S. Pots, dern. le 16.

BERCY, Palais omnisports (43-46-12-21), 20 h : Simple Minds.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Onward Jazz Band.

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30 : C. Walton, D. Williams, B. Higgins.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : Kangourou Swing Orchestra.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), à 21 h 30 : Bide Band Blues.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : F. Bourrel, H. Sellin, R. Del Fra, E. Dervieu.

LA PINTE : Trio M. Ferral.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : O. Hutman Trio.



## *Lundi 17 février*

# cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

## *La Cinémathèque*

CHAILLOT (47-04-24-24)

20 h 30, The Lightship, de J. Skolimowski (v.o.s.t.f.).

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h 30, Bungalow pour femmes, de R. Walsh (v.o.) ; 19 h 30, Aspects du cinéma de la République populaire démocratique de Corée : Famille Tchoe Hak Sin, de O. Byeung Tcho (v.o.s.-t.f.).

## *Les exclusivités*

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

AMERICAN WARRIOR (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Images, 18e (45-22-47-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08), h. sp. ; Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), h. sp. ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) h. sp. ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LES AVENTURES DE BUCKAROO BANZAI DANS LA 8e DIMENSION (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

BILLY ZE KICK (Fr.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

LES BISOUNOURS (A., v.f.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

LE CAVIAR ROUGE (Fr.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

CHORUS LINE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-94-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

CHRONOS (Franco-am.), La Géode, 19e, (42-45-66-00).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

COMMANDO (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; v.f. : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC-Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie (ex-Paramount), 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wepler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CUORE (It., v.o.) : Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), h. sp.

LE DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A., v.f.) (*) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Arcades, 2e (42-71-52-36) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-79-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LES FEUX D'HIMATSURI (Jap., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; St-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

LA GALETTE DU ROI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75).

LES GOONIES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

GINGER ET FRED (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; PLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

HAREM (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

HAUT LES FLINGUES (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 9e (45-08-96-45).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet-Racine, 6e (43-26-19-68) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Républic, 11e (48-05-51-33).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Forum-Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (49-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.) (**) : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40) ; City Triomphe (ex-Paramount), 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

INVASION U.S.A. (*) ; (v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

LA MAIN DANS L'OMBRE (All. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

LE MÉDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) : Les 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MORT SUR LE GRIL (A., v.o.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

MUSCLOR ET SHE-RA LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21), h. sp.

NATTY GANN (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e, (46-51-99-75) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

ORIANE (Franco-Vénézuélien, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PADRE NUESTRO (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

PEAU D'ANGE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Montparnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40).

PLENTY (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

PROFS (Fr.) : Forum-Orient Express, 1er (42-33-42-26).

RAMBO II (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (42-96-62-56).

RAN (Jap., v.o.) : Publicis-Matignon, 8e (43-59-31-97).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Capri, 2e (45-08-11-69).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

ROCKY IV (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Galaxie (ex-Paramount), 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

ROUGE BAISER (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Odéon ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

SECRET HONOR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-59-41).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SILVERADO (A., v.o.) : Espace Gaîté (v.o., v.f.), 14e (43-27-95-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24).

LE SOULIER DE SATIN (franco-portugais, v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LES SUPERFLICS DE MIAMI (A., v.o.) : Mercury, 8e (45-62-75-90) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Marivaux (ex-Paramount), 2e (42-96-80-40) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie (ex-Paramount), 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Montparnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

TARGET (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Paris Ciné, 10e (47-70-21-71).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).

TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27).

TUTTI FRUTTI (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; (v.f.) : Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Images, 18e (45-22-47-94).

UNE CRÉATURE DE RÊVE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; City Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Montparnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91).

VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT VAMPIRE ? (*) (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-62-41-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Montparnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

ZAPPA (A., v.o.) : Trois Luxembourg, Hsp 6e (46-33-97-77).

## *Les grandes reprises*

APOCALYPSE NOW (A.) (*) (v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-24-44-40).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).

LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CABARET (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).

CARMEN (Saura) (v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60) ; Reflet La Fayette, 9e (48-74-97-27).

CLÉO DE 5 A 7 (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LA CORDE RAIDE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DRAGÉES AU POIVRE (Fr.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

FANNY ET ALEXANDRE (Suédois, v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).

LE FLEUVE SAUVAGE (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).

FURYO (A., v.f.) : Club, 9e (47-70-81-47).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-96).

HAUTE PEGRE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES HOMMES DE LA MER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

JACK L'ÉVENTREUR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30).

MADEMOISELLE JULIE (A., v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON SACRÉ GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

NOSFERATU (All., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).

NOSTALGHIA (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ORFEE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

OMAR GATLATO (Egyptien) (v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41), (v.f.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

PARIS TEXAS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PÈRE DE LA MARIÉE (It., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (43-59-36-14).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

THEOREME (It.) (*) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

LES VISITEURS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

## *Les festivals*

ANIMATION (v.o.), Rialto, 19e (46-07-87-61) ; en alternance : Métal hurlant, le Chaînon manquant, le Roi et l'Oiseau.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (47-83-64-66) ; 16 h 05 : Chronique d'un amour ; 17 h 45 : Monica ; 19 h 20 : Indiscret ; 21 h : le Fleuve ; 22 h 45 : Pâques sanglantes.

Salle 1. COCORICOCINÉ - CRÉATEURS DU CINÉMA FRANÇAIS, Epée de Bois, 5e (43-37-57-47), 14 h, 16 h 30, 19 h : More ; jeu., 16 h 30, 19 h : Maîtresse ; mar., 14 h, 16 h 30, 19 h : Mauvaise conduite. — LA DERNIÈRE VAGUE (t.l.j., 22 h), mer. : Femmes, femmes ; Souvenirs d'en France.

Salle 2. COCORICOCINÉ - CRÉATEURS DU CINÉMA FRANÇAIS, 16 h 30, 19 h : Nous ne vieillirons pas ensemble. — LA DERNIÈRE VAGUE (t.l.j.), 22 h : Mourir à trente ans.

COMENCINI (v.o.), Panthéon, 5e (43-54-15-04), 18 h : Pain, amour et jalousie ; 20 h, 22 h : la Grande Pagaille ; 16 h : le Grand Embouteillage.

MARX BROTHERS (v.o.), Ranelagh, 16e (42-88-64-44), en alternance : Une nuit à l'Opéra ; la Soupe au canard ; Une nuit à Casablanca.

L. MOULLET, Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-41) : les Minutes d'un faiseur de films - Anatomie d'un rapport.

ROHMER, Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33), lun., 17 h : la Marquise d'O.

F. TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01), 17 h 20 : la Chambre verte.

WESTERNS (v.o.), Olympic-Marilyn, 14e (45-43-99-41) : Kid Blue.

## *Les séances spéciales*

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), ven., dim., lun. 22 h.

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 13 h 45.

CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 20 h.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), 20 h.

LES CHIENS DE PAILLE (**) (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), mer., sam., dim. 22 h.

COUP DE CŒUR (A., v. o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mer., jeu., dim., 22 h.

GERTRUD (Dan. ; v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), jeu., 22 h, lun., 14 h.

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21), dim., lun., mar., 17 h 45.

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65), 18 h 10.

INDIA SONG (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), sam., mar. 18 h.

KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mer., lun. 19 h, ven., sam. 21 h ; + Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) 15 h 45.

METROPOLIS (All., muet) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85), sam., 19 h, lun. 17 h 45.

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRES (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mar. 20 h 30.

PANIQUE A NEDDLE-PARK (**) (A., v.o.) ; St-Lambert, 15e (45-32-91-68), jeu., lun. 19 h.

LES PARENTS TERRIBLES (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), jeu., ven., sam., 16 h, dim., lun., 20 h.

PANDORA (A., v.o.) : Cinoches, 6e (42-71-52-36), 22 h.

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), jeu., mar., 21 h.

PINK FLOYD, THE WALL (A., v.o.). Boîte à Films, 17e (46-26-44-21), 22 h 20.

PROVIDENCE (Fr.) Templiers, 3e (42-72-94-56), jeu., mar. 22 h.

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (46-33-97-77), 12 h.

LA TERRE (Sov., v.o.) : Reflet-La Fayette, 9e (48-74-97-27), 14 h.

ZAPPA (Dan., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77), 12 h.

## LES FILMS NOUVEAUX

LA GITANE, film français de Philippe de Broca : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie (ex-Paramount), 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Montparnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (47-27-49-75) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Wépler Pathé, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LIBER KARL, film allemand de Maria Knilli (v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

MACARONI, film italien de Ettore Scola (v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06). V.f. : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse (ex-Paramount), 14e (43-35-30-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

RÉVOLUTION, film américain de Hugh Hudson (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Odéon (ex-Paramount), 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). V.f. : Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UNE NUIT DE RÉFLEXION, film britannique de Nicolas Roeg (v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14).

# RADIO-TÉLÉVISION

## VU

### Les milliards de la campagne

Savez-vous ce que coûtera la campagne pour les élections de mars 1986 ? Entre 600 millions et 1 milliard. De francs, pas de centimes. C'est le chiffre cité par les spécialistes du marketing politique, invités samedi 15 février par Michel Polac à « Droit de réponse », MM. Thierry Saussez (conseiller en communication de M. Jacques Chirac) et Michel Bongrand (conseiller en communication de M. Jean Lecanuet pour l'élection présidentielle de 1965, et de M. Raymond Barre aujourd'hui) notamment. Un chiffre considérable, jugé scandaleux et indécent par plusieurs autres participants de l'émission.

Tous les partis politiques, bien sûr, n'ont pas les mêmes moyens financiers et M. Yves Cochet, porte-parole des Verts et candidat écologiste dans le Nord, a chiffré la campagne de son parti à 50 000 F seulement. Un budget dérisoire comparé à ceux du PS et du PC. Le premier a été évalué par M. André Laignel, directeur de campagne du PS, à 50 millions de francs, le second par Pierre Zarka, membre du comité central du PCF, à 30 millions. Vrai ou faux (1) ? Les représentants du PS et du PC se sont engagés à rendre des comptes après le 16 mars.

On n'a pas su au cours de l'émission ce que le RPR et l'UDF, pour leur part, investiront. On n'a pas davantage su d'où provenait tout cet argent. Il faudra peut-être un autre « Droit de réponse » pour lever le mystère – français – du financement des partis politiques et des campagnes électorales.

Et la part de l'affichage publicitaire dans cette campagne ? Considérable elle aussi. Si l'on en croit Pierre Zarka, le PCF lui consacre 14 millions de francs. La preuve a-t-elle été faite qu'une partie de ces sommes apportait des voix, les quelques voix censées faire la différence ? Les affiches ne sont pour rien dans le résultat d'une élection, a affirmé Alfred Grosser. Et que se passerait-il si un parti politique n'affichait pas ? a demandé Jean-Luc Parodi. Sauf à admettre que les électeurs se déterminent sur un sourire ou sur un *« look »*, la question reste posée et l'expérience à tenter.

NADINE AVELANGE.

(1) Au « Journal inattendu de RTL », samedi 15 février, M. Laurent Fabius a estimé que le coût « *minimum* » d'une campagne pour une liste dans un département se situait entre 500 000 et 800 000 F.

## Lundi 17 février

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

**20 h 35 Spécial étoiles et toiles** (et à 22 h 15 et 0 h 50).
Le magazine de F. Mitterrand et M. Jouhando fête le cinquantième anniversaire de la Cinémathèque. Une grande soirée jusqu'à 2 h 30 du matin.

**20 h 40 Premier film : Le jour se lève.**
de Marcel Carné (1939). Avec J. Gabin, J. Berry, Arletty, J. Laurent, J. Baumer, B. Blier (N).
*Dans sa chambre d'une maison de banlieue cernée par la police, un ouvrier revit, pendant une nuit, l'histoire d'amour qui l'a conduit à un crime. L'apogée du mythe de Gabin dans le « réalisme poétique ». Un scénario de Jacques Viot superbement agencé, des dialogues de Prévert pour des acteurs comme on n'en voit plus, une narration cinématographique d'une originalité alors rare. On s'envole...*

**22 h 45 Journal.**

**23 h Deuxième film : les Amants du Capricorne.**
D'Alfred Hitchcock (1949). Avec I. Bergman, J. Cotten, M. Wilding, M. Leighton (v.o. sous-titrée).
*1831, en Australie. La rédemption morale d'un couple d'amants maudits, et socialement déchus. Le déchirement des passions, les égarements et la transformation d'Ingrid Bergman retrouvant la paix intérieure, ont une force, une beauté, qui ne furent guère appréciées à l'époque.*

**1 h 15 Troisième film : Dainah la métisse.**
De Jean Grémillon (1931). Avec C. Vanel, L. Clavius, H. Benglia, G. Dubosc, G. Fontan (N).
*Sur un paquebot allant vers les colonies, la femme d'un Noir, métisse passant pour une européenne, provoque un drame passionnel. Un film étrange, mutilé lors de son exploitation, désavoué par le réalisateur. Quel effet cela peut-il faire aujourd'hui ?*

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**20 h 35 Série : A l'est d'Eden.**
D'après J. Steinbeck, adapt. R. Shapiro, réal. H. Hart. Avec T. Bottoms, J. Seymour...
*Deuxième épisode d'un feuilleton adapté du célèbre roman de Steinbeck. Rivalité fraternelle, sombres passions, une saga sur trois générations, qui commence à la fin du siècle dernier. Une excellente série américaine.*

**22 h 10 Magazine : Les jours de notre vie.**
De D. Thibault. *La contraception au futur. Le point sur les différentes méthodes en expérimentation et bientôt proposées au public.*

**23 h 10 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 35 Cinéma : les Centurions.**
Film américain de Mark Robson (1966). Avec A. Quinn, A. Delon, G. Segal, M. Morgan, M. Ronet, C. Cardinale.
*Pendant la guerre d'Algérie, deux officiers parachutistes, anciens d'Indochine, s'opposent sur les méthodes destinées à réduire la rébellion. Aventures hollywoodiennes d'après un roman de Jean Lartéguy. A voir pour Delon.*

**22 h 45 Journal.**

**23 h 10 Boîte aux lettres.**
Magazine littéraire de Jérôme Garcin. *Spécial : François Nourissier.*

**0 h 5 Prélude à la nuit.**

### FR 3-PARIS ILE-DE-FRANCE

**16 h,** Cinéma : les Suspects, de M. Wyn ; **17 h 35,** Actualités de jadis (1951) ; **17 h 40,** Loups, bars et cie (la cuisine des marins) ; **18 h,** Sports magazine ; **18 h 55,** La panthère rose ; **19 h 5,** Atout PIC ; **19 h 15,** Informations ; **19 h 35,** Opération Condor.

### CANAL PLUS

**20 h 35,** Shaolin contre Ninja, film de R. Tai ; **22 h 10,** Étoiles et buts ; **22 h 30,** Boxe ; **23 h 30,** Basket américain ; **0 h 55,** Week-end sauvage, film de W. Fruet ; **2 h 25,** Les branchés débranchés.

### FRANCE CULTURE

**20 h 30** « La Poursuite », de Louis Van Delft. Avec C. Viret, A. Oumanski, H. Courseaux...
**21 h 30** Latitudes : musiques traditionnelles.
**22 h 30** La nuit sur un plateau, avec Gabriel Garran.

### FRANCE MUSIQUE

**20 h 30** Concert (donné à la Grange de Meslay le 5 juillet) : « Résonance », de Hoeller, « Symphonie de chambre nº 2 », de Schoenberg, par l'Orchestre des élèves des conservatoires nationaux supérieurs de musique de Paris et de Lyon, dir. P. Boulez.
**23 h** Les soirées de France-Musique.

## Mardi 18 février

### PREMIÈRE CHAINE : TF1

**20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Allô, oui ? J'écoute !**
Téléfilm de J. Pignol, sénario et dialogues J.-P. Gallard, avec J. Maillan, J.-P. Darras, F. David... (redif.)
*Une psychologue célèbre (Jacqueline Maillan) anime tous les jours dans une station de radio périphérique une émission à succès. A la suite d'une brillante intervention sur « le vol et les voleurs », elle retrouve son appartement... pillé. La dame mène seule son enquête.*

**21 h 45 Série : Les battants :**
*Cinquième et dernière émission d'une série brillante sur les chefs d'entreprise dont les employés, qui n'ont peur de rien, remettent leur société à flot et construisent l'avenir. Loly Clerc et Marianne Gosset ont mis leur nez dans la valse de Dédé de Vals (l'eau de Vals) ; Loly Clerc et Gérard Follin se sont penchés sur la bataille des bacs à fleurs.*

**22 h 40 Journal.**

**22 h 55 C'est à lire.**

### DEUXIÈME CHAINE : A 2

**20 h 35 Cinéma : French Connection.**
Film américain de William Friedkin (1971) avec G. Hackman, F. Rey, R. Schreider, M. Bozzuffi.
*En 1962, deux policiers américains de la brigade des stupéfiants sont aux prises à New-York avec les responsables de la filière française de la drogue. D'après un reportage, mais, avec Friedkin, le vrai n'est pas forcément vraisemblable. Gene Hackman se défonce dans la chasse à l'homme. Quelle course !*

**22 h 30 Magazine : Cinéma-cinémas.**
De A. Andreu, M. Boujut et C. Ventura.
*Au sommaire : des interviews d'Angie Dickinson, Gene Hackman et Christophe Lambert ; Elia Kazan raconte une séquence des « Visiteurs », un film qui ressort dans les salles ; Jazz et cinéma.*

**23 h 20 Série : Johnny Staccato.**
De R. Berg, réal. J. Pevney. Avec J. Cassavetes, E. Cianelli... (v.o. sous-titrée). Nº 1.
*Une série policière américaine, réalisée dans les années 50, avec John Cassavetes et quelques-uns des meilleurs musiciens de jazz de l'époque.*

**23 h 45 Journal.**

### TROISIÈME CHAINE : FR 3

**20 h 35 Cinéma : Cartouche.**
Film français de P. de Broca (1961), avec J.-P. Belmondo, C. Cardinale, O. Versois, M. Dalio, J. Rochefort.
*Sous la régence de Philippe d'Orléans, un petit voleur parisien devient un chef de bande qui s'attire la sympathie du peuple. La légende de Cartouche revue pour Belmondo, anarchiste « nouvelle vague » sous les costumes d'époque.*

**22 h 30 Journal.**

**22 h 55 Emissions régionales.**
*Chacune des douze régions compose son propre programme. Paris-Ile-de-France-Centre : Spécial musique.*

**23 h 55 Prélude à la nuit.**

### CANAL PLUS

**7 h 5,** Gym à Gym ; **7 h 15,** Top 50 (et à 12 h 10 et 20 h) ; **7 h 40,** Cabou Cadin (et à 11 h 45 et 17 h 15) ; **8 h 35,** Apocalypse now, film de F. Ford Coppola ; **10 h 55,** Anarchistes, grâce à Dieu ; **12 h 30,** Magazine : Direct ; **14 h,** Comme la Lune, film de J. Seria ; **15 h 25,** L'homme au bras d'or, film de O. Preminger ; **17 h 45,** 4 C + ; **18 h 25,** les Affaires sont les affaires ; **19 h,** Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; **19 h 5,** Zénith ; **19 h 40,** Tout s'achète ; **20 h 15,** Jeu : Starquizz ; **20 h 35,** Plus beau que moi, tu meurs, film de P. Clair ; **22 h 25,** Banzaï, film de C. Zidi ; **0 h,** les Distractions, film de J. Dupont ; **1 h 25,** Série : Mike Hammer ; **2 h 15,** Superstars.

### FRANCE CULTURE

**20 h 30** Le journal du corps.
**21 h 30** Diagonales, rencontres avec le chanteur Castelhmis et avec les musiciens ivoiriens.
**22 h 30** Nuits magnétiques.
**0 h 10** Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

**20 h 30** Musique ensembles (en direct du Grand Auditorium) : « Ragtime, pour onze instruments », « Deux poèmes de Balmont », de Stravinski, « Fresque », de Lejet, « Scènes de village », de Bartok, « les Messages de feue Mlle Troussova », de Kurtag, par l'Ensemble Musique vivante et les chœurs de femmes de Radio-France, dir. L. Heltay, sol. A. Csengery, soprano.
**22 h 30** L'univers non tempéré (en direct du Grand Auditorium) : Hossein Omumi, ney et chant, musique persane.
**0 h** Les soirées de France-Musique : Guido Cantelli à New-York.

## TRIBUNES ET DÉBATS

**LUNDI 17 FÉVRIER**

● *M. Pierre Joxe*, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, est invité à l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

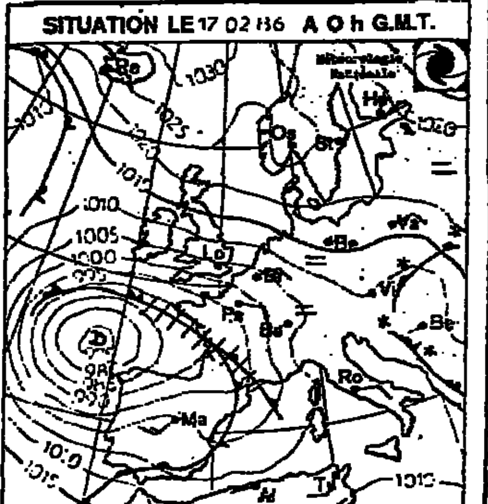
**MARDI 18 FÉVRIER**

● *MM. Jean Auroux*, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, et *Pascal Clément*, député UDF de la Loire, participent à un débat régional, comme têtes de liste du département de la Loire, sur Europe 1, à 19 heures.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 02 86 A 0 h G.M.T.




PRÉVISIONS POUR LE 18-02-86 DÉBUT DE MATINÉE

Météorologie Nationale

Averse – Pluie – Neige – Brouillard – Verglas dans la région

**Evolution probable du temps en France entre le lundi 17 février à 0 heure et le mardi 18 février à minuit.**

Une zone dépressionnaire centrée sur le golfe de Gascogne se déplace vers l'Est en se comblant ; elle génère des perturbations dont la partie active circule principalement sur le sud et l'est du pays.

**Mardi matin,** un ciel très nuageux ou couvert prédominera sur toutes les régions ; les nuages seront accompagnés de précipitations sur la moitié sud-est du pays, et elles pourront être abondantes sur les Pyrénées (neige au-dessus de 1200 mètres), ainsi que sur les régions à l'est du Rhône (neige au-dessus de 1000 mètres en moyenne).

De la Bretagne et des Pays de la Loire aux régions du Nord, des éclaircies apparaîtront progressivement par le Nord-Ouest.

Les vents, faibles à modérés en général, souffleront assez fort de secteur est près de la Manche, et assez fort de secteur sud de la Corse.

Les températures, encore légèrement négatives au lever du jour près des frontières du Nord-Est, atteindront l'après-midi 3 à 8 degrés sur la moitié nord, 7 à 12 degrés de l'Aquitaine aux Alpes, 12 à 14 degrés près de la Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 16 février, le second le minimum dans la nuit du 16 février au 17 février) : Ajaccio, 14 et 5 degrés ; Biarritz, 20 et 11 ; Bordeaux, 14 et 7 ; Bréhat, 7 et 4 ; Brest, 7 et 4 ; Cannes, 14 et 7 ; Cherbourg, 5 et 2 ; Clermont-Ferrand, 12 et 4 ; Dijon, 2 et 0 ; Dinard, 8 et 2 ; Embrun, 8 et – 1 ; Grenoble-St-M.-H., 11 et 2 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 11 et 1 ; La Rochelle, 12 et 5 ; Lille, 2 et – 4 ; Limoges, 10 et 5 ; Lorient, 6 et 5 ; Lyon, 8 et 2 ; Marseille-Marignane, 12 et 8 ; Nancy, 1 et – 5 ; Nantes, 10 et 4 ; Nice, 13 et 7 ; Paris-Montsouris, 6 et 1 ; Paris-Orly, 7 et 0 ; Pau, 17 et 7 ; Perpignan, 15 et 4 ; Rennes, 6 et 3 ; Rouen, 6 et – 1 ; Saint-Etienne, 10 et 3 ; Strasbourg, 0 et – 6 ; Toulouse, 15et 2 ; Tours, 6 et 3.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 11 ; Genève, 4 et 0 ; Lisbonne, 15 et 9 ; Londres, 2 et 0 ; Madrid, 14 et 3 ; Rome, 12 et 1 ; Stockholm, – 6 et – 16.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## PARIS EN VISITES

**MARDI 18 FÉVRIER**

« Coins ignorés du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt.

« L'hôtel de Chimay et l'Ecole des beaux-arts », 14 h 15, 13, quai Malaquais.

« Musée de la préfecture de police, illustrations des drames de la vie parisienne du XVIe siècle à nos jours », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes, s'inscrire : 42-60-71-62 (sauf lundi matin), après 18 h 30 : 45-48-26-17 (A. Ferrand).

« L'exposition Eaux-fortes de Rembrandt », Petit Palais, 14 h 30, tél. : Clio 47-34-25-25.

« L'Opéra », 11 h 30, vestibule d'honneur.

« Le musée Fragonard du parfum et le salon Opéra du Grand Hôtel), 15 heures, vestibule d'honneur de l'Opéra.

« La manufacture des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins.

« Promenade autour d'un monument : la Madeleine », 15 heures, entrée église.

« Expositions Pierre Balmain, les poupées et la mode », 15 heures, 10, place Pierre-Ier-de-serbie.

« Salons des réceptions officielles de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (I. Hauller).

« Dans les ateliers d'un tourneur restaurateur d'étain », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers (M. Ragueneau).

« Villas d'Auteuil de Guimard à Le Corbusier », 14 h 30, métro Ranelagh (P.-Y. Jaslet).

« Port-Royal et le jansénisme », 14 h 45, 123, bd de Port-Royal (M. Banassat).

« Le Marais, la place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé), ou 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (G. Botteau), ou 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

## CONFÉRENCES

ENA, 13, rue de l'Université, amphi Jean-Moulin : « La Banque française dans les années 90 », journée d'étude, tél. : 45-49-27-39.

Salle Chaillot Galliera, 28, avenue George-V, 14 h 30 : « Le Ramesseum : étude du temple jubilaire de Ramsès II, le décor, les rites », Mme Desroches-Noblecourt ; 17 heures : « Tzigane et franciscain, il y a cent ans mourait Frantz Liszt » (M. Meuhier-Thouret).

62, rue Madame, 19 heures : « les Etrusques ».

## EN BREF

### CIRCULATION

**FERMETURE D'UN PONT DANS LE VAL-DE-MARNE.** – Le pont suspendu du Port à l'Anglais, qui franchit la Seine et relie Alfortville à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), vient d'être fermé à la circulation automobile en raison du froid qui a rendu plus fragiles certains éléments métalliques de l'ouvrage. Des itinéraires de déviation ont été mis en place en direction de Choisy-le-Roi et d'Ivry-sur-Seine.

### COLLOQUE

**HISTOIRE DES PROGRAMMES ET DES JEUX A LA RADIO-TÉLÉVISION.** – Les comités d'histoire de la radiodiffusion et de la télévision et le groupe d'études historiques sur la radiodiffusion organisent le lundi 24 février au Service juridique et technique de l'information (69, rue de Varenne – *75007 Paris*), une *journée* d'études sur l'histoire des programmes et des jeux à la radio et à la télévision avec la participation de nombreux producteurs.
★ **Renseignements auprès de Caroline Manrfat, 47-09-28-95 ou Michèle de Bussière, 43-47-63-81.**

**ART ET COMMUNICATION.** – A la suite du premier colloque en Sorbonne sur « Art et Communication » organisé en octobre 1985, Robert Allezaud, président de Communication et esthétique, organise un séminaire sur « La communication et l'expression artistiques », au Centre culturel canadien (5, rue Constantine, 75005 Paris, tél. : 45-51-35-73). La première séance aura lieu vendredi 21 février de 18 à 20 heures, avec Derrick de Kerckhove, directeur du programme McLuhan à l'université de Toronto.
★ **Renseignements : Robert Allezaud, 54, avenue Mozart, 75016 Paris, 45-24-23-71.**

### CONSOMMATION

**LA CIGOGNE SUR MINITEL.** – Le Centre télématique d'information des consommateurs (CTIC), accessible par Minitel, a été inauguré le mercredi 12 février à Strasbourg. Créé à l'initiative des Associations populaires et familiales syndicales (APFS), il doit permettre à toutes les organisations régionales de consommateurs de *« développer le dialogue télématique avec les consommateurs »*. Financé en grande partie par le secrétariat d'Etat à la consommation, le budget prévu pour 1986 est de 500 000 F, dont 250 000 F ont été investis dans l'achat de deux ordinateurs. Y figurent déjà 1 200 pages d'informations regroupées dans huit rubriques : prix, logement, lois, santé, consommation-new look, pages pratiques, flash-infos et messagerie. D'ici au mois de septembre, le CTIC espère avoir emmagasiné 3 000 pages d'informations accessibles par le réseau local Gretel ou par Télétel.

### EXPOSITION

**OBJETS DU TROISIÈME TYPE.** – Des chaussures musicales, des moufles qui éclairent, une cravate qui change de couleur selon la température, un imperméable qui se zèbre d'éclairs avec un bruit de tonnerre, des cartes postales qui parlent, un mini-gratte-ciel catastrophe, etc. Ces objets aux allures de gadgets sont les dernières créations de concepteurs audacieux servis par la technologie moderne : ordinateurs, touches sensitives, luminescences, fibres optiques, cristaux liquides, infrarouges... On peut les admirer dans le cadre de l'exposition *« Tout néo tout beau »* qu'organise le Centre Georges-Pompidou du 20 février au 28 avril.
★ **Renseignements : 42-77-12-33.**

### HANDICAPÉS

**PANNEAUX EN BRAILLE A ANTIBES.** – Pour faciliter la visite par les non-voyants de son « jardin des parfums et des sculptures », le château-musée Picasso d'Antibes a fait installer, à portée de main, une pancarte en braille sous chaque sculpture ou plante.

### TOURISME

**HOTELS SUR MINITEL.** – Depuis le 5 février, il est possible en consultant le minitel de connaître les possibilités en matière de logement, sports, distractions, etc, de La Rochelle, Vichy, Angers, Carcassonne, Albi, Aix-en-Provence, Lille, Dunkerque, Nice, La Roche-Posay, Pralognan, Méribel et Château-Thierry. Les offices de tourisme et syndicats d'initiative de ces neuf villes proposent en effet plusieurs écrans d'informations selon cinq rubriques. Il était déjà possible depuis le 15 septembre dernier d'obtenir sur le minitel les numéros de téléphone des quelque deux mille sept cents offices de tourisme et syndicats d'initiative existant en France en formant le numéro 35-15-91-77 suivi du code TVINFO et le choix 6 Tourisme.

### TRANSPORTS

**L'HOMME ET LA VILLE.** – La RATP a décidé d'attribuer un prix annuel pour récompenser un ouvrage témoignant d'une recherche originale effectuée en France sur le thème « Les transports, l'homme et la ville » au cours des trois dernières années. Un jury composé d'universitaires, de chercheurs et de responsables de la RATP choisira le lauréat parmi les auteurs d'ouvrages proposant une approche ou des idées nouvelles. Les candidatures devront être adressées à la RATP avant le 26 février. Le lauréat recevra une somme de 15 000 F et son ouvrage sera publié.
★ **RATP, 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75271 Paris Cedex 06. Tél. : 43-46-41-24 ou 43-46-41-05.**

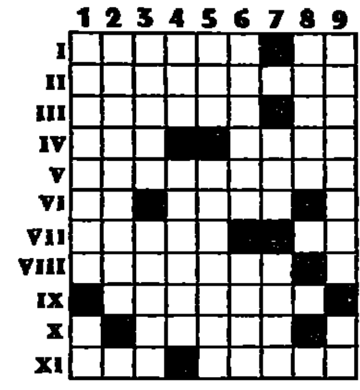
### VOYAGES

**LES PROVINCES FRANÇAISES AU MAROC.** – Du 10 au 20 avril, des Normands, des Bretons, des Basques, des Auvergnats, des Languedociens, etc, vont rencontrer leurs associations correspondantes au cours d'un voyage-mission exceptionnel au Maroc (Rabat, Fez, Marrakech et le Sud marocain). Renseignements et inscriptions : Centre des provinces françaises, 2, rue Achille-Luchaire, 75014 Paris.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4164



### HORIZONTALEMENT

I. Homme de barre. Symbole. – II. Ne marche qu'avec beaucoup de difficultés. – III. Se reconnaît à la morgue. Vieille langue. – IV. Spécialiste du cancan. Réunit de nombreux membres. – V. Réunion de gens engagés. – VI. Préposition. Amplifie. – VII. Peut se faire d'un trait. Sifflé. – VIII. Donne donc suite à son engagement. – IX. Hommes de génie. – X. Source de vie ou de mort. – XI. Se remet avec un bon verre. Certains y courent.

### VERTICALEMENT

1. Va parfois chercher très loin son élan. Papillon nuisible. – 2. Font des mouvements en plein air. – 3. Faire aller d'une branche à l'autre. Le résultat d'une réflexion ou d'un rêve. – 4. Elle est liée à un petit bassin ou il est lié à un grand. Evite l'accrochage ou recherche l'accroc. – 5. Peut être dans le sac. Se suit sans effort ou on en sort avec des difficultés. – 6. Source d'inspiration. Poisson nordique. – 7. Indéfini. Grandes divisions. – 8. Jadis, on était gentil avec elle, de nos jours on est turbulent. – 9. Destination finale d'un plan de vol. Le matin.

**Solution du problème n° 4163**

*Horizontalement*

I. Caricaturistes. – II. Navet. Narine. Pi. – III. Onomatopées. Li. – IV. Sac. Line. Lucane. – V. Trafic. Ah ! Lacet. – VI. Rit. Elastique. – VII. Edulcorées. – VIII. Do. Ré. Rein. Sien. – IX. Accessoire. En. – X. Mûrs. Tulipe. Ton. – XI. Ulysse. Gréco. – XII. Sapeur-pompier. – XIII. Iturée. Dîner. – XIV. Pressés. Thénar. – XV. Se. Semée. Etes.

*Verticalement*

1. Nostradamus. P.S. – 2. Canari. Oculaire. – 3. Avocate. Crypte. – 4. Rem. Dresseuse. – 5. Italiques. Sûrs. – 6. Tic. Stérées. – 7. Anon. Ecrou. Pesé. – 8. Tape-à-l'œil. – 9. Ure. Hariri. Mite. – 10. Riel. Senép (Pênes). Hé. – 11. Insulte. Egide. – 12. Se. Caisse (*voir ce mot*). Reine. – 13. Lacq. Internat. – 14. Epineuse. Oc. Ere. – 15. Si. Eté. Noir.

GUY BROUTY.

## JEU GAGNANT N° 26 – LOTO SPORTIF

| Equipe 1 | Equipe 2 | | | | Equipe 1 | Equipe 2 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 STRASBOURG | MEAUX | X | N | 2 | 9 ÉVRY | TOURS | 1 | X | 2 |
| 2 BASTIA | CHAUMONT | X | N | 2 | 10 RED-STAR | BORDEAUX | 1 | N | X |
| 3 PARIS-S.G. | MONTPELLIER | X | N | 2 | 11 LE HAVRE | RENNES | X | N | 2 |
| 4 LE CRÈS | R.C. PARIS | 1 | N | X | 12 LILLE | BREST | 1 | X | 2 |
| 5 SÈTE | BLÉNOD | 1 | N | X | 13 MOULINS | ROUEN | 1 | N | X |
| 6 PT-ST-ESPRIT | MARSEILLE | 1 | X | 2 | 14 LAVAL | ANGERS | 1 | X | 2 |
| 7 AUXERRE | SOCHAUX | X | N | 2 | 15 CONCARNEAU | LIMOGES | 1 | X | 2 |
| 8 NICE | MULHOUSE | 1 | N | X | 16 BEAUVAIS | LENS | 1 | N | X |

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 14 Févr. 1986 : 5 6 7 8 9 13 15

## LOTO SPORTIF N° 27 LISTE OFFICIELLE




TIRAGE des "7 Numéros de la Chance" Vendredi 21 Février 1986 à 20 h 30

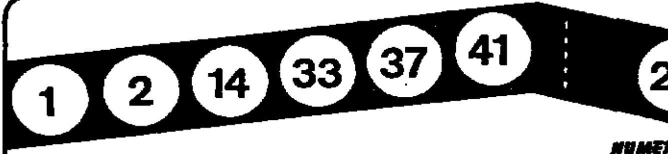
| Equipe 1 | Equipe 2 | | | | Equipe 1 | Equipe 2 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 AUXERRE | TOULON | 1 | N | 2 | 9 BREST | RENNES | 1 | N | 2 |
| 2 MARSEILLE | STRASBOURG | 1 | N | 2 | 10 NICE | NANTES | 1 | N | 2 |
| 3 LAVAL | MONACO | 1 | N | 2 | 11 GRENOBLE | GUEUGNON | 1 | N | 2 |
| 4 BORDEAUX | METZ | 1 | N | 2 | 12 LYON | THONON | 1 | N | 2 |
| 5 LILLE | BASTIA | 1 | N | 2 | 13 LE PUY | SÈTE | 1 | N | 2 |
| 6 LE HAVRE | TOULOUSE | 1 | N | 2 | 14 MULHOUSE | QUIMPER | 1 | N | 2 |
| 7 PARIS-S.G. | LENS | 1 | N | 2 | 15 LORIENT | ORLÉANS | 1 | N | 2 |
| 8 NANCY | SOCHAUX | 1 | N | 2 | 16 GUINGAMP | BEAUVAIS | 1 | N | 2 |

1 à 10 FOOTBALL 1re Division 11 à 16 FOOTBALL 2e Division

## NATIONAL LOTO N° 7



TIRAGE DU SAMEDI 15 FEVRIER 1986




NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 19 FEVRIER 1986 ET SAMEDI 22 FEVRIER 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

N'OUBLIEZ PAS : SAMEDI 22 FEVRIER 1986

**SUPER BONUS DE FEVRIER**

| | NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F) |
|---|---|---|
| 6 BONS Nos | 2 | 4 070 235,00 F |
| 5 BONS Nos + complémentaire | 34 | 111 730,00 F |
| 5 BONS Nos | 1 572 | 7 595,00 F |
| 4 BONS Nos | 79 730 | 145,00 F |
| 3 BONS Nos | 1 500 157 | 11,00 F |

BONUS DU SAMEDI 146 584

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 11,00 F X 2 = 22,00 F

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 16 février :

DES DÉCRETS

● N° 86-208 du 11 février 1986 portant application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services, en ce qui concerne les apéritifs à base de cidre et les apéritifs à base de poiré.

● N° 86-210 du 11 février 1986 modifiant le décret n° 85-1238 du 16 décembre 1985 pris en application de la loi n° 85-1321 du 14 décembre 1985 portant diverses dispositions relatives aux valeurs mobilières, au droit des sociétés et de la Bourse.

● N° 86-213 du 14 février 1986 modifiant les décrets n° 79-250 du 27 mars 1979 et n° 82-212 du 23 septembre 1982 fixant les montants des rémunérations versées aux stagiaires de formation professionnelle.

UN ARRÊTÉ

● Du 14 février 1986 fixant les modalités d'application du décret n° 82-935 du 29 octobre 1982 relatif aux indemnités d'hébergement et de transport des jeunes de seize à dix-huit ans bénéficiant des mesures prévues par l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982.

## PRESSE

### PHILIPPE LABARDE QUITTE « LA TRIBUNE DE L'ÉCONOMIE »

Philippe Labarde, directeur de la rédaction de *la Tribune de l'économie*, quotidien économique et financier du groupe AGEFI-Vie française-Tribune, que dirige M. Bruno Bertez, vient d'annoncer son départ à compter du 28 février, *« pour des raisons professionnelles »*, a-t-il déclaré, en ajoutant que ses *« rapports personnels avec M. Bertez se sont profondément tendus ces derniers mois »*.

Tout en soulignant que M. Bruno Bertez a tenu ses engagements sur le point de *« l'indépendance qu'il a laissée à la rédaction »*, Philippe Labarde déclare *« avoir acquis la conviction qu'il existe désormais entre eux une différence sur l'évolution à venir du journal et que, après un an d'expérience, ils ne tirent pas les mêmes conclusions »*. Le départ de Philippe Labarde, ancien chef du service économique du *Monde*, fait suite à celui de Jean-Michel Quatrepoint, lui aussi ancien rédacteur du *Monde*, et de Jacques Jublin, auparavant aux *Echos*, qui avaient assumé les fonctions, respectivement, de directeur général de l'AGEFI-*la Tribune* et de rédacteur en chef de *la Tribune*.

# MÉDECINE

## Mort suspecte dans une clinique pour vieillards

**Un rapport récent de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) rédigé à la demande de Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, met gravement en cause le fonctionnement d'un établissement privé lyonnais accueillant en *« long séjour »* quatre-vingt-cinq personnes âgées. Les enquêteurs de l'IGAS estiment nécessaire la fermeture de cet établissement. Evoquant en outre les décès de pensionnaires survenus dans des conditions suspectes, ce rapport a été transmis, pour information, au parquet de Lyon. La direction de l'établissement qualifie de tendancieuses les conclusions du rapport. On indique d'autre part, de bonne source, que l'IGAS mène actuellement d'autres enquêtes sur des établissements similaires à Paris et dans la banlieue parisienne.**

De notre envoyé spécial

Lyon. – Un joli scandale ou une triste histoire ? Un dossier délicat à coup sûr que celui du Centre de cure médicale Bellecombe, près du parc de la Tête-d'or, dans le sixième arrondissement de Lyon. Centre de cure médicale : l'erreur – ou la faute – commence avec cette dénomination tendancieuse pour un immeuble dont la fonction actuelle est d'héberger sur cinq étages quatre-vingt-cinq personnes âgées, malades, parfois démentes, qui n'ont pu trouver place ailleurs. Un hébergement « long séjour », comme on dit en langage administratif quand on veut parler de l'attente de la mort.

Comment peut-on reconvertir à moindre frais une maternité lyonnaise – la clinique de la Tête-d'or fermée en 1980 pour *« manquements graves »* à la législation sur l'interruption volontaire de grossesse ? En centre de gériatrie : Lyon manque d'établissements d'hébergement long séjour. Mme Lise Faucon, déjà gestionnaire de la maison de retraite de la Combe, à Calluire, fait valoir un projet d'établissement à but lucratif. La société Bellecombe est créée. Mme Faucon en est le PDG, et, les autorités ayant donné leur accord, le centre ouvre en janvier 1981.

*Un rapport officiel d'inspection met gravement en cause le centre de long séjour Bellecombe à Lyon.*

Une PDG à la quarantaine autoritaire, qui ne cache aucunement son peu de sympathie pour les syndicats en général et la CGT en particulier ; une importante rotation de personnel (200 à 250 personnes en cinq ans pour un effectif de quarante-neuf). l'atmosphère à Bellecombe n'était pas vraiment détendue. Après l'augmentation des prix de journée en 1985, un comité de défense des familles est créé, puis un conflit éclate et la direction attaque la CGT en diffamation.

En haut lieu, l'affaire est rapidement évoquée. Une enquête est confiée à l'inspection générale de l'action sanitaire et sociale qui aboutit à la rédaction d'un rapport de trente-quatre pages assorti de nombreuses annexes. Le constat est sévère. *« L'atmosphère du centre*, est-il rapporté, *est empoisonnée et la direction en porte l'entière responsabilité par son souci de l'ordre coûte que coûte, son esprit paternaliste et sa phobie quasi maladive de la CGT. »*

Concernant la qualité des soins prodigués aux malades et la surveillance dont ces derniers font l'objet, le constat est plus alarmant. Ainsi les inspecteurs s'interrogent-ils sur le décès d'une personne hospitalisée, retrouvée morte le 17 octobre 1985 après être tombée de son lit dans la nuit. Fracture du col du fémur non diagnostiquée et non surveillée ? Pathologie cardiaque majeure et irréversible, comme le pense le docteur Durrafour, médecin du centre. Toujours est-il que l'IGAS a estimé les faits assez graves pour transmettre son rapport au parquet de Lyon.

Devant le nombre des anomalies constatées (organisation défectueuse, manquement aux soins et au secret médical, incompétence, etc.), les inspecteurs conseillent la fermeture de l'établissement. La direction de Bellecombe s'apprête à répondre point par point aux accusations qui lui sont portées. Elle est décidée a conserver, coûte que coûte, l'hébergement de ses personnes âgées moyennant 228,40 francs par jour.

Quant aux pensionnaires, ils paraissent infiniment loin du conflit dont ils font l'objet. Beaucoup sont grabataires. D'autres sont déments. Aucun d'entre eux ne critique la qualité des soins qu'on veut bien ici leur prodiguer.

JEAN-YVES NAU.

● *Transplantation cardiaque en Arabie saoudite.* – Le docteur Mohammad Rachid Al Faqih a déclaré le 16 février, qu'une transplantation cardiaque, la première réalisée sur un enfant au Proche-Orient, avait été pratiquée à Ryad (Arabie saoudite).

L'une des grandes difficultés pour les transplantations en Arabie saoudite, selon les responsables hospitaliers, est de convaincre les parents ou les survivants que les dons d'organes sont utiles et possibles. Les chefs religieux ont toutefois décrété qu'il était possible de transplanter sur des musulmans des organes de chrétiens ou de juifs. Ils n'ont pas précisé, en revanche, si l'inverse était autorisé. – *(AP.)*

# RELIGION

### TURIN FAIT LA GUERRE AU DIABLE

Avec ses deux millions d'habitants, le plus grand diocèse d'Italie, Turin se mobilise contre le diable. Son archevêque, le cardinal Ballestrero, vient de nommer six exorcistes – au lieu de trois précédemment – pour répondre, semble-t-il, à des besoins accrus.

Face à la concurrence des exorcistes amateurs, le cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, vient d'écrire à tous les évêques que *« quiconque ne peut prononcer des exorcismes s'il n'a pas obtenu une permission de l'évêque »*. L'exorciste, dit encore le nouveau code de droit canon, doit être *« un prêtre pieux, éclairé, prudent et de vie intègre »*.

Le rituel (bénédictions, impositions) date du concile de Trente, mais un nouveau est en préparation. L'exorciste doit surtout chercher à distinguer, chez un possédé, si son cas relève véritablement du démon.

# LE CARNET DU Monde

### Naissances

– **Caroline et Bertrand GARNIER**

ont la joie d'annoncer la naissance de

**Colin,**

le 6 février 1986.

47, rue des Mathurins,
75008 Paris.

– **Alain LE GUERN et Claire CSERNEL**

ont la joie d'annoncer la naissance de

**Mathilde,**

le 30 janvier 1986 à Paris.

8, villa Briez,
92270 Bois-Colombes.

### Mariages

– **Martine PECHARMAN**

et

**Alain PETIT**

sont heureux de faire part de leur mariage à Paris, le 8 février 1986.

### Décès

– Mme Henriette Besnaïnou,
Katia Besnaïnou,
Claudine et Victor Drame,
Pierre et Carole Besnaïnou,
André et Nina Besnaïnou

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jules BESNAINOU,**

survenu à Palma-de-Majorque, le 10 février 1986.

3, allée Paul-Fort,
95200 Sarcelles.

– Mme André Biast,
Jean et Annie Perrot
et leurs fils,
M. et Mme Paul Chassagne,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. André BIAST,**
directeur départemental adjoint honoraire des impôts,

survenu le 1er février 1986, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu au cimetière d'Eaubonne.

– Mme Roger Jacob,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Roger JACOB,**

survenu le 14 février 1986.

L'inhumation aura lieu le mardi 18 février, à 15 h 45, au cimetière de Vaucresson (Hauts-de-Seine), dans le caveau de famille.

34, rue Poussin,
75016 Paris.

– Mme Roger Peaucelle,
son épouse,
Suzanne Halle,
ses enfants et petits-enfants,
Jacques Peaucelle,
Bénédicte Peaucelle,
Jean-Noël et Françoise Peaucelle
et leurs enfants,
Michel et Marie-Danièle Lelong
et leurs enfants,
Denis et Marie-Françoise Peaucelle,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Mme René Peaucelle,
Mme Georges Froissart,
ses belles-sœurs,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Roger PEAUCELLE,**
ingénieur des Arts et Manufactures,

survenu le 15 février 1986, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie sera célébrée en l'église Saint-Eloi, 3, place Maurice-Fontenay, 75012 Paris, le mercredi 19 février, à 13 h 45.

– Le président et le conseil d'administration de l'organisation CODEC-UNA

ont la douleur de faire part du décès de

**M. André-Jules REIGNIER,**
ancien membre du Conseil économique et social,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

leur ancien directeur général,
survenu le 11 février 1986, dans sa soixante-dix-huitième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le vendredi 14 février, à Saint-Etienne-l'Allier (Eure).

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Augustin, à Paris-8e, le mercredi 19 février, à 9 heures.

Organisation CODEC-UNA,
rue du Chemin-Blanc,
91167 Longjumeau.

– Mme Jean, François Robidaire,
son épouse,
Caroline, Clémentine, Magali,
ses enfants,
M. et Mme Jean Robidaire,
Mme Behm,
ses parents,
Mme Jacques Duroux,
sa belle-mère,
M. et Mme Raymond Brajou,
ses grands-parents,
Mme et M. Pierre Loeper,
ses sœur et beau-frère,
M. et Mme Paul Robidaire,
ses oncle et tante,
MM. et Mmes J. M. Martin, Yannick Duroux, Joël Duroux,
ses beaux-frères et belles-sœurs,

ont la douleur de faire part du décès accidentel du

**capitaine de corvette**
**Jean ROBIDAIRE,**
chevalier de la Légion d'honneur,

disparu en mer le 10 février 1986, dans sa trente-neuvième année.

Une cérémonie religieuse aura lieu à Lorient, le mardi 18 février.

Branroc'h 56670 Riantec.

### Remerciements

– La famille de
**Jean-Michel BAQUÉ**

exprime son sentiment de profonde reconnaissance à toutes les personnes qui se sont associées à sa peine.

– Très émus par l'immense solidarité qui les a entourés lors de la disparition brutale de

**Claude JULLIEN,**

Denise Jullien-Bloch, ses enfants et sa famille remercient ceux qui leur ont témoigné tant de sympathie et d'affection.

### Communications diverses

– « Les Mariannes, unies vers la cité », fondées par Edwige Avice, Edith Cresson et Yvette Roudy, vous invitent à une conférence, le mardi 18 février, à 18 h 30, 23 *bis*, rue du Moulin-de-la-Vierge, à Paris-14e. Madeleine Rebérioux, directrice du musée d'Orsay, historienne, exposera « L'histoire du mouvement ouvrier et l'histoire du féminisme. »

– Le Club Femme 2000, sous la présidence de Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, vous invite à une « table ronde » Identité, sectes, libertés.

*Les sectes dans la France d'aujourd'hui ?*

Comment devient-on membre d'une secte ?... et qui ?...

Conditionnement : engagement.

Pourquoi cette demande ?

le 19 février 1986, à 20 h 30, au Centre de conférence du Panthéon, 16, rue de l'Estrapade, 75005 Paris.

Avec la participation de Thierry Baffoy, ethnologue, codirecteur du laboratoire d'ethnologie des sectes université Paris-VII ;

Roger Ikor, écrivain, fondateur de l'association CCMM (Centre contre les manipulations mentales) ;

Alain Vivien, député de Seine-et-Marne, rapporteur de « Les sectes en France, expression de la liberté morale ou facteurs de manipulations ? » ;

et des associations intéressées.

– Le Centre juif d'art et de culture organise le mardi 18 février, à 20 h 30, une projection-débat : « *Psy-show, entre mère et fille, l'holocauste* », avec MM. J.-P. Winter, psychanalyste, et Ph. Grauer, psychothérapeute, à son siège, 68, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris. Renseignements : 48-05-28-60.

– Le Centre d'études et recherches internationales (CERI) organise le vendredi 21 février, de 15 heures à 18 heures, à son siège, 4, rue de Chevreuse, une rencontre sur le thème : « La gauche israélienne face à la question palestinienne et au problème des territoires occupés. » Ce débat sera animé par M. Arieh Ya'Ari, directeur de la revue *New Outlook (Tel-Aviv)*, et introduit par M. Louis-Jean Duclos.

### Soutenances de thèses

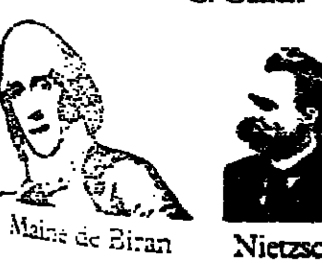
**DOCTORATS D'ÉTAT**

– Université François-Rabelais à Tours, mardi 18 février, à 14 h 45, Mme Gisèle Oprandi-Tessier : « Contribution à une étude de la créativité verbale chez l'enfant. Approche systémique de la poésie à l'école élémentaire. »

– Université Paris-X-Nanterre, samedi 22 février, à 9 heures, salle C 26, Mme Catherine Chabert : « Le Rorschach en clinique adulte. Interprétation psychanalytique. »

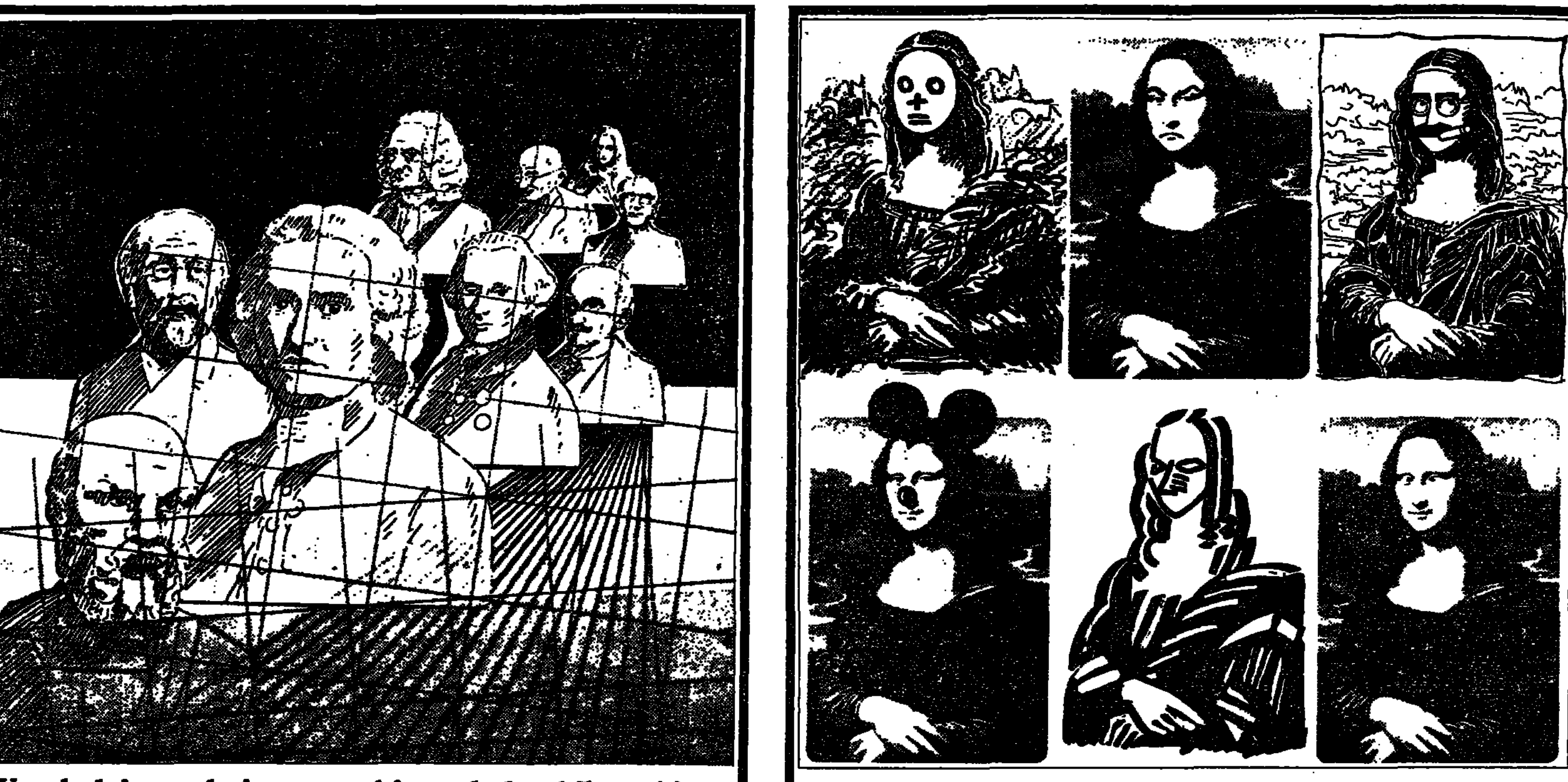








EN plus des 16 ouvrages illustrés dans ces pages, figurent également dans la collection **Grands Dictionnaires** les volumes suivants: Dictionnaire du bridge par Georges Versini. — Dictionnaire de démographie par Roland Pressat. — Dictionnaire des échecs par François Le Lionnais et Ernst Maget. — Vocabulaire de l'éducation sous la direction de Gaston Mialaret. — Dictionnaire de l'évaluation et de la recherche en éducation par Gilbert de



**Vocabulaire technique et critique de la philosophie**

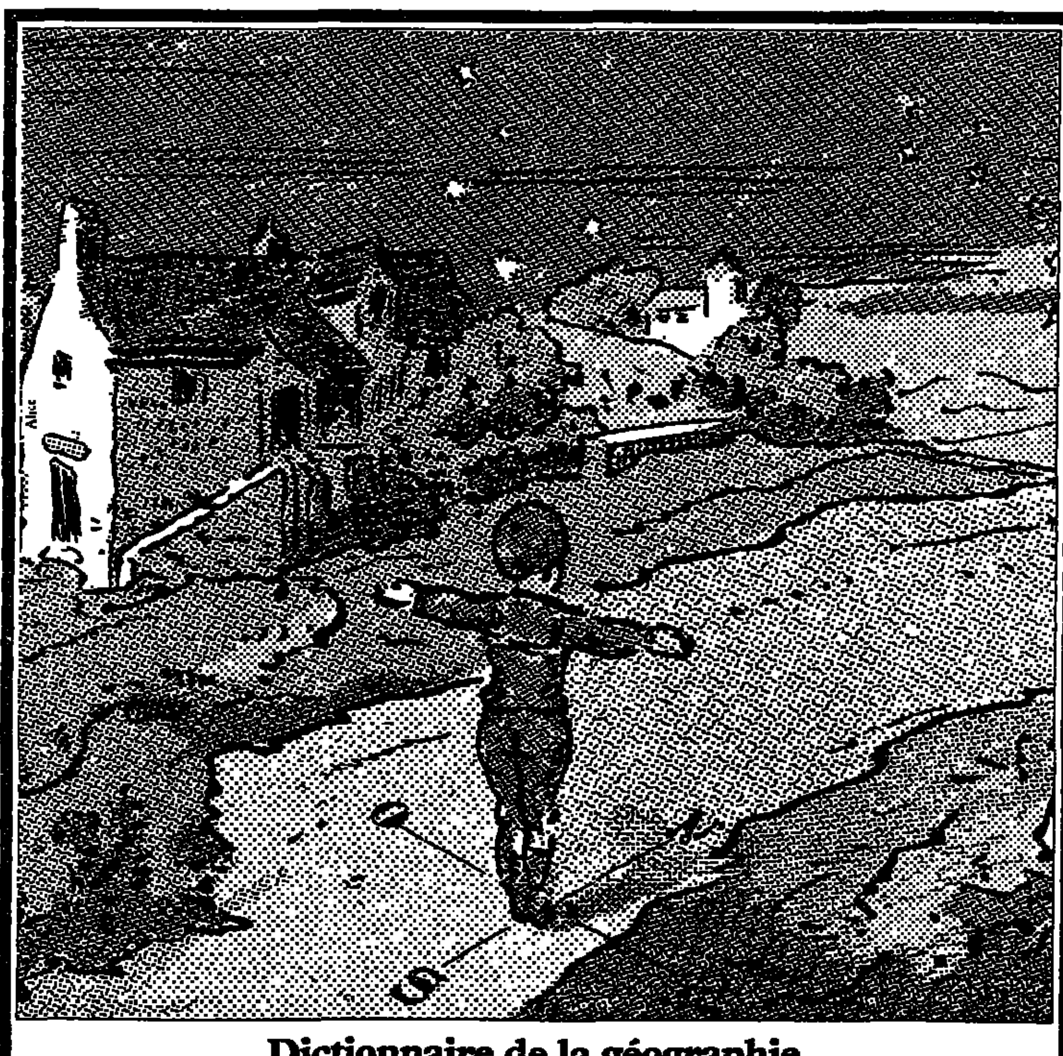
*Par André Lalande et avec la collaboration de la société française de philosophie*

Etudier les termes philosophiques dont le sens présente un intérêt fondamental; présenter des définitions sémantiques propres à éclairer la signification d'un mot et à écarter autant que possible les erreurs; donner des renseignements historiques, bibliographiques, documentaires; affermir la valeur du langage philosophique: tels ont été les buts des auteurs du présent vocabulaire qui ont eu pour souci, enfin, d'inclure également la terminologie existentialiste et celle de la philosophie des sciences. puf

**Dictionnaire d'histoire de l'art**

*Par Jean-Pierre Néraudau*

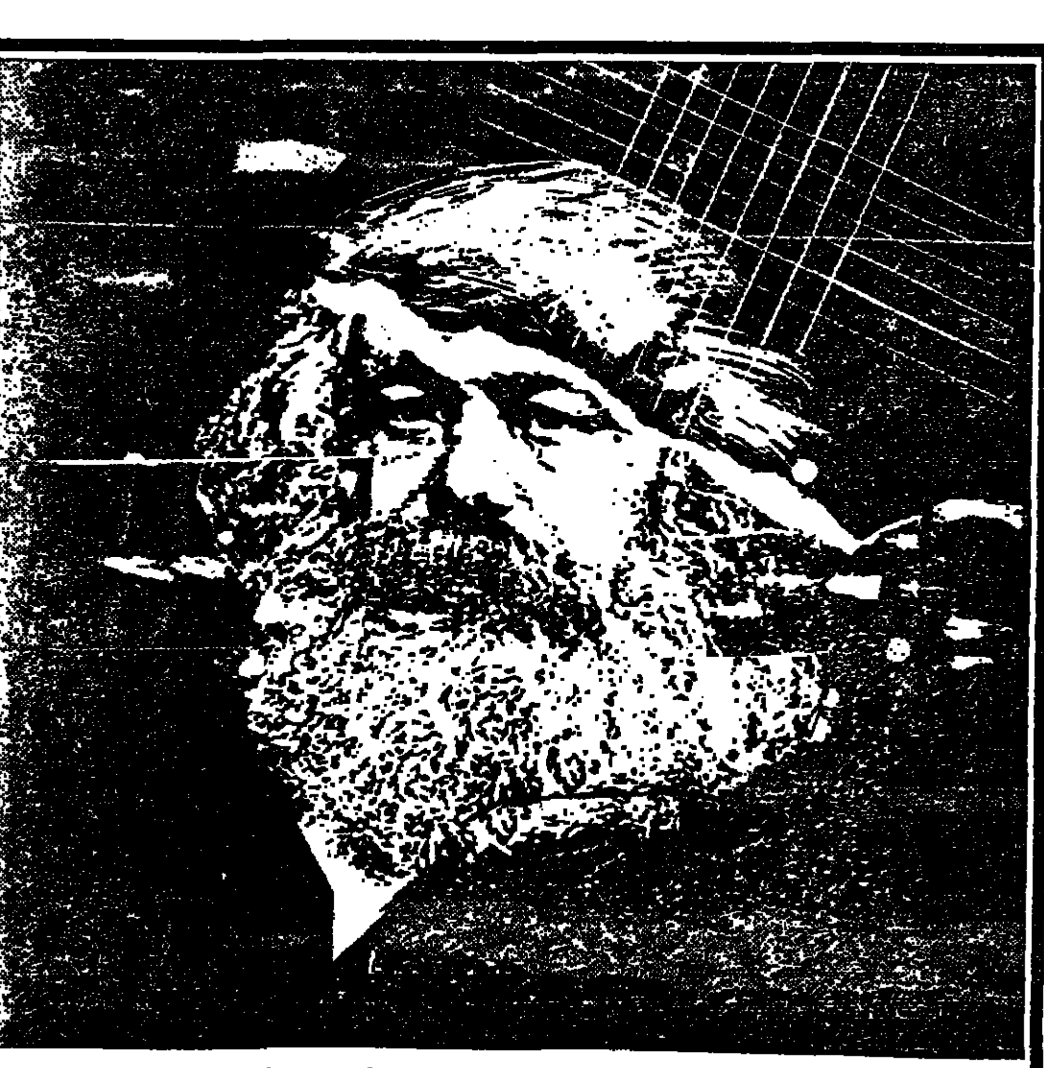
Ce dictionnaire offre un vocabulaire de base permettant de nommer les éléments constitutifs d'une œuvre d'art et de la décrire, depuis sa conception jusqu'à sa présence dans la rue. Plus qu'un lexique, ce livre propose une réflexion sur les mots qui est le premier pas vers une réflexion plus large sur les choses qu'ils désignent et leur insertion dans l'histoire générale de la civilisation. C'est une invitation à prendre possession des œuvres en apprenant à les regarder et à voir en elles l'aboutissement d'une lutte entre un homme et une matière. puf



**Dictionnaire de la géographie**

*Sous la direction de Pierre George*

Puisant dans le vocabulaire de nombreuses disciplines voisines, la géographie avait besoin d'un dictionnaire bien à elle. La pédagogie de la géographie repose sur un langage et sur un patrimoine de définitions, fruit de longues discussions, d'accords et de conventions. C'est ce patrimoine dont le présent dictionnaire fait l'inventaire. Plus qu'un simple instrument de référence, il constitue une introduction épistémologique et méthodologique à l'étude de la géographie. Plus de 3000 entrées, 57 illustrations. puf



**Dictionnaire critique du marxisme**

*Publié sous la direction de Georges Labica et Gérard Bensussan*

La qualité de l'accueil réservé à cet ouvrage, a conduit les auteurs à une refonte faite d'approfondissements, de compléments nombreux et de mises à jour. L'ouvrage constitue donc une véritable "somme", comportant désormais près de 500 "entrées". Chaque définition propose une histoire du terme, de la notion ou du concept, non seulement selon ses diverses occurrences chez Marx et Engels, mais aussi dans le devenir, fût-il contradictoire de la théorie et de ses principaux représentants, jusqu'à nos jours. puf

Landsheere. — Voc
tique par André Le
Mounin. — Vocabula
naire de la mytholo
philosophique par Pa



Manuel alphabétique de ps



Dictionnaire cri

ment dans la collectio
du bridge par Georg
ionnaire des échecs pa
s la direction de Gaston
ication par Gilbert d



**stoire de l'art**

*Néraudau*

nettant de nommer les éléments constituants
eption jusqu'à sa présence dans la rue. Plus
r les mots qui est le premier pas vers une
et leur insertion dans l'histoire générale de
ssion des œuvres en apprenant à les
tte entre un homme et une matière. puf



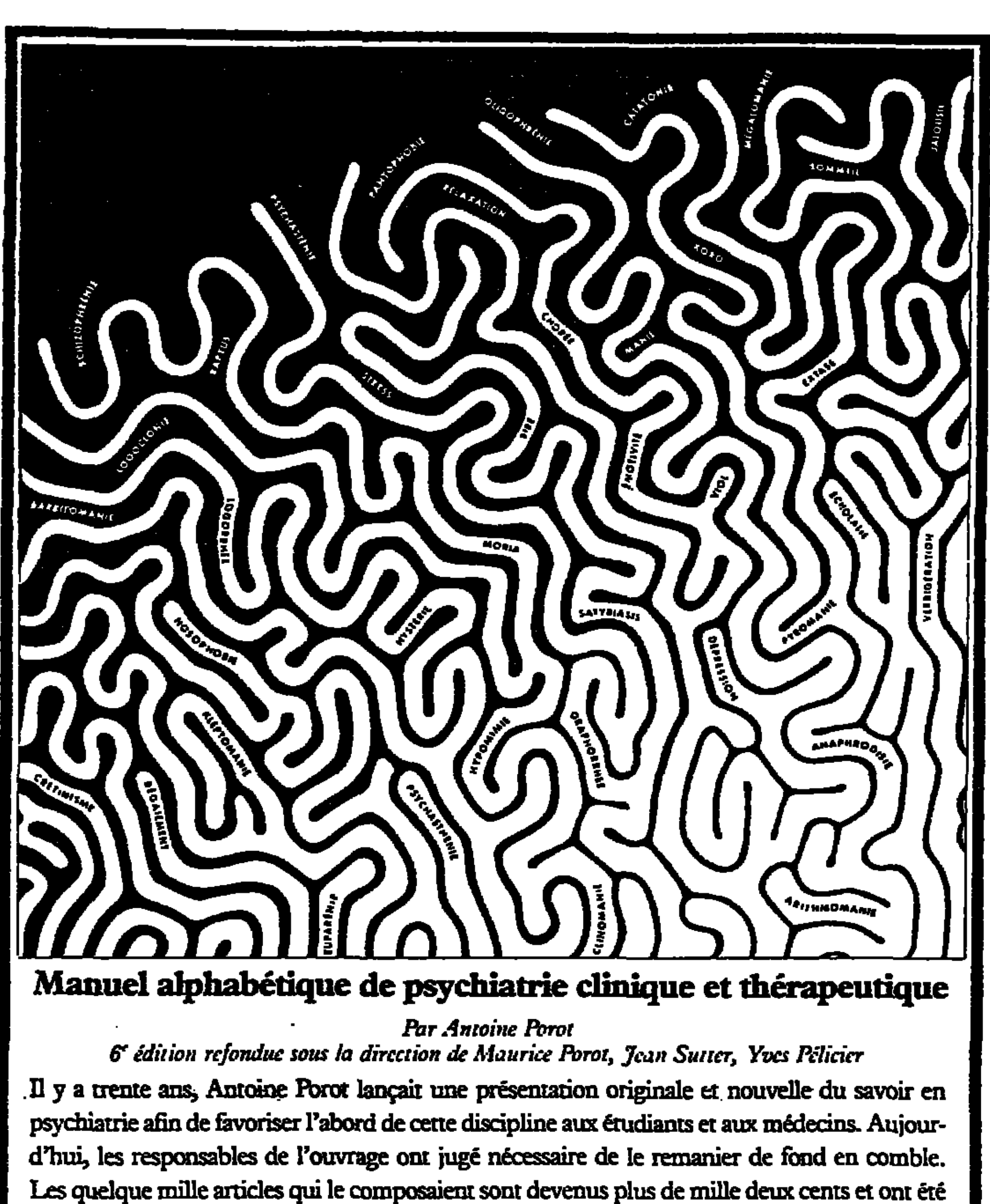
**du marxisme**

*ica et Gérard Bensussan*

t les auteurs à une refonte faite d'appro-
es à jour. L'ouvrage constitue donc une
0 "entrées". Chaque définition propose
pt, non seulement selon ses diverses
ans le devenir, fût-il contra-
sentants, jusqu'à nos jours. puf



Landsheere. —Vocabulaire éthologique par Armin Heymer. —Dictionnaire de l'informatique par André Le Garff. —Dictionnaire de la linguistique sous la direction de Georges Mounin. —Vocabulaire du marxisme (français-allemand) par Gérard Bekerman. —Dictionnaire de la mythologie grecque et romaine par Pierre Grimal. —Dictionnaire de la langue philosophique par Paul Foulquié. —Dictionnaire de poétique et de rhétorique par Henri Morier.




**Manuel alphabétique de psychiatrie clinique et thérapeutique**

*Par Antoine Porot*
*6e édition refondue sous la direction de Maurice Porot, Jean Sutter, Yves Pélicier*

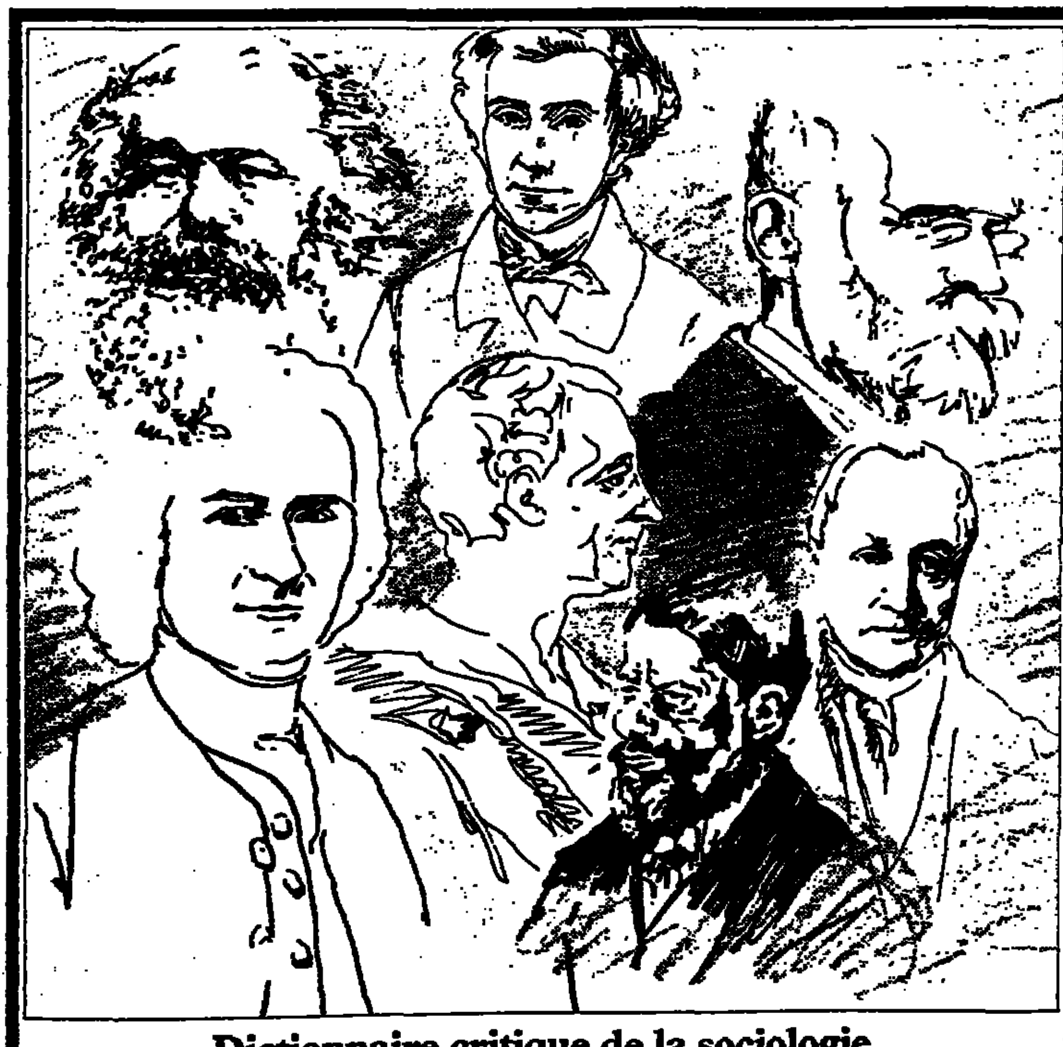
Il y a trente ans, Antoine Porot lançait une présentation originale et nouvelle du savoir en psychiatrie afin de favoriser l'abord de cette discipline aux étudiants et aux médecins. Aujourd'hui, les responsables de l'ouvrage ont jugé nécessaire de le remanier de fond en comble. Les quelque mille articles qui le composaient sont devenus plus de mille deux cents et ont été regroupés en soixante-dix rubriques. Au total, près de cent personnes ont collaboré à cette sixième édition, entièrement nouvelle, mais fidèle à l'esprit de son auteur initial. puf




**Dictionnaire de la langue pédagogique**

*Par Paul Foulquié*

L'ambition de cet ouvrage est d'offrir un inventaire méthodique de termes utilisés par les sciences de l'éducation, mais aussi par des disciplines connexes comme la psychologie ou la morale. Chaque mot s'éclaire d'indications d'ordre étymologique et sémantique qui aident à en saisir les résonances et les harmoniques. Mais l'essentiel est constitué de citations empruntées aux théoriciens de la pédagogie, aux éducateurs de renom, aux penseurs et aux écrivains, qui confirment ou infirment la définition proposée. 1200 entrées environ. puf



**Dictionnaire critique de la sociologie**

*Par Raymond Boudon et François Bourricaud*

Trois règles de la méthode sociologique sont défendues et illustrées dans ce dictionnaire : se garder d'expliquer les phénomènes sociaux par les exigences supposées et souvent imaginaires de la "totalité" dont relèvent ces phénomènes; traiter les faits sociaux comme des phénomènes d'agrégation ou de composition résultant de la rencontre d'actions individuelles; éviter les théories générales. Ni encyclopédie, ni lexique, ce dictionnaire s'efforce d'aborder les questions fondamentales de la sociologie et de débusquer les idées reçues. puf



**Dictionnaire général du surréalisme et de ses environs**

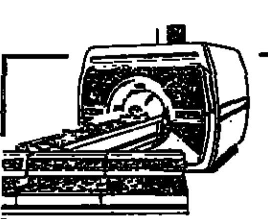
*Sous la direction d'Adam Biro et de René Passeron*

Ce dictionnaire ne se contente pas d'être un "who's who" du surréalisme, mais considère les pays, les œuvres marquantes, les groupes, les œuvres et les concepts comme des entrées aussi nécessaires que les personnes. C'est pour la première fois l'amour fou, la poésie, la liberté, l'utopie concrète, la raison comme "assimilation continue de l'irrationnel", l'imagination, qui entrent dans un dictionnaire, en plus de 1350 entrées, 640 illustrations, dont 41 en couleurs. C'est la totalité du champ surréaliste qui est ainsi passée en revue. puf



# L'UNIVERS DE LA GESTION

# Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde



## THOMSON-CGR

### METTRE L'ÉLECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**Imagerie médicale.** Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.*

### CONTRÔLEUR DE GESTION

*Au sein de la Direction du Contrôle de Gestion de notre Groupe.*
*Vous êtes responsable • pour un ensemble de filiales (en France et à l'étranger):*
*– de l'**analyse** des résultats.*
*– de l'**assistance** aux problèmes d'organisation et de fiabilité des systèmes d'information.*
*– de **missions d'audit** de gestion:*
*• pour l'ensemble de nos activités:*
*– vous assurez l'analyse d'un ou deux paramètres stratégiques.*
*– vous participez à la mise en place des procédures de suivi correspondantes.*

*Des déplacements de courtes durées à l'étranger sont à prévoir pour ce poste basé à Paris.*

*De formation **Grande École de Commerce ou DESS Gestion.** vous avez acquis une expérience d'environ 10 ans dans une société industrielle ou commerciale de préférence en **milieu international.***

*La maîtrise de l'anglais est indispensable. (Réf. 1/LM)*

### CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

*Auprès du Responsable administratif et financier de notre **filiale en R.F.A.** (C.A. 145 millions DM – 450 salariés),*

*• vous êtes responsable, en liaison étroite avec les responsables opérationnels, du contrôle de gestion et du contrôle budgétaire, des activités industrielles, commerciales et d'après-vente,*

*• vous participez à l'élaboration des procédures administratives et de gestion de la filiale.*

*• vous assurez la centralisation de contrôle et l'émission des documents du reporting.*

*Ce poste est basé à ESSEN (R.F.A.).*

*Vous maîtrisez parfaitement l'allemand et connaissez l'anglais.*

*De formation **École de Commerce ou maîtrise de gestion** vous avez acquis une expérience d'environ 3 ans dans le contrôle de gestsion opérationnel en milieu informatisé.* *(Réf. 2/LM)*

*Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et prétentions), à : THOMSON-CGR – Service du Personnel. 33, avenue du Maine. B.P. 50 – 75015 PARIS. en indiquant la référence du poste choisi.*




HAVAS CONTACT

---

## BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8me

recherche pour sa Direction Financière

## COLLABORATEUR Classe V ou VI H/F

connaissant les marchés et produits financiers ainsi que leur fiscalité. Des connaissances plus particulières sur le marché obligataire français, primaire ou secondaire, seraient appréciées.
L'allemand et/ou l'anglais parlé est souhaité mais pas indispensable.

Adresser C.V. sous référence 601 à CEPIAD, 135, avenue de Wagram, 75017 Paris. Monsieur A. Dannenberger vous garantit la discrétion.

---

*Dans le cadre du développement de sa clientèle, grande Banque française recherche pour la*

GESTION DES COMPTES DE PARTICULIERS

## 2 exploitants

CLASSE V à VII

• Expérience clientèle privée.
• Très bonne connaissance des opérations de Bourse, placements et titres.
• *Anglais souhaitable.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 9388 à :

**Organisation et Publicité**

*2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.*

---

**ECS** - leader sur le marché de la location d'ordinateurs I.B.M. recherche

## Assistant de gestion H/F

Vous aurez la responsabilité de la gestion de dossiers commerciaux : des contrats d'achats de machines et de la facturation des clients jusqu'au calcul des commissions.

Vous êtes titulaire d'une maîtrise de Gestion ou équivalent et votre goût des relations humaines allié à votre sens de l'organisation feront de vous l'interlocuteur privilégié de nos Agences Commerciales.




**Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence LB/563 à ECS, Relations Humaines, 16, rue Washington 75008 Paris.**

CURRICULUM

---

## Créer la fonction de controller

Notre Société, basée en banlieue parisienne, a pour vocation la commercialisation de produits de coiffure professionnels. Filiale française d'un *Groupe international employant 4 200 personnes à travers le monde*, nous créons aujourd'hui le poste de Controller.

Responsable et animateur d'une équipe de 7 personnes, il assure les missions classiques d'une Direction Financière et Comptable. Il dépend directement du Directeur Général France et reporte au Controller Europe.

Sa mission prioritaire consiste à développer l'utilisation de l'informatique et à mettre en place des outils performants en matière de gestion de stocks, "cost control" et recouvrement.

A 30 ans minimum, vous avez acquis au sein d'une Direction Financière une expérience d'au moins 5 ans incluant, de préférence, des responsabilités d'encadrement. Vous connaissez la comptabilité et le reporting anglo-saxons et avez utilisé l'informatique.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous parlez couramment l'anglais.

A la fois gestionnaire et organisateur, vous souhaitez évoluer et élargir vos responsabilités actuelles.

**COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser sous la référence 028/30 à M. Georges KRASNOVSKY, en indiquant votre rémunération actuelle.**




SOURCES

---

**BANQUE PRIVÉE**

Paris
recherche
Pour son Service **"Trésorerie Back Office"**

## CHEF DE SERVICE ET/OU ADJOINT CHEF DE SERVICE

Charge de suivre et de contrôler les comptes et les différents mouvements de trésorerie toutes devises.
Ce poste implique :
- une parfaite connaissance des opérations de change et trésorerie.
- une formation bancaire de base approfondie.
- une expérience professionnelle (5 ans) dans un service similaire.
- une réelle capacité d'encadrement,
- le sens de la responsabilité.
- solides connaissances informatiques.

Les points suivants seront particulièrement appréciés :
- diplôme profession bancaire ou équivalent.
- anglais.
- libre rapidement.

*Merci d'adresser curriculum vitae détaillé avec prétentions à HAVAS-CONTACT, 1. place du Palais-Royal. 75001 PARIS. sous réf. 79527M, qui transmettra.*

HAVAS CONTACT

---

BANQUE AMERICAINE INTERNATIONALE RECHERCHE UN

## Assistant/contrôle de gestion

- Diplômé de l'enseignement supérieur (maîtrise de gestion. DECS, Ecole de Commerce option finances/comptabilité), vous avez 25 ans environ, une première expérience professionnelle acquise dans un cabinet d'audit ou dans une banque et votre maîtrise de l'anglais est excellente.
- Sous la responsabilité du Contrôleur de Gestion. vous préparez les rapports mensuels : tableaux de bord. bilans, comptes d'exploitation. Ce poste implique une bonne pratique de l'informatique et de la micro. de la comptabilité anglo-saxonne et de la fiscalité française.
- Une évolution intéressante au sein du département est offerte à un candidat de valeur dans un environnement bancaire de premier plan.
- Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite. CV. photo et rémunération souhaitée sous réf. 230 à ANNE PERRU CONSEIL 3, rue de Liège 75009 Paris. qui transmettra votre dossier.

---

Pour faire face à son développement, le Département Financier d'une importante banque privée recherche

## JEUNES COLLABORATEURS HF

BTS COMPTABILITE OU EQUIVALENT

A un candidat titulaire d'un BTS comptabilité ou équivalent, nous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, FCP...).

Une expérience préalable de la fonction serait appréciée. Toutefois, nous étudierons avec attention les candidatures de débutants.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. en précisant sur l'enveloppe la référence 3993/LM à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

---

**Nous sommes l'un des leaders de la grande distribution. Nous recherchons pour renforcer notre service AUDIT, des :**

## Auditeurs internes

**MISSION :**
**Contrôler le respect des procédures comptables et de gestion *dans nos filiales de distribution.***

**PROFIL :**
- **jeune diplômé DECS complet (ou équivalent)**
- **Une expérience de 2 à 3 années serait appréciée**
- **Disponible et motivé.**

**Le poste est basé à PARIS.**

**Notre développement important permet à des candidats de valeur de larges possibilités d'évolution.**

**Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1917 à Lévi-Tournay/Asscom 31, Bd. Bonne-Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.**

---

**P.M.I. en forte croissance recherche son**

## Responsable Administratif et Financier h/f

**Sous l'autorité directe du D.G., vous serez chargé de la gestion financière, des relations avec les banques, du développement informatique, de l'organisation de la société. Vous serez également responsable du Département «Achats». Vous serez assisté d'une comptable qualifiée et d'une aide-acheteuse. Vous êtes de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et avez au minimum 5 ans d'expérience d'encadrement dans ce type de fonction.**
**Ce poste varié, autonome, et à larges responsabilités vous permettra de valoriser vos qualités d'organisateur et votre autorité naturelle.**

**Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à : PROCONECT S.A. 2, rue d'Estienne d'Orves 94110 ARCUEIL.**

LEVI-TOURNAY / ASSCOM

---

**CADRE de FORMATION PROFESSIONNELLE**

*Salaires :*

**150 000 à 175 000 francs/an**

Le Centre Yves BODIGUEL

Recrute

## SON RESPONSABLE DE FORMATION

en maintenance micros et mini-systèmes informatiques.

Le niveau D.U.T., 5 ans d'expérience professionnelle dans une ou plusieurs entreprises.

Lieu de travail MEUDON-LA-FORET.

Le travail consiste à participer en équipe à la formation professionnelle d'adultes dans les métiers de la maintenance soit en formation continue, soit en stage agréé d'un an.

La compétence technique et des aptitudes à l'enseignement seront appréciées par un essai professionnel, des tests et les entretiens.

Ecrire avec C.V. et Photo à FGMM/CFDT, 5, rue Mayran - 75009 PARIS qui transmettra

PLURIAL

# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

---

TECHNIQUES D'OPTRONIQUE et de TRAITEMENT DE L'IMAGE

PARIS-OUEST.
Entreprise française
en pleine expansion,
leader dans ses activités, recherche son

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Chargé d'encadrer une équipe d'Ingénieurs Technico-commerciaux, de définir avec la Direction Générale les grands axes d'une stratégie commerciale France et Export, et d'en assurer la réalisation.

De formation technique supérieure (ingénieur ou universitaire), cet animateur, âgé de 35 à 45 ans, doué des qualités relationnelles d'un vrai commerçant, mènera à bien des négociations de haut niveau.

Une expérience réussie de 5 à 10 ans dans des fonctions similaires est souhaitée.

*La rémunération, particulièrement motivante, sera fonction de l'expérience et du profil.*

Adresser candidature avec c.v., photo et rémunération actuelle s/réf. 886 à Axial Publicité - 27, rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmettra.

---



*le signe du succès*

Comelog

## DIRECTEUR D'AGENCE

*S.A. au capital de 2 200 000 F*
*200 personnes - 45 M.F. de C.A.*
*60% d'expansion en 1985*
*7 agences*

Le Service, le Conseil, l'organisation, et les techniques informatiques sont notre métier. Nous développons notre activité de façon importante dans le secteur tertiaire à Paris. Pour cela nous avons décider de compléter notre équipe d'un DIRECTEUR D'AGENCE.

Il aura pour mission :
• le développement commercial • la gestion d'équipes d'ingénieurs • la responsabilité d'un centre de profit.
Le candidat devra prouver son efficacité commerciale et son sens du management.

*Adressez lettre manuscrite + C.V. sous réf. DA 12 à COMELOG*
*7, rue Louis David 75016 Paris*

NCcommunication

---

L'UNIVERS DE LA GESTION

RANK XEROX

## ANALYSTE DE GESTION H/F

### (HEC, ESSEC, Sup de Co., Ecole d'Ingénieur + MIAGE)

Au sein de notre Direction Planification et Contrôle de Gestion, nous recherchons un jeune Analyste de gestion (débutant ou 1ère expérience).
Sa mission consistera à :
• participer à l'élaboration du plan financier de la Société en interface avec la Direction Maketing,
• analyser les résultats pour établir les plans d'action,
• mener des chantiers ponctuels à la demande de la Direction Générale.

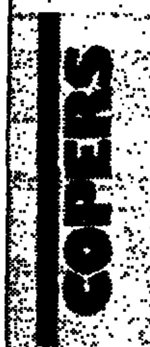
Le candidat sera rapidement intégré dans le Service Chiffre d'Affaires (7 personnes). Autonome, il saura faire preuve d'initiative. Homme de négociation, il saura être un interlocuteur responsable dans les négociations et les relations interfonctions.
Votre évolution dans notre société, aussi bien dans le domaine financier que dans d'autres domaines, sera fonction de votre réussite dans le poste.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. G.LM.71 à Stéphane Roussel Rank Xerox Direction des Ressources Humaines 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.



média-system

---





agrr

Après plus de 30 ans d'existence et de développement, nous sommes aujourd'hui l'une des premières caisses inter-professionnelles de retraite et de prévoyance. Nos produits, parfaitement adaptés aux entreprises et sans cesse améliorés, sont gérés par l'intermédiaire de nos Centres de Gestion, implantés dans toute la France. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un

## DIRECTEUR DE CENTRE DE GESTION

Basé à Rennes, vous devrez encadrer et animer une équipe de 20 personnes ; vous serez, en outre, responsable d'un budget ainsi que de l'exploitation de l'informatique (IBM 36).

Homme ou femme, vous avez entre 28 et 35 ans et une bonne formation de base. Vous avez managé une petite équipe pendant quelques années et êtes familiarisé à l'outil informatique. Vous êtes mobile, très disponible et, surtout, vous bénéficiez d'une grande ouverture d'esprit.

La rémunération est motivante et les frais sont remboursés au réel.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre candidature (curriculum vitae, photo, rémunération actuelle), sous la réf. LM/200, à notre Conseil, COPERS - 1, rue Moncey - 75009 PARIS, qui étudiera votre dossier.

A.G.R.R. : Association Générale de Retraite par Répartition.

MEDIA BA

---

MATTEI
Location de véhicules
recherche pour
RÉGION SUD-EST

## DIRECTEUR COMMERCIAL

bac + diplôme école supérieure de commerce + anglais courant + expérience location véhicules, 35 ans environ, bonne présentation.

Adresser lettre, manuscrite avec c.v. détaillé + photo et prétentions à MATTEI direction du personnel BP 25, 13266 Marseille Cedex 08.

---

L'Association centre d'accueil et aide aux toxicomanes des Hauts-de-Seine recherche

## 1 DIRECTEUR (TRICE)

pour diriger et coordonner les activités de sa structure d'accueil et de son atelier de formation (production menuiserie). Formation et exp. dans le secteur socio-éducatif souhaitée.

Env. CV au 9, av. Beauséjour 92500 Rueil-Malmaison.

---

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL D'ÉPINAY-SUR-SEINE

recherche son

## DIRECTEUR

(Rémunération nette annuelle : 168.000 F)

Pour assurer la coordination des missions de l'Agence :
– aide à l'implantation et au développement des entreprises locales ;
– soutien à la création d'entreprises ;
– animation et information du secteur économique local.

*Ce poste conviendrait à un diplômé d'école supérieure de commerce (H.E.C. - E.S.S.E.C., SUP de CO) possédant un première expérience du milieu des P.M.E.*

Adr. lettre de candid. et C.V.
*M. le député maire*
HOTEL DE VILLE
3, rue Quétigny
93800 ÉPINAY-SUR-SEINE.

---

### Grande banque privée

*recherche le*

## Directeur de son agence de Beaulieu

***Exploitant classe V, VI,*** *vous avez déjà prouvé vos compétences professionnelles lors de vos expériences précédentes.*
*Vous êtes un bon spécialiste de la gestion de clientèle privée et avez également de bonnes connaissances en gestion de clientèle PME/PMI.*
*Vos qualités personnelles : goût et facilité dans les contacts à tous niveaux, mais aussi sens de l'organisation et une forte motivation pour une activité commerciale viennent compléter heureusement vos connaissances techniques.*

*Nous vous remercions d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 1519 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.*

---

## Directeur Financier

### Pour un Projet d'Equipement de Grande Envergure au Sud-Est Asiatique

Filiale d'un important groupe français, nous allons réaliser, avec une équipe internationale, un important projet de haute technologie. Ce sera la responsabilité du Directeur Financier qui nous rejoindra de prendre en main, d'abord à Paris, puis sur le site jusqu'a achevement de la réalisation, tous les aspects financiers et économiques de ce projet non seulement les contrôles comptables, les tresoreries (en differentes devises), le reporting, la liaison avec les différents partenaires, mais aussi la maîtrise et le respect des clauses contractuelles côte clients et administrations locales et côté sous-traitants. D'une façon générale, la coordination de l'ensemble du projet.
Adjoint direct du Project Manager, ce poste de confiance intéresse une personnalité forte à tous points de vue, alliant la vigilance et l'efficacité aux qualités de contact.
Toutes ces qualités trouveront leur plein épanouissement dans un schéma d'entreprise qui privilégie une grande responsabilisation de tous les cadres impliqués par cette realisation.
De formation Grande Ecole, completee par une option finance-comptabilité, gestion... vous justifiez, à 35 ans minimum, d'une expérience administrative et financiere approfondie, acquise au niveau de competence requis, à l'occasion de grands projets a l'etranger.
Anglais langue de travail.
Premier contrat expatrie a duree de chantier, confirmé à durée indéterminée si objectifs atteints. Ce poste est base dans une ville importante avec résidence possible en famille. Il est assorti d'une rémuneration élevée et d'avantages divers.
Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature sous reférence 56 8104 M a notre Conseil Christian SUTTER qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

---

Important Groupe de BTP
recherche

## Attaché Direction Financière H/F

Agé de 27 à 33 ans environ, vous avez une formation Grande Ecole de Commerce complétée de préférence par un **DECS ou Droit** ainsi qu'une première expérience dans un des domaines suivants : **audit, banque ou secteur financier BTP.**
Dans le cadre de la gestion financière du Groupe, vous participerez plus particulièrement :
- à l'étude, à la négociation et au suivi des prises de participations intervenant en conséquence de la politique de diversification et de développement.
- à la fonction ingénierie financière et relations avec les banques.
Pour ce poste basé à Paris, l'anglais est nécessaire et la rémunération ouverte sera fonction de la formation et de l'expérience.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. 5386 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris qui transmettra.

---

CRÉDIT MUTUEL
AUVERGNE - BOURBONNAIS

recherche

## ADJOINT AU RESPONSABLE DES CRÉDITS PROFESSIONNELS

- Vos diplômes de la profession bancaire et votre expérience de plusieurs années dans ce secteur d'activité vous ont permis d'acquérir une connaissance parfaite notamment des crédits professionnels et du contentieux commercial ainsi que la maîtrise de l'analyse financière.
- Vous souhaitez évoluer dans une banque régionale en pleine expansion ou sous l'autorité du responsable du service.
- Vous participerez à la gestion et au développement du portefeuille artisans, commerçants, PME, professions libérales.

*Ecrivez-nous*

Envoyez c.v. + lettre manuscrite + photo à Crédit Mutuel, 67, boulevard La Fayette, 63000 Clermont-Ferrand.

---

Société industrielle française, recherche pour l'une de ses usines produisant des équipements électro-mécaniques, située en région SUD-OUEST

## UN DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT

Ingénieur diplômé et possédant une solide et complète expérience de l'animation et de l'organisation des fabrications en petite et moyenne série.

Outre la gestion générale de l'unité, la fonction comporte une action importante de développement de produits nouveaux et une autre de promotion qualité.

L'effectif de l'usine est d'environ 100 personnes.

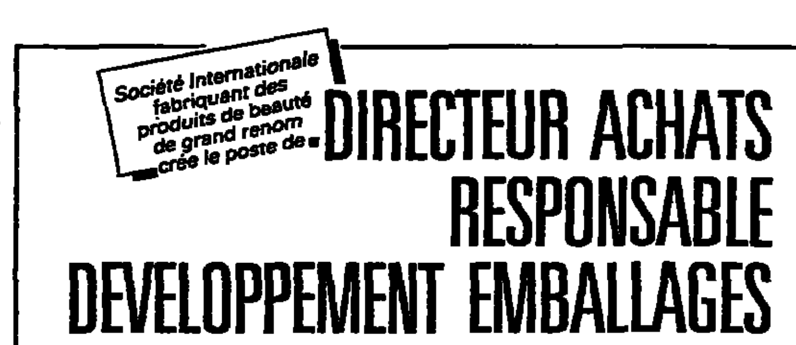
Merci d'adresser d'urgence votre dossier de candidature sous référence 1802 à



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

---





## DIRECTEUR ACHATS RESPONSABLE DEVELOPPEMENT EMBALLAGES

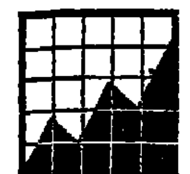
Répondant au Vice Président de la région, vous encadrerez le Département Développement nouveaux produits et assurerez la coordination avec le Département composants basiques.
Vous aurez en charge le développement et la coordination avec les USA de tous nouveaux produits (verre - plastique - carton - métal) et de toutes nouvelles présentations dans les meilleures conditions de qualité, d'esthétique, de délais et de rentabilité.
Si vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine «packaging», et si vous êtes parfaitement bilingue Français-Anglais vous pouvez rejoindre l'une de nos plus importantes usines de production et de distribution près de LILLE.

Merci d'adresser CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 60175 à CONTESSE PUBLICITE, 16, Place du Général-de-Gaulle, 59800 LILLE q.tr.

CONTESSE

---





E INTERNATIONALE
PARIS 8me

RATEUR Classe V ou VI
H/F

S COMPTES DE PARTICULIERS

xploitants

CLASSE V à VII

ntroller



IONALE RECHERCHE UN

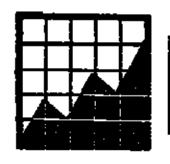
le de gestion

BORATEURS H/F

ROFESSIONNELLE

) francs/an

E FORMATION



# DIRECTIONS
Nationales et Internationales

## Directeur du personnel
### Paris

FILIALE FRANCAISE DE PRODUCTION et DE DISTRIBUTION D'UN GROUPE PHARMACEUTIQUE MULTINATIONAL, 250 personnes, nous cherchons notre DIRECTEUR DU PERSONNEL.

*28 ans minimum, de formation supérieure (IEP, ESC, 3e cycle universitaire)*, parlant bien l'anglais, vous avez, comme responsable ou comme adjoint, acquis une pratique solide des techniques modernes de la gestion du personnel de vente, de siège et de production.

Homme de conception, vous êtes également à l'aise dans le quotidien et l'opérationnel, et un interlocuteur habile à créer un climat de confiance et de rigueur autour de vous.

L'intégralité de la fonction vous est confiée. Mais il vous revient de la créer, d'automatiser l'administration, de définir avec le soutien du directeur général les principes d'une politique de *relations sociales et de gestion des ressources humaines efficace et adaptée, et cela dans un contexte scientifique fortement internationalisé.*

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 465, à Catherine de La Roche Saint André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEDIA PA




MEMBRE DE SYNTEC

## DIRECTEUR TECHNIQUE DE HAUT NIVEAU

**Composants Electroniques**

Important Groupe Industriel Français - 3600 personnes, 11 filiales France et étranger - recherche pour l'une de ses divisions de produits grande série, un Directeur Technique de haut niveau.

Il est responsable du pilotage technique de cette activité (marchés télécommunication, informatique et électronique). Pour cela, il s'appuie sur 2 équipes, l'une chargée des Etudes et Développement, l'autre de la Production, Ordonnancement et Méthodes.

Dans un contexte de concurrence internationale vive, son objectif est d'assurer la compétitivité de ces produits et de les maintenir au plus haut niveau technologique.

Ingénieur mécanicien, il a déjà une expérience réussie dans une fonction technique opérationnelle et sur des produits grande série. Créatif, il sait motiver et entrainer une équipe vers la réussite et l'expansion.

Poste basé au MANS (72).

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 4919 à l'agence DESSEIN - 15 rue du Louvre - 75001 Paris.

Nous sommes une société d'**Etudes et de Contrôle Technique.**

Notre métier : **aider nos clients** (propriétaires et gestionnaires de patrimoines immobiliers équipés de chauffage collectif) **à optimiser l'exploitation de leurs installations de chauffage.**

Pour maîtriser notre rapide et très forte expansion, nous renforçons notre organisation et recherchons :

## DIRECTEUR D'OPERATIONS

Interface entre le client et la société d'exploitation, il est responsable de l'exécution de la convention qui nous lie à notre client (contrôle technique et administratif des contrats d'exploitation). Il anime une equipe de techniciens qui interviennent sur le terrain.

Pour pouvoir acceder a cette fonction, vous avez au moins 35 ans, une formation technique type **CNAM, BS Marine** ou BTS, et plusieurs annees d'expérience dans l'exploitation et/ou l'installation de chauffage et climatisation. Vous avez une experience réussie de l'animation d'équipe.

Lieu de travail : Paris, Ile de France (avec deplacements).

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'envoyer votre dossier de candidature, en *indiquant la reférence 3101 M à notre Conseil* ***ACTIMAN*** qui vous garantit une discrétion absolue.

SOURCES 2

264 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris




## Secrétaire général
## Paris

Cette entreprise française (400 millions de F. de C.A.) exploite les activités de plusieurs armateurs sur des lignes régulières (marine marchande).

*Son effectif, hors personnel navigant, est d'une centaine de personnes.*

Elle recherche aujourd'hui son SECRETAIRE GENERAL

Assisté d'une quinzaine de personnes, dont un spécialiste du contentieux maritime, il sera rattaché au Directeur Général. Il prendra en charge l'ensemble de la fonction juridique, la gestion du personnel sédentaire, les relations sociales et les services généraux.

Le candidat recherché a une excellente formation juridique et une expérience similaire d'au moins 8 ans, acquise de préférence dans une entreprise de prestations de services.

Il est, en outre, capable de travailler en anglais.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 602 117 M (à mentionner sur l'enveloppe).




BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris



# emplois régionaux — emplois régionaux

SUD-OUEST

## Entrez dans l'industrie pharmaceutique

Notre position de leader et notre fort développement dans la production pharmaceutique, parapharmaceutique et chimique nous conduisent à accentuer nos efforts dans l'organisation industrielle de nos 18 sites.

*Le Directeur industriel de nos trois sites du Sud-Ouest a besoin aujourd'hui de renforcer sa structure pour construire sa politique industrielle de demain et recherche donc :*

### Bras droit du directeur industriel

Véritable interface entre les 3 sites, vous prendrez en main la validation de nos idées et des vôtres (standardisation, choix d'implantation, investissements, etc.) et leur développement avec les Responsables Méthodes des sites.

Ingénieur, votre experience de ce type de responsabilité en entreprise ou en cabinet vous donne à présent l'envie d'accroître votre niveau de responsabilité. (Ref. C/BDD/LM)

### Responsable méthodes

Responsable de celles-ci sur un site, vous mettrez en place les solutions qui vous permettront d'accroitre sa productivité et notamment la GPAO.

Diplômé ou autodidacte, votre expérience réussie des Méthodes sur un site industriel a développé votre sens de la rigueur et de l'innovation, votre capacité d'écoute et votre sens aigu des relations humaines. (Réf. C/RME/LM)

*La taille de notre Groupe et l'intérêt que nous portons à cette fonction vous ouvrent des possibilités d'évolution à la hauteur de votre potentiel.*

*Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence choisie,* à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

MEDIA PA

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS




# GABON recrute

## PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

**Le ministère de l'Education nationale de la République gabonaise recherche pour la rentrée 1986-1987 :**

### PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

P.E.G.C., licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et province. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

### PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.-C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
- Constructions métalliques ;
- Mécanique automobile ;
- Mécanique entretien ;
- Electromécanique ;
- Construction mécanique (dessin industriel) ;
- Dessin du bâtiment ;
- Froid, climatisation ;
- Electronique ;
- Plomberie, installations sanitaires (B.P. + expérience) ;
- Secrétariat (B.T.S. minimum).

### INSTITUTEURS

Normaliens titulaires C.A.P. ou diplôme instituteur pour enseignement 1er degré.

Avantages pour tout personnel : logement gratuit assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités : avantages familiaux et sociaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après obtention diplôme (tout pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui.

| | | |
|---|---|---|
| B.T.S. ou D.U.T. | Indice 325 = | 5.728 F.F. |
| Instituteurs (C.A.P.) | Indice 325 = | 5.728 F.F. |
| Licenciés | Indice 325 = | 5.728 F.F. |
| P.E.G.C.-C.A.E.C.E.T. | Indice 350 = | 6.048 F.F. |
| Maîtrise | Indice 515 = | 8.160 F.F. |
| Certifiés | Indice 665 = | 10.080 F.F. |

Adresser candidatures **AVANT LE 15 MARS 1986** à : SERVICE CULTUREL (Conseiller Pédagogique), AMBASSADE DU GABON, 26 *bis*, avenue Raphaël, 75016 PARIS.

Avec dossier comprenant : lettre manuscrite, curriculum vitae, 2 photos, copies certifiées conformes des diplômes universitaires, y compris le baccalauréat, copies certifiées conformes des états de service dans l'enseignement ou des certificats d'exercice certifiés conformes ; extrait de casier judiciaire (1) ; fiche familiale d'état civil (fiche individuelle d'état civil pour les célibataires (1) ; certificat médical (1) ; copie certifiée conforme recto et verso de la carte d'identité ; déclaration sur l'honneur concernant la situation professionnelle des conjoints.

(1) *Originaux datant de moins d'un mois.*

Renseignements complémentaires par téléphone : 45-25-64-41.

Tous les dossiers sont à fournir *en double exemplaire.*

N.B. — Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

Société Suisse d'informatique et de bureautique recherche pour son agence de Paris un

## INGÉNIEUR A.M. DIRECTEUR DE PROJETS

Vous avez entre 35 et 45 ans, une bonne pratique de l'anglais (allemand souhaité) de même qu'une expérience de management d'au moins 5 ans.

Merci d'adresser votre dossier complet au nº 44-131 Publicitas, case postale CH-8021 Zurich.

## BOST

## Ingénieur méthodes
DEBUTANT
BESANÇON

POUR IMPLANTER UNE METHODE DE GESTION DE PRODUCTION « A LA JAPONAISE », LA METHODE KANBAN.

Membre du Groupe **FACOM**, leader européen dans la fabrication de pinces d'outillage, nous réalisons, avec 200 collaborateurs, un CA de 66 millions de francs.

Nous créons un poste qui permettra à un jeune ingénieur débutant, ou encore, à très bon BTS + 3 ans d'expérience en fabrication, de développer son potentiel dans un environnement formateur et offrant de vraies responsabilités, du concret.

Outre vos connaissances pratiques en traitement thermique et traitement de surface, vous ferez preuve d'excellentes qualités relationnelles, car non seulement vous participerez à l'implantation de cette méthode, mais vous devrez également convaincre nos collaborateurs de la performance du Système.

Si comme nous, vous pensez que cette opportunité peut être déterminante pour l'évolution de votre carrière, adressez votre dossier de candidature, (lettre manuscrite, C.V., photo), s/réf. 86510/LM, à SELECOM - 226, rue du Fg St-Honoré - 75008 PARIS.

Selecom
CONSEIL EN RECRUTEMENT

MEDIA PA

## LAMBERT

### REGION DIJONNAISE

Lambert Frères & Cie recherche pour sa filiale SIMU produisant des procédés moto-réducteurs et automatismes destinés aux fabricants de stores, volets roulants et grilles métalliques.

## INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

De formation A et M, INSA, ENSI..., le candidat devra justifier d'une expérience d'environ 5 ans lui ayant permis de résoudre des problèmes techniques (petite mécanique, électronique,...) en liaison directe avec la clientèle.

Dépendant du Directeur Commercial, il assurera l'interface entre d'une part le bureau d'études et la production et d'autre part les services de vente auxquels il apportera son savoir-faire technique et commercial.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (c.v., photo et prétentions) sous référence 1771 à Madame Lerède - LAMBERT FRERES & CIE 5, rue Vernet - 75008 Paris.






Filiale d'un grand groupe industriel intervenant dans les domaines de pointe : systèmes d'information, systèmes militaires, vidéo-communication, informatique technique et industrielle, intelligence artificielle, recherche :

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

Expérience de 1 à 5 ans dans les domaines suivants :

Réf. 01 : INSTRUMENTATION ET SYSTEMES ELECTRONIQUES
Formation : ESE, ENST, ENSERG, ISEN-ISEP...

Réf. 02 : INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE :
bonne connaissance des domaines du traitement de signal, d'image, expérience sur VAX, SEL 32, HP 1000 et 9000.

Réelle opportunité de carrière en région Sud-Est et Bretagne-Ouest.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous la référence 3980/LM, à **MEDIA P.A.** - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS.

MEDIA PA





emplois ré…

ORGANISME BANCAIRE

RESPONSABLE MARKETING

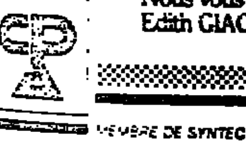
Francis HIRN
ISERCO
… avenue des Vosges, 67000 STRASBOURG.



Phy…

avant tout homme de…

Responsable des …
et de la …



MEMBRE DE SYNTEC

RÉGION LYONNAISE

PSYCHOLOGUE CONSULTANT

CONSEILLER FINANCIER (CONSULTANT)

… J. COQUAND, 33, rue de Naples, 75008 PARIS.

# emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## ORGANISME BANCAIRE

filiale d'un groupe national recherche son

## RESPONSABLE MARKETING

Rattaché au directeur commercial, il aura pour mission de recueillir et d'analyser des informations internes et externes pour l'élaboration de la stratégie marketing et la mise en place de nouveaux produits et d'actions de communication.

Le candidat recherché, âgé d'une trentaine d'années, aura exercé une responsabilité marketing pendant quelques années, si possible dans un domaine similaire, aura une bonne maîtrise des techniques de marketing, sera à l'aise avec l'utilisation de la micro-informatique et devra être diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, IECS, ESCAE...) ou équivalent.

Le poste est basé à Strasbourg et la rémunération est ouverte.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, c.v.), photo et prétentions à :

**Francis HIRN**
**ISERCO**
24, avenue des Vosges, 67000 STRASBOURG.

---

ORGANISME DE FORMATION recherche

pour son service de recherches pédagogiques 1986

## – UN CHARGÉ

d'études marketing enquêtes de marchés

## – UN STATISTICIEN

enquêtes de marchés

## – UN PÉDAGOGUE

pour diagnostic d'entreprises et plan de formation

## – UN PÉDAGOGUE

spécialiste formation individualisé et EAO

Contrats à durée déterminée année 1986, lieu de travail région CREIL (Oise)
Candidatures : IPT-serp Monchy-Saint-Eloi 60290 RANTIGNY.

---

RHÔNE-POULENC FIBRES **Lyon**

# L'export de fil en fibre.

Voici de quoi satisfaire deux SENIORS DU COMMERCE INTERNATIONAL : Nous ? Rhône Poulenc Fibres, 1er producteur français de fils et fibres polyester et polyamide, organisés comme les spécialistes que nous sommes, par branches textiles, en équipes restreintes mais de qualité, qui réalisent 2500 M de F, + de 100 000 T/an et représentent 25% des activités textiles du Groupe !

La mission ? Négocier les affaires avec profit et pas n'importe lesquelles. Vous connaissez le Continent africain, le Proche et le Moyen-Orient, pour y avoir déjà travaillé auprès d'industriels du textile : le premier poste recouvre cette zone qui demande une aptitude naturelle à la négociation et une volonté de partager la réussite avec nos réseaux d'agents et Sociétés Commerciales déjà en place.

L'autre poste ? Le continent Nord américain : possibilités d'organiser les territoires autour de votre compétence.

Voyages à hauteur de 30 à 40% du temps opérationnel, car à votre travail collaborent tous les services de RP fibres à Lyon : vous êtes homme d'affaires, mais aussi animateur des compétences internes, SAV et responsable des comptes clients. De plus, vous avez un rôle primordial dans le domaine de la stratégie. Cet exercice vous est facile... avec votre formation commerciale supérieure, votre expérience de l'Export et la connaissance du milieu industriel textile en général. Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône-Alpes, sous référence 007 934 M, en envoyant votre CV et une photographie. Dès réception, ils vous feront parvenir une définition de fonction précise.

**Sirca Rhône-Alpes** le Britannia C, 20 boulevard Eugène Deruelle, 69003 Lyon — Membre de Syntec

SOURCES

---

DS Dowell Schlumberger

# Physicien

### avant tout homme de laboratoire, expérimentaliste

Nous sommes une compagnie internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière. Notre centre de recherche de la région Rhône-Alpes est spécialisé dans la cimentation et la stimulation des puits de pétrole.

Mission :
Au sein de la section «milieu poreux» :
- gérer des expériences et concevoir notamment des manipulations dans le domaine de l'instabilité des fluides et de l'écoulement en milieux poreux,
- simulation sur ordinateur, observations visuelles et quantifications.

Profil :
- ingénieur physicien expérimentaliste + thèse ou universitaire avec thèse,
- expérience des milieux poreux souhaitée.

Nous offrons :
- des équipements performants et un environnement scientifique de très haut niveau,
- une rémunération motivante,
- des perspectives d'évolution au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé, sous réf. 1556, à notre agence Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon qui transmettra ou téléphoner pour informations complémentaires au 77.32.64.23. poste 200.

---

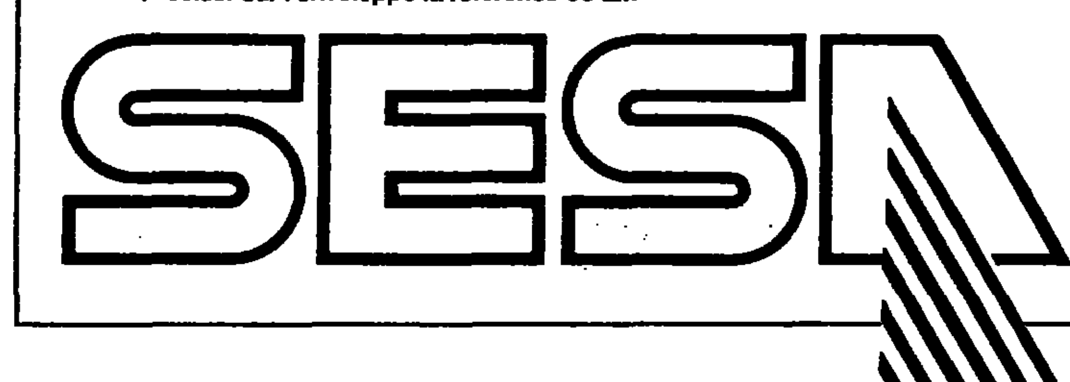
# Ingénieurs logiciels

Dans le cadre de ses activités régionales ouest à **RENNES**, SESA vous offre l'occasion de participer à des projets motivants et de haute technicité, dans les domaines de pointe suivants :
- intelligence artificielle (connaissances LISP, PROLOG appréciées),
- protocoles de télécommunications,
- synthèse d'images,
- enseignement assisté par ordinateur.

Vous êtes issu(e) d'une grande école d'ingénieurs (ENST, ESE, ENSAE, Centrale, ENSIMAG...), et vous êtes fortement attiré(e) par une carrière informatique chez un leader de l'ingénierie des grands systèmes informatiques.

Alors, merci de nous adresser votre candidature à
SESA, Direction des activités régionales ouest, 107 avenue de Crimée - 35100 Rennes.

Préciser sur l'enveloppe la référence 06 LM




SOURCES

---

# Responsable des Ressources Humaines et de la Formation

Nous sommes une Société financière en pleine expansion dont le siège est à Poitiers, liée à un réseau national de premier plan. Nous avons pour mission de favoriser le développement des établissements de la région qui emploient environ 900 personnes.

En liaison permanente avec notre réseau vous concevez et coordonnez les actions de formation, vous assurez le fonctionnement du dispositif régional et l'animation du comité de formation. Vous apportez à l'ensemble des établissements une assistance attentive pour optimiser la gestion des ressources humaines : définitions de postes, recrutements, mobilité, promotion, prévision des effectifs, développement des carrières.

A 35 ans environ, de formation supérieure universitaire ou grande école (économie, psychologie sociale...) vous avez une expérience de la fonction personnel de 5 à 7 ans, acquise en qualité de cadre d'entreprise. Vous possédez un réel sens de l'écoute, une approche humaine rigoureuse et bien sûr le goût des contacts.

Ce nouveau champ professionnel à larges responsabilités vous ouvre une évolution de carrière d'envergure dans une Société de forte notoriété.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier sous référence 26 M 040 à notre Conseil : Edith GIACCHETTI - CPA, 3, rue Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

ANNE PERRU CONSEIL

---

GROUPE PRÉVOIR
assurances de personnes (prévoyance-retraite...)
pour développer son secteur de BORDEAUX
recrute
une nouvelle équipe.

Si vous
– Etes un homme de terrain
– Connaissez ces produits
– Etes prêt à créer puis animer une équipe
– Estimez normal d'évoluer selon vos résultats.

Vous nous intéressez.
Nous étudierons ensemble conditions de lancement.

Merci d'adresser votre c.v. sous réf. PRÉVOIR nº 2-109
19, rue d'Aumale,
75306 PARIS CEDEX 09.

---

Dans le cadre de son développ. le CSTB Nantes cherche

## un DOCTEUR ÈS SCIENCES ou SPÉCIALISTES ou un INGÉNIEUR (GRANDE ÉCOLE)

en mécanique des fluides et aérodynamique, ayant de solides connaissances en thermique et structure.
La candidat(e) sera responsable et expérimenté(e), il(elle) s'adaptera à la recherche et à l'application et aura le goût du travail en équipe.
Ecrire à J. GANDEMER, CSTB, 11, rue Henri-Picherit, 44300 Nantes.

---

# Conseil en recrutement

**Lille** - La direction régionale Nord de PA Conseil en Recrutement (filiale de PA, 2.000 personnes dans 22 pays) est implantée à Croix depuis 1972. Elle a mené à ce jour plus de 1.000 recherches de cadres et dirigeants pour des entreprises de la région aussi diverses par leur activité que par leur taille. Poursuivant son développement, elle recherche un consultant. Après une période de formation, il prendra en charge de manière autonome des missions de recherche de cadres en utilisant les techniques d'approches appropriées (annonces, recherche directe). Il bénéficiera en permanence des structures nationales et internationales du groupe PA. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans au moins, de formation supérieure et possédant une solide expérience du recrutement acquise en entreprise ou dans le conseil. Une bonne connaissance du tissu industriel régional constituerait un atout sérieux, celle de l'anglais est souhaitée. La rémunération annuelle sera négociée en fonction de l'acquis du candidat. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/062CM.

**PA**

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

---

## RÉGION LYONNAISE

# PSYCHOLOGUE CONSULTANT

*Dans un environnement libéral, il se verra confier des missions de recrutements de plus en plus autonomes après une période d'adaptation et de formation à la méthodologie rigoureuse qui a fait notre succès auprès des entreprises régionales et nationales. Cette fonction évolutive s'adresse à un débutant ou un semi-confirmé possédant un DESS de PSYCHOLOGIE (clinique ou travail) ou PSYCHOPRAT.*

*Écrire sous réf. 29337 LM à HAVAS-CONTACT, 11, rue Président-Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.*

HAVAS CONTACT

---

Etablissement Public du Sud-Ouest recherche

## ASSISTANT TECHNIQUE A L'HOTELLERIE réf. 020/B

Mission : informations et conseils auprès de créateurs ou repreneurs d'entreprises. Participation à leurs développements et aux implantations de Centres Touristiques divers.
Profil : BAC + 3 ou 4, ou BTS Hôtellerie.
Expérience professionnelle souhaitée en tant que Conseil ou dans un Hôtel.
Compétences réelles en gestion hôtelière exigées.

## ASSISTANT TECHNIQUE AU COMMERCE Réf. 020/C

Mission : informations et actions de Conseils individuels ou d'opérations collectives pour la création et le suivi d'affaires commerciales : gestion financière, choix de politiques commerciales, etc...
Profil : BAC + 3 ou 4, expérience similaire dans un Cabinet Conseil ou intégré dans une entreprise.
Résidence Sud-Ouest.
Adresser dossier complet + photo sous référence choisie à :

nicole maury * dominique sperte conseil — 1 place Wilson 31000 Toulouse.

---

# Ingénieur électronicien

600 MF en constant développement, nous fabriquons des produits haut de gamme dans une importante coopérative laitière de l'Ouest.

- Rattaché à la Direction technique, vous aurez directement en charge le service entretien d'une usine entièrement automatisée.
- Votre fonction essentielle sera de diriger une équipe de 8 techniciens professionnels.
- Vous coordonnerez et planifierez le travail.
- Votre profil : cadre confirmé (environ 30 ans).
- Homme d'atelier, vous avez le sens des responsabilités et des contacts humains.
- Vous êtes dynamique et aurez à prendre des initiatives.

*Écrire à HAVAS EMPLOI - 80, rue St-Jean - 14000 CAEN Ref. 209. Réponse et discrétion assurées.*

---

PARIS, RHONE-ALPES, NORD-PAS-DE-CALAIS, SUD-OUEST

## CONSEILLER FINANCIER (CONSULTANT)

Formation HEC, ESC, ICG, IHFI, CPA pour clientèle entreprises 100-800 salariés.
- Des « instruments » spécifiques éprouvés, performances, rentabilité, efficacité sociale, stratégie.
- Système promotion/commercialisation expérimenté.
- Mise en mains par franchise.

C.V. détaillé, photo : J. COQUAND, 33, rue de Naples, 75008 PARIS.

---

## OFFRES D'EMPLOIS

Ch. JOURNALISTE pour lettre profes. Envoyer c.v. à Publi-news 153, rue de Charonne, 75011 PARIS.

---

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

recherche

## INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITAIRES

pour assurer des développ.
– Langage C/UNIX ou
– Assembleur Pascal
– Logiciel de base
– Assembleur Motorola.

Ecrire SDI
78-80, avenue Gallieni
tour Gallieni-I
93174 BAGNOLET CEDEX.

---

# CADRE DE GESTION

Société Industrielle, ayant son siège social en région parisienne, C.A. 200 MF, 500 personnes, comprenant 6 établissements de production recherche dans la perspective de la mise en place de son plan informatique : CADRE DE GESTION ayant une expérience de la définition et de la mise en œuvre de systèmes et d'outils informatiques en PME.

Ce poste, qui demande pragmatisme, imagination et rigueur, sera directement rattaché à la Direction Générale.

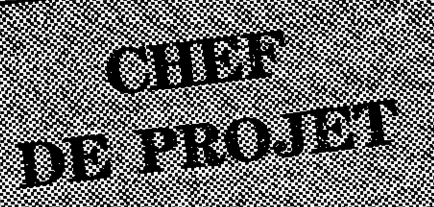
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions s/ référence 2832 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

**Filiale Française d'un important groupe international recherche pour sa DIVISION INFORMATIQUE (très proche banlieue Est Paris)**




Vous avez une formation supérieure scientifique ou gestion. Chef de projet informatique, vous exercez depuis au moins 2 ans des fonctions d'encadrement.

Vous possédez une expérience réussie de projets menés de l'étude préalable à la mise en place, en liaison constante avec les utilisateurs.

Nous vous offrons un poste à responsabilité, la participation à un ambitieux programme de développement et de réelles opportunités d'évolution.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 51584 à DEB'S
140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.

---

## Contrôleur de gestion

### 3 à 5 ans d'expérience

**GROUPE INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE, leader dans son domaine,** recherche pour une de ses branches constituée de 60 filiales françaises et réalisant un chiffre d'affaires de 1,5 milliard un **Contrôleur de Gestion.**

**Sa mission :**
Seconder efficacement le Directeur du service gestion de la branche concernée en participant à l'ensemble des activités et en amenant une contribution personnelle :

- animation et contrôle de la procédure budgétaire pour l'ensemble des filiales (plan, budgets, consolidation, suivi des réalisations),
- analyse des résultats et des performances,
- amélioration des procédures par le développement de l'utilisation de l'informatique.

**Profil :**
Ce poste conviendrait à candidat ESC (finances-comptabilité) ou équivalent, ayant environ 3 à 5 ans d'expérience de préférence en contrôle de gestion en milieu industriel.
Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

**Poste à Paris.**

**Ecrire sous réf. HA 372 CM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris




PUBLIPANEL

---

## Responsable service formation

**IMPORTANTE ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE, CA supérieur à 4 milliards, recherche son Responsable de la Formation.**

**Sa mission impliquera :**

- de développer des relations avec les hiérarchiques pour favoriser une réflexion et une action en matière de formation en fonction du développement de l'entreprise,
- d'élaborer une politique de formation après détection et analyse des besoins,
- de concevoir et réaliser un plan de formation en harmonie avec la politique du personnel et sa gestion et en recherchant les meilleurs outils de formation.

**Son profil :** De formation supérieure, ingénieur de préférence, il disposera d'une expérience opérationnelle, 5 ans minimum, acquise dans l'industrie afin de traiter la formation avec des qualités de réalisateur.
Ce responsable devra allier une bonne culture générale et des qualités de dynamisme à des capacités de communication particulièrement développées.

Réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

**Poste basé ouest France.**

**Ecrire sous réf. RY 364 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

---

Nous sommes une structure régionale en plein développement. Nous intervenons auprès d'un grand nombre d'entreprises régionales et nationales en Conseil et en Formation. Nous recherchons

## *notre spécialiste cercles de qualité*

**Votre profil :** vous avez environ 30 ans, niveau d'études supérieures dans le domaine des Relations Humaines, une solide expérience dans la mise en place de C.Q. dans l'industrie comme dans le tertiaire.
Vous connaissez bien le monde de l'entreprise. Vous avez le sens du contact et des Relations Humaines. Vous recherchez une grande autonomie au sein d'une équipe dynamique. Vous aimez vous impliquer sur des objectifs précis. Vous êtes organisé et organisateur.
**Votre mission :** vous aurez à prendre en charge les clients existants pour accompagner la mise en œuvre du C.Q.. Vous y interviendrez comme conseil de la Direction et comme formateur des participants. Au-delà de la 1ère année, un rôle commercial pourra vous être confié.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser votre dossier s/réf. LM 1702 (lettre manuscrite + CV + photo) à Mme LABEILLE

**Cabinet Panissod-Suhner**
109, rue de Turenne 75003 Paris

---

## Jeune ingénieur
### poste opérationnel en usine

**UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PERFORMANTE ET EN DÉVELOPPEMENT, rattachée à un grand groupe mondial, recherche un jeune Ingénieur Généraliste : AM, ENSI, ENI...**

**Rattaché directement au Directeur de Production,** il se verra déléguer des responsabilités concrètes et de terrain dans le domaine des méthodes, de la fabrication, des études d'investissement, de la formation de l'encadrement.

Ce poste implique dynamisme, capacité de dialogue et sens du progrès technique.
Connaissance de l'anglais ou de l'allemand souhaitée.
**Poste : Cosne-sur-Loire.**

**Ecrire sous réf. YF 370 CM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

---

## TRANSPORTS PUBLICS
## Responsable d'études

**UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS PUBLICS, rattachée à un groupe privé leader, recherche un jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion.**

Intégré dans une équipe pluridisciplinaire, il participera à des études mettant en œuvre des disciplines variées.
Ce poste conviendrait à un candidat, ayant 1 à 2 ans d'expérience en études générales, acquise dans un groupe ou dans un cabinet conseil. La connaissance du domaine des transports publics, aménagement urbain, sans être indispensable, serait un atout.

**Poste à Paris.**

**Ecrire sous réf. WD 368 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

---

## *Chargé d'études communication*
### *"notoriété, image de marque"*

Notre Société, filiale de la Compagnie Bancaire est l'un des plus grands groupes financiers d'Europe spécialisés dans le domaine de l'épargne, des placements et de la retraite.

Au sein d'une petite équipe, spécialisée dans les problèmes de communication, vous participerez à la réflexion stratégique de CARDIF, à la conception et la réalisation d'actions de notoriété. En liaison avec les agences de publicité du groupe, vous veillerez à la cohérence de notre image et au respect des budgets d'investissements.

Pour ce poste très vivant, nous souhaitons rencontrer **un bon professionnel de la communication**, de formation supérieure (Bac + 4) complétée d'une expérience de deux ans minimum chez un annonceur commercialisant des produits financiers (banques, assurances) ou en agence.

Chaleureux et organisé, vous avez l'esprit d'équipe et un bon sens relationnel. De plus, vous avez acquis des compétences techniques indispensables à l'utilisation des différents médias (presse, catalogue, PLV, salons, etc...).

Affirmez votre savoir-faire dans une entreprise qui saura vous faire rapidement évoluer. En adressant votre dossier de candidature sous référence 322 à
Madame Barjolin - Service orientation-recrutement
5 avenue Kléber - 75116 Paris

CARDIF

SOURCES

groupe de la compagnie bancaire

---




## contrôle construction

L'APPAVE est un important organisme de vérifications techniques de sécurité.
L'ensemble des compétences acquises et le potentiel technique qu'elle représente lui confèrent une notoriété liée directement aux hommes qui la composent.

Pour notre service CTC en développement, nous recherchons un

## INGENIEUR *HF*
### ETP, AM, INSA,...

**Sa mission consiste à :**
- vérifier des plans et des calculs de stuctures,
- participer à la prospection commerciale (administrations, mairies,...).
- assurer les visites de chantiers.

Une expérience de 4 à 5 ans est indispensable et le diplôme CHEPBAP très apprécié.

Merci d'adresser votre c.v. detaillé, photo et prét. sous réf. 86.14 à APPAVE - Service Recrutement 17, rue Salneuve - 75854 PARIS Cedex 17.




---

## Jeune ingénieur production

**SAPSO est une PME performante de la branche emballage.**

Sa politique de modernisation et de formation, la souplesse de ses structures témoignent de son dynamisme et de sa volonté de développement. Elle souhaite y associer un jeune Ingénieur AM ou équivalent motivé par la PRODUCTION qui sera intégré à son usine de carton ondulé (155 personnes) **située dans le Sud-Ouest.**

Une collaboration étroite avec l'équipe en place, des missions variées dans les différents secteurs de l'unité lui permettront d'acquérir l'expérience technique et humaine nécessaire pour prendre en charge une responsabilité opérationnelle. Des qualités d'animateur et une sensibilité aiguisée aux impératifs de qualité et de productivité font partie des critères de choix importants de ce futur collaborateur.

**Ecrire sous réf. TA 366 AM à Madame SANTAMARIA**
11, rue Calvé, 33000 Bordeaux
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec




PUBLIPANEL

---

La Société d'Assurances **Allianz France** recherche :

## Jeune Ingénieur
(diplomé ETP ou équivalent)

ayant 10 ans d'expérience professionnelle, de préférence sur les chantiers.

Au sein du Service Construction-Assurances Décennales, il sera chargé de l'encadrement d'une petite équipe de souscripteurs, de l'analyse technique des risques avant la souscription, de la négociation et mise au point des contrats d'assurance, de l'instruction et du règlement des sinistres.

**Allianz** vous prie d'adresser CV et pretentions à Mme Rougé
Allianz France BP 24 – 75761 Paris Cedex 16

---



## emploi*s* régionaux — emplois régionaux

RHÔNE-POULENC FIBRES

## Lyon, Ingénieur commercial : au fil des jours, la fibre des affaires...

Sur un segment de marché précis, avec nos produits, qui sont les fils et fibres polyester et polyamide, vendus par vous en France et promus grâce à votre action personnelle en Europe, en liaison avec les autres Sociétés du Groupe en Suisse, RFA et Espagne.

Il s'agit pour vous de négocier des affaires avec une clientèle industrielle, aux applications très diversifiées, les mêmes que celles que recouvrent nos Directions spécialisées par branches textiles (filature, maille, tissage, moulinage et tapis). Vous n'êtes pas seul : toute l'entreprise concourt à votre succès, mais c'est vous l'homme d'affaires, l'animateur des compétences internes (Développement, Marketing, Logistique, Services Productions etc...), le SAV et le responsable des comptes clients. A nous tous chez RP Fibres nous réalisons 2 500 M de F, + de 100 000 T/an et représentons 25 % des activités textiles du Groupe !

Vous avez une connaissance de plusieurs années du milieu industriel textile, une formation d'Ecole de Gestion et/ou une solide expérience en grandeur réelle réactualisée et organisée par un enseignement de type IAE ou ICG par exemple : votre intérêt au travail s'exprime plutôt en réagissant avec discernement aux évènements techniques et commerciaux de la profession, en négociant une vente de prescripteur dans le cadre d'une bonne connaissance de l'utilisation finale du produit. Alors c'est vous ! Ecrivez vite aux consultants de SIRCA Rhône Alpes, sous référence 000 932 M, en envoyant votre CV et une photographie. Dès réception ils vous feront parvenir une définition de fonction précise.



**Sirca** Rhône-Alpes : le Britannia C, 20 boulevard Eugène Deruelle, 69003 Lyon. Membre de Syntec

SOURCES

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ ACTIVITÉS SPATIALES OUTRE-MER**

recherche un

## INGÉNIEUR MÉTHODES

Responsable de l'organisation et des méthodes de systèmes opérationnels, le candidat retenu, ingénieur généraliste de formation (complément I.A.E. souhaité), aura des connaissances dans le domaine des méthodes techniques et administratives, avec utilisation de l'informatique.

Une expérience de 4 à 5 ans est necessaire.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous référence 90773/M à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



Le groupe de la




(C.A. consolidé 13 milliards de francs) recherche pour sa **Direction Financière** un

## CADRE FINANCIER
### fort potentiel
### assistance et contrôle filiales

**Sa mission :**
Plus particulièrement chargé d'un groupe de filiales, son rôle sera celui d'un conseiller et d'un animateur. Il devra, auprès de ces sociétés :
- assurer le contrôle financier permanent,
- les assister au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et budgets,
- effectuer des études économiques et financières en vue d'acquisitions ou de rapprochements de sociétés.

**Son profil :**
HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po ou équivalent (DECS apprécié), il devra disposer d'une première expérience réussie de 3 ans environ lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances en comptabilité et en gestion d'entreprise.

La pratique de l'anglais courant est indispensable.
Le poste est à Paris et offre des perspectives d'évolution de carrière au sein des filiales (France et étranger).
Une rémunération motivante pour candidat de valeur et performant.

**Ecrire sous réf. YK 347 CM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris




PUBLIPANEL

**siplast** **Premier fabricant européen de produit d'étanchéité, 2 usines en France, filiales de production USA et Allemagne, CA consolidé 900 MF rattaché à un des premiers groupes industriels français, recherche un**

## Contrôleur de gestion

**Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il aura pour mission de :**
- participer à l'établissement des budgets en relation avec les Directions Opérationnelles, en suivre la réalisation, mettre en évidence et analyser les écarts, les résultats et les performances,
- proposer des plans d'action ponctuels et assumer un rôle de conseil auprès des Directions Opérationnelles,
- réaliser des missions régulières d'audit et de conseil auprès des filiales à l'étranger (Allemagne - USA),
- veiller à la fiabilité des circuits et systèmes d'information et en proposer l'évolution (société mère et filiales).

Le candidat recherché est ESSEC, ESCP, Sciences Po... (+ DECS apprécié) et a acquis une première expérience de 3 à 5 ans en entreprise ou en cabinet d'audit, lui assurant la maîtrise des techniques comptables et de gestion, et une bonne connaissance de l'outil informatique. Anglais indispensable.
Fonction évolutive dans un contexte international.

**Poste basé à Paris.**

**Ecrire sous réf. HO 356 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris




PUBLIPANEL

Société du domaine nucléaire, filiale d'un grand groupe industriel, recherche pour un poste au sein de sa Direction commerciale en région parisienne.

## un ingénieur technico-commercial

ingénieur de formation, il disposera d'une expérience professionnelle d'environ 5 ans notamment dans le secteur commercial et il aura une connaissance de l'usinage mécanique de précision.

Il participera à la mise en œuvre d'une politique dynamique de vente en liaison avec la Direction, les services de l'usine et en collaboration avec les autres responsables commerciaux.

Il se chargera de la prospection des clients potentiels et des réponses aux appels d'offre et il maintiendra des relations technico-commerciales permanentes avec le client et l'usine.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 1702 à



**BAILLY CONSEIL**
128, bd Haussmann
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

## Jeune chef de service comptabilité et gestion

**PUISSANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (2.300 personnes) leader sur son marché, recherche pour l'une de ses directions régionales (550 personnes) un Cadre Comptable.**

Après une période de formation en collaboration avec le titulaire actuel du poste, il sera rattaché au Directeur de la région et assurera l'encadrement d'une quinzaine de personnes avec la responsabilité de l'ensemble des travaux du service :
- comptabilité générale et analytique,
- élaboration et suivi des budgets,
- prévision de trésorerie,
- reporting comptable et budgétaire.

Une formation supérieure (ESC, DECS...) ainsi qu'une **première expérience comptable** en cabinet ou en entreprise sont impératives.
Poste très intéressant de par sa polyvalence et son niveau de responsabilité pour un candidat de bon potentiel.

**Poste : proche Nancy.** **Rémunération en fonction de l'expérience.**

**Ecrire sous réf. RD 340 CM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

### PRODUITS INDUSTRIELS
## Responsable du marketing

**UNE SOCIÉTÉ RENOMMÉE DE NÉGOCE DE PRODUITS INDUSTRIELS (CA 1 milliard) rattachée à un grand groupe international, recherche son Responsable de Marketing.**

Il s'agit d'un poste à créer, directement rattaché au Directeur Général.
Le titulaire de ce poste participera activement à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies de développement de la société. Il sera chargé :
- d'effectuer une analyse approfondie des ventes,
- d'étudier les marchés, de rechercher de nouveaux produits et d'en proposer la commercialisation,
- de concourir au lancement de ceux-ci sur le terrain en liaison étroite avec les agences de vente.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, ayant 5 ans d'expérience en marketing de produits industriels.
Ses qualités d'imagination, de communication et de rigueur, alliées à un réel dynamisme, lui permettront de s'affirmer dans ce poste et d'accéder à de plus larges responsabilités.

**Poste à Paris.** **Ordre de grandeur de rémunération : 250.000 F.**

**Ecrire sous réf. UB 367 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris




PUBLIPANEL

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
(3.000 PERSONNES, 950 MILLIONS DE C.A.)
PRINCIPALE FILIALE
D'UN GROUPE EN PLEINE EXPANSION
(2,7 MILLIARDS DE C.A.)

recherche

## UN INGÉNIEUR CHIMISTE OU GÉNIE CHIMIQUE

Intéressé par la transformation des matières plastiques (P.U.) pour son service recherches et développements, situé en région parisienne.

Ce poste ouvre des perspectives d'évolution au sein de ce service ou dans une unité de production de province.

Il conviendrait particulièrement à un ingénieur possédant une première expérience professionnelle, mais les candidatures d'ingénieurs débutants seront également étudiées attentivement.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo au MONDE PUBLICITÉ, sous le n° 7020 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Important distributeur agréé grandes marques IBM, APPLE, OLIVETTI... recherche un

## RESPONSABLE POINT DE VENTE
### DIFFUSION MICRO-ORDINATEURS

ayant des connaissances en micro-informatique et un grand sens commercial et de la gestion. Agé de 30 ans minimum, le candidat doit avoir un BTS ou DUT commercial et une première expérience dans ce domaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, sous la réf. 3938, à **MEDIA P.A.** - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.

MEDIA PA

## Jeune ingénieur gestion de production informatisée

**UNE SOCIÉTÉ PERFORMANTE EN EXPANSION rattachée à un grand groupe international, recherche un jeune ingénieur diplômé.**

**Rattaché au Directeur de l'usine,** il collaborera activement à l'informatisation de la gestion de production et prendra ensuite la responsabilité de ce service.
Ce poste conviendrait à un candidat, qui pourra être un débutant, mais qui aura de bonnes connaissances en informatique et en planification de production.
Connaissance de l'anglais ou de l'allemand appréciée.

**Poste : 200 km sud de Paris.**

**Ecrire sous réf. ZG 371 CM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris
etap

PUBLIPANEL

## Ingénieur d'affaires bon niveau

**UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEILS, faisant partie d'un grand groupe français leader dans son domaine, recherche un Ingénieur d'Affaires capable :**
- d'animer une équipe d'ingénieurs d'études,
- de négocier les contrats et d'entretenir des relations avec les clients.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant assumé des responsabilités de chef de projet ou de chef de mission dans un grand cabinet conseil et ayant l'habitude de travailler avec des collectivités locales.
Il témoignera de bonnes capacités de synthèse, de sens du dialogue et d'un réel potentiel d'évolution.
S'il en a le profil et la motivation, il pourra accéder ensuite à des responsabilités de direction de centre de profits.

**Poste à Paris.**

**Ecrire sous réf. XE 369 AM**
**Discrétion absolue**

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris






PUBLIPANEL



**emplois régionaux**

## ASSISTER LA DIRECTION GENERALE

**PROMOTION DE RESIDENCES DE LOISIRS**

**AIX-EN-PROVENCE :** Leader dans sa branche, cette société filiale à 100 % d'un important groupe bancaire, réalise un C.A. de 700 MF à travers 3 Délégations Régionales.

Rattaché au Directeur Général de la plus importante d'entre elles, la Délégation Méditerranée, (50 % du chiffre, 37 % de progression), votre mission sera d'assister la D.G. dans l'établissement des prévisions, le suivi des engagements et de la trésorerie, le contrôle budgétaire, tout en assurant une fonction de conseil et de soutien auprès d'une jeune équipe de responsables de programmes répartis sur des sites entre Nice et Perpignan.

Ce poste s'adresse à un candidat dynamique et à fort potentiel, âgé d'env. 32 ans, diplômé Sciences Eco, Ecole de Gestion, ou Sciences Po, ayant acquis une formation juridique ainsi qu'une expérience réussie en tant qu'Auditeur et/ou Contrôleur de Gestion, si possible dans l'industrie. La connaissance du secteur d'activité est souhaitable mais non indispensable.

La rémunération et les perspectives d'évolution sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

*Merci d'adresser C.V + lettre manuscrite + photo + prétentions sous réf. 202/86 M à Antoine ERRERA*
***IS CONSEIL** - 34, cours Gouffé -*
*13286 MARSEILLE Cedex 6.*

Pierre Lichau S.A

IS CONSEIL *MARSEILLE - LYON - PARIS*

## Communication interne

Nous sommes un important groupe industriel français et recherchons un homme communication interne.
Au sein du Service Formation - Communication, vous saurez faire passer l'esprit et les informations de l'entreprise. Vous utiliserez tous les moyens pour améliorer la communication et notamment :
- la rédaction et la fabrication des supports écrits internes, ainsi que leur diffusion,
- la conception et l'organisation de la politique d'accueil des nouveaux collaborateurs.

Le poste est basé près de Paris, mais de nombreux déplacements dans les différentes unités du groupe sont à prévoir.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans et pratiquez l'anglais. La connaissance des techniques d'impression et de photographie constitueraient un sérieux avantage.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 9415 à :



Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## Faites vivre l'excellence au sein de notre équipe comptable !

Nous sommes la filiale française (600 M. CA) d'un des tout premiers fabricants d'informatique et bureautique. Nous sommes en pleine progression grâce à nos 12 agences régionales, notre marketing adapté à nos différents canaux de distribution et à la formation que nous assurons à notre clientèle. Notre direction financière souhaite se "muscler" et crée un poste de RESPONSABLE DES COMPTABILITES ET DU REPORTING.

Vous dynamisez une équipe de 16 personnes : comptabilité générale jusqu'au bilan, comptabilité analytique, reporting. Il y a beaucoup à faire en matière de formation, de communication, de mise en place de packages informatiques, d'idées neuves à apporter.

Vous êtes diplômé d'une école de commerce et titulaire du DECS. Vous avez nécessairement une expérience réussie en entreprise d'au moins 5 ans, soit chez un grand constructeur informatique, soit dans la distribution. Votre anglais est courant et vous êtes familiarisé avec le reporting. Mais dynamisme, ouverture d'esprit et ascendant personnel feront la différence !

Si ce défi vous tente, merci de bien vouloir adresser votre dossier sous référence RC/604 M à notre conseil.



**Cécile Dargeou**
24, rue du Pont - 92200 NEUILLY S/SEINE.

SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

# Ingénieurs spécialisés haut niveau

Dans le cadre de l'expansion de ses activités «clés en main» un important groupe de bâtiment et T.P. recherche pour sa filiale d'études et d'ingénierie des ingénieurs de haut niveau dans les spécialités suivantes :

**Département voierie-réseaux d'assainissement-traitement des eaux.** (Réf. 5388/A)
les candidats auront une solide expérience d'étude de projets en voierie, réseaux d'assainissement - traitement des eaux.
- Formation Génie Civil.
- Formation complémentaire aux Etats-Unis appréciée.

**Département génie civil-travaux publics** (Réf.: 5388/B):
les candidats auront au moins une première expérience en béton armé précontraint ou en mécanique des sols.
- Formation en génie civil ou en mécanique des sols.
- Formation complémentaire CHEBAP.
- Formation complémentaire aux Etats-Unis appréciée.

Les candidatures de débutants de valeur seront examinées avec la plus grande attention. La connaissance de la langue anglaise est indispensable, ainsi qu'une ouverture et du goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique et de la C.A.O.
Les postes sont susceptibles d'une rapide évolution tant sur le plan des responsabilités que sur celui des rémunérations.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

média-system



# BEECHAM PHARMACEUTIQUE FRANCE

## LA FORMATION, FONCTION STRATEGIQUE...

Nous sommes la filiale pharmaceutique française d'un important Groupe international aux activités diversifiées. Notre effectif atteint 650 personnes pour un CA supérieur à 600 MF. Nous créons aujourd'hui **auprès de notre Directeur Général Marketing** le poste de

## CHEF DE SERVICE FORMATION MARKETING

Parce que notre rapide évolution s'appuie sur une diversification des produits, des marchés, des fonctions et des hommes, nous avons de la formation une conception "non limitée"... En liaison étroite avec **nos Responsables Marketing**, vous aurez, outre votre rôle d'expert, une démarche "amont" prépondérante : préparer les hommes aux structures et responsabilités de demain par des plans d'action de formation qui s'adresseront à tout niveau, y compris l'Etat Major. Une fonction de stratégie... Mais aussi de réalisation !
Compte tenu de nos ambitions et de l'évolution prévue du poste, nous souhaitons rencontrer un professionnel de "haut vol", un formateur à l'esprit marketing (ou vice versa...) qui trouvera chez nous une nouvelle dimension à sa fonction et un avenir à la hauteur de son potentiel.



Adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. S/RF/LM à notre Conseil Michèle DUCHER, qui vous garantit toute discrétion.
**Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

# Démarrer et prendre la direction d'une activité nouvelle en lançant un nouveau produit.

*Un challenge que vous propose le PDG de notre société qui recherche son homme de Direction. Nous sommes une PMI à taille humaine, basée à Palaiseau et spécialisée dans l'instrumentation electronique de pointe.*
*Nous venons de concevoir un produit destiné aussi bien aux organismes privés et publics (administrations, documentation, associations) qu'à des particuliers. Le marche existe, notre produit est attendu, la fabrication est en marche.*
*Nous vous attendons pour prendre la direction des operations.*
*A vous de définir le plan marketing, de mettre en place votre réseau de vente national et international (l'export représente 50% de notre C.A.), d'assurer la gestion commerciale, financière et de production. En fait vous menez et rentabilisez votre activité comme un centre de profit autonome.*
*De formation superieure, grande école ou universitaire, vous avez quelques années d'expérience en qualité de **Chef de Produit et de gestionnaire.** Vous aspirez à des responsabilités plus completes. Venez alors, seconder notre PDG.*




*Merci d'adresser votre dossier de candidature sous ref.PR 607 à notre Conseil DATAID SELECTION 48, Raymond Poincare 75016 PARIS.*

**Filiale Française d'un des leaders européens de la Reprographie et de la Bureautique recherche, pour son centre de formation proche banlieue Paris**

# FORMATEUR STRATÉGIE, MÉTHODES, MOYENS DE VENTE

Après une expérience réussie de 3 à 5 ans dans le domaine de la vente de biens d'équipement, vous souhaitez maintenant valoriser votre évolution dans la formation en prenant en charge la conception, la réalisation, l'animation et le suivi de stages pour l'encadrement de ventes, et les vendeurs.
Votre action s'intégrera dans un schéma général d'évolution de l'entreprise vers la vente de produits et services de haut niveau technologique.
De formation supérieure, l'anglais courant ainsi que des connaissances en matière de CAO/DAO constitueront des atouts dans votre développement de carrière.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 51567 à DEB'S - 140, rue de Courcelles 75017 PARIS qui transmettra.

L'EUROPEENNE DE BANQUE

dans le cadre de son développement actuel recherche pour sa Direction de l'Organisation et de l'Informatique un

# CHEF DE PROJET
## DE HAUT NIVEAU

Ingénieur, diplômé d'une Grande Ecole et ayant 4 à 7 ans d'expérience bancaire dans un environnement de gros système IBM.

Patron d'une équipe importante, il participera à l'élaboration du Schéma Directeur Informatique et aura la responsabilité de l'ensemble des systèmes de synthèse (Comptabilité, Fichier Central...)

La réussite dans ce poste ouvrira des possibilités de carrière au sein de l'ensemble des Directions de la Banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence LM, à **L'EUROPEENNE DE BANQUE** - Direction des Relations Humaines - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.

MEDIA BA



*L'Européenne de Banque*

# Chef du personnel
## proche banlieue parisienne

Nous appartenons à l'un des premiers groupes industriels français, nous évoluons dans un contexte scientifique de haut niveau, nous cherchons le CHEF DU PERSONNEL d'un de nos premiers sites industriels (500 personnes).

Il aura pour mission d'administrer et de gérer un effectif en pleine mutation, et de conseiller les cadres dans leurs responsabilités sociales et humaines.

Homme ou femme, 28 ans minimum, IEP, ESC, ou formation universitaire équivalente, il a au moins 5 ans d'expérience industrielle.
C'est à la fois un homme de gestion et de développement, capable tant de conduire des opérations de restructuration (mutations, FNE...) que d'entraîner, sur ce site entièrement neuf, un climat de développement social.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 466, à Catherine de La Roche Saint André, JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEDIA BA




# L'ORÉAL

Dans le cadre du développement de notre nouveau laboratoire pharmaceutique spécialisé en dermatologie, nous créons un poste

## SPECIALISTE DE LA GALENIQUE

Vous avez 35 ans environ,
- *Une formation de pharmacien ou d'ingénieur chimiste*
- *Une excellente maîtrise de la formulation de produits dermatologiques, concrétisée par une expérience professionnelle réussie.*

Vous êtes un chercheur créatif capable de mettre en oeuvre ses idées avec rigueur et précision.

Vous souhaitez intégrer un groupe dynamique et performant.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV) à L'OREAL Service du Personnel BP 553 - 94152 RUNGIS.

Jonction

**Banque d'affaires en création**
*recherche pour son siège à Paris*

# UN RESPONSABLE COMPTABILITÉ

destiné à prendre en charge l'ensemble de la gestion comptable de la banque :
- Formation DECS exigée ;
- Expérience bancaire 5 ans minimum ;
- Connaissance approfondie de la fiscalité ;
- Bonnes notions d'informatique.

# SON ADJOINT, NIVEAU GRADÉ

- Expérience opérations bancaires 5 ans.
- Notions d'informatique.

# UN RÉDACTEUR-CRÉDITS

chargé des études et de la mise en place de dossiers de financement.
- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Une première expérience dans une banque ou un établissement financier.
- Formation juridique appréciée.

# DEUX SECRÉTAIRES BON NIVEAU

- Expérience bancaire nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature avec c.v., photo et rémunération souhaitée au Cabinet ISEF, 64, rue de Richelieu, 75002 PARIS.



OFFRES D'EMPL

Rejoindre une banque à t

EXPLOITANTS "PAR
Classe IV - V

EGOR Banques et Se
8, rue de Berri - 75008 PA

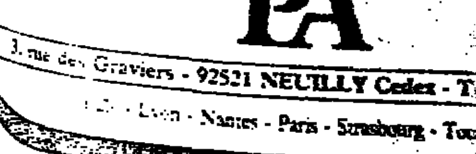
DIPLÔMÉ GRAND
attiré par les relations
dans une multinatio

EGOR S.A.
63, Rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Attaché à la Dir
Administrative et F

Jean-Claude Maurice S
12 rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Responsable cli
Banque - 300.000 F




3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex

JEAN LEFEB
travaille pour vous

INGENIE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Rejoindre une banque à taille humaine

## EXPLOITANTS "PARTICULIERS"

Classe IV - V

Cette banque française (1 200 personnes) bénéficie d'une notoriété de premier ordre. Cette réputation est née de sa capacité à gérer les patrimoines et à assister efficacement les entreprises. Son développement l'amène à rechercher pour ses succursales parisiennes des professionnels confirmés.

Authentiques conseillers en gestion privée, ils apportent un service personnalisé à une clientèle de haut niveau et bien ciblée qu'ils ont pour mission de suivre et de développer. Les différentes opportunités offertes leur permettent de s'intégrer dans des équipes jeunes et performantes, d'actualiser leur formation et d'enrichir leur expérience.

Nous souhaitons rencontrer des candidats dynamiques intéressés par des fonctions élargies dans des agences autonomes. Diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire, ils justifient impérativement d'une expérience significative dans la Banque.

Les conditions de travail et les développements rapides de carrière sont de nature à motiver des personnalités de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la réf. M11/664D, à :

**EGOR Banques et Services**
8, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

## DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE

**attiré par les relations sociales dans une multinationale**

Cette société, filiale d'un groupe international de tout premier plan, exerce ses activités dans le domaine pétrolier. Elle recherche l'assistant de son Responsable du Personnel.

D'emblée, il s'intéressera à tous les aspects de la fonction (gestion et administration, recrutement, formation, communication dans l'entreprise) et devra devenir vite autonome. A moyen terme, il poursuivra une carrière dans le groupe en France ou à l'Étranger.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé Grande École (IEP, HEC, ESCP + Droit) débutant ou ayant une première expérience dans la fonction. C'est avant tout un homme de dialogue et un animateur.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Poste basé en Région Parisienne. Rémunération motivante.

Merci d'adresser dossier de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M11/1235 H a :

**EGOR S.A.**
63, Rue de Ponthieu - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO




## DE L'INFORMATIQUE À LA MONÉTIQUE

SLIGOS — BLOIS —

Nous recherchons pour la division Moyens de paiement (service Carte Bleue) plusieurs

### INGÉNIEURS TÉLÉMATIQUES — RÉF. : 1/1034 Z

Rattachés à un chef de service, ils seront chargés d'interconnecter des terminaux ou des ordinateurs au réseau d'autorisation Carte Bleue. Après l'analyse du besoin et le choix de la solution, ils devront piloter le projet jusqu'au démarrage de l'exploitation.

Ces postes conviennent à de jeunes ingénieurs diplômés, motivés par les techniques de réseaux, débutants ou possédant une première expérience en informatique. La fonction requiert de par ses contacts avec la clientele, outre des compétences techniques, de réelles aptitudes relationnelles.

### INGÉNIEURS FUTURS CHEFS DE PROJET — RÉF. : 1/1034 AA

Rattachés à différents Chefs de Projet, ils devront s'intégrer à de jeunes équipes et seront chargés de la conception et du developpement d'application dans le domaine de la monétique.

Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés, possédant une première expérience en informatique, acquise de préference dans un environnement IBM-OS-CICS.

### ANALYSTES-PROGRAMMEURS — RÉF. : 1/1034 AB

Associés à différents Ingénieurs et Chefs de Projet, ils devront être à même de mener à leur terme les développements qui leur seront confiés dans la mise en place d'applications monétiques.

Diplômé de l'enseignement supérieur (DUT, BTS ou équivalent), vous avez acquis une ou deux années d'experience professionnelle en analyse-programmation sur grands systèmes, en langage COBOL (et si possible assembleur), dans un environnement temps réel. La connaissance des matériels IBM constituerait un atout supplémentaire.

Pour tous ces postes, basés à Blois, nous assurerons votre formation à nos techniques. La lecture de l'anglais technique est indispensable. La remunération annuelle de départ tiendra compte de la valeur et de l'experience des candidats retenus.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence concernée à EGOR OUEST ATLANTIQUE, 15, rue Charles-Monselet, 44000 NANTES.



HAVAS CONTACT

## Attaché à la Direction Administrative et Financière.

Cette fonction à caractère polyvalent s'adresse à un diplômé HEC, ESSEC, ESC ayant acquis nécessairement une première expérience. Il sera chargé plus particulièrement, dans cette structure à établissements multiples reliée à un organisme public à caractère industriel et commercial, des tâches suivantes :

- Elaboration et suivi des budgets
- Amélioration des procédures existantes
- Developpement d'un contrôle de gestion plus efficace, en agissant sur la mise en œuvre de moyens informatiques plus performants.

La réussite dans ce Poste doit permettre une réelle évolution de carrière.

- L'Anglais est nécessaire
- L'Espagnol est vivement souhaité

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 1483 M ou transmettez-le à C.V. PLUS en composant le 43.59.40.25



**Jean-Claude Maurice S.A.**




12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

AFCOREM

## Organisateur et Informaticien, préparez-vous à devenir responsable informatique. 270 000 F

**Notre banque (PARIS) est de taille moyenne (un total de bilan de 2 milliards de francs), mais sa clientèle, spécialisée et bien diversifiée, exige un service informatique capable de produire des applications temps réel originales et personnalisées.**

Vous assistez le responsable actuel, êtes l'artisan du schéma directeur, mettez en place l'organisation nécessaire et apportez votre soutien technique aux analystes.

**Ingénieur ou universitaire, vous avez acquis en 7 à 10 ans, dans la banque ou chez un conseil, une solide compétence bancaire dans un environnement IBM (COBOL, CICS, DL1) et la pratique des moyens informatiques les plus récents. Cette mission et votre potentiel vous ouvrent de larges perspectives d'évolution.**

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4770 LM), à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

## Responsable clientèle

Banque - 300.000 F +

**Collectivités locales, économie sociale, établissements spécialisés, grands émetteurs** - Une importante banque française, établie de longue date, et possédant un réseau national et international résolument orienté vers le service à l'entreprise et à l'investisseur, recherche le responsable de l'activité commerciale précitée. Il aura pour mission d'accroître la pénétration commerciale des secteurs concernés et de développer les relations bancaires correspondantes dans une optique globale emplois/ressources. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire confirmé âgé de 33 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur ou justifiant d'un niveau équivalent, et possédant une connaissance approfondie des produits et services de la banque moderne. Outre son rôle commercial spécifique (montage d'opérations sophistiquées, conseil en placements financiers type SICAV/FCP, crédits spécialisés...), le candidat retenu travaillera en liaison étroite avec les directions financière et de la trésorerie, et devra être à l'écoute de toutes les techniques nouvelles (nouveaux instruments financiers et de trésorerie, marché obligataire...). Ecrire à J.-P. ROUGIER en précisant la référence A/R 9134M, en indiquant votre rémunération actuelle et en mentionnant, éventuellement, le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaiteriez pas être mis en contact.




3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

## jeune ingénieur grande école (AM, ECP, ENST, X...) HF

**optez pour le conseil et l'aide à la décision**

dans le **groupe des Banques Populaires.** Une petite équipe de haut niveau, qui appartient à l'un de nos organismes centraux à Paris, est prête à vous accueillir et à vous faire participer à l'ensemble des interventions qu'elle effectue pour le groupe en matière d'aide à la décision :
- gestion et création de produits de simulations bancaires sur un centre serveur ;
- études financières et statistiques pour l'établissement de prévisions avec conception de modèles.

Animation de réunions, conseils aux utilisateurs et formation entrent dans le cadre de ces activités.

Vous êtes âgé de 25 ans minimum et, de préférence, diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs. Vous débutez dans la vie professionnelle ou bien vous bénéficiez d'une première expérience acquise en tant qu'Analyste Financier, Contrôleur de Gestion ou Auditeur Comptable.

Nous vous remercions d'écrire, s/réf. M/554.09, à notre Conseil, Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

**SERTI SELECTION** - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.




MEDIA PA

## JEAN LEFEBVRE



*travaille pour vous*

C.A. 4,8 milliards de Frs - Routes, Autoroutes, V.R.D., Procédés Spéciaux, Revêtements Industriels, Génie Civil - 9000 personnes en France et à l'Etranger, structure décentralisée : - 9 Directions - 92 Centres et Agences de travaux, recherche pour son LABORATOIRE CENTRAL

## INGENIEUR

Institut Pétrole, Ecoles Nationales Supérieures de Chimie, INSA,...

Ayant 3 à 4 ans d'expérience de laboratoire de préférence dans l'étude des bitumes et des polymères.

Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest de Paris.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions à la Direction du Personnel 11, bd Jean Mermoz - 92202 Neuilly-sur-Seine.

AXIAL publicité

## TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Dans le monde entier notre cabinet est une signature de prestige : nos 2 700 professionnels aident les entreprises dans le choix des outils nécessaires à leur réussite. Le candidat que nous recherchons aujourd'hui sera le CONSEILLER en TECHNOLOGIES de l'INFORMATION de nos clients (Grandes Entreprises mais aussi PME / PMI de tous secteurs). Nous souhaitons qu'il ait une formation de haut niveau (Grande Ecole) et possède une solide expérience des gros systèmes informatiques et de la conduite de grands projets (environnement IBM). C'est un homme d'écoute, d'ouverture, d'organisation. En un mot un homme de solutions. Nous lui proposons un métier passionnant où le sens des relations humaines et l'esprit d'initiative doivent compléter ses compétences techniques. Au sein d'une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, il s'engagera pleinement dans la mise en place de ses recommandations. Marie-Noëlle GAUTHIER étudiera avec attention votre candidature (lettre manuscrite, photo et C.V.). Réf. CTI.M. Faites-lui part de vos aspirations et motivations. COOPERS & LYBRAND Associés, 56, rue de Ponthieu, 75008 Paris.




*Une signature pour la compétence...*



OFFRES D'EMPLOIS

...EENNE DE BANQUE

...dre de son développement actuel ...our sa Direction de l'Organisation et de l'Informatique un

DE PROJET

...HAUT NIVEAU

...une Grande Ecole et ayant 4 à 7 ans d'expérience ...un environnement de gros système IBM.

...importante, il participera à l'élaboration ...Informatique et aura la responsabilité de ...èmes de synthèse (Comptabilité, Fichier...

...oste ouvrira des possibilités de carrière au ...s Directions de la Banque

...e manuscrite, C.V., photo et prétentions, à L'EUROPEENNE DE BANQUE - Direction ...s - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS.



...péenne de Banque

...du personnel

...banlieue parisienne

...à l'un des premiers groupes industriels ...cherchons le CHEF DU PERSONNEL d'un de ...dustriels (500 personnes).

...icques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

...RÉAL

...IALISTE DE LA ...ALENIQUE

...ACTEUR-CRÉDITS

...AIRES BON NIVEAU

...rue de Richelieu, 75002 PARIS.

## crédit foncier de france

*3 800 personnes - 134 points de vente*

*Etablissement spécialisé dans le financement de l'immobilier et dans la distribution des prêts aidés par l'Etat, recherche pour PARIS et PROVINCE des*

# JEUNES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

***Grandes Ecoles, Universités (licence ou maîtrise de droit, sciences économiques, gestion...).***

*• Fonctions d'encadrement variées dans les divers secteurs d'activité de la Société (juridique, comptable, financier, expertise immobilière...)*
*• Rémunération annuelle de base 144 000 F + avantages sociaux.*
*Perspectives d'évolution de carrière.*

*Recrutement par la voie du **concours d'ATTACHE** organisé **à PARIS les 24 et 25 avril 1986**, pour 10 postes (5 en option juridique - 5 en option financière), ouvert aux candidats de nationalité française (ou de la C.E.E.) âgés de moins de 32 ans au 1er janvier 1986.*

*INSCRIPTIONS :*
*• retrait des dossiers : 24 février au 14 mars 1986 inclus,*
*• dépôt des dossiers : jusqu'au 21 mars 1986 inclus, date-limite d'arrivée au Siège de la Société.*

*Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au CREDIT FONCIER DE FRANCE - Service du Personnel - Bureau «Information-Concours» 19, rue des Capucines - B.P. 65 - 75050 Paris Cedex 01. (Tél. : (1) 42 44 80 66 - (1) 42 44 80 67).*






CONTESSE



Sogitec **Simulation et images de synthèse** **Paris**

# Chef de projet

## ESE - SUP AERO - TELECOM - CENTRALE...

Vous justifiez d'une première expérience réussie en **logiciel temps réel** ou chez un **équipementier** du secteur **aéronautique** ou dans une industrie de systèmes de pointe.

Rendant compte au Directeur du Département, vous coordonnez les actions des différents services qui réalisent les logiciels, les études et l'intégration des sous-ensembles complexes qui constituent un simulateur. Vous recherchez aussi les meilleures conditions de sous-traitance externe. Vous êtes donc confronté à des disciplines très variées, et vous intervenez sur :
– les propositions techniques et les devis ;
– les plannings et les coûts ;
– la mise en œuvre de technologies de pointe : électronique, informatique, optique, mécanique.

Personnalité, autonomie, goût du challenge technique, force de proposition, aisance de communication, feront la différence entre des candidats d'une trentaine d'années.

Patrick de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous référence 5161 M.

**argos** DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS Tél. : (1) 42.27.96.49
PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

COMMUNICO



la Villette — cité des Sciences et de l'Industrie

# Chargé d'études statistiques HF

La Médiathèque de la Cité des Sciences et de l'Industrie propose, dans le cadre de son Département Développement, le poste de Chargé d'Etudes Statistiques. Il sera chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des outils de mesure permettant l'évaluation permanente des travaux et services de la Médiathèque. Il aura une large autonomie et sera aidé par une Assistante de formation bibliothécaire. Il aura de nombreux contacts avec les Responsables des différents services de la Médiathèque et des liaisons avec le Service Informatique. Ce poste convient à un diplômé d'études supérieures (par ex Maîtrise Sciences Economiques ou Ingénieur), ayant au moins 2 ans d'expérience en Statistiques ou suivi de projets comme par exemple dans l'ingénierie. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous réf. 11730/M à Denise de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Membre de Syntec

sélé CEGOS

SERVICE CONTENTIEUX

# JURISTE DROIT PRIVÉ HF

Au sein d'une équipe de spécialistes, il sera plus particulièrement chargé des opérations de **RECOUVREMENT** concernant notamment des dossiers complexes. Ses attributions couvriront la totalité du traitement de ces dossiers jusqu'à leur solution.

De bonnes connaissances dans la matière des mesures conservatoires, des voies d'exécution, des procédures collectives de reglement judiciaire et de liquidation de biens sont nécessaires.

Le poste requiert quelques années d'expérience acquises dans un cabinet d'avocats, chez un syndic ou au service contentieux d'une grande entreprise.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions à Marguerite MOHY sous la réf. R.

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Service Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

bleu

**Société financière**
**liée à un Groupe de Banques**
**Paris 8e** recherche

## *Jeune homme (ou jeune femme) ambitieux et imaginatif désireux d'acquérir ou d'améliorer une spécialisation en opérations financières*

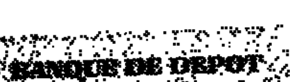
Le candidat sera débutant ou aura une expérience de 2 à 3 ans.

De formation scientifique, ou économique et commerciale avec de bonnes aptitudes aux mathématiques.

Rémunération annuelle 150-200 000 F selon expérience.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite avec CV détaillé et photo sous réf. 1521 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.



**BANQUE DE DEPOT**
**Paris 8ème, recherche**

# EXPLOITANT H/F

**pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.**

**Diplôme d'Etudes Supérieures ou C.E.S.B. requis.**

**Ce poste, qui offre de réelles responsabilités et de bonnes perspectives d'évolution, requiert dynamisme et aptitudes commerciales.**

**Une expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire est exigée.**

**Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à COFAP/PMP - 39, rue de l'Arcade 75008 Paris qui transmettra, sous référence 44621.**

cofap

**MUTUALITÉ AGRICOLE PARIS**

recherche

# JEUNE COLLABORATEUR CADRE

## pour son agence comptable

Le candidat retenu aura pour mission, en relation avec sa hiérarchie, **d'animer et de gérer** à terme, une équipe de plusieurs personnes et d'assurer, sous procédure informatisée, la tenue de la comptabilité et le suivi de la trésorerie.

Si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (comptabilité, gestion), possédez une **expérience d'environ 2 ans** de ce type de poste et savez faire preuve à la fois de rigueur dans la logique comptable et de souplesse dans les relations humaines, merci de nous adresser une lettre manuscrite + c.v. et obligatoirement photo et prétentions à :

**FMAIF, 29, rue de la Tombe-Issoire,**
**75014 PARIS section Recrutement.**

# GROUPE BANCAIRE

recherche

pour son département organisation et informatique

# ORGANISATEURS

Dans le cadre de la réalisation du Schéma Directeur d'informatisation du Groupe, ils seront chargés de la définition et de la mise en place des nouvelles procédures ou des nouveaux services à la clientèle (activités bancaires, financières et de crédit).

Nombreuses opportunités d'évolution dans les autres départements du Groupe ou agences.

Ces postes conviendraient à des personnes de formation supérieure (Ecoles de Commerce, Maîtrise de Gestion) ; ayant eu une première expérience dans le monde bancaire de préférence.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5108 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

Agence de presse

recherchons
pour RÉGION PARISIENNE

## INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Pour installation et maintenance de systèmes à base de mini et micro.
– Expérience en vidéotexte, télétexte et communication. Matériel et logiciel.
– Anglais indispensable.

## AGENT TECHNIQUE CONFIRMÉ

Pour maintenance d'installations à base de micro et mini-ordinateur.
Matériel et Logiciel.
– Anglais indispensable.

Envoyer c.v. et photo à :
**REUTER MONITOR GIE**
19-21, rue Poissonnière, 75002 Paris.
A L'ATTENTION DE MONSIEUR C. FLORIT.

laboratoire lachartre
Soin d'hégor — Rogé Cavaillès — Clearasil — VICKS — Milton

**LE LABORATOIRE LACHARTRE MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL** RECHERCHE SON

# RESPONSABLE ENTREPOT-EXPEDITIONS

Vous êtes un jeune diplômé (Ingénieur ou ESC), bilingue Français/Anglais. Vous êtes un homme de terrain ayant une première expérience qui vous a permis de diriger du personnel et de gérer les opérations, de préférence en entrepôt, ou en production, dans une société internationale. Si oui, nous vous offrons la responsabilité opérationnelle d'un magasin automatisé, d'un magasin conventionnel, de la préparation des commandes, des expéditions/réceptions et de la négociation avec les transporteurs assisté d'une équipe d'environ 45 personnes. Notre style de management favorise l'initiative et la prise de responsabilité dans une société en développement rapide.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au
Laboratoire LACHARTRE — Service du Personnel
126, av. de Vendôme, BP 839 — 41008 BLOIS Cedex.

CONTESSE

TAT EXPRESS — VOS COLIS DE DOMICILE A DOMICILE EN MOINS DE 24 H.

***SOCIETE DE TRANSPORTS EXPRESS AIR/ROUTE A TRES FORTE EXPANSION FILIALE DE LA COMPAGNIE T.A.T.***

# *INGENIEUR PROGRAMME*

*Nous recherchons un jeune ingénieur «Grandes Ecoles» qui, en liaison avec le Directeur du Département International, sera formé en vue de se voir confier à terme des responsabilités opérationnelles de haut niveau.*

*Chargé dans un premier temps de mettre en place nos nouveaux produits internationaux (Etudes de faisabilité, recherche des partenaires étrangers, mise en place et suivi des procédures...), il sera responsable de l'exploitation de ce produit en liaison avec le Chef des Ventes et le Directeur du Département.*

*Une bonne maîtrise de l'anglais, des qualités d'analyse et de synthèse ainsi qu'une grande disponibilité sont nécessaires.*

*Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous référ. LP. à **TAT EXPRESS** Service du Personnel - BP 0237 - 37002 TOURS Cedex.*

ÉDITEUR SPÉCIALISÉ

recherche

# JURISTES ET ÉCONOMISTES CONFIRMÉS

POUR RÉDACTION D'OUVRAGES DESTINÉS AUX ENTREPRISES.

Adresser lettre de candidature et références.
LE MONDE PUBLICITÉ
sous nº 7 008, 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

**CNEH**

Dans le secteur Santé Sociale, notre Division Informatique recrute pour ses agences de BORDEAUX, POITIERS et LYON des

# Analystes-programmeurs

## Débutants ou première expérience

devant s'intégrer dans une équipe jeune.
De formation ingénieurs ou niveau maîtrise.
Vous participerez à des travaux portables sur plusieurs matériels, IBM 43 XX, BULL DPS 7. Contrat à durée déterminée.
Merci d'envoyer CV + photo + prétentions au CNEH - DII, 5 bis rue Pérignon 75015 Paris.

média-system



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

## CONSULTANT (H ou F)

**PARIS**

Aider les entreprises à réfléchir à leurs structures et à leur évolution dans le domaine des ressources humaines, mais aussi écouter, informer et conseiller les candidats pour leur permettre de mieux gérer leur carrière. C'est ainsi que les Consultants de G.R.H. Conseils conçoivent leurs interventions dans la recherche de cadres et équipes dirigeantes (par annonce ou approche directe), qu'ils entreprennent pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs d'activité très diversifiés. Notre développement constant depuis dix ans rend nécessaire l'intégration d'un nouveau Consultant pour lui confier des missions complètes de recherche, d'évaluation et de sélection des cadres, et participer aux actions commerciales et de conseils du Cabinet. Ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure - Ecole d'Ingénieurs, E.S.C. ou Sciences Humaines - et possédant quelques années d'expérience professionnelle acquise en entreprise ou en cabinet.

Ecrire sous référence 826/M à Monsieur J. BLIN, qui étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

**GRH conseils**
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

AFCOREM

## La gestion sur papier glacé

Importante société de presse et d'édition, 200 millions de CA, filiale d'un groupe international, recherche

### SECRETAIRE GENERAL ADJOINT

Il participera, en étroite collaboration avec le Secrétaire Général, à l'animation des services comptabilité, finances, informatique et administration générale.
Ses efforts porteront plus particulièrement sur l'évolution et le suivi du contrôle de gestion. Il sera appelé à traiter en parallèle un certain nombre de dossiers spécifiques : fiscalité, gestion des assurances, protection des marques...
C'est un HEC, Sup de Co, Sciences Po... âgé d'une trentaine d'années. Polyvalent, il possède une première expérience de gestionnaire, a l'esprit ouvert aux problèmes juridiques et est un utilisateur confirmé de l'informatique.
Il est aujourd'hui désireux de s'investir sur le long terme.
Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601 110 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC PARIS - LYON - NEW-YORK
**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 Paris

PFA, l'un des tout premiers groupes privés d'assurances, recherche pour la société Vie et Capitalisation en forte expansion son

## RESPONSABLE TECHNIQUE ACTUAIRE

Rattaché à la direction générale, cet actuaire de l'Institut d'actuariat de LYON ou de PARIS (ou titulaire d'un diplôme équivalent) assume depuis plusieurs années une fonction du même type au sein de cette profession.

PFA
Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite sous réf. 507M à B. BABEAU - PFA
Cedex 43
92160 Paris la Defense.
**Préservatrice Foncière Assurances**

## L'AIR LIQUIDE

**Spécialiste Mondial des Gaz Industriels**
**25000 personnes dans 55 pays**
recrute

## le Responsable du Service Achats de sa Division Matériel Cryogénique

Il assurera la prospection, l'analyse et la sélection des marchés fournisseurs sur un plan **national et international** et négociera les **accords cadres**.
Le budget global d'achats est d'environ 150 MF.

**Impérativement diplômé d'une Ecole d'Ingénieur,** il aura une expérience de la fonction achats dans un secteur industriel fortement concurrentiel et aura géré les approvisionnements selon la méthode du **«Juste à temps»**.

Il encadrera une équipe de 6 personnes. Pour ce poste basé dans **la région parisienne**, la maîtrise de **l'anglais est indispensable.**

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en rappelant la référence AM - L'AIR LIQUIDE - D.R.H.P. 75, quai d'Orsay 75321 PARIS Cédex 07.

Jonction

## JURISTE D'ENTREPRISE

PARIS-16e pour groupe PME contrats assurances, immobilier, droit des sociétés, droit social, licence en droit ou DECS. 30 ans min. Réf. pratiques. Adr. c.v. et prét. s/réf. 11 417 à P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE région parisienne, recherche

## PSYCHOLOGUE STAGIAIRE

Dans le cadre du service du personnel, sera associé(e) aux actions de recrutement (entretiens, études postes, relations grandes écoles), orientation, mutations et gestion administrative du personnel.
Ce poste polyvalent constitue une excellente approche des problèmes liés au recrutement et à la gestion des ressources humaines.

Ecr. s/réf. 6 022 à Cinoren, 89, r. La Fayette 75009 Paris.

## MID

recherche pour ses agences Paris - Lyon - Bordeaux
PERSONNEL ET CADRES TECHNIQUES ET CCIAUX
Vous êtes technicien, technicien supérieur, ingénieur ou diplômé d'une grande école de commerce.
Vous aimez la micro-informatique, le développement, les télécom., la vente...
Vous êtes débutant ou avez une première expérience.

Si vous désirez vous joindre à notre équipe, merci d'envoyer c.v., photo, prétentions à
– MID, M. LAMARRE, 96, bd Richard-Lenoir, 75011 PARIS.
– MID M. COCHETEUX, 12, place Jules-Ferry, 69006 Lyon.
– MID M. LEGARDEUR, 18, place Pey-Berland, 33000 Bordeaux.

Nous sommes une société française de première importance.

Nous recherchons

quelques

## PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après stage, d'atteindre après un an 10 000 à 15 000 F mensuels.

Nous leur offrons :

– Une formation complète ;
– Une activité prenante ;
– Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire av. c.v. et photo à nº 5 122 Publicités Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
Soit de bonnes études ;
– SOIT la preuve de leur personnalité.

BUREAU D'ÉTUDES grande banlieue Ouest, rech. :
– 1 jeune INGÉNIEUR ÉLECTROMAGNÉTICIEN. IEG ou 3e cycle université
– 1 jeune INGÉNIEUR NUMÉRICIEN, ENSIMAG. ou 3e cycle universitaire.
– 1 INGÉNIEUR ayant une exp. dans le domaine de la propagation des ondes de choc.
Adr. c.v. + photo + prét. à : NETA PUB., 19, rue Bergère, 75009 PARIS, qui transmettra sous réf. ER/17/02.

Organisme de formation recherche

## – PROFS D'ALLEMAND
## – PROFS D'ANGLAIS
## – INTERVENANTS

en langue anglaise spécialisée : juridique, aéronautique, bancaire, électronique, finances/gestion, informatique.
Langue maternelle, expérience pédagogique.

Ecrire sous le nº 7 017 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Recherchons

## VENDEUSE QUALIFIÉE

en maroquinerie de luxe. Sérieuses références exigées. Discrétion assurée.
Ecrire avec c.v. + photo à SARL Mosti 20, rue Boissy-d'Anglas pour rendez-vous.

ÉDITEUR (livres) de moyenne importance recherche

## CADRE DE FABRICATION

H. ou F.

5 ans d'expérience minimum

qui prendra en charge la production informatisée, à la tête d'une équipe, après formation complémentaire si nécessaire.

*Qualités requises :*
– Aptitude à diriger et former une équipe ;
– Très bonne culture générale.

Envoyer c.v. et prétentions sous nº 7 028 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Constructeur informatique recherche URGENT

## INGÉNIEUR HARD

expérimenté pour évaluation cahier des charges. Compétences exigées application Télécom sur DPS7/8 – MINI 6. Libre de suite.
Tél. pour R.-VS 47-84-74-52.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 42 96 10 65

## BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS

85 Agences, 1250 Collaborateurs,

recherche pour son département ORGANISATION

## UN ORGANISATEUR

La B.P.R.O.P. vous offre la possibilité de développer vos capacités d'analyse et votre esprit d'entreprise.

Votre mission : coordonner et faire aboutir des études intéressant différents secteurs de notre Banque.

Notre préférence irait à un candidat diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs (avec ou sans expérience professionnelle), possédant des connaissances en informatique.

Un élément fondamental de notre choix sera un comportement associant pragmatisme, pédagogie et esprit de synthèse.

Lieu de travail : SAINT-QUENTIN-en-YVELINES

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
BPROP - D.R.H. - 9, avenue Newton - 78183 St Quentin-en-Yvelines Cedex

MISSION LOCALE BANLIEUE SUD recherche son

## COORDONNATEUR

Pour gestion, animation équipe, suivi actions en cours et relations avec partenaires.
– Démarrage : 1er mars 1986.
– Contrat à durée déterminée.
– Salaire mensuel brut : 10 115 F
Exp. poste similaire souhaitée.

Envoyer c.v., lettre, photo à : MLOC 21, rue Paul-Carle 94600 CHOISY-LE-ROI. (Ne pas téléphoner) ET AVANT LE 19 FÉVRIER.

Jeune maison d'édition cherche

## CADRE ADMINISTRATIF

expérimenté ayant sens de l'organisation et de l'encadrement du personnel.
Tél. : 42-46-37-88.

SOCIÉTÉ TEXTILE QUARTIER PALAIS-ROYAL recherche

## COMPTABLE

Niveau D.U.T.
– Expérience 5 ans et pratique de l'informatique.
– Rémunération selon qualif.

Env. c.v. CABINET THOMAS B.P. 13, 95111 SANNOIS.

La ville de VITRY-SUR-SEINE (94400) recherche pour son service Petite Enfance :

## UNE PUÉRICULTRICE

(diplômée d'Etat de puériculture).
Adresser demande et c.v. à Monsieur le député maire de VITRY-SUR-SEINE.

Impt bur. d'études économiq. rech. ingénieur économiste form. gdes écoles, 3-4 ans expér., connaissant informatique.
Envoyer c.v. sous nº 7 027 LE MONDE PUBLICITÉ services annonces classées, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Magazine Grand Public spécialisé en audio-visuel recherche

## PROSPECTEUR PUBLICITAIRE

Rémunération à la commission

Env. C.V. et prétentions à RDXCF, 23, rue Michelet 93500 PANTIN.

Edit. exigeant cherche EXC. AGENT DE FABRICATION Situation stable et intéres. Env. C.V. et photo à : JOLY 9, r. Barbet-de-Jouy, Paris-7e.

## S 3 I

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE ET D'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE recherche dans le cadre de ses projets logiciels auprès de grandes sociétés françaises

## UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

– Débutant ou 1re expérience.
– Libre rapidement.
– Pour applications de haut niveau en modélisation simulation en FORTRAN 77 sur IBM.

## INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

dans l'un des domaines suivants : 8086 - 68000 - VAX PDP - C - UNIX

Env. C.V., photo et prétentions 13, rue Saint-Honoré 78000 VERSAILLES.

## Jeune Conseiller Technique

Imprimerie d'importance nationale (siège à Paris, 2 établissements en province) recherche, pour maîtriser sa croissance un **JEUNE CONSEILLER TECHNIQUE.**
Rattaché au Président Directeur Général, responsable de la préparation et du suivi des dossiers de développement de l'Entreprise (informatique, productivité, création d'usines, développement des compétences et formation des collaborateurs).
Ingénieur, vous avez une expérience industrielle (2 - 5 ans) et êtes attiré par les relations humaines. Si un tel poste est une étape de votre carrière, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 41107 M. à notre Conseil Etienne BLONDEAU.




13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

AFCOREM

*Le marketing au quotidien :*

## Jeune chef de produit dans la presse

Nous vous proposons de participer à la réalisation de la politique commerciale d'un grand quotidien national.

En collaboration avec la responsable commerciale du journal, vous assumerez des fonctions d'analyse et d'études (suivi du budget, des objectifs de diffusion, etc.) et prendrez en charge certaines opérations promotionnelles.

Pour cette création de poste, nous recherchons un(e) candidat(e) de formation supérieure (Sces Po, HEC, ESSEC, Sup. de Co. ou équivalent), possédant si possible une première expérience réussie et de réelles motivations pour la Presse et la Communication.

Notre groupe (22 publications, 2 000 personnes) offrira des perspectives d'évolution à un candidat de bon potentiel.

*Merci d'adresser votre candidature sous réf. MLA 434 à*
**TROPIQUES**
**35, rue Bellu, 75008 Paris qui transmettra.**

## Chargé d'Affaires Immobilières

Nous sommes une société spécialisée dans le **crédit bail immobilier.**

Convaincus qu'il existe encore de nombreux marchés à conquérir, notamment dans la grande distribution et l'hôtellerie, nous recherchons l'artisan de nos futurs développements. Comment le voyons-nous ?
Jeune, 28/32 ans environ, impérativement diplômé de l'une des Ecoles suivantes (Science Po, HEC, ESSEC, ESC...) et doté d'un incomparable tempérament commercial.
Une première expérience professionnelle d'au moins 3 ans lui aura donné une bonne vision des problèmes économiques et commerciaux - voire fiscaux - de l'entreprise et l'aura préparé aux négociations à haut niveau.

Ce poste basé à Paris implique des déplacements en province.

Nous remercions les candidats d'adresser CV, photo et niveau de rémunération souhaitée à IMMOBAIL BTP, Serge DELETRE, 128 rue La Boëtie, 75008 Paris.

DESSEIN




## mathématicien

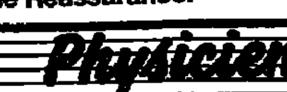
Vous avez une formation scientifique (maîtrise ou licence), une bonne connaissance de l'anglais et vous souhaitez changer d'orientation.
Après une formation complémentaire prise en charge, nous vous offrons une carrière dans nos services d'études actuarielles.

Ecrire lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. 302 à M. ROY - Immeuble SCOR - Cedex 39
92074 PARIS LA DEFENSE.




1ère Société Française de Réassurance.

CONTESSE




REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Paris

CENTRALE...

RECRUTEMENT
PARIS Tél. : (1) 42.27.96.49

IT PRIVÉ

GÉNÉRALE
7 rue Caumartin 75009 PARIS

ITÉ AGRICOLE PARIS
recherche
LABORATEUR CADRE
on agence comptable

29, rue de la Tombe-Issoire.
PARIS section Recrutement.

oratoire lachartre
n d'hégor

ACHARTRE MEMBRE D'UN GROUPE
CHERCHE SON
ENTREPOT-EXPEDITIONS

CNEH

nalystes-
grammeurs
ou première expérience

# ANNONCES CLASSÉES

| | La ligne* | La ligne TTC |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 114,00 | 135,20 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 34,00 | 40,32 |
| IMMOBILIER | 76,00 | 90,13 |
| AUTOMOBILES | 76,00 | 90,13 |
| AGENDA | 76,00 | 90,13 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 224,00 | 265,66 |

| ANNONCES ENCADRÉES | Le mm/col* | Le mm/TC |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOIS | 65,00 | 77,09 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 19,00 | 22,53 |
| IMMOBILIER | 50,00 | 59,30 |
| AUTOMOBILES | 50,00 | 59,30 |
| AGENDA | 50,00 | 59,30 |

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

## OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

**Jeunes diplômés D.U.T./B.T.S. Physique**
*motivés par*

## le traitement de l'image les techniques de pointe la presse...

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe du Département « Traitement de l'Image » de notre Groupe (22 publications).

Vous travaillerez sur un matériel sophistiqué alliant l'informatique, la photogravure et les techniques vidéo : analyse de l'image couleur par scanner, mise en page informatique, utilisation de l'écran et ordinateur vidéo de transformation de l'image.

Une bonne connaissance de l'Anglais et/ou Allemand est indispensable.

Nous compléterons votre formation par des stages tant internes qu'externes et nous offrirons de réelles perspectives d'évolution à un candidat de bon potentiel.

*Merci d'adresser votre candidature + CV sous réf. CC 504 à :*
***TROPIQUES, 4, bd de Strasbourg, 75010 PARIS, qui transmettra.***

---

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTER-DÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE/YVELINES recherche

## CONSULTANT JURIDIQUE H/F

Pour son service de consultation juridique, d'informations et de formalités aux entreprises

**PROFIL :**
- maîtrise droit des affaires (pratique, fiscalité indispensable).
- Expérience professionnelle 1 an minimum, préférablement chez conseiller juridique.
- Esprit de synthèse et rapidité d'exécution.

**MISSION :**
- rattaché(e) à la section juridique, économique et documentaire, il (elle) assurera les consultations juridiques et fiscales en s'intégrant au sein d'une équipe déjà existante.

Ce poste est basé à PONTOISE (95)
Envoyer lettre manuscrite C.V., photo et prétentions au Service du Personnel 21, avenue de Paris 78011 VERSAILLES.

---

## INFORMATIQUE ET BANQUE

Important établissement bancaire à **Paris**, nous avons besoin de Chefs de Projets expérimentés pour renforcer notre département Organisation et Informatique,

- **Chef de Projet «TITRES»** (réf. 1027)
  Pour intégrer l'équipe actuelle et piloter de nouveaux développements dans ce secteur.
- **Chef de Projet «CONTROLE DE GESTION»** (réf. 1028)
  Pour entreprendre la conception d'applications d'études de rentabilité.

Notre environnement technique : IBM 30XX sous MVS/XA, CICS, VSAM, Bases de données relationnelles.

Agés de 28/30 ans environ, vous avez l'acquis d'une formation supérieure et d'une première expérience de Chef de Projet ; vous maîtrisez les aspects techniques de développement et d'analyse, vous avez vécu les contraintes de la conduite de projet : définition des besoins, choix des moyens, respect des plannings, encadrement et suivi de la réalisation.

Et vous avez la curiosité de ce secteur d'activité : la banque.
Votre connaissance d'IDMS serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et souhaits de rémunération en précisant la référence du poste choisi) à notre Conseil.

**UNILOG** Ethnos
9 rue Alfred de Vigny, 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC Informatique

DESSEIN

---

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche pour son RÉSEAU CABLÉ EXPÉRIMENTAL de BIARRITZ

## INGÉNIEUR

### RESPONSABLE DE LA RÉGIE AUDIOVISUELLE DE DIFFUSION

Il encadrera une équipe de techniciens supérieurs chargés de l'exploitation des équipements informatiques et audiovisuels de la régie de diffusion.

Il organisera et animera sur le plan commercial un service de programmation TV par les abonnés (ou télévidéothèque), service mis en œuvre pour la première fois sur un réseau câblé.

Il est demandé une première expérience, mais les candidatures de débutants présentant une bonne motivation seront examinées.

*Envoyer CV, lettre manuscrite, photo à CONSILIA. 5, rue Lincoln - 4e étage - 75008 PARIS*

Consilia — CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

---

## juriste international

L'une des branches d'un important groupe industriel français recherche un juriste international. Cette branche dont le chiffre d'affaires est de 10 milliards de Francs, est le deuxième producteur mondial dans sa spécialité.

Au sein d'une équipe très restreinte, en collaboration avec le directeur juridique, le juriste international participera principalement à la négociation et à la rédaction d'accords industriels et techniques.

Agé d'au moins 30 ans, le candidat, de formation supérieur Droit (D.E.A., Master of Laws...) aura une expérience des accords industriels acquise au sein d'une entreprise industrielle et/ou d'un cabinet d'affaires, et devra posséder une parfaite maîtrise de l'anglais. Le poste est situé à La Défense.

Envoyer C.V. et salaire actuel sous réf. 4200-M à I.C.A., 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising — NEW YORK — PARIS

---



**Bafip**

## SICOMISTE CREATIF

**Une des premières banques privées développe son département immobilier et recherche**

Le spécialiste SICOMI à qui elle confiera le développement technique et commercial de l'activité crédit-bail (négociation des contrats, recherches de nouveaux produits, montages...).

De formation supérieure, ayant une solide expérience acquise en Crédit Bail, vous souhaitez une ouverture motivante, une autonomie réelle.
Venez rejoindre notre équipe.

Nous vous remercions d'écrire à Monsieur Joël DUBOIS : BAFIP 48, rue la Pérouse 75116 PARIS.

CURRICULUM

---

## L'image passe par l'image

Cet important organisme national d'excellente réputation dispose d'un solide budget de communication mettant en œuvre des moyens sophistiqués : films - clips - 2 magazines télévisés - 30 montages audiovisuels annuels destinés à la communication interne et à renforcer son image auprès du public.

Une petite équipe existe déjà, passionnée d'innovation, rompue aux conceptions de scénarios, à la gestion de production, à la sélection des équipes de réalisation. Ils attendent leur responsable :

### Spécialiste de la communication audiovisuelle

Vous serez créatif mais perfectionniste, il faut veiller à tout, tout vérifier, tout analyser jusqu'à l'impact auprès des différents publics concernés.

Organisateur, animateur et négociateur, vous êtes respectueux des délais, vous aimez la chose bien faite, le concret.

Enfin, l'entreprise vous est familière, vous en admettez les contraintes... et les satisfactions.

Pour en parler plus avant, merci d'adresser votre candidature, sous référence 26 M 041 à Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

---

**SVP, Groupe International de Conseil en Information,** leader de son marché, existant depuis 50 ans, implanté dans 18 pays, vend à ses clients, dirigeants, cadres d'entreprises, professions libérales, le savoir faire de 500 experts et spécialistes avec lesquels ils peuvent dialoguer pour résoudre leurs problèmes dans les meilleurs délais.

**SVP France**
recherche

## un Consultant en Marketing

Vous êtes diplomé en Sciences Economiques (Faculté de Gestion ou Sup. de Co.) avec une spécialisation Marketing. Vous avez une première expérience de 2 ou 3 ans dans le Service Etudes d'une entreprise industrielle ou en tant que chargé d'études d'une société de marketing.

Attiré par la communication, vous souhaitez intégrer une équipe dynamique.

Envoyez votre C.V. à Mme E. LIPUSCEK, Société SVP 54, rue de Monceau, Paris 8e.




---

*Nous intervenons depuis plus de cinquante ans sur des marchés durables, et en bonne santé ; nous y occupons une place prépondérante en France et à l'Etranger (C.A. consolidé : 2,7 milliards) ; nous recherchons un :*

## CHARGE DE MISSIONS H/F

*HEC, ESSEC, SUP de CO et 5 ANS D'EXPERIENCE*
*ANGLAIS INDISPENSABLE - ESPAGNOL SOUHAITE*

*Dépendant directement du Secrétaire Général qui est par ailleurs Directeur Financier, il/elle sera chargé(e), à la demande de celui-ci, de toute mission ponctuelle dans le domaine de l'analyse financière et/ou montage à aspects contractuels, nécessitant la mise en œuvre de disciplines multiples (Finances, Fiscalité, Droit des affaires),*
*Notamment : rachat d'entreprises, montage de contrats importants, implantation sur de nouveaux marchés...*
*Il/elle s'appuiera sur les services existants de la Société.*
*Les missions pourront se dérouler dans un cadre français ou étranger (Afrique, Amérique du Nord, Europe).*
*Notre groupe, par ses dimensions nationales et internationales, laisse envisager d'intéressantes opportunités de développement de carrière.*
*Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 533 à CURRICULUM 4, rue Tronchet 75008 Paris, qui transmettra, en toute confidentialité.*

---

**biS S.A.**
Holding d'un important groupe de services
recherche

## AUDITEUR INTERNE CONFIRME

Au sein d'un service directement rattaché à la Présidence du groupe :
- vous aurez à veiller à la bonne application des procédures administratives et comptables,
- à animer, coordonner et superviser l'ensemble des missions,

auprès des différents établissements et filiales répartis sur toute la France.

- Votre formation supérieure (école de commerce, DECS...),
- votre expérience de 3 à 5 ans,
- votre diplomatie et vos capacités d'organisation et d'innovation,

doivent vous permettre de réussir et d'évoluer au sein de notre groupe.

Si vous souhaitez vous entretenir avec nous de cette opportunité, merci d'adresser votre dossier sous la réf. 743 au

Service Recrutement Développement
26-28, rue de Madrid - 75008 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

---

**D**ans le cadre de la restructuration de son service ETUDES (30 personnes), la DIRECTION INFORMATIQUE d'un important groupe du secteur tertiaire (PARIS) recherche

## CHEF DE PROJETS

Vous avez 30 ans environ, un diplôme Ingénieur Grande Ecole ou MIAGE, 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction impliquant une bonne **MAITRISE DES PROJETS METHODES** et une connaissance pratique de **MERISE** ou **AXIAL**.

En prise directe avec le Directeur des Etudes, vous prendrez en charge, dans un premier temps, la mise en place d'une Méthodologie, de la conception (avec un Conseil extérieur) à la réalisation : application de **MERISE** aux projets Méthodes.

Il vous sera confié ensuite d'autres projets de développement.

Vous devrez faire la preuve d'un tempérament d'organisateur, d'un sens affirmé du dialogue et d'une réelle capacité à convaincre.

Votre C.V., adressé, sous la référence 6002, sera traité confidentiellement par M.A.B. CONSEIL 5, rue du Helder - 75009 PARIS.

MEDIA BA

---

**SAFT**

Groupe de dimension internationale, SAFT (4000 personnes - 10 établissements en France) est le spécialiste des générateurs d'énergie électrique autonome pour les secteurs de haute technologie (Electronique, Aéronautique, Espace...). Notre directeur du Contrôle et des Systèmes de Gestion recherche son adjoint pour lui confier la responsabilité de

## CONTROLEUR DE GESTION FRANCE

Dans le cadre d'activités opérationnelles décentralisées au niveau de Divisions regroupées en Départements, vous interviendrez auprès de la Direction Générale. Vous assurerez la coordination, la consolidation et la diffusion des résultats (plans, budgets, reporting) de l'ensemble des activités. Vous participerez à l'amélioration des performances du Groupe par la qualité de vos analyses.

**Pour un candidat à fort potentiel,** ayant une expérience de gestion en milieu international ou en cabinet d'audit de 3 à 5 ans, c'est l'opportunité de larges ouvertures au sein d'un Groupe international performant.
Poste basé à Neuilly.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. N.1.3 M à SAFT Direction des Ressources Humaines 57, rue de Villiers 92200 NEUILLY SUR SEINE.




CONTESSE

هكذا من الأصل





# OFFRES D'EMPLOIS

**IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL DE L'IMMOBILIER**

RECHERCHE

**RESPONSABLE PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES**

POSTE A PARIS

MISSION :
- assurer l'information auprès de la presse économique et spécialisée nationale et régionale ;
- développer les actions de relations publiques.

QUALITÉS REQUISES :
- expérience en communication ;
- capacités de rédaction ;
- créativité ;
- dynamisme ;
- disponibilité.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à MONDE PUBLICITÉ, sous n° 7.023 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

**BORDAS**
recherche
pour son secteur encyclopédies

**RESPONSABLE D'EDITION H/F**

De formation supérieure, il(elle) devra avoir une expérience de plusieurs années à un niveau élevé de responsabilité éditoriale pour assurer dans le cadre d'une politique éditoriale d'ensemble :
- la définition éditoriale et économique du projet,
- le recrutement d'auteurs,
- l'animation d'une équipe,
- les relations avec les services de production, de promotion et de commercialisation.

Une expérience de travaux encyclopédiques est souhaitable.

Adresser CV et prétentions à Denise Hirlemann, 11, rue Gossin, 92543 Montrouge cedex.

---

**BANQUE INTERNATIONALE**

recherche

**ACTUAIRE DIPLOMÉ confirmé**

- maîtrise de la gestion obligataire indispensable ;
- très bonne connaissance du marché obligataire français (intervenants/intermédiaires) ;
- 4 à 5 années d'expérience au sein d'une banque ou chez un agent de change exigées ;
- maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer C.V. et prétentions au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 7.022 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

---

**VILLE NOUVELLE DE MELUN-SENART**
(Etablissement Public à caractère industriel et commercial)

**ATTACHE D'ETUDES EN PROGRAMMATION**

**Formation en Sciences Humaines : urbanisme, géographie... et/ou expérience équivalente.**

Sous la responsabilité du Chef de Service :
- participe à des études générales portant sur certains domaines d'équipements : culturel, loisirs..., à la programmation physique et financière,
- mène des études opérationnelles.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions :
M. le Chef du Personnel - E.P.A.M.S. -
La Grange-la-Prévôté,
77547 Savigny-le-Temple cedex.

CONTESSE

---

ASSOCIATION NATIONALE SECTEUR EDUCATIF ET CULTUREL
650 salariés recherche son

**CHEF DU DÉPARTEMENT GESTION**

Collaborateur direct du délégué général, sa mission :
- direction service comptable, budgets ;
- trésorerie, relations avec les organismes financiers recherche des financements ;
- mise en place d'un nouveau système informatique.

Sa formation :
- école supérieure de commerce, DECS ou équivalent ;
- expérience 4 ans minimum ;
- sens du travail d'équipe, grande disponibilité.

Adressez lettre manuscrite C.V., photo et prétentions sous réf. 1.531 à :
PLAIN CHAMPS
37, rue Froidevaux
75014 PARIS, qui transmettra.

---

Filiale Prestataire de Services d'une Entreprise Multinationale cherche

**RESPONSABLE DE SES SERVICES COMPTABLES ET FINANCIERS**

- Poste nécessite sens de l'initiative et goût des responsabilités.
- Réelles possibilités de promotion personnelle et professionnelle pour candidat d'environ 35 ans.
- Anglais courant, ayant de 5 à 10 ans d'expérience, niveau D.E.C.S.

C.V., prétentions à : GABARD
60, rue Charles-Laffitte
92200 Neuilly-sur-Seine.

---

Le Département du Val-de-Marne recrute

'UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE GÉNIE SANITAIRE CONTRACTUEL

Conditions :
- être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou d'un baccalauréat et de dix années de pratique professionnelle (Le diplôme de l'École Nationale de la Santé de Rennes sera apprécié).
- Des connaissances en informatique sont indispensables et une expérience similaire de quelques années dans une autre DSSAS sera appréciée.

Transmettre les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et de la photocopie du diplôme, au plus tard le 21 mars 1986 à :
L'Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental
1er Bureau - Recrutement
Pièce 404
Avenue du Général-de-Gaulle
94000 CRETEIL
Tél. 48-99-94-00
poste 24.98.

CONTESSE

## propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291.09, PARIS CEDEX 09.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée.
FRANCE CARRIÈRES (C 16).
B.P. 402-09 PARIS CEDEX 09.

## travail à domicile

Artisane effectue tous travx de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

Problèmes de délais de personnel ?
Je dactylographie vos rapports mémoires sur
TRAITEMENT DE TEXTE
(IBM PC ou Olivetti ETS)
Tél. : 47-07-45-81. Paris-5e.

## secrétaires

**COTEBA INTERNATIONAL**

recherche
pour sa Direction Générale

**SECRETAIRE ASSISTANTE**

Elle devra obligatoirement :
- avoir une maîtrise parfaite d'un secrétariat de haut niveau,
- avoir une excellente présentation,
- être bilingue anglais.

**Position cadre.**

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et prétentions sous double enveloppe à COTEBA INTERNATIONAL. Direction Générale, 92-98, bd V.-Hugo, 92115 CLICHY.

CONTESSE

---

Groupe français faisant partie d'une entreprise multinationale
recherche

**SECRETAIRE**

- auprès de la Direction Administrative centrale du groupe.
- Langue maternelle : Hollandaise.
- 20 à 30 ans.
- Français - Anglais parlé et écrit courant.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V. et photo s/référence 1972 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

---

AGENCE DU PUBLICITÉ SPÉCIALISÉE (membre AACP) petite structure recherche

**SECRÉTAIRE ASSISTANTE**

Pour suivi complet des budgets. Parfaite maîtrise du secrétariat exigée (sur micro-ordinateur de préférence). Première expérience dans la publicité appréciée. Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à PROMO J, 9, rue Lagrange, 75005 PARIS.

## formation professionnelle

DEMANDEURS D'EMPLOIS
CRÉATEURS D'ENTREPRISES
PERSONNES EN CONGÉ INDIVIDUEL DE FORMATION
Niveau BAC + expérience professionnelle de 3 ans

**I.U.T. SCEAUX**

propose un stage de 1 an préparant un D.U.T. de gestion appliquée aux petites et moyennes organisations

PROGRAMME :
- Informatique - Gestion financière ;
- Gestion et contrôle budgétaire ;
- Mercatique - Logistique, etc.

Présélection sur dossier + tests.
Clôture des inscriptions le 7 MARS 1986.
Renseignements : tél. : 46-60-19-77.

---

LE DÉPARTEMENT SINEGE DE L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à des cadres expérimentés (H-F) en évolution professionnelle un stage de perfectionnement

**MÉTHODES DE MANAGEMENT INNOVER ET NÉGOCIER**

Durée : 12 semaines + 4 semaines optionnelles en entreprise.
Date de début : lundi 7 avril 1986. Lieu : Lyon.
Pour information sur le programme, les conditions de participation et les modalités de prise en charge, contacter : Marie-Renée ROLLET ou Michel ALLAFORT.
78-42-29-53

INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT (IGM)
55, montée de Choulans, 69323 Lyon.

---

**DEVENEZ CRÉATEUR D'ENTREPRISE**

Stage de création d'entreprise agréé par le Conseil de Paris, pour cadres et assimilés, demandeurs d'emploi.

Du 3 mars au 25 juillet.

Renseignements : ISEF FORMATION

42-60-95-08

Inscriptions à l'ANPE avant le 24-2-86.

Réunion d'information :
jeudi 20 février de 14 h à 17 h.
23, rue de la Sourdière, 75001 PARIS.

## automobiles

### ventes

*de 8 à 11 C.V.*

A VENDRE
TALBO SOLARA 1981
vert métallisé, 84.000 km
PRIX 20.000 F
Téléphone : 64-06-11-46
après 18 heures.

# DEMANDES D'EMPLOIS

Femme 37 ans, célibataire, diplômée gestion marketing, pratique traitement de texte P 5020
Expérience 7 ans développement cherche poste relations publiques, administraif (banque, assurance, presse ou autres
URGENT
Ecrire sous le n° 15640
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

F., 37 ans, Responsable SERVICE COMPTABLE et FINANCIER PME rech. place intéressante
Ecr. ss n° 2.294 à CONTESSE Pub. 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

Jeune femme, CAP comptabilité recherche emploi

**SECRÉTAIRE COMPTABLE**

banlieue Est (Chelle-Lagny) ou proche gare de l'Est
Ecrire sous le n° 6.856
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Journaliste, dipl., 25 ans, bonnes qual., rédac exp. radios locales Radio-France - internat., service info. CEE, bil. angl. étudie ttes prop. presse écrite ou parlée ts domaines et ttes régions
Tél. (16-1) 60-63-75-66.

Statisticien dipl. ENSAE + DEA éco, grde expér. économétrie, enquêtes, informatique, ens. éco. et informatique, exp. problèmes et tech. Rémun. étudie ttes prop., préf. transport aérien ou PVD
anglais, arabe
Ecrire sous le n° 7.024
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. ch. emploi PSYCHOLOGUE entreprise Paris/Province.
Téléphone : 43-07-06-11.

Fme expérimentée polyvalente cherche poste responsable cadre administratif et commerciale, gestion, commandes, suivi relations fournisseurs et clients, gestion comptabilité.
Tél. : 43-61-65-61.

J.F. 37 ans rech. poste documentaliste, exp. prof. secteur pédagogique et juridique.
Ecrire sous le n° 1556
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

DIRECTEUR DU PERSONNEL
H. 36 ans, ch. emploi temps partiel (gestion, réorganisation, recrutem., relation sociale...).
Ecrire sous le n° 3 527
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 20 ans, sérieuse, B.T.S. Commerce international anglais-allemand rech. poste assistante export ou déléguée commerciale
Tél. domicile : 42-04-19-45.

**CADRE BANQUE,**

CLASSE VII
26 ans d'expérience rech. situation stable responsable comptable et administratif
Ecrire sous le n° 1553
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

MANAGER
Longue expér. pays arabes ch. sit étranger si possible, capable diriger société ou filiale com. ou ind. et assumer développement CA et implantation. Trilingue français, anglais, arabe
Ecrire sous le n° 7.018
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 29 ans, diplômée de sciences politiques, expér. relations publiques, étudierai toutes propositions
Ecrire sous le n° 1.565
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CHARGÉ D'ÉTUDES URBA. aménag., thèse 3e cycle, conn. approf., matière de suivi, animat. pos., réhabilitation et habitations anciens ch. poste élaboration, plans, proj. études diverses étud. toutes propositions même pour exp. at. limitée, disponible fin mars.
Ecrire sous le n° 1.567
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

UN CHEF DE FABRICATION EN PUBLICITÉ
excellentes références édition, presse, PLV.
Assumerait en plus : planning, achat d'art, devis, gestion des dossiers.
Ecrire sous le n° 8 220
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 25 ans, titulaire DEA ingénierie des systèmes économiques, maîtrisant l'anglais, présentant bien, début d'expérience commerciale, cherche poste à plein temps sur Paris dans service organisation, relations publiques, offrant bonnes perspectives d'évolution.
Ecrire sous le n° 2 543
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Directeur établ. médico-social enfance, adolescence, rech. poste organisme recherche et étude dans secteur psycho-socio économique, sanitaire et sociale implantée de préf. Paris ouest ou banlieue ouest.
Ecrire sous le n° 314 898 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 28 a., nat. hollandaise, dipl. grde école des Mines, 5 a. exp. secteur minier exploration, production, éco., gestion, parlant couramment fr., angl., holl., all., ch. poste intéressant.
Ecrire sous le n° 314 842
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

## capitaux propositions commerciales

**ENTREPRISE**

Jeune et dynamique, payerait intérêts élevés pour petit capital à emprunter, garantie ass.
Téléphone : 42-78-00-50.

# L'immobilier

## appartements ventes

*6e arrdt*

SUR LE LUXEMBOURG très bel imm., appart. de réception, 225 m², service CSA. Le matin, 42-60-42-20.

**6 P. RUE BONAPARTE**
2e ét., superbe ancien, luxueusement aménagé. 45-72-02-67.

SUR LE LUXEMBOURG Très bel imm., appartement de réception, 225 m², service. CSA. Le matin 42-60-42-20.

JE PROPOSE PRÈS JARDIN DU LUXEMBOURG
au 2e étage, vue dégagée superbe appartement de 6 P. récemment aménagé
Bon plan, 2 bains, gde cuis, chbre service. PX JUSTIFIÉ SERGE KAYSER (1) 43-29-60-60.

Vavin, 100 m², 47-03-32-44
**VUE IMPRENABLE, ASC.**

*7e arrdt*

**CHAMPS-DE-MARS SUFFREN PROCHE TOUR EFFEIL**
Appartement état impeccable Tél. de 9 h à 11 h et 12 h 30 à 16 pr R.V. au 47-83-22-47 ou 45-86-00-75.

VANEAU, 60 m² GRAND SÉJOUR + CHAMBRE 4e étage, sans ascenseur GARBI 45-67-22-88.

*9e arrdt*

BOULEVARD DE CLICHY Beau 2 P., tt cft, imm. récent 52 m². 420.000 F. 45-26-89-04.

*15e arrdt*

LOURMEL 2 P., cuis., s. d'eau, bel imm. Pierre de taille. 540.000 F GARBI. 45-67-22-88.

**5 P. QUAI BRANLY**
double récept. sur Seine + 3 chbres, tout confort 1.950.000 F. - 45-74-87-47.

PASTEUR 3 P., imm. récent, balcon, vue dégagée, parking poss. 1.220.000 F. BRANCION Téléphone : 45-75-73-94.

*16e arrdt*

**Me MUETTE**
Imm. récent, tt cft, 45 m² 2 P., entrée, cuis. équipée bains, dressing, loggia 29, rue BOIS-LE-VENT Lundi, mardi, 14 h à 17 h.

**AVENUE FOCH**
élégant duplex, 345 m², jardin privatif. 45-67-47-47.

MÉTRO ÉTOILE Beau studio, tt cft + gde terrasse, imm. récent, 7e ét. asc. 730.000 F. 45-26-99-04.

*18e arrdt*

**Me JULES-JOFFRIN**
STUDIO 33 m2 environ Plein sud - Vue Sacré-Cœur 6e ét. Ascenseur. Cuisine. S. de bains. - Nombreux rangements. 380 000 F. - Tél. 42-51-05.52

*20e arrdt*

GAGLIARDINI, stud. + alcôve cuis., s. d'eau, w.-c., chf. centr., asc. 195.000. Gérant 43-37-59-59.

*92 Hauts-de-Seine*

**BOULOGNE, 3-4 PCES**
RUE DES LONGS-PRÉS 90 m², 17e ét., récent, box WEATHERALLS 45-63-05-50.

## appartements achats

Recherche 1 à 3 Pces, PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

**PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE**
un logement avec ou sans cft ADRESSEZ-VOUS A
**IMMO MARCADET**
**42-52-91-82.**

## locations non meublées offres

*Paris*

NIEL, 4 P., tt cft, 1er ét., asc., chf. centr. 7.700 F + repr. bail 6 ans FAC » 43-37-69-59.

**45-04-20-00**
Nbses offres loc. Paris-banl.

## locations non meublées demandes

*Paris*

Pour directeurs et employés IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE rech. à louer Paris, banlieue, divers appts 2 à 6 P. STUDIOS VILLAS. Tél. : 45-03-30-33.

Jne couple rech. urgent, appt 3 P. 6.000 F ch. compris, 16e, 17e, 8e, 9e, 7e, Neuilly, payons cpt 8 mois. 39-68-22-10.

*Région parisienne*

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 48-89-89-66, 42-83-57-02.

## locations meublées demandes

*Paris*

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 45-26-18-86.

## bureaux

*Locations*

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
SARL - RC - RM - Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
**43-55-17-50**

**SIÈGE SOCIAL**
Secrétariat + bureaux neufs Démarches R.C. et R.M. SODEC SERVICE Champs-Elysées : 47-23-55-47 Nation : 43-41-81-81.

Votre adresse commerciale ou
**SIÈGE SOCIAL**
bureaux, secrétariat, télex
**CONSTITUTION STÉS**
Prix compétitifs. Délais rapides.
**ASPAC 42-93-60-50 +**

**ÉTOILE**
**BUREAUX**
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT-TÉLEX Téléphone : (1) 47-27-15-58.

BUREAU D'AFFAIRES ou Domiciliation avec service BUSINESS BURO Téléphone : (1) 43-46-00-55.

**DOMICILIATION 8e, 2e**
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de société.
**ACTE - 43-59-77-55**

VOTRE SIÈGE A PARIS 17e Domiciliation RM - RC. SARL, constitut. sté. 47-63-47-14.

*Ventes*

VENDS 10e, MURS LIBRES 210, RUE SAINT-MAUR Ensemble ou séparément 1°) MUR - LOCAL, 50 m² 2°) ATELIER, 30 m² Téléphone : 39-62-37-42.

## fonds de commerce

*Ventes*

RESTAURANT GASTRONOMIQUE de renommée nationale dans immeuble classé, empl. 1er Ordre dans ville 500 000 hab., très gros. CA, mat. neuf. Sup. logt. cause familiale. Aff. en SA. A saisir. Px : 6 000 000 F
**G. HANOT**
Tél. : (16) 35-62-12-74.

*Ventes*

Cause retraite, je cède magasin articles sport, rue connue. PARIS-XVIe. Téléphone : 43-87-66-03.

**ÉTOILE**
S.A. à céder bout. vêtements, articles sport, emplacement 1er ordre, 300 m². 45-79-24-61.

## immeubles

JEAN FEUILLADE 54, av. de La Motte-Picquet. Paris-15e. Tél. 45-66-00-75. Paie comptant 15e, 7e arrdts. IMMEUBLES même occupés.

## hôtels particuliers

HOTEL PARTICULIER 16e haut de gamme, RARE et UNIQUE Situation près IENA, état except. VIC. 45-32-61-93.

## maisons individuelles

Bordure 14e arrdt. Me GENTILLY: agréable maison plain-pied, 135 m² sur 2 nivx, plein Sud. 3 chbres, 2 sanitaires. 3 entrées, prof. lib., jard. arboré 340 m². prest. originales 1.680.000 F. 45-77-96-95.

## pavillons

Vends pavillon 5 pièces, 115 m² habitables, tout confort, cheminée, garage, jardin 300 m², à Savigny-le-Temple (77). Forêt à 200 m, nombreux espaces verts, toutes commodités, SNCF, 35 mn Paris. 650.000 F. Prêt spécial immédiat accessible. Tél. (1) 60-63-70-40.

**A VENDRE PAVILLON BAGNOLET**
Prox. métro, école, commerçants. Entrée, véranda, séj. 37 m², cuis. 17 m², 4 ch., 2 s. bains, 2 w.-c., combles aménageables, chff. central, courjardin 200 m². 43-64-83-07 UNIQUEMENT EN SEMAINE.

## maisons de campagne

Particulier VENDS Vallée de la Dordogne Maison de campagne tt conft. Nombreuses dépendances avec terrain clos et arboré. 400 mètres rivière. Tél. : 46-63-16-30 ou (16) 55-28-05-89.

MONTARGIS (45) 110 km autoroute du Sud
**A SAISIR, VENDS CAUSE DIVORCE**
Splendide maison de campagne aménagée, pierres, tuiles pays récept., séj. cathédrale 100 m² mezzanine, cheminée pierres salon, cuis. équipée, 5 chbres bns, w.-c., dble isolation chf. s/terrain. 2.000 m² pelouse Prix total 549.000 F. Long crédit 12 % Téléphone : 16-38-85-22-92 et après 19 heures 16-38-96-22-29.

## propriétés

1 hre de PARIS, prox. A 6
**PROPRIÉTÉ EN L**
9 P., bains, w.-c., chauf. dépend., vue magnifique. Parc boisé. 32.000 m². 720.000 F. Crédit possible Tél. (16) 86-74-08-12, ou apr. 20 h : (16) 38-31-48-74.

**150 KM SUD PARIS 100 % DE CRÉDIT**
PROPRIÉTÉ EN U, séjour rustique, cuis., 4 chbres, s. de bains, chauf. + 2 grands corps bâtiment sur 3.800 m² 520.000 F. THYRAULT 89170 ST-FARGEAU (16) 86-74-08-12 ou (16) 38-31-48-74, ap. 20 h.

RÉGION MONTARGIS 110 km aut. Sud, vd CAUSE MUTATION à 5 mn petite ville :
**PROPRIÉTÉ CONTEMPORAINE SUR 1,70 HA BOISÉ**
Orée forêt domaniale, spacieux, salon, séj., cheminée, cuis. américaine, gdes baies, s. de jx, 3 chbres, 2 s. bns, 2 w.-c., sur ss-sol tot., chf. centr. électr. PX TOTAL 589.000 F. LG CRÉDIT TURPIN RELAIS MIEL 5 KM SUD MONTARGIS Téléphone : (16)-38-85-22-92 et après 19 heures : (16) 38-96-22-29.

300 KM DE PARIS près ARGENTON-SUR-CREUSE Belle demeure de caract., 10 p., gd cft, parc 5.000 m² clos, bordé rivière. Urgt cause reconversion. 1.000.000 F. CABINET JARGEAU, 47500 Monsempron-Libos. Tél. : 53-71-57-63.

## domaines

Achète VASTE DOMAINE préf. Sologne ou région centre discrétion assurée Ecr. Havas Orléans, n° 204.219 B.P. 1519 45005 ORLEANS CEDEX.

## terrains

A vendre Toulon, prox. centre ville, pinède 3.000 m² Tél. (1) 46-61-00-46, apr. 18 h.

## viagers

**ETUDE LODEL**
Viagers. 35, bd Voltaire 75011 PARIS. 43-55-61-58.

LIBRE, studio tt cft, 2e ét. asc., imm. pierre, près Place Clichy. 118.000 cpt + 1.650 hme 81 ans - 42-66-19-00.

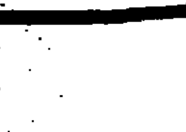
## immobilier information

**OFFICES SERVICES**
CONSEIL IMMOBILIER 91, av. Kleber, 75116 Paris rech. appts de tout type à vendre ou à louer Paris et proche banlieue Téléphone : 47-55-04-27.

Informations sur différents logts à louer, du studio au 6 P., de 2.000 F à 10.000 F également échanges possibles (ainsi que loi 48)
Nous ne sommes ni agence ni marchand de listes, mais une Association sans but lucratif Ecrire A.P.P.E.L. 75. 7, rue Ste-Anne, 75001 Paris.

---

les annonces classées
**Le Monde**
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
**au 45-55-91-82**








**Le Monde**

# REGIONS

## AQUITAINE

### *Objectif Etats-Unis*

La chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux vient de créer une délégation permanente aux Etats-Unis dont l'objectif est la recherche d'investisseurs et l'assistance aux missions de commerce extérieur organisées par Bordeaux.

La responsabilité de cette antenne, basée à Washington, est assurée par Stephen Strauss, collaborateur pendant douze ans de la City Bank et ancien membre de l'administration du président Reagan. Stephen Strauss est actuellement directeur d'un cabinet d'audit implanté sur l'ensemble des Etats-Unis.

Une mission composée de plusieurs chargés de mission de la chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux est actuellement aux Etats-Unis pour rencontrer M. Strauss, prendre des contacts avec les autorités américaines et la DATAR, enfin, visiter des entreprises des secteurs électronique, aéronautique et bois à New-York, Boston, Washington, Chicago et en Californie.

## BOURGOGNE

### *Musée d'art à Auxerre*

Les travaux de restauration actuellement menés à Saint-Germain d'Auxerre, dans l'Yonne, doivent aboutir à l'installation du Musée d'art et d'histoire dans les bâtiments médiévaux et classiques de l'ancienne abbaye. Entre la seconde moitié du neuvième et le fin du onzième siècle, la cité et le comté d'Auxerre offrent le cadre d'une intéressante confluence de travaux jusqu'ici dispersés au gré des divisions académiques en histoires des institutions, des idées, histoire de l'art, archéologie, etc. On a voulu coordonner ces entreprises individuelles et créer pour cela une structure de recherche collective. L'équipe de recherche du Collège de France, dirigée par le professeur Georges Duby, et associée au CNRS, accueille le groupe constitué sur ce programme, intitulé « Auxerre, culture et société (840-1100) ». Une convention, passée entre le Collège de France et la municipalité d'Auxerre, est chargée de la mise en œuvre du projet.

## FRANCHE-COMTÉ

### *Rameurs contre pêcheurs*

Ornans, dans le Doubs, abritera la Maison nationale de la pêche. Nationale ? Peut-être pas. Ou alors comme le sont les conservatoires et les parcs, ce qui permet tous les pluriels... En tout cas, elle sera non seulement de la pêche, mais de l'eau, comme l'a précisé Mme Huguette Bouchardeau, qui assistait à la présentation du projet dans la cité du peintre Courbet.

Le ministre de l'environnement a annoncé que le Fonds interministériel pour la qualité de la vie participerait pour 800 000 francs à la réalisation de ce centre de rencontres halieutiques, situé au bord d'une des plus célèbres rivières à truites, la Loue.

Mais la Loue est aussi prisée des adeptes du canoë-kayak. La cohabitation n'est pas toujours exempte de frictions et repose sur des accords douloureusement négociés et périodiquement remis en cause.

D'autant qu'apparaît aujourd'hui le « descendeur de rivière à la nage avec palmes », un plus léger que l'eau, que le législateur n'avait pas prévu en n'imposant aux propriétaires riverains (qui sont aussi propriétaires du lit de la rivière) que l'obligation de laisser passer l'eau et d'admettre le flottage des bois.

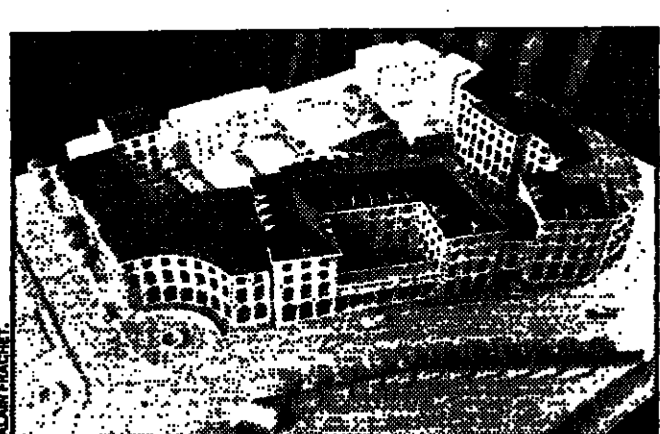
Un colloque, national lui aussi, pourrait se réunir dans le Doubs avant la fin de l'année pour tenter d'établir les bases d'un nouveau cadre à la fois contractuel et réglementaire qui permette à chacun de savoir où le descendeur de rivière à palmes ou à rames peut aller... sans pécher.

Cette page a été réalisée
sous la responsabilité de
Jacques-François SIMON
par nos correspondants :
Roger BECRIAUX,
Jean CONTRUCCI,
Claude FABERT,
José LENZINI,
Guy LEVIFVE,
Jean-René LORE,
Gérard VALLES.

# Le Limousin se met dans ses murs

Les travaux ont commencé sur le chantier du futur hôtel de région à Limoges. Ils devraient coûter au total 100 millions de francs. Le terrain a été cédé gratuitement par la ville de Limoges. Le bâtiment groupera donc une surface hors œuvre de 10 000 m², outre la salle de séance pleinière et les services des deux assemblées (le conseil régional et le comité économique et social), tout un ensemble de services actuellement dispersés à travers la ville : le secrétariat aux affaires régionales, les associations dépendant directement de la région, la chambre régionale des comptes et les diverses délégations régionales ministérielles (équipement, agriculture, industrie et recherche, etc.). En tout, 250 bureaux, des locaux techniques et deux étages de parking.

Maître d'œuvre du projet : la SELI, Société d'équipement du Limousin, une société d'économie mixte de droit privé, mais dont les actionnaires sont en majorité les collectivités publiques (région, départements : Creuse, Corrèze et Haute-Vienne, ville de Limoges, office d'HLM, chambre de commerce et d'industrie, etc.). Le président de la SELI est M. Louis Longequeue, maire PS de Limoges et président sortant du conseil régional.


ALAIN FRACHET.

Quatre architectes ont collaboré à ce projet : MM. Langlois (architecte du Sénat, membre de l'Institut), Arsène-Henry (Paris), Dufour (Limoges) et Spangenberger (Brive, Corrèze). Ils avaient déjà été associés pour l'édification de l'hôtel de la région Centre à Orléans. Ils ont été choisis parmi une trentaine de candidats. Ils ont adopté un « parti » très traditionnel, ayant été retenus pour cela. Le futur hôtel de région sera en effet édifié en plein centre de Limoges, dans le quartier dit « entre deux villes » parce qu'il séparait au Moyen Age les deux agglomérations rivales du château (la ville des comtes) et de la cité (la ville de l'évêque). A portée immédiate de la mairie, de la cathédrale et des quartiers historiques, il respectera l'esprit et la lettre de l'architecture limousine du dix-huitième siècle ; laquelle fut essentiellement l'œuvre de l'enfant du pays, Joseph Broussaud, élève de Victor Louis, l'architecte du Palais-Royal à Paris et du Grand-Théâtre de Bordeaux.

Ce choix « dans la tradition » a d'ailleurs suscité des oppositions, notamment celle du PCF (qui collabore avec le PS à la direction des affaires régionales). Le groupe communiste reproche au projet de *« relever le style qui a marqué les édifices publics d'une autre époque ». « Nous aurions voulu,* disent ses porte-parole, *que la région construise en pensant au siècle qui vient une architecture hardie qui porte le sceau de notre époque et donne l'image d'une région tournée vers l'avenir. »*

Le conseil régional avait à l'origine envisagé une solution différente. Il avait songé à réhabiliter l'ancien hôpital, construit au dix-huitième siècle par le même Broussaud, désaffecté depuis une décennie et qui jouxte la mairie et le cité administrative. Ce choix impliquait une reconstruction complète autour de quelques éléments architecturaux, notamment de façades classées monuments historiques. L'administration des bâtiments de France a posé de telles exigences (la conservation de l'ensemble des façades) que le conseil régional a dû renoncer. L'ancien hôpital reste de ce fait sans affectation et sans véritable entretien ; il semble voué, sauf élément nouveau, à une lente destruction. Quant au futur hôtel de région, son inauguration est prévue pour le printemps 1988.

GEORGES CHATAIN.

## LANGUEDOC-ROUSSILLON

### *La décharge devient jardin*

Le district de Montpellier, qui regroupe treize communes, a ouvert un parc, Les jardins de Maguelone, sur une décharge publique, essentiellement alimentée depuis une vingtaine d'années par les déchets de Montpellier, et située sur la commune de Lattes-Maurin, aux abords des étangs littoraux de Villeneuve-lès-Maguelone.

La zone approchant du point de saturation, un projet portant sur la totalité, soit 50 hectares, a été confié aux architectes Portoghesi, de Rome, et Garcia Diaz, de Montpellier, qui ont dessiné des jardins de type italo-méditerranéen, comprenant notamment un canal, une « montagne », un théâtre de verdure.

La première tranche de 12 hectares vient d'être ouverte au public. Elle comporte des jeux d'enfants, un parcours sportif de 1 500 mètres, un théâtre de plein air et une aire de pique-nique.

## MIDI-PYRÉNÉES

### *La chasse aux voleurs de chèques*

« Mercure » va devenir à Toulouse un redoutable chasseur de chéquiers volés. Ce système de contrôle télématique, mis en place par la Chambre de commerce et d'industrie en collaboration avec les commissariats de police de la ville et de Colomiers, associe étroitement les établissements bancaires et le centre de chèques postaux.

Il est simple. Les commerçants adhérents, moyennant dans un premier temps un abonnement de 500 francs pour six mois et six heures maximales d'utilisation, pourront par Minitel vérifier à tout moment si le client n'utilise pas un carnet de chèques volé.

Pour ce faire, la CCI a mis à disposition des services de la police nationale un micro-ordinateur dont elle assure la maintenance. A charge pour les policiers d'en nourrir la mémoire à partir des déclarations de perte ou de vol de chéquiers.

Les commerçants sont ainsi assurés d'avoir une information fiable et instantanée. De leur côté les policiers peuvent être avertis à tout moment en cas de présentation de chèques volés, puisque le système permet d'identifier le magasin dans lequel la « découverte » vient d'être faite.

Autorisé par arrêté du ministère de l'intérieur et de la décentralisation en date du 29 octobre 1985, ce système de contrôle entre dans sa phase d'application.

Limité à Toulouse et à la ville de Colomiers, le système devrait être étendu, après une phase expérimentale d'un an, à l'ensemble de la Haute-Garonne, puis aux autres départements de la région.

## NORD-PAS-DE-CALAIS

### *L'Espace de Gravelines*

Gravelines, commune proche de Dunkerque, célèbre par sa centrale nucléaire, l'une des plus grosses au monde, disposera désormais, avec l'Espace international, du plus important ensemble socio-culturel et sportif situé au nord de la capitale.

Cet Espace réunit sous un même toit, sur 2,5 hectares et sur deux niveaux, un centre nautique avec bassin de compétition, bassin d'apprentissage, pataugeoire, fosse destinée aux adeptes de la plongée sous-marine ; un hall comprenant cinq courts de tennis, deux salles de squash, une salle omnisports disposant de deux mille quatre cents places assises et qui peut se transformer en salle de spectacle ; des salles destinées à la musculation, aux arts martiaux, au tennis de table...

En outre, ce complexe, qui est conçu pour devenir un forum où se rencontreront des sportifs de toutes disciplines, est équipé d'un restaurant-cafétéria, d'un centre d'hébergement de quarante-deux lits, de salles de sauna et d'un solarium.

Un bowling, une patinoire, une galerie marchande, des cinémas, des studios de radio et de télécommunication en cours de réalisation devraient renforcer l'attractivité de l'Espace international.

### *« Un nouveau-né, un nouvel arbre »*

Des affiches bleues et roses ont fleuri un peu partout sur les panneaux publicitaires à travers la région Nord-Pas-de-Calais. Espace naturel régional (ENR), qui est l'outil du conseil régional en matière d'environnement, vient de lancer une campagne sur le thème : à chaque naissance, un arbre.

La région va offrir à chaque petite fille et petit garçon qui naîtra en 1986 un arbre, « son » arbre. Celui-ci sera planté par les parents eux-mêmes, s'ils disposent du terrain nécessaire, ou à l'initiative de l'ENR, qui prévoit ainsi de planter quelque 50 000 arbres : on compte environ 65 000 naissances par an. Il appartiendra aux parents de faire une demande par l'intermédiaire d'un numéro de téléphone vert (gratuit). Chaque enfant recevra ensuite un certificat de « parrainage » de son arbre lui indiquant la date de plantation et le lieu précis, ainsi que l'essence.

A la faveur de cette opération, l'ENR prévoit de planter, en linéaire, les berges des 600 kilomètres de canaux que compte le réseau de voies navigables du Nord-Pas-de-Calais. L'Espace naturel régional a lancé, dans le passé, des opérations du même genre. Ainsi, l'an dernier, l'opération « Oxygène 62 » qui a permis la plantation de quelque 200 000 arbres dans le département du Pas-de-Calais. Elle consistait pour la région à encourager les particuliers et les collectivités locales (Oxygène 62 s'adressait aux communes de moins de 5 000 habitants) à replanter des « délaissés » en zone habitée et des haies en zone rurale, avec des essences régionales. Menée à grande échelle en liaison avec l[…] pépiniéristes, à qui elle ouvrait [...] nouveaux créneaux d'activité, ce[…] action permettait de faire baisser [...] 30 % à 60 % le coût des plants.

L'intérêt est double. De tel[…] actions permettent en effet [...] reconstituer le patrimoine natu[…] du Nord-Pas-de-Calais (c'est [...] région la moins boisée de France [...] seulement 7 % de sa surface [...] plantée) en plantant mais aussi [...] préservant et en sauvegardant [...] essences régionales : chêne, fr[…] aulne, saule..., seules concernées [...] l'opération Oxygène 62 ou la camp[…] gne « un bébé, un arbre ». Ce[…] année, Oxygène 62 se poursuit [...] s'étend à l'ensemble des deux dé[…] tements Nord et Pas-de-Calais. [...] prévoit que 400 000 arbres ser[…] ainsi plantés. La région retrouve [...] goût de l'ombre des arbres qui s[…] les siens et la musique de leur [...] le noisetier, le frêne ou l'églantier.

## PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

### *Des chercheurs à l'école*

Pierre Papon, directeur géné[…] du CNRS, a lancé depuis Mars[…] l'opération nationale « Mille ch[…] cheurs pour mille classes », qu[…] répond aux vœux d'Hubert Curie[…] ministre de la recherche scientifiq[…] et de la technologie, de voir se r[…] procher les jeunes et les chercheu[…]

La région Provence-Alpes-C[…] d'Azur a été choisie depuis l'an de[…] nier comme région pilote pour cet[…] opération, qui, dès cette année, int[…] resse aussi neuf régions françaises [...] environ quatre-vingts classes d[…] lycée.

Il s'agit de demander à des che[…] cheurs du CNRS volontaires, [...] toutes les disciplines scientifiqu[…] d'intervenir dans des classes [...] lycée (en général terminale C [...] première S, mais des « mélange[…] peuvent être décidés). Le che[…] cheur, qui travaille en relation av[…] les professeurs de la classe, devie[…] en quelque sorte le « parrain scien[…] fique » de celle-ci.

Il vient en classe pour faire a[…] élèves des exposés sur sa spéciali[…] ou, au contraire, il les invite à visit[…] son laboratoire. A l'occasion, un tr[…] vail en commun peut être mené da[…] le cadre d'un projet d'action édu[…] tive (PAE) et grâce à une subve[…] tion du conseil régional.

Ainsi, les élèves du lycée Joli[…] Curie d'Aubagne reçoivent réguli[…] rement, dans leur classe de term[…] nale C, M. Jean-Pierre Siva[…] chercheur au laboratoire d'astron[…] mie spatiale de Marseille, qui [...] organisé pour eux des observatio[…] de la comète de Halley et d[…] galaxies les plus proches.

### *Toulon et sa « cuisine en liberté »*

La pauvreté ne s'arrêtera pas av[…] l'hiver... C'est pourquoi un grou[…] de Varois a décidé de prendre [...] relais des « restaurants du cœur » d[…] Coluche en créant « Cuisine e[…] liberté ». Son objectif est de servir [...] des personnes venues de Toulon, l[…] Seyne, Six-Fours, Sanary et Band[…] des repas chauds à midi.

Un cuisinier déjà embauché [...] trouvé un vaste local de 500 [...] (dont 300 pour l'accueil) da[…] l'agglomération toulonnaise, et, d[…] le mois prochain, sur présentati[…] d'une carte d'hôte attestant u[…] situation précaire, cinq cents pe[…] sonnes pourront être accueillies ch[…] que jour « *dans une ambiance ch[…] leureuse et fraternelle* » et déjeun[…] pour 25 francs et moins, suiva[…] leurs revenus, gratuitement pour l[…] plus démunis.

Second objectif : créer u[…] dizaine d'emplois parmi les pensio[…] naires.

### *Promotion de la langue d'oc*

L'association Parlaren est un[…] association de promotion de la la[…] gue d'oc. A ce titre, elle a créée [...] 1980 un Centre de documentati[…] provençale qui est géré par l'associ[…] tion locale Parlaren à Bouleno.

Centre de documentation prove[…] çale Parlaren à Bouleno, mairi[…] 84500 Bollène, tél. 90-30-41-39 o[…] 90-30-97-33.

# Saint-Malo aime son « Dauphin »

*Penser l'animation culturelle en termes de contrats et de conventions et ne pas se contenter d'attendre la traditionnelle subvention, telle est la démarche entreprise à Saint-Malo depuis cinq ans par les productions du Dauphin, une association dont l'objectif est de promouvoir le travail de recherche et de création artistique dans les domaines du théâtre, de la danse, du cinéma et de la télévision.*

*« Il ne peut y avoir de durée sans réalité économique »,* explique Loïc Frémont, quarante ans, comédien, ancien assistant de Jean-Louis Barrault, qui est revenu dans sa ville natale pour lancer et réussir une expérience unique d'animation culturelle fondée sur le partenariat.

Les industriels sont majoritaires au conseil d'administration des productions du Dauphin, qui comptent cinq comédiens permanents. Le budget, de 1,5 million de francs, est autofinancé à 50 %. La convention de développement culturel signée avec la ville de Saint-Malo porte sur la production de deux spectacles par an, l'accueil de trois spectacles extérieurs et sur la formation théâtrale avec des cours d'initiation en milieu scolaire (mille cinquante heures par an) et l'accueil des adultes dans un atelier théâtral (huit cent cinquante heures par an).

*« Montrer l'évolution de la société française à travers celle des valets de comédie, c'est aussi une façon de permettre aux lycéens de s'approprier les richesses du théâtre »,* dit encore Loïc Frémont, dont l'école de théâtre entend aussi *« former des spectateurs de théâtre ».*

Un contrat de pays a été signé avec le Crédit agricole, qui, outre une aide financière, apporte un soutien logistique par la promotion auprès de ses clients des spectacles présentés par les productions du Dauphin.

### « Boule de neige »

La réussite est telle que la concurrence d'une rencontre internationale de football retransmise par la télévision n'empêche pas de devoir refuser des spectateurs pour une représentation donnée à Cancale.

Un spectacle Feydeau présenté à Rennes en décembre 1985 a fait salle comble tous les soirs au Centre dramatique national de Bretagne et dans la totalité des établissements scolaires de Saint-Malo. *« Nous avons touché deux mille élèves l'an dernier et demandé que continue l'animation théâtrale qui a commencé il y a quatre ans et qui est désormais intégrée au programme scolaire, oubliant les intentions pour parler d'objectifs et de résultats,* insiste le responsable de cette « entreprise culturelle », *qui souhaite, sur la base du partenariat, intégrer l'activité théâtrale dans le développement économique. »*

Pas étonnant que Loïc Frémont siège à la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Malo depuis l'automne dernier. L'artiste est aussi gestionnaire. *« Tout le monde est gagnant dans notre démarche boule de neige. La ville de Saint-Malo, par exemple, où nous assurons 20 % de l'activité culturelle et dont nous recevons 2,70 % du budget culturel voté par la municipalité. »*

CHRISTIAN TUAL.

هكذا من الأصل

## irs

vec le PS à la direction res régionales). Le groupe iste reproche au projet de le style qui a marqué les publics d'une autre épo. Nous aurions voulu, di- porte-parole, que la ré- struse en pensant au vient une architecture porte le sceau de notre donne l'image d'une ré- née vers l'avenir. »

seil régional avait à l'ori- sagé une solution diffé- avait songé à réhabiliter ôpital, construit au dix- siècle par le même ., désaffecté depuis une et qui jouxte la mairie et dministrative. Ce choix : une reconstruction autour de quelques élé- hitecturaux, notamment s classées monuments s. L'administration des de France a posé de rences (la conservation ble des façades) que le gional a dû renoncer. ôpital reste de ce fait tation et sans véritable il semble voué, sauf nouveau, à une lente . Quant au futur hôtel son inauguration est r le printemps 1988.

EORGES CHATAIN.

*Un nouveau-né, nouvel arbre »*

fiches bleues et roses ont peu partout sur les pan- iblicitaires à travers la ord-Pas-de-Calais. Espace égional (ENR), qui est conseil régional en matière vement, vient de lancer agne sur le thème : à cha- ce, un arbre.

ion va offrir à chaque et petit garçon qui naîtra un arbre, « son » arbre. ra planté par les parents s, s'ils disposent du terrain e, ou à l'initiative de il prévoit ainsi de planter 000 arbres : on compte 000 naissances par an. Il ra aux parents de faire nde par l'intermédiaire ro téléphone vert (gra- que enfant recevra ensuite at de « parrainage » de ui indiquant la date de et le lieu précis, ainsi que

veur de cette opération, évoit de planter, en berges des 600 kilomè- aux que compte le réseau avigables du Nord-Pas- Espace naturel régional s le passé, des opérations nre. Ainsi, l'an dernier, « Oxygène 62 » qui a plantation de quelque res dans le département Calais. Elle consistait m à encourager les parti- les collectivités locales 2 s'adressait aux com- oins de 5 000 habitants) les « délaissés » en zone es haies en zone rurale, aces régionales. Menée

intégrée au pro- ire, oublient les rarier d'objectifs et siste le responsable reprise culturelle », r la base du parte- l'activité théâtrale ppement économi-

que Loïc Frémont re de commerce et Saint-Malo depuis ier. L'artiste est naire. « Tout le ment dans notre de neige. La ville par exemple, où 20 % de l'activité re nous recevons et culturel voté par

ISTIAN TUAL.

# Le Monde

# ECONOMIE

## LES MARCHÉS A TERME D'INSTRUMENTS FINANCIERS

# Le choc des « futures »

...uvrant, le 20 février 1986, dans ...nceinte de la Bourse, un marché à terme ...instruments financiers (MATIF), le ...du genre en Europe continentale, Paris ...se mettre à niveau avec les grandes ...ernationales où est apparue, au début ...es 70, l'une des innovations majeures de ...ernières années. Il s'agit des contrats sur ...nts financiers à terme (par opposition ...érations traitées au comptant ou ...), les fameux « financial futures », pour ...ce vocabulaire anglo-saxon « qui a ceci ...un avec le golf », rappelle le Crédit du ...gazine dans une étude consacrée à ce ...vier 1986), qu'il est parfois difficile de le ...er ».

...ontrat financier à terme négocié en ...seulement est un engagement à ...ou à vendre) une quantité standard d'un ...nt financier (bons du Trésor, taux de ...) dont la livraison est différée dans le ...aison des échéances trimestrielles) et dont le prix est convenu d'avance entre les parties. On se contente généralement d'employer le mot de « contrat ». L'opération se déroule d'ordinaire « à la criée », à la corbeille d'une Bourse spécialisée à cet effet.

Nés de la nécessité d'offrir au monde de la finance et aux entreprises le moyen de pallier les conséquences des fortes fluctuations des cours de change et des taux d'intérêt qui ont suivi l'abolition des parités de change fixe en 1971, et de se « couvrir » contre des variations excessives, ces marchés sont inspirés des contrats à terme qui se pratiquaient déjà sur les matières premières. Si leur succès paraît actuellement confirmé, ils ont cependant mis quelques années avant de trouver « leur vitesse de croisière ».

Les premières devises à terme ont été traitées en 1972 sur l'International Monetary Market (IMM) du Chicago Mercantile Exchange (CME), une division financière spécialement créée à cet effet. Trois ans plus tard, le Chicago Board of Trade (CBT), le numéro un mondial du négoce à terme de marchandises, cherchait à lui damer le pion en créant le premier marché à terme de taux d'intérêt ayant pour base des certificats hypothécaires émis par une autorité fédérale, le GNMA. Mais ce n'est qu'à partir de 1980 que leur développement a été véritablement assuré.

Depuis, Chicago – où le CBT et le CME se livrent une lutte sans merci à coup de nouveaux contrats, entretenant une inflation que les autorités américaines tentent de maîtriser – a fait des émules. Taux d'intérêt, devises, indices boursiers, se traitent à présent sur une vingtaine de marchés répartis dans le monde entier sous forme de contrats à terme et d'options (un sujet que nous avons volontairement laissé de côté), avec plus ou moins de succès d'ailleurs. Ainsi le marché à terme d'obligations créé le 19 septembre 1985 à Tokyo a bien failli disparaître quelques jours plus tard lorsque les opérateurs ont été pris à contrepied par un revirement inattendu de la politique monétaire pratiquée par le gouvernement nippon.

En Europe, le London International Financial Futures Exchange (LIFFE), ouvert en 1982 à Londres, a cherché d'emblée à se spécialiser sur les eurodollars avant de se tourner vers les fonds d'Etat. Mais, en dehors des spécificités de chaque place, l'heure est à l'internationalisation des marchés pour permettre aux professionnels d'opérer, en temps réel, partout dans le monde. Le SIMEX (Singapour International Monetary Exchange) et l'International Monetary Market de Chicago ont déjà établi une coopération qui permet de « jouer » sur ces deux marchés en mettant à profit les décalages horaires.

Face à ces géants, les « petits » français ne sont pas en reste. Ainsi, deux charges d'agents de change parisiennes, Tuffier-Ravier et Ferri-Germe, viennent tout juste de créer une société à Singapour, la S & H Futures, qui dispose pour l'instant du seul siège français au SIMEX, le marché à terme local.

S. M.

## ...n outil sophistiqué mais indispensable

...amateurs du feuilleton ...Les innovations financières ...France » seront désormais ...és de leur patience par un ...ode passionnant : l'ouver- ...semaine à Paris, du mar- ...é d'instruments financiers ... Cousins des marchés à ...marchandises, les MATIF ...même principe de fonc- ...nt. Sur ces marchés ...des contrats qui enga- ...ent à prendre livraison et ...à livrer l'instrument du ...celui-ci pouvant être, par ...e obligation.

...ier marché à terme de ...rêt fut créé en 1975 au ...Board of Trade. Pourquoi ...dis une dizaine d'années ...mettre en place à Paris un ...qui simplifie la gestion ...ble d'un portefeuille ou ...erie ? Ce n'est certes pas ...d'esprit novateur, mais ...t parce que les conditions ...à sa création n'étaient ...réunies.

...dément à toute demande ...tions à terme, il doit exis- ...part un marché au comp- ...ppé et, d'autre part, une ...quant à l'évolution des ...dire des taux. L'essor du ...bligataire français depuis ...fait à la première condi- ...ies, la nouvelle procédure ...on monétaire par les taux ...ent le marché ne peut ...ur la variabilité de ceux-ci.

...soin d'une protection ...fluctuations des taux se ...un besoin de transactions ...il devient utile d'organi- ...véritable marché dont les ...sont nombreux : les opéra- ...hors bilan (elles n'utilisent ...pas de crédit et ne modi- ...les ratios de bilan) ; les po- ...peuvent être dénouées à tout instant en cas d'évolution favorable des taux ; le risque de défaut de la contrepartie est théoriquement éliminé grâce aux comptes de marge gérés par un organisme de compensation, en l'occurrence la CCIFP (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris) à Paris.

Face à ces avantages, le recours au MATIF présente deux inconvénients : la standardisation des transactions et la haute technicité nécessaire pour élaborer des couvertures. Ces marchés ne sont donc pas adaptés à tous les opérateurs. Ils sont plutôt réservés aux grands établissements et aux institutions financières. Ceux-ci peuvent alors accorder plus facilement des couvertures sur mesure à leur clientèle en se couvrant, à leur tour, du risque global (le leur et celui de leur client) en le reportant sur le marché à terme.

Mais ces réserves n'ont eu que peu d'effet sur les marchés à terme d'instruments financiers disséminés dans le monde et dont le succès tient en quelques chiffres. En 1985, 94,4 millions de contrats d'instruments financiers (taux d'intérêt, devises et indices boursiers) ont été échangés, ce qui représente 59,5 % des opérations réalisées sur l'ensemble des marchés à terme (financiers et de marchandises), contre seulement 37,7 % en 1982.

Parmi les contrats de taux d'intérêt, le plus négocié est celui du Treasury Bond US (vingt ans, 8 %, 100000 dollars), coté au Chicago Board of Trade. Il s'échange en moyenne 200000 contrats par jour, soit 20 milliards de dollars, alors que le volume quotidien de transactions sur le marché au comptant des Treasury Bonds n'est que de 5 milliards de dollars.

Les différents types d'opérations sur un MATIF sont généralement regroupés en trois catégories, chacune d'elles s'avérant indispensable au succès d'un contrat :

**1. Les opérations de couverture :** elles constituent la justification de la création de ces marchés. La transaction ou la position en contrat représente un substitut pour une transaction ou une position devant être effectuée plus tard sur un marché comptant. Dans cette optique, la stratégie est de prendre la même position en contrats que celle anticipée sur le comptant. Exemple : elle se met en position d'emprunteur dès aujourd'hui en vendant des contrats *(voir encadré)*.

Il est tout aussi possible de couvrir un taux de placement, un prix de vente ou d'achat d'un titre, de s'assurer d'un taux de réinvestissement d'un coupon, de couvrir un risque de taux dû à la disparité entre créances et dettes, etc. En élargissant la notion de couverture, on peut également compenser les plus-values ou moins-values d'un portefeuille par des pertes ou gains sur des contrats, mais en acceptant de renoncer à la rémunération du portefeuille pour obtenir un taux à court terme généralement moins élevé.

C'est une stratégie type pour les SICAV, qui pourront, en vendant des contrats, compenser une moins-value de leur portefeuille par des gains sur les contrats, si les taux montent, et maintenir ainsi la valeur de leur part. A condition, toutefois, que leur portefeuille obligataire ne soit pas constitué de titres à taux variable, ce qui s'apparenterait alors davantage à une opération de spéculation...

**2. Les opérations de spéculation :** si elles comportent en France une connotation péjorative, elles n'en sont pas moins indispensables à la viabilité des contrats, car elles sont garantes d'une bonne liquidité. Elles représentent jusqu'à 80 % des transactions sur certains contrats. C'est une des questions principales que pose le succès du MATIF : y aura-t-il suffisamment de contreparties, c'est-à-dire de spéculateurs ?

En effet, la probabilité que les opérations de couverture contre une hausse des taux compensent les opérations visant à se prémunir contre une baisse des taux est infime. A la fois parce que les premières sont en général plus fréquentes que les secondes et parce qu'il faut qu'existe une contrepartie à tout instant.

Les spéculateurs sont les professionnels qui acceptent de prendre le risque que les opérateurs en couverture leur transfèrent. Ils achètent ou vendent des contrats en espérant les revendre ou les racheter dès qu'une variation de prix de ces contrats leur aura permis de dégager un profit couvrant les coûts de transaction (si possible !).

CATHERINE LUBOCHINSKY.

(Lire la suite page 42.)

### Jeu de mains

*Je vends* — *J'achète* — *1 cent*

*3/4 de cent* — *1/2 cent* — *1/4 cent*

### Un exemple parmi d'autres

...DEBUT janvier, une entre- ...prise décide d'émettre ...un emprunt obligataire ...millions de francs français à ...la fin mars pour une durée ...ans. Le taux de rende- ...des obligations dix ans est ...ellement de R = 10 %. ...prise désire se prémunir ...tout risque de hausse des ...Le contrat Mars Emprunt ...cote 99.00, soit un taux ...18 %. Il est demandé au ...ier d'intervenir sur le ...afin de s'assurer que ...tion pourra être émise à ...

...étape : calcul du nombre ...contrats à vendre tel que tout ...coût de l'emprunt dû à une ...des taux soit compensé ...un gain équivalent sur les ...rats.

...cul approximatif : 5 mil- ...à couvrir avec des contrats ...montant unitaire de ...000 FF. Il faut vendre ...contrats.

...étape : fin mars, rachat des ...contrats vendus. Prix du ...at Mars = 96.95. Gain sur ...ats = 99.00 – 96.95 = 2.05, 205 × 50 FF × ...contrats = 102 500 FF. ...F = 1 % de 1 % de 500 000 FF).

...x d'émission de l'em- ...= 10,50 %, mais avec les gains réalisés sur les contrats, le taux effectif n'est que de 10,3 %. Valeur actualisée du supplément d'intérêt (0,5 %) = 150 369 FF.

L'efficacité de la couverture 102 500/150369 = 68 % n'est pas très bonne, car le calcul du nombre de contrats a été simplifié, mais l'entreprise obtient un meilleur taux que sans couverture.

#### De l'exemple à la réalité

– Il est plus rigoureux de raisonner sur la valeur actualisée du surcoût de l'emprunt pour une variation donnée des taux et de la comparer à la modification du prix du contrat pour cette même variation de taux. Le rapport entre ces deux montants donne un nombre plus exact de contrats à vendre.

– L'efficacité de la couverture ne peut pas être parfaite, car il est toujours nécessaire d'arrondir les chiffres (le contrat est coté de cinq en cinq points de base, on ne peut utiliser que des nombres entiers de contrats...).

– La base, définie comme l'écart entre prix au comptant et prix du contrat à terme, tend vers zéro le jour de l'échéance du contrat. De ce fait, quand la structure des taux est normale (ascendante), tout vendeur de contrat « perd la base ». Il est alors conseillé aux perfectionnistes désirant améliorer l'efficacité de leur couverture, de vendre, pour chaque contrat Mars vendu, un écart temporel, c'est-à-dire vendre un autre contrat Mars et acheter un contrat Juin...

– Enfin, et surtout, ne pas oublier que le contrat cote à terme une obligation « notionnelle » (c'est-à-dire représentatif d'un échantillon d'emprunt d'Etat) représentant un Emprunt d'Etat 10 %-dix ans. Le trésorier ne pourra jamais s'assurer du taux impliqué par le prix de ce contrat, car la qualité de sa signature et la durée de son emprunt diffèrent de celles du contrat.

Afin d'estimer le taux d'émission qu'il peut espérer, il doit analyser la sensibilité relative entre l'obligation à couvrir et une obligation livrable, et utiliser le facteur de conversion de l'obligation livrable dans le calcul du nombre des contrats. Pas de panique, avec un logiciel adéquat, de tels calculs ne durent que quelques minutes !

C. L.

## A PARIS

# Une centaine de candidats sur les rangs

PIQUÉES au vif, les autorités de tutelle du futur marché à terme d'instruments financiers (MATIF) de Paris ont décidé de tout faire pour tenir les délais. Sans attendre que soit donné le dernier coup de peinture aux locaux destinés à accueillir la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP) au voisinage immédiat du palais de la Bourse (1), le président de cet organisme qui constitue le point de passage obligé de toutes les opérations réalisées sur le MATIF a fixé au 20 février prochain la date d'inauguration de ce marché à terme.

*« Sans tambour ni trompette »*, tient-on à faire savoir à la Commission des opérations de Bourse, où M. Gérard de La Martinière, l'actuel secrétaire général, est en passe de troquer sa casquette pour celle de président de la CCIFP, chargée notamment de surveiller les positions des adhérents et d'assurer la livraison des titres pour les positions en contrats qui n'ont pas été « dénouées » avant l'échéance. Au 31 janvier dernier, date limite fixée au dépôt des candidatures, ils étaient près d'une centaine dont trois pour le seul groupe Paribas (la banque Paribas, la Compagnie bancaire et le Crédit du Nord) à avoir postulé un siège au MATIF, mus à la fois par la conviction qu'il devait s'agir là d'une bonne affaire mais aussi par simple mimétisme, tant il est vrai que chaque établissement, ou presque, de la place se devait « d'en être »...

*Répartis pour moitié entre* agents de change et représentants des banques ou autres institutions financières, ils n'étaient que trois établissements de crédit et quarante-quatre charges d'agents de change le 11 février à avoir franchi avec succès l'examen d'entrée. Le filtre est sévère, et la forte proportion de charges admises (quarante-quatre sur un total de quarante-cinq charges d'agents de change inscrites à Paris et seize en province) s'explique par le fait que celles-ci, outre la possibilité de se regrouper pour obtenir un siège (c'est ainsi qu'elles ont procédé à Lyon), bénéficient de la garantie du « trésor de guerre » de la Chambre syndicale. Pour leur part, les banques candidates doivent se plier à des conditions plus strictes en matière de fonds propres.

Un peu moins de cent candidats donc pour soixante-quatorze sièges à pourvoir puisque c'est là le nombre de boxes installés au troisième étage de la Bourse, sur l'emplacement de l'ancien marché hors-cote. C'est dans cette enceinte qu'ont été tirées, les 13 et 14 février, quelques cartouches à blanc pour simuler en vraie grandeur les futures opérations qui vont se dérouler à la « criée » sur le MATIF de 10 h à 15 h. Le coût est de 150 francs l'unité, majoré de 27,90 francs au titre de la TVA et de 10 francs de commission d'enregistrement perçue par la chambre de compensation, soit 187,90 francs au total par négociation, à savoir l'achat ou la vente d'un contrat unitaire de 500 000 francs.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 43.)

(1) 35, rue des Jeûneurs, 75002 Paris.

*Les marchés à terme d'instruments financiers*

# Un outil sophistiqué mais indispensable

*(Suite de la page 41.)*

Ces opérations sont, il est vrai, rendues attrayantes par la possibilité offerte aux opérateurs de spéculer sur un certain montant en ne déposant, en garantie, que 4 % de cette somme.

3. **Les opérations d'arbitrage** : elles permettent de réaliser des profits sans risques. A moins d'une brusque variation des taux sur le marché au comptant, le prix des contrats ne doit pas trop fluctuer grâce à l'intervention des « arbitragistes ». Ce rôle devrait, à Paris, être joué en grande partie par les banques dites de trésorerie.

Mais l'ensemble de la place, tout en se félicitant de la création de ce nouveau marché, s'interroge déjà sur un certain nombre de problèmes qui peuvent entraver l'essor du MATIF :

– Ce marché ne détournera-t-il pas des fonds qui pourraient s'investir sur le marché financier ? Seul un faible pourcentage de garantie est demandé (4 %), mais ce marché est un jeu à somme nulle (ce que les uns perdent, les autres le gagnent nécessairement). En revanche, il peut développer l'achat d'obligations : le jour où un opérateur achète une obligation, il la vend en même temps à terme, évacuant ainsi le risque de plus-value ou de moins-value en capital.

– La sensibilité de l'investissement aux variations de taux d'intérêt ne va-t-elle pas diminuer ? Les autorités sont effectivement concernées par cet aspect qui pourrait contribuer à réduire l'efficacité de la conduite de la politique monétaire par les taux (par exemple une remontée des taux visant à ralentir la création monétaire).

– Enfin et surtout, quels sont les risques de déstabilisation du marché au comptant ? La taille du « gisement » (six titres livrables représentant 70 milliards de francs environ) est-elle suffisante pour éviter toute tentative de manipulation des cours ? L'existence même des marchés à terme n'entraîne-t-elle pas une variabilité accrue des taux ? A cette dernière question, le rapport présenté au Congrès américain en décembre 1984 par la CFTC, la SEC et le Fed (1) concluait qu'un tel effet n'avait pu être prouvé sur les marchés américains.

Par contre, lors de l'échéance simultanée des contrats et des options sur indices boursiers, l'indice Dow Jones, par exemple, a enregistré une variation allant jusqu'à 40 points en une seule séance en raison des comportements d'arbitrage... Il est donc possible qu'à Paris des tensions apparaissent sur le prix des obligations livrables lorsque les contrats arriveront à échéance.

**CATHERINE LUBOCHINSKY.**
*Economiste à la BNP, professeur à Sup de Co, Rouen.*

(1) Rapport de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), de la Security Exchange Commission (SEC) et du Board of Governors of the Federal Reserve System (Fed), *A Study of the Effects on the Economy of Trading in Futures and Options* ».

# Une nouvelle race de maisons de courtage

AVEC la création, au milieu des années 70, des marchés de « financial futures » aux Etats-Unis, est né un nouveau type de maisons de courtage, les « commodities brokers », spécialisés en contrats à terme d'instuments financiers. C'est par leur intermédiaire que sont exécutées la majeure partie des transactions réalisées sur ces marchés, soit quelque 94 millions de contrats portant sur les taux d'intérêt, les taux de change et les indices boursiers pour l'année 1985, ce qui représente à peine, il est vrai, le volume d'actions traité quotidiennement à Wall Street.

L'implantation ce ces marchés au Chicago Mercantile Exchange et au Chicago Board of Trade, c'est-à-dire sur des Bourses de commerce où ne se traitaient, avant 1975, que des contrats sur produits agricoles, explique sans aucun doute l'origine des premiers « brokers » (courtiers) sur les marchés de produits financiers. *Ceux-ci étaient en effet issus* du courtage sur contrats à terme de matières premières.

Ce fut notamment le cas de Conté Commodity, filiale de la société de négoce Continental Grains, qui exerça longtemps un rôle dirigeant sur le marché des « financial futures » avant de disparaître de la scène de Chicago au début des années 80. Aujourd'hui encore, Cargill Investor Services, autre grande firme de négoce, apparaît comme l'un des plus importants « brokers ».

Très sceptique au départ quant aux chances de succès de ces marchés, l'establishment financier new-yorkais finit pourtant par s'y intéresser. C'est ainsi qu'on vit, à partir du début des années 80, la plupart des grandes banques d'investissement américaines, déjà membres des marchés boursiers de New-York et « dealers » (négociants) sur le marché au comptant des titres du Trésor américain, acheter un siège et devenir membres des Bourses de Chicago. Salomon Brothers, Drexel Burnham Lambert, Merill Lynch ou Dean Witter sont ainsi présents au Chicago Board of Trade et au Chicago Mercantile Exchange, où ils côtoient de nombreuses banques commerciales telles que Bank of America, Citibank ou Continental Illinois, *via* des filiales « futures », particulièrement actives sur les contrats de devises.

L'activité de ces maisons de courtage, émanations des grandes institutions financières, est double : elle consiste à la fois à exécuter les ordres de la clientèle, en majorité des banques qui ne disposent pas d'un siège à la Bourse, et à négocier des contrats pour leur propre compte. Certaines maisons – c'est le cas de Salomon Brothers – traitent avant tout pour leur propre compte. D'autres, comme Drexel Burnham, entendent se consacrer en priorité au service de la clientèle, ce [...] empêche pas de prendre de [...] temps des positions à la ha[...] la baisse du marché ou [...] des arbitrages entre le [...] « cash » (comptant) et [...] « futures » (à terme). [...] trouve aussi des brokers [...] ne traitent que pour le co[...] clientèle. Avec le dévelop[...] la concurrence entre « br[...] commissions ont énormé[...] nué ces dernières années. [...] phénomène classique [...] dant, ne va pas sans mett[...] culté certaines maisons.

## Richard Sand[...] le « pape »

Afin de limiter les fr[...] maisons de courtage sont [...] en structure légère. On [...] rarement plus d'une [...] d'employés. Les salaires [...] particulièrement élevés, [...] pour ceux qui ont su [...] leur propre clientèle et do[...] nération, qui peut dépa[...] lion de dollars par an, e[...] ment basée sur le vol[...] transactions réalisées.

Chez Drexel Burnham, [...] d'un courtier débute à 6[...] une réunion d'analyse su[...] chés autour de celui que [...] de la communauté fin[...] Chicago s'accorde à re[...] comme le « pape », Richa[...] le créateur en 1975 du pre[...] ché à terme de taux d'inté[...] professeur à l'université d[...] et aujourd'hui directeur [...] la branche « financial fu[...] cette banque d'investisse[...] yorkaise.

A 7 h 30, les bureaux [...] La presque totalité du pe[...] retrouve en effet sur le pa[...] Bourse, où, accroché au [...] chacun surveille la ten[...] marché, conseille la clien[...] gistre les ordres et les t[...] celui qui est chargé de les [...] corbeille. A charge, ensuit[...] services administratifs d[...] la clientèle des centaines [...] confirmant la nature et le [...] des transactions, calculan[...] la position des divers co[...] réclamant éventuellem[...] appels de marge (dépôts d[...] supplémentaires).

Sur des marchés où un [...] 1 500 dollars, soit 0,15 [...] pour acheter un contrat de [...] de dollars, le suivi quo[...] comptes de la clientèle [...] absolument nécessaire. A [...] le mode de cotation à [...] contrairement à ce qui se [...] Street, ainsi que l'extrêm[...] lité du prix des contrat[...] nécessaire la présence ph[...] « brokers » à la Bourse. [...] l'information ainsi que l[...] d'exécution des ordres son[...] ment les deux qualités [...] d'un bon courtier, qui pou[...] parquet de la Bourse, sel[...] qu'ailleurs l'état du march[...]

**JEAN-LUC ALEXAN[...] et FLORENCE DE CREV[...]**
*(membres de l'associat[...] Finance Futures Paris-Dauphine).*

## Les principaux contrats d'instruments financiers

**Chicago Board of Trade** : bons et obligations du Trésor, GNMA, indice sur les obligations municipales, indices boursiers (Major Market Index et NASDAQ 100 Index), ECU.

**Chicago Mercantile Exchange** : eurodollars, bons du Trésor à 90 jours, certificats de dépôt, indices boursiers (Standard and Poor 500, Stanpoor 250, X-Index), devises (livre britannique, dollar canadien, yen japonais, franc suisse, mark allemand, franc français).

**Kansas City Board of Trade** : indice boursier (Value Line Index, X-Index).

**London International Financial Futures Exchange (LIFFE)** : eurodollar, sterling à trois mois, devises (livre, mark, yen, franc suisse), taux d'intérêt (Long Gilt, Short Gilt, US Treasury Bond), indices boursiers (FT-SE Index, X-Index).

**MATIF-Paris** : contrat « notionnel » puis bons du Trésor à trois mois (projet), ECU/dollar et ECU/yen (projet).

**Melbourne Stock Exchange** : valeurs sélectives.

**Midamerican Commodity Exchange** (en passe d'être fusionné avec le Chicago Board of Trade) : bons et obligations du Trésor, livre sterling, franc suisse, mark allemand, yen japonais, dollar canadien.

**New York Coffee Sugar and Cocoa Exchange** : indice des prix à la consommation.

**New York Futures Exchange** : indice composite, X-Index.

**New Zealand Futures Exchange** : dollar néo-zélandais et papier commercial.

**Singapore International Monetary Exchange** : eurodollar, mark, yen.

**Sydney Futures Exchange** : indice boursier (All Ordinaries Stock Index, X-Index), effets bancaires à 90 jours, obligations du Trésor à 10 ans, dollar australien.

**Tokyo Stock Exchange** : fonds d'État à 10 ans.

*(Source : Financial Times.)*

*Les marchés à terme d'instruments financiers*

# Une centaine de candidats sur les rangs

*(Suite de la page 41.)*

Pour les professionnels, le cal-est vite fait : à raison de 150 F r opération, il faut réaliser au nimum 12 000 contrats par an ur amortir les 1,5 à 2 millions francs que représentent les is de fonctionnement d'un siège MATIF, après l'acompte de 0 000 F versé lors du dépôt de ndidature, à valoir sur la « facre » de 1 million de francs fixée ur la première année d'exerce. *« Douze mille contrats, c'est aucoup »*, estime, dubitatif, ce nquier qui ne sait pas encore s'il se lancer à l'eau tout seul ou joindre sur le plongeoir d'autres nfrères de taille comparable, ire plus petite.

A l'évidence, une fois que le arché à terme commencera à nctionner, une sélection natulle va rapidement s'opérer entre ux qui disposeront d'un volume affaires suffisant pour amortir urs frais, y compris ceux de pernnel, et les autres, probablent plus nombreux, qui devront isser la main. D'autant que la ncurrence, limitée aux seuls ents de change jusqu'en sepmbre prochain, va revêtir une ut autre dimension lorsque ux-ci devront accueillir, bien algré eux, à partir de cette date, s banquiers, les institutionnels, les trésoriers d'entreprise et les maisons de titres ; bref tous ces financiers de haut vol qui semblent décidés à prendre leur revanche sur ce « monopole » des agents de change qu'ils ont si souvent dénoncé. Un *« monopole de droit »* qui doit devenir *« un monopole de compétence »*, si l'on en croit les propos tenus le 11 février par le syndic, M. Xavier Dupont, devant les élèves de l'ENA.

Dans l'immédiat, le marché à terme de Paris (dont le bon fonctionnement est placé sous l'œil vigilant du conseil du marché à terme, une institution collégiale regroupant les différents représentants de la place financière et présidée par M. Pierre Balley), a *été* branché, depuis le 12 février, sur le système informatique de la chambre de compensation. Cette logistique est assurée à partir d'un système mis au point par la SICM, une société de services informatiques créée tout spécialement en février 1985 par ICCH-France, la filiale française de la chambre de compensation du marché à terme londonien et dont le directeur général, M. Gilbert Durieux, a pris des fonctions identiques à la CCIFP. Ce système a été conçu tout spécialement pour le MATIF et testé pendant plusieurs mois à la Bourse de Sydney, ce qui a obligé les informaticiens à trouver rapidement des sous-titres à cette version « british » à l'origine.

## Pas de passerelle

On regrettera au passage que les agents de change et les banquiers de la place aient rejeté d'emblée toute idée de coopération avec la Banque centrale de compensation, un organisme qui assure des fonctions identiques à celle de la CCIFP mais pour le compte des marchés à terme des matières premières. Les déboires judiciaires subis par certains professionnels de la Bourse de commerce de Paris expliquent sans doute ces réticences, mais elles ne justifient pas la création, de toutes pièces, d'une chambre de compensation spécifique alors qu'existe déjà un outil comparable, qui, de l'avis général, fonctionne fort bien.

Il en va de même sur le plan – très important – de la formation des spécialistes, où, là non plus, aucune passerelle n'a été jetée avec l'enseignement dispensé par les spécialistes des marchés à terme de matières premières à Paris, alors que les techniques propres aux instruments financiers sont assez voisines.

Heureusement, le Centre de formation continue (CFC) a rapidement mis en place, sous le patronage du comité de pilotage du MATIF (auquel a succédé le Conseil du marché à terme), une formation à la pratique des contrats à terme d'instruments financiers. Considérés par certains des très nombreux participants (ils ont atteint le chiffre de mille six cents en l'espace de quatre mois) un peu trop théoriques, ces « modules » de formation espacés sur trois jours ont cependant permis aux futurs opérateurs du marché à terme d'acquérir les bases indispensables à l'exercice de ce nouveau métier.

Ils vont pouvoir les mettre rapidement en pratique sur un premier emprunt « notionnel » *(voir encadré)*, puis en juin-juillet, sur des opérations à terme en bons du Trésor. En attendant la mise sur pied, à l'automne prochain, d'un contrat ECU/dollar, puis ECU/yen, l'intérêt de ce dernier restant à démontrer alors que Chicago a pris les devants en créant, au mois de janvier, un contrat ECU/dollar.

SERGE MARTI.

## Pour parler « futures »

● **Arbitrage** : opérations combinées entre deux marchés (terme et comptant), deux contrats, deux échéances, permettant de bénéficier des écarts de cours. Le même terme *« arbitrage »* est utilisé en anglais.

● **Brokers** : courtiers opérant pour leur propre compte ou pour celui d'une maison de courtage.

● **Cash market (physical) ou spot market** : marché au comptant sur lequel sont négociés les contrats avec règlement et livraison immédiate.

● **Clearing house** : chambre de compensation chargée d'établir le calcul des marges, de centraliser les ordres et les règlements et de garantir les opérations effectuées sur le marché.

● **Deposit** : dépôt initial en espèces destiné à garantir les transactions effectuées.

● **GNMA** : ce sigle, que les professionnels prononcent *« Ginnie mae »*, symbolise la Government National Mortgage Association, l'institution gouvernementale américaine finançant le marché hypothécaire, les créances hypothécaires qui en résultent faisant l'objet de contrats à terme sur certains marchés.

● **Hedging** : opération de couverture réalisée par un opérateur.

● **Long position** : le professionnel se trouve en position, dite *« longue »*, lorsque les achats l'emportent sur les ventes.

● **Short position** : à l'inverse de la *« long position »*, il s'agit d'une situation *« courte »* caractérisée par un excédent des ventes sur les achats.

● **Locals** : petits spéculateurs privés dont le but est d'exploiter, à leur compte et à celui de leurs clients, les petits écarts de prix survenant sur le marché. Aux Etats-Unis, les *« locals »* sont souvent appelés *« scalpers »*, dans la mesure où ils *« scalpent »*, par leurs initiatives, les trop fortes variations de cours.

● **Ring** (ou « pit ») : c'est l'enceinte à laquelle on accède par trois ou quatre marches et dans laquelle se traite telle ou telle catégorie de contrat. Les *« pits »* sont disséminés sur le *« floor »* ou plancher.

● **Treasury Bill (ou T. Bill)** : bon du Trésor à court terme émis par le Trésor américain.

● **Treasury Bond (ou T. Bond)** : obligation émise par le Trésor et dont l'échéance est à plus de dix ans.

● **Treasury note** : bon du Trésor américain dont l'échéance est comprise entre un et dix ans.

## Un contrat « notionnel »

LE premier contrat négocié au MATIF sera un emprunt *« notionnel »*, c'est-à-dire un emprunt fictif, assimilable à une émission d'Etat remboursable *in fine* (à l'échéance finale) et dont les principales caractéristiques sont les suivantes : une durée de sept à dix ans, un montant de 500 000 F (c'est l'unité de cotation du contrat) et un intérêt de 10 % par an. A titre de comparaison, les montants unitaires pratiqués respectivement à Chicago et au LIFFE de Londres (le marché à terme de la City) sont de 100 000 dollars pour l'un et de 50 000 livres sterling pour l'autre, le marché parisien se trouvant ainsi pratiquement à niveau avec ces deux grandes places.

Pourquoi un emprunt fictif ? Tout simplement pour assurer la liquidité du marché. S'il semble plus simple de coter à terme chaque emprunt d'Etat à long terme, la liquidité de chaque contrat, portant sur un emprunt d'Etat existant réellement, serait très faible, souligne le spécialiste de la charge François-Dufour-Kervern (1). Au contraire, l'utilisation d'un emprunt *« notionnel »* permet de traiter à terme différents emprunts d'Etat *« synonymes »* dont les caractéristiques de durée et de sensibilité sont voisines de l'emprunt de référence, tout en assurant la nécessaire liquidité du contrat.

Ainsi, dans la mesure où cet emprunt *« notionnel »* n'est pas représenté sur le marché, le professionnel devra livrer à l'échéance du contrat l'équivalent de la transaction dans l'un des emprunts d'Etat faisant partie d'une liste publiée par la chambre de compensation et qui constitue ce qu'on appelle le *« gisement »*. Celui-ci regroupe six emprunts d'Etat ou assimilés, dits *« synonymes »*, l'équivalence entre l'emprunt *« notionnel »*, qui sert de base au contrat, et l'un des emprunts du *« gisement »* s'effectuant à l'aide d'un facteur de conversion.

Pour chaque contrat, les échéances cotées sont le mois en cours (mars dans le cas présent, puisque le contrat est inscrit après le 15 février) et les trois trimestres suivants (juin, septembre et décembre 1986). Enfin, il faut savoir que chaque intervenant sur le marché doit déposer, en espèces, un dépôt initial de garantie représentant au moins 4 % de sa position, soit 20 000 F pour un contrat de 500 000 F, mais 2 % seulement pour les opérations dites *« liées »* (achat et vente dans une même journée, par exemple).

Outre ce *« deposit »*, qui est une garantie de bonne fin des opérations effectuées sur le marché à terme, la chambre de compensation doit procéder chaque jour aux variations de cours sur les positions ouvertes dans ses comptes. Elle a notamment pour rôle de créditer le compte de ses adhérents des gains retirés des opérations effectuées, mais également de demander aux membres débiteurs le règlement immédiat de leur dette : c'est l'*« appel de marge »*.

S. M.

(1) Les charges Tuffier-Ravier et surtout Ferri-Germe ont aussi publié une étude détaillée sur le MATIF.

# Les nouveaux acteurs

LE développement des marchés à terme d'instruments financiers a suscité l'émergence de catégories nouvelles d'intermédiaires financiers qui font profession de jouer sur les contrats de « futures » (cet anglicisme désignant les marchés à terme dans le jargon boursier).

● *Les « locals ».* – Ce sont des opérateurs qui ont acheté un siège sur les Bourses de marchés à terme et sont présents à la corbeille. Spéculateurs professionnels, ils ont un rôle considérable à jouer. Ils interviennent avec leurs fonds propres et se portent à tout moment contrepartie du marché, assurant ainsi sa liquidité. Généralement, ils cherchent à tirer parti de faibles variations de cours, dont ils sont les seuls à pouvoir profiter du fait du taux de commission réduit qu'ils ont à supporter.

Sur les contrats de « T-bonds » (obligation du Trésor américain), les « locals » représentent 50 % des échanges. Une dizaine d'entre eux dominent le marché et peuvent traiter d'égal à égal avec les plus grandes institutions financières. Les positions de certains « locals », tel Tommy Baldwin, peuvent même être supérieures à celles de grandes banques d'investissement. Il arrive qu'un « local » se porte acheteur ou vendeur de lots représentant cinq mille contrats, soit l'équivalent de 5 milliards de dollars.

● *Les négociants :* environ un tiers des intervenants sur les « T-bonds » sont des « securities dealers », c'est-à-dire des négociants en titres financiers. Ils utilisent ces marchés pour couvrir leurs activités commerciales d'achats et de ventes de titres sur le marché *cash* (comptant). Les opérations de couverture servent généralement à protéger une position momentanée, c'est-à-dire sur de courtes durées.

Les activités d'arbitrage sont plus couramment pratiquées. Elles consistent à comparer les marchés « cash » et « futures » et à tirer parti des différences de prix, en achetant sur l'un des marchés et en vendant sur l'autre. Chez certaines firmes, de véritables départements d'arbitrage ont été créés, qui disposent de supports informatiques de plus en plus sophistiqués.

Si les négociants en titres financiers interviennent sur ces marchés de « futures », c'est parce que c'est là que se fixent aujourd'hui, les prix des marchés « cash ». Lorsque Salomon Brothers ou Merrill Lynch veulent peser sur la tendance des prix des obligations ou des indices boursiers, ils agissent prioritairement sur le marché des « futures ». De même, c'est au Chicago Mercantile Exchange, et non plus à Londres, que se forment, de par l'intervention massive des banques internationales, les taux de l'eurodollar.

● *Les autres intervenants :* Les autres acteurs des marchés à terme sont les gestionnaires de portefeuille, les compagnies d'assurances, les fonds de retraite, les fonds d'investissement. Contrairement aux idées reçues, moins d'un gérant sur dix utilise à l'heure actuelle les marchés de « futures ». Le système des appels de marge (ou dépôt de garantie supplémentaire) rend quelquefois contraignante l'utilisation de ces instruments dans une optique de couverture à long terme.

Quant aux « petits » spéculateurs privés (le capital minimum d'engagement étant tout de même de 5 000 dollars), ils représentent un volume marginal, par rapport à celui des 200 000 contrats échangés sur « T-bonds » chaque jour. Ils sont souvent la proie des « locals ». Les volumes d'engagement sont tellement disproportionnés qu'il est souvent difficile pour un « local » de mesurer la prise de risque relative d'un petit spéculateur.

C'est sans doute la diversité des opérateurs qui a fait le succès des marchés de « futures » de Chicago. Sans « locals », il n'y aurait pas de liquidité. Sans la présence de l'ensemble des grandes maisons américaines de négoce en titres financiers susceptibles d'assurer le volume et, donc, cette liquidité, l'utilité économique de ces marchés resterait à démontrer. Une leçon à méditer pour le MATIF français.

ERIC MESSIN
et PAUL SCHWŒRER.
*(Membres de l'Association Finance Futures Paris-Dauphine.)*

## A lire

● **Les marchés à terme d'instruments financiers** : par Catherine Lubochinsky et Didier Marteau. Editions ESKA. Diffusion : 30, rue de Domrémy, 75013 Paris. Tél. : (1) 45-83-62-02. A la fois assez technique et suffisamment vulgarisateur, cet ouvrage, le seul à ce jour traitant de ce sujet et qui doit s'enrichir d'une seconde édition englobant le MATIF, est fait de nombreuses contributions concernant, notamment, le rôle des banques sur les marchés à terme.

● **Bourses de commerce et marchés à terme de marchandises** : par Yves Simon. Editions Dalloz, collection « Gestion-Finance ». Ecrit il y a maintenant quatre ans par ce professeur qui fait autorité dans le domaine des marchés à terme, ce livre constitue une excellente entrée en matière sur les différentes techniques et contrats pratiqués dans le monde des *« futures »*.

● **Les marchés à terme** : par Jean Cordier. Editions PUF, collection « Que sais-je ? ». Professeur à l'Institut de gestion internationale agro-alimentaire, Jean Cordier passe en revue la liste des grandes Bourses mondiales abritant les marchés à terme et dont les caractéristiques peuvent être étendues aux contrats sur instruments financiers.

● **Vocabulaire et expressions usuelles des marchés à terme commerciaux** : par Jean Bourdin, professeur à l'université de Caen. Edité par la Compagnie des commissionnaires agréés près la Bourse de commerce de Paris : 2, rue de Viarmes, BP 53 01, 75022 Paris Cedex 02. Tél. : (1) 45-08-82-50. Plutôt axé sur les marchés à terme de marchandises, cet ouvrage comporte quantité de définitions fort utiles sur les contrats d'instruments financiers dont les techniques sont très comparables.



## La chronique de Paul Fabra

# Transferts sociaux et prévoyance

JUSQU'À ce jour, le débat sur la sécurité sociale, et, d'une façon plus large sur la politique sociale, n'a pratiquement porté que sur le coût financier de cette dernière. Périodiquement, le déficit menace de réapparaître, et le gouvernement en place y pare soit en rognant sur les dépenses — maîtrise plus rigoureuse des budgets hospitaliers, radiation de la liste des « faux chômeurs » (comme les socialistes au pouvoir ont eu le courage de le faire), etc., — soit en augmentant les cotisations, soit en recourant aux deux méthodes à la fois.

La question qui se pose et qu'on ne pose jamais, les partis de l'actuelle opposition, qui promettent de réformer en profondeur l'économie française, pas plus que les autres, est la suivante : la propension au déséquilibre financier n'est-il pas inhérent à l'économie même du système tel qu'il a été conçu et appliqué ? *Mais pourquoi s'interroger sur ce point*, puisque les Français, et avec eux la quasi-totalité de nos responsables politiques, sont persuadés que notre système est l'un des meilleurs du monde, sinon le meilleur ? Si tel est le cas, le mieux est encore, comme on ne cesse de le faire, d'apporter des retouches ici et là à la « sécu » sans remettre en question les principes sur lesquels elle repose ni, ces principes étant admis, son caractère général et obligatoire (que l'on doit à Georges Pompidou).

Le grand intérêt de l'étude que vient de publier l'association Economie et progrès (1), que dirige l'économiste William François, sous le titre « Les transferts sociaux et la prévoyance sociale en France » est de placer la discussion dans une perspective beaucoup plus large. Si souhaitable que soit une réforme de la gestion, elle donnera toujours des résultats insuffisants, et à la longue dangereusement insuffisants, aussi longtemps qu'on n'aura pas posé sous un jour nouveau la relation fondamentale qui existe entre d'une part la protection sociale sous toutes ses formes et de l'autre le développement économique, en l'absence duquel les systèmes les plus élaborés de protection se retournent contre leurs bénéficiaires supposés.

Il est vrai que William François est, en France depuis de longues années, une sorte de Don Quichotte de l'économie de marché (celle qu'avaient en tête les *inspirateurs de la réforme économique* et monétaire allemande de l'après-guerre, nourrie de la tradition libérale européenne, pas celle caricaturale que proposent les théories de Milton Friedman et de ses Chicago boys). Il fait partie de ce petit groupe de gens, moralistes ou économistes, dont l'irréalisme tient au fait qu'ils ne se résignent pas à voir les réalités économiques ignorées, et par conséquent bousculées par les hommes de la politique, qui, à force d'exercer « l'art du possible », finissent par rendre impossible le bon fonctionnement de la vie économique par leurs solutions privées de toute vision générale.

Du document qu'il nous présente (deux cent trente-six pages plus une cinquantaine de pages de pièces, notamment statistiques, annexes), établi sur la base des travaux d'une commission que *présidait un député UDF, Jean Brocard*, on retiendra une définition propre à éclairer la réflexion dans un domaine particulièrement touffu et une analyse visant à montrer pourquoi il convient, sous peine d'empêcher le retour à la croissance, de faire revivre, à côté de la sécurité sociale, des mécanismes de prévoyance fondés sur l'épargne.

Il s'agit d'abord d'identifier, autant que cela est possible, les transferts sociaux. La plupart des prestations de sécurité sociale ne correspondent pas à la définition qu'en donne William François, pour qui il n'y a, à proprement dit, transfert social qu'à la triple condition suivante : déplacement de pouvoir d'achat, obligation imposée à ceux qui financent, gratuité totale ou partielle pour les bénéficiaires. Or les prestations versées aux malades, aux retraités, etc., ont pour contrepartie des cotisations. Seules les allocations familiales peuvent être considérées comme de véritables transferts. C'est du reste pourquoi l'auteur, qui se trouve sur ce point en accord avec la plupart des experts en la matière tant de gauche que de droite, estime que le financement devrait en incomber non pas aux entreprises, mais aux contribuables.

LA gauche, pour mieux faire valoir les économies budgétaires déjà accomplies par elle, la droite, pour éviter de faire trop de promesses qu'elle redoute de ne pouvoir tenir, ont, l'une et l'autre, intérêt aujourd'hui à soutenir que le champ ouvert aux suppressions de crédits est relativement étroit. Les auteurs du rapport d'Economie et progrès croient au contraire pouvoir répertorier, à travers les documents officiels, 300 à 400 milliards de subventions et d'aides diverses, directes ou indirectes, qualifiées par eux de transferts sociaux, même quand les bénéficiaires sont des chefs d'entreprise.

C'est que le rapport propose une distinction, inspirée de l'économiste allemand Walter Eucken (le maître de Ludwig Erhard et des artisans de la prospérité de la RFA), entre transferts économiques et transferts sociaux. Les premiers sont ceux qui portent une partie des richesses produites par une économie développée à s'investir dans des activités qui ne font plus partie du marché, mais qui conditionnent les progrès futurs de la production. C'est par ce processus qu'on voit la recherche, l'enseignement, les services publics de transports, etc., absorber une part croissante du revenu national. Les transferts sociaux s'analysent au contraire comme des opérations de soutien, dont certaines sont justifiées par des considérations sociales (aide à la famille et aux déshérités par exemple), mais dont la plupart, si elles se perpétuent, ont un effet négatif sur la croissance, en retardant les adaptations nécessaires.

Le rapport estime que pour les deux tiers du montant minimal — 300 milliards — des aides et subventions classées comme transferts sociaux pourraient être graduellement supprimés. Ce chiffre fait paraître bien modeste les 40 milliards d'économies promises pour 1987 par Alain Juppé et Paul Mentré (dont 15 milliards d'économies bidon sous forme de recettes à attendre de la vente des actifs industriels de l'Etat).

Pour comprendre pourquoi le système de protection sociale, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, conjugue ses effets avec les transferts sociaux pour opérer ce que William François appelle un « détournement » du circuit monétaire normal au détriment de l'investissement, il convient de porter son attention sur son mode de financement. Il est entièrement fondé sur le principe de la répartition en vertu duquel les cotisations versées dans l'année sont attribuées aux bénéficiaires des prestations. En quoi un tel détour empêche-t-il la machine économique de fonctionner à plein régime ? Rien n'est plus conforme à la nature humaine que de se prémunir contre les aléas de la maladie et de la vie économique (chômage), de préparer sa retraite.

Rien n'est plus nécessaire non plus, pour permettre la couverture effective de ces risques, que d'accroître les richesses produites. A supposer qu'une partie des revenus soient à cet effet épargnés et « capitalisés », les deux objectifs pourraient être atteints simultanément.

Dans la France d'aujourd'hui, les cotisations patronales et ouvrières versées au titre de la sécurité sociale sont autant de charges pour l'entreprise, autrement dit des éléments de leur prix de revient. Cependant, du fait du contrôle des prix, il arrive souvent qu'elles ne puissent répercuter sur leurs prix de vente la totalité de leurs charges. D'où amoindrissement de leur profit, et partant de leur capacité d'investir. Par rapport au système classique de la « capitalisation » selon lequel les assurés sociaux seraient amenés, par fonds interposés, à souscrire à des obligations et à des actions émises par les sociétés industrielles et commerciales, celles-ci perdent sur deux tableaux.

C'EST un fait que tous les pays économiquement les plus modernes : Etats-Unis, Allemagne, Suisse, etc., pratiquent en grand le système de la répartition. Cependant dans plusieurs de ces pays, on encourage les retraites par capitalisation et — en Suisse — l'assurance-maladie selon le même principe. William François estime qu'il conviendrait de maintenir le système français, mais de supprimer son caractère obligatoire dans tous les cas en ouvrant l'option d'une assurance privée concurrente (le salarié qui choisirait ce mode de prévoyance se verrait verser la totalité de son salaire, direct et « indirect »).

Des recommandations de ce genre ont déjà été faites. Elles ont soulevé de formidables protestations au nom de l'unité du système de protection sociale. Il n'est cependant pas nécessaire d'aller aussi loin aujourd'hui. Ce serait déjà beaucoup que de favoriser au maximum, comme on a timidement commencé à le faire, le développement de systèmes de prévoyance personnelle, fondés sur la capitalisation, que rend enfin possible, sur une plus grande échelle, la perspective d'une stabilisation durable de la valeur de la monnaie.

(1) 42, rue Poussin, 75016 Paris.

## A travers les revues françaises

# A crédit rare, prix en hausse

*Lorsque leurs demandes de crédit dépassent l'offre de 1 %, les entreprises augmentent leurs prix de 0,6 % et l'investissement baisse de 5,7 %.*

par DANIEL VITRY (*)

LA dernière livraison de la *Revue économique* est intégralement consacrée au thème « Théorie et politique monétaires ». Patrick Artus y présente un article : « Rationnement de crédit et réactions des entreprises » (1).

L'originalité de l'étude est de supposer que les principales décisions des entreprises (prix, salaires, emploi, investissement, demande de crédit, dividendes...) sont prises simultanément. Il faut alors regarder en quoi ces décisions sont remises en cause en cas de restriction de crédit.

L'auteur suppose que la production des entreprises est exogène ; elle résulte du niveau de la demande du produit final. Le rationnement du crédit résulte de la rigidité du taux de l'intérêt. Cette rigidité a pour effet d'empêcher l'égalisation, à chaque instant, de l'offre et de la demande de crédit. On a donc des situations où les demandes excèdent l'offre. Pour analyser l'effet du rationnement, l'auteur construit un modèle sans rationnement ; *cela lui permet de trouver les* principaux déterminants des variables qui représentent les grandes décisions de l'entreprise ; puis il rajoute la demande excédentaire de crédit à la liste des déterminants des variables.

Les tests économétriques sont faits sur la période *1970-1983*. L'auteur estime que, sur les cinquante-six trimestres de cette période, les entreprises se sont trouvées à plus d'une chance sur deux en situation d'excès de demande de crédit pendant quatorze trimestres ; pendant les quarante-deux autres trimestres au contraire, on devait être en situation d'excès d'offre de crédit à plus d'une chance sur deux.

Les résultats sont les suivants : l'offre de crédit est très sensible au taux d'intérêt monétaire, ce qui signifie que les banques portent une grande attention au coût de leurs ressources : une hausse de 1 % du taux d'intérêt monétaire entraîne une baisse des crédits de 1,6 %. Comment les entreprises réagissent-elles lorsque leurs demandes de crédit dépassent l'offre de 1 % ? Les prix augmentent de 0,6 % ; il s'agit là d'un effet pervers de la politique monétaire, puisque les restrictions de crédit sont faites dans l'espoir de réduire la demande et l'inflation, selon le schéma keynésien traditionnel. L'investissement baisse de 5,71 % ; cette baisse de l'investissement est étonnamment forte, car on pourrait penser que l'investissement d'une période résultant de décisions prises dans le passé ne réagirait pas à court terme.

Le résultat obtenu veut dire que les entreprises peuvent ralentir les livraisons des équipements commandés. La masse salariale, et de ce fait l'emploi, ainsi que les dividendes sont peu sensibles au rationnement des crédits.

L'auteur envisage la possibilité que les périodes de restriction de crédit aient ainsi été suivies par des tentatives de rattrapage. Les tests ne confirment pas cette idée. Les baisses de l'investissement semblent définitives.

En matière de politique monétaire, *l'année passée a été marquée* par deux très importantes réformes qui ouvrent le marché monétaire. Des opérateurs non financiers ont maintenant accès au marché des bons du Trésor en comptes courants. La réforme la plus sensationnelle a très certainement été la création d'un titre à court terme émis par les entreprises, les billets de trésorerie. Dans la revue de l'OFCE, *Observations et diagnostics économiques*, Sylviane Guillaumont Jeanneney s'interroge sur « L'ouverture du marché monétaire. Vers une politique libérale des taux d'intérêt ? » (2).

Le but des réformes est bien d'ouvrir le marché monétaire et de permettre à la Banque de France de passer d'une politique fondée sur le contrôle quantitatif des crédits à une politique de flexibilité des taux d'intérêt. Actuellement, en effet, la politique monétaire se traduit par l'affichage d'une norme de croissance de la masse monétaire et se réalise à travers le contrôle des crédits accordés par les banques.

### « Open market »

A quelles conditions pourra-t-on passer à une politique d'*open market ?* Cette politique présuppose que la Banque de France puisse faire varier librement son taux d'intervention. Or, le *système bancaire français* est hétérogène : certains établissements sont structurellement créditeurs et d'autres structurellement débiteurs sur le marché monétaire.

Si la Banque de France rationnait les *liquidités pour faire monter* le taux d'intérêt, certains établissements, et non des moindres, seraient tellement en danger que la politique ne pourrait, à l'évidence, être poursuivie. Elle serait donc non crédible, et de ce fait inefficace. L'obstacle de l'hétérogénéité du système bancaire pourrait être levé si les taux créditeurs pouvaient suivre librement le taux d'intérêt du marché monétaire ; mais la réglementation actuelle s'y oppose. Cela aurait, en outre, pour avantage de rendre plus solidaire le taux du marché monétaire et le taux de base bancaire.

L'auteur estime également que tous les refinancements automatiques devraient disparaître, que la mobilisation des bons du Trésor ne devrait jamais être automatique et que les taux préférentiels devraient être bannis.

L'une des questions les plus importantes soulevées par le changement de politique monétaire est l'évolution des taux d'intérêt à long terme, si d'aventure l'inflation revenait. En effet, une politique monétaire anti-inflationniste se traduit par une hausse vigoureuse des taux d'intérêt à court terme ; cette hausse risque de se répercuter sur les taux longs et d'accroître considérablement les charges financières des entreprises dynamiques qui investissent. Il y a un moyen pour l'éviter : indexer le capital des prêts à plus d'un an sur le niveau général des prix. De ce fait, le taux d'intérêt à long terme s'appliquerait à une valeur constante en pouvoir d'achat et resterait à un niveau normal.

Enfin, *last but not least*, le Trésor public devrait supporter la flexibilité du taux d'intérêt comme n'importe quel autre agent, ce qui ferait passer le pouvoir monétaire du ministère des finances à la Banque de France...

La revue *Economie prospective internationale* a publié un numéro spécial consacré au thème « Taux de change et système monétaire international ». Daniel Lebègue, l'actuel directeur du Trésor, y plaide « Pour une réforme du système monétaire international » (3). L'intérêt de l'article est de rassembler ce qui se dit actuellement dans les sphères dirigeantes françaises sur ces questions.

L'inadaptation du système *monétaire international actuel* est évidente. S'il est bien délicat de définir la vraie parité entre deux monnaies, il est clair que le système actuel n'a pas produit des taux de change adéquats. D'autre part, l'alimentation en liquidités se trouve dépendre trop largement du déficit de la balance des paiements américaine. Enfin, l'auteur estime que le système actuel est trop permissif ; les déficits peuvent s'accumuler pendant trop longtemps sans que l'alarme soit donnée.

Un « bon » système monétaire international devrait entraîner des coûts importants immédiats pour les pays qui s'autoriseraient à s'affranchir de ses règles. Il devrait permettre de définir des parités réalistes. Pour atteindre cet objectif, l'auteur souhaite que le nouveau système redonne sa vraie place à la grille des taux de change dans les orientations des politiques. Il préconise que cette grille soit mise au point de façon empirique par accord entre les autorités des différents pays et qu'une plage d'incertitude de 5 à 10 % soit acceptée.

Les liquidités internationales devraient être diversifiées. A cet égard, l'ouverture de grands marchés internationaux de capitaux est une bonne chose, et l'apparition récente de l'ECU privé apportera peut-être une solution. Enfin, le FMI ne changerait pas fondamentalement de rôle.

Tout le monde s'accorde pour dire que le cours du dollar n'a pas été adéquat au cours des années récentes. Christian Dunis recherche, dans son article de la *Revue d'économie politique*, « Une explication de l'envolée du dollar entre 1980 et 1985 ; l'approche financière du taux de change » (4). On évoque souvent le rôle des taux d'intérêt pour expliquer le change ; cette explication rationnelle est cependant très insuffisante, car les relations entre le taux de change effectif du dollar et le taux d'intérêt américain ou le différentiel de taux d'intérêt entre les Etats-Unis et la RFA ont été très instables depuis le début des années 70.

L'auteur a une approche financière du taux de change, ce qui veut dire qu'il considère que le taux de change est déterminé sur le marché des actifs financiers. Le taux de change est alors expliqué non seulement par le taux d'intérêt courant, mais aussi par les anticipations. L'auteur teste son modèle sur les données trimestrielles américaines de la période qui suit le changement de politique du Federal Rerserve Board en 1979. Ses résultats confirment tout à fait la thèse de l'approche financière.

Pour saisir les variations des réserves de la Banque centrale et le solde des paiements courants, l'auteur a utilisé la somme cumulée depuis le début de 1973 des flux de capitaux privés. Cette variable a joué dans le sens positif, ce qui veut dire que, pour les opérateurs, l'accumulation nette d'actifs libellés en dollars n'est pas apparue comme un facteur de risque croissant sur cette devise.

### Sous-traitance

La direction régionale de Strasbourg de l'INSEE a fait paraître, sous la plume de Joël Creusat, une étude sur « La sous-traitance et les structures industrielles » (5). L'objet de l'étude est l'examen des liaison industrielles sous l'angle des relations clients-fournisseurs. Globalement, la sous-traitance reçue par l'industrie alsacienne représente 5 % de son chiffre d'affaires ; cinq secteurs réalisent les trois quarts de la sous-traitance reçue par l'Alsace. Réciproquement, la sous-traitance confiée par l'industrie alsacienne à d'autres régions représente 6 % de ses achats ; cinq secteurs sont à l'origine de 70 % dr la sous-traitance commandée par l'Alsace à d'autres régions. En faisant la balance, il apparaît que l'Alsace reçoit un quart en plus d'ordres de sous-traitance qu'elle n'en donne.

Les mêmes secteurs sont à la fois preneurs d'ordres venant d'autres régions et donneurs d'ordres à d'autres régions. Ainsi par exemple, le secteur du textile et de l'habillement reçoit plus de 20 % de toute la sous-traitance industrielle ; pour les entreprises concernées, cela représente plus du tiers de leur chiffre d'affaires, mais, en même temps, ce secteur est à l'origine de 15 % de la sous-traitance donnée par l'industrie alsacienne. Il y a plus ; une même unité industrielle est à la fois receveur et preneur d'ordres de sous-traitance.

Qu'en est-il de la dépendance des sous-traitants ? Il s'agit d'une question fort importante. En moyenne, les sous-traitants alsaciens sont prudents puisque la part de leur chiffre d'affaires fait avec leur premier donneur d'ordres est de 14 %, alors que la cote d'alerte est estimée à 20/25 %. Cependant cette moyenne cache des situations très diversifiées, puisque dans la transformation des matières plastiques il arrive que pour 70 %, le chiffre d'affaires soit réalisé avec le premier donneur d'ordres.

L'horizon économique des industriels est très variable ; les petits sous-traitants alsaciens travaillent à 42 % au coup par coup, alors que les gros sous-traitants travaillent, dans cette proportion, avec des contrats à moyen terme. Le secteur automobile travaille surtout à court terme, alors que dans la fonderie, on travaille dans les deux tiers des cas au coup par coup. On comprend ainsi beaucoup mieux les influences inter-régionales et les relations industrielles clients-fournisseurs.

(1) Patrick Artus : « Rationnement de crédit et réactions des entreprises », *Revue économique*, nº 6, nov. 1985.

(2) Sylviane Guillaumont Jeanneney : « L'ouverture du marché monétaire. Vers une politique libérale des taux d'intérêt ? » *Observations et diagnostics économiques*. Revue de l'OFCE, nº 14, janvier 1986.

(3) Daniel Lebègue : « Pour une réforme du système monétaire international. Les impératifs de la construction du système. » Economie prospective internationale. *Revue du CEPII*, nº [illegible], 4e trim. 1985.

(4) Christian Dunis : « Une explication de l'envolée du dollar entre 1980 et 1985. L'approche financière du taux de change. » *Revue économie politique*, nº 6, nov.-déc. 1985.

(5) Joël Creusat : « Les liaisons industrielles des entreprises alsaciennes ; sous-traitance et structures industrielles. » *Documents pour l'Alsace*, INSEE nº 6, nov. 1985.

* Professeur à l'université Paris-II.

هكذا من الأصل



# économie

## ...PÈRES

### ...llar : nouvelle glissade à 7,20 F

...ssement du dollar s'est poursuivi, lundi 17 février, sur la ...t des grandes places financières internationales. La devise ...caine a ainsi coté 7,2025 F à Paris (contre 7,2360 F ...redi), 2,3460 DM à Francfort (contre 2,3590 DM) et ...75 yens à Tokyo (contre 182,30 yens), après être un moment ...ée à 179,70 yens. Nerveuse la semaine passée, l'activité était ...ée de normale par les cambistes. Ce retour au calme était ...ué à la fermeture, ce lundi, de tous les marchés financiers ...-Atlantique. D'après les professionnels, les opérateurs tablent ...urs sur une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

### ...stauration : 5,25 millions de ...pas par jour en 1985

...iffre d'affaires des cent vingt-deux mille établissements de ...uration commerciale a progressé, en 1985, de 8 %, atteignant ...7 milliards de francs. Le nombre des repas servis s'est élevé à ...6 milliard (+ 4,7 %), soit 5,25 millions de repas par jour. ... la revue *Equip'Hôtel*, qui fournit ces statistiques, les chaînes ...no, Accor, Flunch étant les trois premières) progressent avec ... du chiffre d'affaires en 1985, contre 22,7 % en 1983. La ...uration la plus économique, qui représente 45 % des repas et ... du chiffre, connaît une forte augmentation : + 12 %. Dans ...ecteur « économique », la restauration rapide (fast food) a ... sa progression (+ 43,5 % en CA, + 26,1 % en débit), après ...tagnation relative en 1984.

## ÉTRANGER

# Un changement radical de la législation antitrust est en préparation aux Etats-Unis

Correspondance

Washington. – La Maison Blanche s'apprête à présenter au Congrès un projet de réforme de la législation antitrust peu après le message sur l'état de l'Union du président Reagan. Il s'agit, pour le programme législatif de 1986, du plus important mouvement de réforme, depuis la dernière guerre mondiale, de cet ensemble de lois. Bien que cette évolution ait pour objet de permettre aux firmes américaines de réagir plus facilement à la concurrence, les entreprises étrangères qui travaillent aux Etats-Unis ou sur des marchés importants pour les entreprises américaines devraient y trouver un soulagement.

La législation antitrust a été conçue à la fin du dix-neuvième siècle pour protéger la concurrence contre les trusts de l'époque. Elle repose sur un ensemble de quatre lois : le Sherman Act, de 1890, le plus général, qui interdit notamment les ententes. Le Clayton Act, de 1914, qui interdit de contourner le précédent, notamment par des ententes et des pratiques de prix discriminatoires. Il comporte, en particulier, un article 7, qui rend illégales le fusions pouvant avoir pour effet de réduire la concurrence ou de créer un monopole. Ces textes sont renforcés par le Federal Trade Commission Act, de 1914 et le Robins-Patman Act, de 1936.

Depuis 1976, un amendement Hart-Scott-Rodino exige la notification préalable aux autorités de tout projet d'acquisition ou de fusion pour les opérations dépassant 10 millions de dollars : une disposition qui entrave considérablement les accords entre entreprises. Les auteurs démocrates de ce texte et leurs amis ont toujours le même souci d'empêcher toute atteinte à la portée des lois antitrust, ces lois jadis créées par les républicains partisans de la libre concurrence et aujourd'hui remises en question par eux.

Sont interdits, en particulier, les ententes sur les prix entre concurrents, le boycottage concerté ou le refus de vente, les pratiques de prix discriminatoires, la répartition des marchés, géographiquement ou par produits, etc.

La législation antitrust entraîne pour les dirigeants de société condamnés des amendes et des peines de prison allant jusqu'à trois ans (la moyenne récente a été de quatre-vingt-dix jours... ferme). Elle s'applique aux opérateurs étrangers, notamment lorsqu'ils commercent, ou achètent des entreprises, aux Etats-Unis. Récemment, la société britannique Bat Industries a raconté comment, après l'acquisition de Appleton Papers outre-Atlantique, elle s'est trouvée engagée dans six années et demie et des milions de dollars de procédure pour, finalement, gagner le procès antitrust qui lui avait été intenté, mais à quel prix ?

Les lois antitrust peuvent être actionnées par des particuliers, qui ont la faculté d'intenter un procès antitrust contre une firme étrangère auprès des tribunaux américains sans qu'aucun contrôle puisse être exercé par le gouvernement des Etats-Unis. Comme les dommages et intérêts sont triples lorsque l'attaquant gagne, les sommes gigantesques en jeu encouragent les plus faibles à attaquer le plus souvent les autres.

Ce n'est pas pour protéger les sociétés étrangères, mais pour faciliter les opérations des firmes américaines livrées à une concurrence croissante qu'un assouplissement de la législation antitrust est réclamé par les républicains.

### Belles batailles en perspective

Seulement vingt-six concentrations d'entreprises ont été attaquées par l'administration Reagan ; cinq affaires seulement sont allées jusque devant les tribunaux : le ministère de la justice a gagné dans un cas, perdu dans deux, et deux autres sont en cours. Les entreprises visées étaient de petite taille. Cela conduit l'observateur à s'interroger devant les grandes concentrations qui interviennent effectivement aux Etats-Unis, comme celle de General Electric et RCA, actuellement en cours d'examen. L'administration Reagan a cependant traité des dossiers mettant en jeu au total 105 millions de dollars d'amendes et envoyant cent quatre-vingts personnes en prison, surtout pour des pratiques interdites de fixation des prix.

En matière de concentrations, le ministère de la justice demande souvent aux entreprises concernées de se dessaisir de certains de leurs actifs préalablement à leur fusion. Ce fut le cas lors du regroupement des aciéries de LTV et Republic en 1984. Le mécontentement du ministre du commerce à l'égard du ministère de la justice, à cette époque, est à l'origine des dispositions qui sont aujourd'hui examinées en vertu de cette constatation du ministre : cinq seulement des quinze plus grands conglomérats mondiaux sont basés aux Etats-Unis, et 70 % des entreprises américaines affrontent aujourd'hui la concurrence étrangère. A mesure que le rôle des Etats-Unis diminue – relativement – dans l'économie mondiale, les applications extrêmes des lois antitrust tendent, en effet, à s'atténuer, surtout pour ce qui concerne leurs applications à l'étranger.

Il s'agit maintenant de mettre le droit en harmonie avec le fait pour le cas où une autre administration, différemment inspirée, interpréterait autrement les textes anciens. Le projet préciserait notamment cinq points :

– le président aurait la possibilité, sur recommandation du ministère de la justice, d'exempter pendant cinq ans de l'application de l'article 7 du Clayton Act sur les fusions les industries aux prises avec une forte concurrence internationale ;

– la charge de la preuve serait renversée les tribunaux devraient apporter une « preuve significative » du dommage provoqué par une opération et pas seulement une appréciation sur un dommage à venir, ce que le ministre du commerce, Malcolm Baldridge, qui est à l'origine de ces propositions, appelle la nécessité de « pêcher d'abord ».

– l'interdiction de nommer des administrateurs ou dirigeants communs dans des entreprises concurrentes s'appliquerait seulement au-delà de 10 millions de dollars de chiffre d'affaires, au lieu de 1 million actuellement ;

– il serait mis fin à la pratique des « dommages triples », qui seraient réservés à des cas très limités, afin de ne plus encourager les poursuites systématiques de quémandeurs ;

– des restrictions à la capacité des compagnies américaines de poursuivre des entreprises étrangères pour de prétendues violations de la législation antitrust commise sur le sol étranger seraient envisagées également.

De belles batailles donc en perspective. Des voix s'élèvent déjà pour faire remarquer que les fusions ont le plus souvent lieu pour des raisons financières et non pour améliorer l'efficacité des entreprises. Les mêmes font remarquer que les grands « trusts » nippons qui font maintenant envie à l'Amérique, comme Mitsubishi ou Matsushita, ont grandi par croissance interne et non par des acquisitions. Quoi qu'il en soit dans les mois qui viennent, les Républicains seront certainement assurés en l'occurrence de l'appui des grandes entreprises. Cela fera une moyenne avec la réforme fiscale...

JACQUELINE GRAPIN.

## ...RGIE

UN ENTRETIEN AVEC L'ANCIEN MINISTRE DE L'INDUSTRIE

# André Giraud souligne le risque d'une dépendance à l'égard du gaz soviétique

...chute récente des prix du ...e était prévisible elle sera ...blement durable et pose ...Etats occidentaux un grave ...ème de politique énergétique ...estime M. André Giraud, ...ns l'entretien qu'il nous a ...dé, souligne pour la France ...nger d'une dépendance ...ire à l'égard du gaz soviétique ... désormais seul à « passer ...ue » compte tenu des prix ...

...re de l'industrie de 1978 à ...plus fort du deuxième choc ..., et bénéficiant d'une ...périence du secteur énergétique ... la direction des carburants ... tête du Commissariat à ...atomique, M. Giraud reste ... meilleurs experts français ...r.

...Un des rares à avoir prévu ...eux ans l'effondrement ... prix, dont l'ampleur a sur... plupart des spécialistes, y ...au sein des compagnies ... « *Compte tenu de la sur...mondiale de production ...81, de la hausse régulière ...duction hors OPEP, de la ...financière de plus en plus ...es pays de l'OPEP et de la ...particulière de l'Arabie ...qui supportait une part ...e du fardeau, il était inévi...le mécanisme politique, le ... maintenait les prix, écla...* »

...fini, selon lui, le « *jeu ...ue* », c'est-à-dire les mécanismes de marché, domine, et il conduit théoriquement à une glissade des prix jusqu'à un niveau très bas, « *de 5 à 10 dollars* », correspondant au prix marginal des productions existantes (1). « *On ne peut dire que les prix iront jusque-là,* ajoute M. Giraud, *mais, pour l'instant je ne vois pas pourquoi cela s'arrêterait.* »

Seuls quatre éléments nouveaux peuvent éventuellement se combiner pour permettre un rééquilibrage du marché, estime-t-il : d'abord un accord international entre les Etats producteurs et, éventuellement, les compagnies. Il lui paraît « *improbable* » que la Grande-Bretagne ou la Norvège y participent, entre autres parce que « *Mme Thatcher n'a pas le droit de prendre une décision qui aurait pour résultat de pénaliser les autres Etats européens sans obtenir le feu vert de Bruxelles* »...

### L'inquiétude de l'Arabie saoudite

En outre, ajoute M. Giraud, il faudrait pour qu'un tel accord soit efficace, que tous les Etats producteurs et même les compagnies y participent. « *On se retrouve à l'ONU...* »

Deuxième élément nouveau : une modification de l'attitude de l'Arabie saoudite, inquiète de la situation politique précaire du Moyen-Orient. « *L'effondrement des cours ne plaît pas à la Grande-Bretagne, il gêne l'Union soviétique et il commencera à inquiéter les Etats-Unis lorsque les producteurs indépendants du Texas ou du Wyoming seront vraiment touchés, sans parler de l'industrie parapétrolière qui risque de subir un vrai carnage. Or ce sont les trois grandes puissances qui, avec la France, garantissent plus ou moins le statu quo au Moyen-Orient* », assure l'ancien ministre. « *S'il arrive un pépin dans le détroit d'Ormuz, croyez-vous que Londres ou Washington enverront leur flotte défendre les exportations pétrolières du Golfe qui menacent leur propre industrie ? L'Arabie saoudite peut-elle prendre ce risque ?* », précise-t-il.

Troisième élément permettant éventuellement de rééquilibrer le marché : une modification des conditions de vente du pétrole des pays de l'OPEP accordant aux compagnies des marges plus importantes, ce qui les inciterait à accroître leurs achats à l'OPEP et à réduire le rythme d'extraction des champs moins rentables qu'elles contrôlent ailleurs. « *Les pays de l'OPEP ont récupéré au début des années 70 la totalité de la rente pétrolière, et s'étonnent aujourd'hui que leur brut ne se vende pas. La réponse est simple : les compagnies ont à choisir entre l'achat d'un brut sur lequel elles gagnaient jusqu'ici au mieux 1 dollar par baril, et la production en dehors de l'OPEP d'un pétrole qui leur laissait, après paiement des dépenses d'exploitation, des charges financières et des impots, environ 5 dollars par baril de marge... Il ne sera pas facile à l'OPEP de renverser la tendance, mais en dessous de 18 dollars par baril, si les conditions offertes sont suffisamment attractives, les compagnies pourraient commencer à délaisser certaines productions non intégrées hors OPEP.* »

Enfin dernière possibilité : l'institution dans les pays consommateurs, notamment aux Etats-Unis, d'une taxe à l'importation, qui réduirait à néant les effets attendus par l'Arabie saoudite d'une guerre des prix. Cette décision pose, note M. Giraud, un certain nombre de problèmes : « *Les Etats-Unis peuvent-ils se permettre de taxer le pétrole alors que les Japonais, leurs principaux concurrents sur le plan industriel, n'ont eux aucune raison de faire de même et bénéficieraient ainsi d'une énergie beaucoup moins chère ?* »

### Une dépendance accrue

L'ensemble de ces éléments laissent à penser que la chute sans contrôle des prix pourra *in fine* être évitée, sans aucune certitude toutefois. En Norvège, il y a deux semaines, raconte M. Giraud, un groupe d'experts pétroliers réunis pour un séminaire, étaient perplexes. « *Nous avions tous le sentiment que les prix ne descendraient pas en dessous de 15 dollars par baril, mais nous ne savions pas dire précisément pourquoi.* »

Ce qui est très probable : la baisse est « durable », et les prix ne remonteront pas, du moins rapidement. « *La question est de savoir si un nouveau mécanisme politique peut se mettre en place afin de reprendre le contrôle des prix. Mais même si un accord parvient à se dégager, il pourra au mieux arrêter la chute. Il s'établira sur la base du minimum des concessions possibles des uns et des autres, je ne vois pas comment il pourrait faire remonter les prix* ».

La situation ainsi créée va poser, assure M. Giraud, « *une grande question de politique énergétique aux Etats consommateurs, sur laquelle aucun ne peut statuer seul* ». S'ils laissent le processus se dérouler sans intervention, l'exploration pétrolière sera totalement arrêtée dans toutes les zones à haut prix de revient, mais pas dans les zones faciles, c'est-à-dire pour l'essentiel le Moyen-Orient. Résultalt : une dépendance accrue à l'égard des pays du Golfe dans quelques années.

« *Les pays industriels doivent choisir entre une politique à bas coût d'énergie, qui les mettra dans une situation de dépendance vis-à-vis des pays du Golfe, et une politique à plus haut coût d'énergie, c'est-à-dire protégée par une taxe, qui leur évitera cette dépendance. C'est une grande question politique.* »

Un pays comme la France ne peut prendre seul cette décision, ajoute-t-il, « *Un pays seul ne peut se permettre d'avoir une énergie deux fois plus chère que les autres. Si le président Reagan se décide à le faire seul, on se frottera les mains en Europe de l'Ouest et au Japon...* »

La nouvelle donne devrait en revanche pousser la France à revoir en partie sa politique énergétique. Si M. Giraud estime qu'il ne faut pas toucher aux options sur le nucléaire – « *un prix du brut de 15 dollars n'a d'autre effet sur le nucléaire que d'en retarder le développement* », – il pense en revanche que les économies d'énergie et le développement du charbon seront gravement affectés.

Quant au gaz, il faudra être « *extrêmement prudents et attentifs* », assure l'ancien ministre. Un prix du brut de 15 dollars correspond à un prix du gaz de 2,2 dollars par million de BTU (2). Or, à ce niveau, « *hormis les capacités existantes, aucun gaz ne peut plus arriver en Europe, sauf le gaz soviétique* ». Les seuls coûts de transport du gaz algérien dépassent 2 dollars par million de BTU, ceux des gaz plus lointains, comme ceux du Moyen-Orient, dépassent tous 4 dollars. D'où un risque évident de dépendance excessive qui devrait conduire les Européens à limiter la part du gaz dans leur approvisionnement énergétique. « *Voyez la situation de l'Europe vis-à-vis de l'Union soviétique. La politique gazière pose un problème de dépendance, bien avant la politique pétrolière...* »

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Les prix du pétrole, après avoir atteint 34 dollars par baril en 1982, sont tombés à 29 dollars puis à 28 dollars, niveau auquel ils se sont maintenus jusqu'en novembre 1985, avant de tomber, depuis la mi-janvier, entre 16 et 19 dollars.

(2) 1 million de BTU équivaut, en pouvoir calorifique, à 25 mètres cubes et 0,18 baril de brut.

● **Accord d'entreprise chez Citroën.** – Un accord d'entreprise vient d'être signé chez Citroën par FO, la CGC, la CFTC et la CSL, la CFDT et la CGT ayant refusé. Cet accord rappelle le principe du refus des discriminations entre les salariés affirmé par la « commission des libertés » en 1983 ; il renforce le rôle de la maîtrise, prévoit le maintien du niveau de rémunération des délégués et leur accorde un stage de mise à niveau en fin de mandat. Il prévoit aussi des aides pour les mutations et le droit à un stage de formation au moins en cinq ans pour chaque salarié. La CFDT s'élève contre le principe de l'ajustement des effectifs de chaque établissement aux variations du marché et à une mobilité « *sans limites ni contrôle* ». En revanche, FO se félicite des mesures d'aide pour cette mobilité, des méthodes d'évaluation des postes de travail et des avantages accordés aux délégués.

## ...EN BOURSE

### ...el Thierry : le « couturier de l'automobile » au second marché de Lyon

...ante ans pour se faire – ... connaître et quelques ... pour acquérir la notoriété ; ...t le sort réservé à Michel ... cette entreprise ariégeoise, ... qui va faire son entrée, le ...évrier 1986, sur le second ...é de la Bourse de Lyon, un ...partiment où figurent déjà de ...euses entreprises textiles. ...e opération, conduite par le ...lyonnais, l'Institut régional ...développement industriel ...dont le siège est à Tou... la banque Neuflize-...berger-Mallet (NSM) et la ... d'agents de change locale ..., s'effectuera au prix ...m de 135 F pour chacune ...9 000 actions (soit 10,5 % ...capital) de cette entreprise ...au public.

...issue de cette opération, le ...dent, qui a donné son nom à ... firme de sept cents salariés ...artis dans une dizaine ...ts, conservera sa participation ... de 68,7 % du capital, l'IRDI ...nant la sienne de 21,84 % à ... %, divers autres actionnaires ... (sur un total de 9 % de ...res) apportant également ... titres. Créée en 1955 à ...que-d'Olmes, la société a ...d'abord exercé une fonction ...« chargeur » consistant à faire ...quer, à façon, des tissus de ... cardée, avant de devenir le ...aine « couturier de l'automobile » en France, grâce à ses ... tissus en laine.

...Aujourd'hui, Michel Thierry ...pe non seulement diverses ...ues de Renault et de Peugeot ...s mais également le groupe ...swagen. Cette activité a ...réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de 162 millions de francs, auxquels viennent s'ajouter quelque 142 millions provenant de son activité vêtements sous forme de tissus à base de laine. Le troisième volet est constitué par la production de revêtements industriels, tels que des sièges pour collectivités (textiles « non feu »), et il représente un chiffre de ventes de 23 millions de francs.

Au total, la société a réalisé, au 31 août 1985, date d'arrêt des comptes, un chiffre d'affaires de 332,5 millions de francs (hors taxes), contre 226,6 millions pour le précédent exercice, accentuant une croissance qui s'est essentiellement effectuée par voie externe sous forme de rachat d'entreprises locales.

La croissance des résultats apparaît encore plus significative, puisque le bénéfice net courant atteignait 9,6 millions de francs au 31 août dernier, contre 2,6 millions au précédent exercice, et 1,7 million l'année antérieure. Pour l'exercice en cours, Michel Thierry escompte un bénéfice net courant de 12,5 millions de francs sur un chiffre d'affaires de 380 millions. A ce niveau, le rapport cours-bénéfice (*price earning ratio* ou PER) ressort à 8 pour les derniers comptes et à 6,1 pour l'exercice en cours.

Des résultats qui intègrent les retombées d'une politique exportatrice qui permet à Michel Thierry de réaliser, à présent, 50 % de son chiffre d'affaires hors de France.

SERGE MARTI.

LA DETTE LATINO-AMÉRICAINE

# Répit pour le Venezuela contre-feux au Pérou

Le cas mexicain, le plus inquiétant, conserve la vedette, notamment à Washington. Mais les contre-feux et les propositions se multiplient pour tenter d'aider les pays exportateurs de pétrole et surendettés à supporter les conséquences de la chute des cours de l'or noir. Le Venezuela qui s'apprête toujours à signer le 26 février prochain un accord permettant de rééchelonner sur douze ans et demi 21,2 milliards de dollars d'échéances, vient d'obtenir de ses créanciers un répit supplémentaire pour l'année en cours.

Sous réserve de l'approbation de quelque quatre cents instituts de crédits représentés par un comité de treize banques, Caracas bénéficiera de deux années de grâce avant de commencer à rembourser 923 millions de dollars de principal dus au titre de 1985 et 1986. Les paiements pourront ainsi s'étaler entre 1988 et 1997. Si les Vénézuéliens s'engagent à rembourser 750 millions de dollars prévus dans l'accord de rééchelonnement initial, ils ont obtenu de leurs créanciers l'adjonction d'une clause prévoyant de nouveaux délais de paiement au cas où interviendraient de nouveaux et importants revers pour l'économie du pays.

Une façon discrète de gagner du temps qui tranche avec l'attitude du Pérou, plus que jamais à la pointe des critiques formulées dans la région à l'encontre du Fonds monétaire international. A Lima, le premier ministre, M. Luis Alva, a de nouveau récusé l'orientation des programmes de redressement économique préconisés par le FMI, qui, « *au lieu de résoudre la crise des pays latino-américains, ont contribué à l'accentuer* », le cas du Pérou lui semblant exemplaire à cet égard.

Un rejet qui se veut constructif et imaginatif. Le président péruvien, M. Alan Garcia, a pour sa part proposé à titre d'alternative la création d'un Fonds monétaire latino-américain. Le Fonds de réserve andin, créé par le Venezuela, la Colombie, le Pérou, l'Equateur et la Bolivie, qui dispose de 500 millions de dollars de réserves, pourrait à ses yeux constituer une bonne base de départ. A condition de voir s'y associer des pays de poids, tels l'Argentine ou le Brésil.

# SOCIAL

L'ÉVOLUTION DES SALAIRES HORAIRES OUVRIERS

## Le gain du pouvoir d'achat de 1985 ne traduit pas de relâchement de la rigueur

Avec une hausse de 0,9 %, selon *les résultats provisoires de l'enquête* du ministère du travail sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, les salaires horaires ouvriers ont enregistré au quatrième trimestre 1985 un résultat satisfaisant à la fois économiquement et socialement. Economiquement, il traduit, parallèlement à la désinflation, la poursuite de la décélération des hausses de salaires. Socialement, il aboutit, pour les salaires bruts, à un gain de pouvoir d'achat de 0,5 %, après une perte de 0,3 % en 1984 et une hausse de 0,5 % en 1983.

Si les salaires ouvriers ont opéré en 1985 un sensible décrochage avec le glissement des prix, à partir du troisième trimestre, la décélération voulue par le gouvernement, qui souhaitait que les augmentations de salaires anticipent la modération de la hausse des prix, ne s'est pas pour autant démentie. On est ainsi passé pour l'évolution du salaire horaire sur un an d'un rythme d'augmentation de 16,3 % en 1981 à 12,6 % en 1982 – année du blocage des salaires, – 9,8 % en 1983, 6,4 % en 1984 et vraisemblablement 5,2 % en 1985. M. Fabius n'a donc pas changé de politique, à quelques mois des élections législatives, et ni ses recommandations salariales pour 1985 ni l'accord qui avait été signé dans la fonction publique n'ont pu être interprétés comme un retour à un quelconque laxisme.

Le gouvernement peut donc se montrer satisfait du résultat. Il pourra affirmer que c'est par leur discipline que les salariés ont contribué à une désinflation débouchant sur une augmentation du pouvoir d'achat. Certes, on n'est pas encore revenu au temps des vaches grasses. Le gain attendu reste modeste. Selon les prévisions du ministère des finances, les salaires nets pourraient baisser de 0,3 % en 1985, mais le revenu brut disponible des ménages (qui tient compte des prestations sociales et de l'impôt) enregistrerait un léger bonus en pouvoir d'achat de 1,1 %. Renouer avec une hausse du pouvoir d'achat est d'autant plus opportun à un mois des élections qu'elle ne se réalise pas sur les décombres de la politique de rigueur...

Il reste qu'on peut s'interroger sur les causes de cette évolution en 1985. Le 20 mars dernier, le CNPF, en faisant état de quatorze accords *salariaux de branche (trente et un* selon le ministère du travail), avait souligné que, « *à de rares exceptions près, les augmentations se situent dans la limite de 4,5 %* », soit le même objectif que le gouvernement. Le glissement des prix ayant été de 4,7 %, les salariés auraient dû perdre 0,2 % de pouvoir d'achat si les entreprises avaient appliqué strictement la règle des 4,5 %.

### Deux hypothèses

Le fait que le résultat aille au-delà de cet objectif peut s'expliquer par deux hypothèses. Certaines entreprises ont pu juger plus crédible pour 1985 une inflation à 5 % qu'à 4,5 % et arrêter – ou négocier – leurs dispositions salariales sur cette base. D'autres ont pu délibérément profiter de l'amélioration de leurs marges bénéficiaires pour lâcher un peu de lest sur les salaires et consolider ainsi la paix sociale interne.

Dans l'immédiat, il n'en demeure pas moins que le gouvernement de M. Fabius, dans la foulée de celui de M. Mauroy, a réussi une véritable révolution qui a consisté à casser le mécanisme d'indexation automatique et *a posteriori* des salaires sur les prix.

Cette politique sera-t-elle poursuivie après les élections, l'opposition récusant tout dirigisme en matière salariale, ce que d'aucuns traduisent aussitôt par un retour au laxisme ?... Du côté du RPR, on semble plutôt désireux de garder le cap. « *Si j'ai un coup de chapeau à donner au gouvernement, c'est sur la désindexation des salaires* », nous disait récemment M. Alain Juppé. Alors que le futur gouvernement devra rapidement négocier un accord salarial pour 1986 dans la fonction publique – les normes arrêtées pour les fonctionnaires ayant valeur de test et d'exemple, – M. Juppé estime que « *la politique salariale dans la fonction publique devra rester très stricte* ». « *Si la croissance économique est favorable*, ajoute-t-il, *les gains devront être orientés plus vers l'épargne et l'investissement que vers le pouvoir d'achat.* »

MICHEL NOBLECOURT.

SALON L'INSEE

## La population active augmentera jusqu'à la fin du millénaire

C'est en l'an 2003 que la France devrait compter le plus grand nombre de personnes actives. L'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), qui s'est livré à des projections de population active disponible de 1985 à 2010, estime que, au 1er janvier 2003, le maximum avoisinerait les 26,6 millions d'actifs, soit 2,4 millions de plus qu'au 1er janvier 1985, et près de 6 millions de plus qu'au 1er janvier 1968.

Après cette date, les ressources en main d'œuvre diminueront selon un rythme qui s'accélérera. Au cours de l'an 2009, la baisse sera de 160 000, représentant un recul de 0,6 %.

Mais, avant d'en arriver là, et donc jusqu'à la fin du millénaire, la population active ne cessera de progresser sous l'effet de la croissance démographique. Jusqu'en 1991, l'augmentation annuelle sera de l'ordre de 190 000 personnes supplémentaires qui se présenteront sur le marché du travail (+ 0,8 % par an). Le ralentissement deviendra significatif à partir de 1995. Jusqu'en l'an 2000, on enregistrera 100 000 nouvelles arrivées par an (+ 0,4 %).

Etablie en tenant compte des indications fournies par les recensements les plus récents et en s'appuyant sur les résultats successifs des enquêtes sur l'emploi, cette projection envisage une stabilité dans les comportements. Elle est surtout déterminée par les phénomènes démographiques, la population totale en âge de travailler atteignant son sommet avant le milieu de la décennie 2000-2010.

*Cependant, et les auteurs de* l'étude ne manquent pas de l'observer, on peut également estimer que les comportements continueront d'évoluer au cours de cette période. Les taux d'activité (c'est-à-dire le pourcentage d'une population donnée qui travaille effectivement) continueront certainement de diminuer aux âges extrêmes, avec les départs en retraite et la prolongation de la scolarité. A l'inverse, il est probable que le mouvement vers le travail des femmes de vingt-cinq à cinquante-quatre ans se poursuivra.

Enfin, cette étude de l'INSEE met en évidence de sombres perspectives pour le marché de l'emploi. Pour absorber chaque année autant de candidats au travail, il faudrait une croissance forte. Le chômage actuel, avec 2,3 millions de demandeurs d'emploi, constitue un handicap insurmontable.

A. Le.

### RÉUNION TRIPARTITE POUR EXAMINER LES LICENCIEMENTS CHEZ GIBERT JEUNE

Une « table ronde » doit réunir, ce lundi 17 février à 17 heures, la direction de la librairie Gibert Jeune, *les syndicats du personnel et* la direction départementale du travail de Paris pour discuter du licenciement des quatre-vingt-un employés de la librairie après l'attentat qui a provoqué un incendie le 4 février. Cette réunion était demandée par le ministre du travail. La CGT se déclare « *ouverte à toute proposition* » permettant « *la transformation de la rupture du contrat de travail en suspension de celui-ci pendant la durée des travaux, avec paiement du chômage partiel total* ». De son côté, Mme Angibault, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par le syndicat CGT, a désigné, le 14 février, trois experts pour procéder à un examen de « *l'état actuel de l'immeuble* » de la librairie Gibert Jeune. Les experts devront remettre leurs rapports avant le 28 février et « *évaluer la durée des travaux nécessaires à une éventuelle reprise de l'activité dans les lieux* ».

# AFFAIRES

## Du velours dans la vitrine du textile français

De notre envoyée spéciale

Ilzach. – « *Tiens, je ne la connaissais pas, celle-là. C'est quoi ?* », demande M. Gilbert Monnier, le PDG de Saic-Velcorex, une importante entreprise textile d'Alsace. L'œil interrogateur, il s'approche du monstre métallique sur lequel se déroule et s'enroule une pièce de tissu. Présentations faites, il s'agit d'une émeriseuse, pour fabriquer *du peau de pêche, cette toile de* coton au toucher de fruit.

Narquois, M. Monnier s'excuse de ne pas connaître toutes ses machines. Que voulez-vous, il y en a tant ! Outre l'émeriseuse, la Saic a aussi acheté l'an dernier un procédé informatique de colorimétrie pour analyser la formule d'une teinte, quatre chaînes de teinture modèle réduit, destinées à la production d'échantillons, une ligne de teinture (grandeur réelle), totalement informatisée... entre autres. Au total, 37 millions de francs d'investissements, rien que pour 1985.

Investir, c'est crucial, explique M. Monnier, passant en revue les monstres fumant des vapeurs de séchage des tissus, imperturbable au milieu des émanations de soufre et d'amidon des teintures et des apprêts. C'est la recette qui permettra au textile français de survivre. En tout cas, c'est une des forces de la Saic, pourtant spécialisée dans un produit difficile : le velous. Numéro un en France, la firme mulhousienne vend deux pièces de velours de coton sur trois produites dans le pays. Son chiffre d'affaires a progressé de 72 % en cinq ans, atteignant 1,6 milliard de francs en 1985, dont plus de la moitié à l'exportation. En 1984, elle dégageait plus de 28 millions de francs de bénéfices.

Bref, la Saic, société plus que cent cinquantenaire, est aujourd'hui la vitrine d'une industrie française de textile, d'ordinaire connue pour ses retentissants dépôts de bilan. M. Mitterrand a visité l'année dernière l'usine de teinturerie de Colmar et M. Barre celle de Saint-Amarin, en février de cette année.

Selon M. Monnier, seule l'automatisation peut sauver le textile français. Une conviction d'autant plus solide que lui-même était, au début, très sceptique sur les chances du secteur. « *Quand j'ai été nommé directeur général de l'affaire, en 1968, je ne croyais pas au textile.* » Surprenante confession de la part de ce fonceur aux allures de *gentleman-farmer*, la mèche grise *en bataille, ravi d'étonner en* avouant son âge – la soixantaine – qu'il est loin de paraître.

C'est l'Afrique qui avait impressionné ce capitaine d'industrie, avec ses cohortes de travailleurs à bas salaires. Un continent qu'il connaît bien pour y avoir passé quatorze ans à diriger des usines, en Afrique noire et au Maroc. Au point d'avoir été surnommé « *Monnier l'Africain* ». Mais Les pays industrialisés apportaient déjà une première réponse technologique à cette concurrence implacable des pays en développement. Les machines de plus en plus automatiques permettaient d'économiser des heures de travail. Depuis, l'informatique a permis de nouveaux gains de productivité, dans la gestion tout d'abord, puis dans la production. Le textile (mais pas encore la confection) est une industrie capitalistique, où le niveau de l'investissement permet d'abaisser considérablement les coûts.

La Saic a choisi d'investir. L'entreprise a en outre l'avantage de conserver une structure de production particulièrement souple. Elle ne produit que 40 % du velours qu'elle commercialise (et 20 % du total de ses tissus), alors qu'elle en assure à 80 % la « manutention » (l'apprjêt, la teinture). Elle achète les autres écrus auprès d'autres entreprises textiles, dont certaines, Les héritiers de Georges Perrin, par exemple, détiennent même 12 % de son capital.

### Des marchés rétrécis

Enfin, la Saic a une bonne position commerciale. Tout d'abord elle s'efforce de se rapprocher du créneau de la mode, propose au fabricant de prêt-à-porter une gamme nouvelle de produits velours élastiques qui ne « pochent » pas, ou des tissus « vieillis » artificiellement, grâce à l'utilisation d'une teinture qui « dégorge ». Préparer des collections avant celles de confectionneurs est certes une démarche coûteuse, en création comme en production. Mais elle permet d'éloigner la concurrence des pays d'Asie et d'Afrique, contraints par leur technologie et leurs délais de transports, de fabriquer des tissus plus ordinaires. Elle permet, aussi, de lutter contre la concurrence des voisins européens, comme Laegler, en Italie, ou l'Union cotonnière belge (UCO), qui fournissent aujourd'hui près de 50 % du marché français.

La Saic prospecte également des nouveaux venus. Si la Yougoslavie est un débouchés traditionnels, l'entreprise alsacienne a, depuis cinq ans, développé ses ventes vers les pays de l'Est, *notamment l'Union* soviétique et la République démocratique allemande. De même, en Occident, après avoir établi une filiale en RFA et, plus récemment, aux Etats-Unis, elle s'apprête à s'implanter en Italie.

Tout cela ne peut pas faire oublier que la Saic se bat sur des marchés difficiles. En un an, de 1979 à 1980, les ventes de velours de coton ont chuté d'un coup de 30 %, à 12 400 tonnes, pour régresser encore et atteindre 10 000 tonnes aujourd'hui. La société s'était alors diversifiée dans le sportswear (toile et serge de coton pour vêtements *décontractés) produit qui représente* 40 % de ses ventes, contre 20 % il y a dix ans. Hélas, ce marché régresse à son tour. La Saic est touchée. Son *chiffre d'affaires se réduit de 8 % en* 1985, alors qu'il avait progressé ces dernières années de 15 % à 20 % l'an. Les bénéfices aussi devraient faiblir cette année, prédit Georges Monnier.

L'avenir aussi, est lourd de menaces. Les producteurs espèrent un retournement du marché du velours, aidé par une campagne publicitaire de 500 millions de francs pour convaincre stylistes et consommateurs qu'« *il y a du velours dans l'air* ». Mais ils redoutent – un réveil de la concurrence *américaine, aujourd'hui encore* assoupie. Une concurrence d'autant plus préoccupante que, justement, le dollar baisse, rendant plus compétitive l'industrie d'outre-Atlantique. Les veloutiers français n'ont pas oublié que, en 1980, une pièce de velours sur deux vendu[…] l'Hexagone venait des Etats[…]

*La* Saic est mieux a[…] d'autres pour résister aux [...] tions du marché. Elle [...] prouvé, en augmentant ses [...] jusqu'en 1984, alors que [...] fabricants tels Motte-Boss[…] rat en France, Cantoni en [...] bénéficiant pas de la mê[…] plesse, déposaient leurs [...] frappés par la crise du ve[…] 1980. Depuis, l'entreprise a[…] a les reins solides. Sa situati[…] cière est saine. Peu endetté[…] presque doublé sa renta[…] l'espace de trois ans : 8 % [...] tats bruts d'exploitation [...] 2 points de plus qu'en 1980.

Impossible, pour autant [...] d'un optimisme aveugle. D[…] les années 60, les perturbati[…] au tarissement des débouc[…] niaux, et la création de la [...] libérait la concurrence, [...] affaibli la Saic, contrainte, [...] que, à une restructurati[…] sévère.

L'expérience a servi [...] M. Monnier, qui pense av[…] samment investi pour être [...] tif à l'échelle internationale [...] sait que les maladies ind[…] *sont contagieuses. Et il* rest[…] à l'évolution des autres e[…] textiles et de prêt-à-por[…] offrent des débouchés do[…] dépendant.

DOMINIK BARO[…]

## ENTREPRISES

### Hanson Trust ne renonce pas à contrôler Imperial Group

La commission antitrust britannique a donné un avis défavorable à la fusion entre Imperial Group et United Biscuits. Imperial (tabac et brasseries) et United (agro-alimentaire) avaient annoncé leur regroupement le 2 décembre dernier, la première ayant offert 1,3 milliard de livres pour le rachat de la seconde. La décision de la commission est motivée par le fait que le nouveau groupe, qui formerait une des dix premières sociétés britanniques avec un chiffre d'affaires de 6,3 milliards de livres, détiendrait plus de 40 % du marché des aliments pour restauration rapide. Les deux sociétés cherchent d'autres voies pour contourner cet obstacle, le marché de ces aliments ne représentant que 4,3 % de leurs chiffres d'affaires conjugués. Mais cette décision de la commission antitrust a permis de raviver l'offre d'achat lancée également, en décembre dernier, par Hanson Trust contre Imperial Group. Cette offre de 1,8 milliard de livres avait été rejetée par les dirigeants d'Imperial. Des parlementaires de l'opposition ont critiqué la commission antitrust, estimant que sa décision était inspirée par le gouvernement, Mme Thatcher désirant récompenser lord Hanson du rôle qu'il a joué dans l'affaire Westland.

#### Automobile : contre-offensive de Lonrho sur Land Rover

Lonrho PLC, conglomérat londonien spécialisé notamment dans le négoce international, a offert de racheter Land Rover, producteur de véhicules 4 × 4, *qui appartient au constructeur* public British Leyland. Lonrho tente ainsi de « contrer » les discussions menées par l'américain General Motors avec le gouvernement britannique pour le rachat de Land Rover mais aussi de Leyland Trucks, division poids lourds de British Leyland (*le Monde* du 5 février 1986). L'offre de Lonrho, confirmée par un de ses dirigeants, le 16 février, intervient alors que les pressions politiques se multiplient pour empêcher la vente de sociétés britanniques à des groupes américains (*le Monde* du 8 février 1986).

#### Les armateurs japonais en difficulté

La société japonaise de transport maritime Nakamura Shipping (exploitant huit navires), que contrôle le groupe Sankyu est au bord de la faillite, avec des dettes estimées à 540 millions de dollars, selon le *Financial Times*. Ces difficultés sont provoquées par la très mauvaise conjoncture qui caractérise l'ensemble du marché mondial du transport maritime et qui affecte les compagnies japonaises comme toutes les autres. On se souvient du « naufrage » cet été de Sanko, le plus grand armateur mondial dans le secteur du pétrole. Nissho Iwai, pour sa part, a décidé de se retirer des activités maritimes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉT[…]

### MOBIVAL

Réuni au siège de la Caisse de gestion mobilière le 28 janvier 1986, le conseil d'administration de MOBIVAL a pris acte des modifications apportées au règlement intérieur de la SICAV relatives à :

– l'abaissement à 500 000 F du seuil de souscription en franchise de droits d'entrée, permettant à des soldes résiduels de trésorerie d'être rémunérés à des conditions voisines du marché monétaire ;

– l'allongement à dix-sept heures de la plage horaire au cours de laquelle les ordres de rachat peuvent être présentés, en règlement valeur lendemain.

Ces aménagements s'inscriv[…] le souci qu'a eu MOBIVAL d'[…] gner les besoins exprimés par [...] tèle *dans le sillage notamment* [...] verture du marché aux [...] formules négociables et de [...] utilisation la très grande soup[…] instrument privilégié de la g[…] trésorerie court terme.

Les souscriptions à MOBIV[…] reçues aux guichets de :

- la Banque INDOSUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 PARIS ;
- la Caisse de Gestion Mobili[…] 6, rue des Petits-Pères, 75002 PARIS.

### FRUCTI-ÉCU

Le Groupe des Banques populaires complète la gamme de ses organismes de placement en procédant à la création d'une nouvelle société d'investissement à capital variable (SICAV) dénommée Fructi-ECU.

L'actif de cette SICAV, d'un montant de 244 millions de francs à l'origine, sera composé essentiellement d'obligations libellées en ECU et dans les devises des pays membres de la Communauté économique européenne (CEE) ; il comprendra toutefois au moins 50 % de valeurs françaises.

*La politique de gestion suivie* recherchera une répartition monétaire du portefeuille proche de celle de l'ECU de façon à obtenir une évolution voisine de celle d'un placement directement effectué en ECU. Fructi-ECU permet donc aux particuliers, entreprises et investisseurs institutionnels de s'intéresser aux opportunités offertes par les grands marchés obligataires européens et d'opérer une diversification de leurs placements.

Le conseil d'administration, présidé par M. Philippe Tardy-Joubert, directeur de la Caisse centrale des banques populaires, est constitué de représentants d'organismes institutionnels et du Groupe des Banques populaires.

L'ouverture au public de Fructi-ECU est prévue le lundi 24 février 1986. Aucune commission ne sera prélevée à la souscription pendant une période d'un mois. Par la suite, cette commission s'élèvera à 1,50 % maximum du montant souscrit.

### STMB

Le conseil d'administrati[…] STMB, dans sa séance du 7 fév[…] rêté le bénéfice après impôt [...] cice clos le 31 octobre [...] 4 118 354 F contre 3 813 180 [...] de l'exercice 1983-1984.

Le bénéfice net consolidé [...] groupe), qui intègre pour la [...] fois les résultats de la SEDE[…] tées mécaniques de Vars) acq[…] but d'exercice, s'établit à 4[…] contre 4 038 000 F pour l'exe[…] cédent qui, contrairement à [...] 1984-1985, avait bénéficié d'[…] éléments exceptionnels. Sur ce[…] bénéfice par action ressort à [...] contre 23 F pour 1984 (bénéfi[…] à structure comparable et hors [...] exceptionnels).

Le conseil soumettra à l'ap[…] de l'assemblée générale de[…] naires, qui sera convoquée [...] ment, un dividende unitaire [...] (avant avoir fiscal) contre 12 [...] de l'exercice précédent.

L'exercice 1985-1986 s'ouv[…] nouvelles perspectives de [...] ment : sous réserve de l'obtenti[…] taines autorisations, la STMB [...] le contrôle de la Société d'E[…] touristique d'Argentière (SE[…] exploite le domaine skiable et [...] lations du Tour-Col de Balm[…] vallée de Chamonix. Cette so[…] laquelle la STMB avait acqu[…] norité de blocage en 1982, fe[…] d'*investissements* importants [...] mettront de participer à l'an[…] des résultats du groupe dan[…] chaines années.



هكذا من الأصل

ine du textile fr...

...Occident, après avoir établi une ...liale en RFA et, plus récemment, ...ux États-Unis, elle s'apprête à s'implanter en Italie.

Tout cela ne peut pas faire oublier ...e la Saic se bat sur des marchés difficiles. En un an, de 1979 à 1980, les ventes de velours de coton ont chuté d'un coup de 30 ... 2 400 tonnes, pour régresser encore ... atteindre 10 000 tonnes aujourd'hui. La société s'était alors diversifiée dans le sportswear (toile serge de coton pour vêtements contractés) produit qui représente ...% de ses ventes, contre 20 % il y a dix ans. Hélas, ce marché régresse à son tour. La Saic est touchée. Son chiffre d'affaires se réduit de ... en ...85, alors qu'il avait progressé ces dernières années de 15 % à 20 % ... Les bénéfices aussi devraient ... pour cette année, prédit Georges ...

L'avenir aussi, est lourd de menaces. Les producteurs espèrent ... retournement du marché du velours, aidé par une campagne publicitaire de 500 millions de ... pour convaincre stylistes et consommateurs qu'« il y a du ... dans l'air ». Mais ils redoutent ... un réveil de la concurrence américaine, aujourd'hui encore ... Une concurrence d'autant ... préoccupante que, justement, le dollar baisse, rendant plus compétitive l'industrie d'outre-Atlantique ... veloutiers français n'ont pas oublié que, en 1980, une pièce de ...

... velours sur ... l'Hexagone ...

La Saic ... d'autres ... tions du ... prouvé, en ... jusqu'en 198... fabricants tels ... rat en France ... bénéficiant ... plesse, dépos... frappés par la ... 1980. Depuis ... a les reins solides ... cière est saine ... presque doublé ... l'espace de trois ... tats bruts d'ex... 2 points de plus ...

Impossible, ... d'un optimisme ... les années 60 ... au tarissement ... oniaux, et la ... libérait la ... affaibli la Saic ... que, a une ... sévère.

L'expérience ... M. Monnier ... samment inven... tit à l'échelle ... sait que les ... sont contagieuses ... à l'évolution ... textiles et de ... offrent des débo... dépendant.

DOMI...

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### MOBIVAL

...nu au siège de la Caisse de gestion mobilière le 28 janvier 1986, le ...al d'administration de MOBIVAL ... acte des modifications apportées ...gement intérieur de la SICAV relatives à :

...l'abaissement à 500 000 F du seuil ... souscription en franchise de commission ...rée, permettant à des seules ... de trésorerie d'être rémunérées ... conditions voisines du marché monétaire ;

...l'allongement à dix-sept heures de ...ge horaire au cours de laquelle ... de rachat peuvent être présentés ...lement valeur lendemain.

Ces aménagements ... le souci qu'a eu MOBIVAL ... gner les besoins ... tèle dans le sillage ... verture du marché ... formules négociables ... utilisation la très ... instrument privilégié ... trésorerie court terme.

Les souscriptions ... reçues aux guichets :
– la Banque INDOSUEZ, 96, boulevard Haussmann, 75008 PARIS ;
– la Caisse de Gestion ... 6, rue des Petits-Pères, 75002 PARIS.

### FRUCTI-ÉCU

Groupe des Banques populaires ...ète la gamme de ses organismes ... collectif en procédant à la création d'une nouvelle société d'investissement à capital variable (SICAV) dénommée Fructi-ÉCU.

...ctif de cette SICAV, d'un montant de 244 millions de francs à l'origine, sera composé essentiellement d'obligations libellées en ÉCU et dans les devises des pays membres de la Communauté économique européenne ... ; il comprendra toutefois au ... 50 % de valeurs françaises.

... politique de gestion suivie recherchera une répartition monétaire du portefeuille proche de celle de l'ÉCU de ... à obtenir une évolution voisine de ... d'un placement directement effectué en ÉCU. Fructi-ÉCU permet donc aux particuliers, entreprises et investisseurs institutionnels de s'intéresser aux ...nités offertes par les grands ... obligataires européens et d'opérer ... diversification de leurs placements.

...conseil d'administration, présidé ... Philippe Tardy-Joubert, directeur ... la Caisse centrale des banques populaires, est constitué de représentants ... organismes institutionnels et ... des Banques populaires.

...verture au public de Fructi-ÉCU ... le lundi 24 février 1986 ... commission ne sera prélevée à ... ription pendant une période d'un ... par la suite, cette commission ... à 1,50 % maximum du montant ...

Le conseil d'administration de STMB, dans sa séance ..., arrête le bénéfice qui ... exercice clos le 31 ... 4 119 554 F contre ... de l'exercice 1983-1984 ...

Le bénéfice net ... (groupe), qui malgré ... tous ses résultats ... tées mécaniques ... but d'exercice ... contre 4 035 000 F ... cédent qui ... (1984-1985, avant les éléments exceptionnels ...) bénéfice par action ... contre 23 F pour 1984 ... à structure comparable ... exceptionnels).

Le conseil soumettra ... de l'assemblée générale ... naires, qui se ... ment, un dividende ... (avant avoir fiscal) ... de l'exercice précédent.

L'exercice 1985-1986 ... nouvelles perspectives ... ment sous réserve ... taines autorisations ... le contrôle de la Société ... touristique d'Argentière ... exploite le domaine ... laines du Tour-Col ... vallée de Chamonix ... laquelle la STMB ... porté de blocage ... d'investissements ... mettront de ... des résultats de ... chaines années.

...revenus ... complément ...

**Premier acompte sur dividende de l'exercice ...**

Par action : net à payer ... crédit d'impôt ... brut ...

Mis en paiement le 17 février ... chez l'Écureuil, à la Poste et au Trésor Public ...

# MARCHÉS FINANCIERS

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| ACTIF | Au 6 février |
|---|---|
| 1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER | 380 563 |
| dont : | |
| Or | 210 163 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 89 980 |
| ECU | 63 254 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 17 263 |
| 2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR | 33 639 |
| dont : | |
| Concours au Trésor public | 25 840 |
| 3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT | 147 816 |
| dont : | |
| Effets escomptés | 82 775 |
| 4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM | 62 165 |
| 5) DIVERS | 8 796 |
| Total | 632 980 |

| PASSIF | |
|---|---|
| 1) BILLETS EN CIRCULATION | 206 053 |
| 2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS | 11 315 |
| 3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC | 18 117 |
| 4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS | 81 082 |
| dont : | |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 19 843 |
| 5) ECU A LIVRER AU FECOM | 59 987 |
| 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR | 242 888 |
| 7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE | 3 030 |
| 8) DIVERS | 10 525 |
| Total | 632 980 |

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

| | 7 fév. | 14 fév. |
|---|---|---|
| Valeurs franç. à revenu variable | 106,8 | 112,2 |
| Valeurs industrielles | 104 | 108,7 |
| Valeurs étrangères | 104,4 | 103,4 |
| Pétroles-Énergie | 106,7 | 107,8 |
| Chimie | 98,4 | 100,1 |
| Métallurgie, mécanique | 111,2 | 120,9 |
| Électricité, électronique | 103,4 | 109,3 |
| Bâtiment et matériaux | 107,3 | 112,8 |
| Ind. de consommation non alimentaire | 103,4 | 108,8 |
| Agro-alimentaire | 102,9 | 107 |
| Distribution | 103,5 | 108,2 |
| Transports, loisirs, services | 105,2 | 112,2 |
| Assurances | 119,1 | 127,8 |
| Crédit banque | 122,9 | 133,5 |
| Sicomi | 104,5 | 106,4 |
| Immobilier et foncier | 108 | 110,3 |
| Investissement et portefeuille | 113,3 | 121,7 |
| **Base 100 : 31 décembre 1985** | | |
| Valeurs françaises à revenu fixe | 101,8 | 102,2 |
| Emprunts d'État | 100,5 | 101 |
| Emprunts garantis et assimilés | 102,3 | 102,7 |
| Sociétés | 101,6 | 101,8 |
| **Base 100 en 1949 :** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 2 419 | 2 541,3 |
| Valeurs étrangères | 3 356,4 | 3 323,2 |
| **Base 100 en 1972 :** | | |
| Valeurs françaises à revenu variable | 349 | 366,6 |
| Valeurs étrangères | 453,9 | 449,5 |
| **Base 100 : 31 décembre 1980** | | |
| Indice des valeurs françaises à revenu fixe | 117 | 117,5 |
| Emprunt d'État | 114,8 | 115,4 |
| Emprunts garantis et assimilés | 117,7 | 118,2 |
| Sociétés | 118 | 118,2 |
| **COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 284,9 | 298,6 |
| Produits de base | 187,4 | 190 |
| Construction | 235,7 | 251,7 |
| Biens d'équipement | 273 | 280,5 |
| Biens de consom. durables | 317,3 | 349,1 |
| Biens de consom. non durables | 327,5 | 339 |
| Biens de consom. alimentaires | 286,4 | 297,7 |
| Services | 252,7 | 285,4 |
| Sociétés financières | 487,2 | 504,7 |
| Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger | 289,9 | 285,7 |
| Valeurs industrielles | 255,4 | 265,9 |
| **BOURSES RÉGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981** | | |
| Indice général | 228,4 | 232,1 |

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**COLGATE-PALMOLIVE : DES PERTES POUR LE QUATRIÈME TRIMESTRE.** – Les chimistes américains n'ont décidément pas le vent en poupe. Après tous les grands, Colgate-Palmolive annonce, à son tour, de mauvais résultats pour le quatrième trimestre. Ceux-ci se traduisent par une perte (33,5 millions de dollars), moins élevée, toutefois, que celle enregistrée, en 1984, à pareille époque (91,1 millions de dollars). Pour l'exercice entier, le groupe ne s'en tire finalement pas trop mal, avec un bénéfice net de 109 millions de dollars, accru même par rapport au précédent (71,6 millions de dollars), pour un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de dollars (+ 35 %), alors qu'une provision de 62,5 millions de dollars a été constituée pour éponger le passif. Selon la direction, la situation de Colgate-Palmolive s'améliore. Les bénéfices d'exploitation progressent de 5 % à 171 millions de dollars, témoignant du rééquilibrage entre les activités pharmaceutiques et celles liées aux produits d'entretien, rééquilibrage résultant de la nouvelle stratégie mise en œuvre.

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| 3 % | 32 40 | 1 128 |
| 5 % | .... | 0 192 |
| 3 % amort. 45-54 | .... | 1 827 |
| Emp. 7 % 1973 | 7360 | .. |
| Emp. 8,80 % 77 | 124 30 | 6 461 |
| 9,80 % 78/93 | 99 25 | 5 853 |
| 8,80 % 78/86 | 99 79 | 1 587 |
| 10,80 % 79/94 | 102 05 | 4 853 |
| 13,25 % 80/90 | 105 70 | 9 329 |
| 13,80 % 80/87 | 106 20 | 4 613 |
| 13,80 % 81/89 | 109 55 | 1 172 |
| 16,75 % 81/87 | 109 70 | 7 251 |
| 16,20 % 82/90 | 119 02 | 1 465 |
| 16 % juin 82 | 119 70 | 11 003 |
| E.D.F. 7,8 % 61 | 149 25 | 0 892 |
| E.D.F. 14,5 % 80-82 | 108 70 | 9 367 |
| Ch. France 3 % | .... | .. |
| CNB Bques janv. 82 | 101 10 | 1 330 |
| CNB Paribas | 104 80 | 1 330 |
| CNB Suez | 105 | 1 330 |
| CNI janv. 82 | 101 20 | 1 330 |
| CRH 10,90 % déc. 85 | 102 80 | 1 283 |

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

| | 13 fév. | 14 fév. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 115,6 | 115,1 |
| Valeurs étrangères | 103,5 | 103,7 |

### Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

| | 13 fév. | 14 fév. |
|---|---|---|
| Indice général | 300,3 | 299,6 |

### TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 17 février ........ 8 3/4 %

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 14 fév. | 17 fév. |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 182,30 | 180,45 |

# BOURSE DE PARIS Comptant 14 FÉVRIER

## Actions au comptant

## SECOND MARCHÉ

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Paternelle-R.D. | 2770 | 2770 |
| Alain Manoukian | 510 | 513 |
| BAFIP | 870 | 879 |
| B.I.P. | 758 | 761 |
| Bolloré Technologies | 585 | 557 |
| Cabasson | 450 | 455 |
| Cardif | 1280 | 1270 |
| Cap Gemini Sogeti | 1384 | 1385 |
| C.D.M.E. | 715 | 726 |
| C. Équip. Élect. | 303 | 301 |
| C. Occid. Forestière | 122 | 122 |
| Dafsa | 214 | 206 |
| Dauphin O.T.A. | 1550 | 1570 |
| Devanlay | 900 | 900 |
| Deville | 871 | 871 |
| Drouot-Assurances | 515 | 505 |
| Éditions Belfond | 142 | 143 |
| Élect. S. Dassault | 795 | 795 |
| Expand | 255 | 255 |
| Filipacchi | 600 | 605 |
| Guy Degrenne | 815 | 830 |
| I.C.C. | 328 50 | 327 |
| IN Informatique | 432 | 420 |
| Loca-Investissement | 350 | 345 |
| Manutan | 389 | 400 |
| Marlin Immobilier | 480 | 485 |
| Métallurg. Minière | 219 | 211 |
| M.M.B. | 450 | 455 |
| Navale-Delmas | 638 | 683 |
| Om. Gest. Fin. | 305 | .... |
| Petit Bateau | 300 | 304 |
| Petrofigaz | 1000 | 961 |
| Razel | 850 | 859 |
| St-Gobain Emballage | 910 | 925 |
| S.C.G.P.M. | 210 | 216 |
| Sema-Metra | 700 | 700 |
| S.E.P. | 801 | 800 |
| S.E.P.R. | 1200 | 1200 |
| Sofibus | 278 | 273 |
| Valeurs de France | 309 | 311 |
| Molex | 305 | 305 |

## Hors-cote

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.G.P. S.A. | 1856 | 1700 |
| C.E.M. | 72 40 | .... |
| Cochery | 61 | .... |
| Coparex | 450 | 447 |
| Hydro-Énergie | 280 | .... |
| Rorento N.V. | 130 20 | 130 50 |
| S.P.R. | 169 | .... |
| Ufimar | 332 | .... |
| Union Brasseries | 148 50 | 148 50 |

## Étrangères

## SICAV 14/2

| VALEURS | Émission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Fructicapi | 267 53 | 263 58 |
| Fructidor | 236 22 | 231 74 |
| Fructifrance | 656 01 | 640 01 |
| Paribas Épargne | 14282 99 | 14226 09 |
| Paribas Gestion | 572 80 | 546 83 |
| Parnasse-Valor | 1060 44 | 1059 38 |

# Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % + – |
|---|---|---|---|---|---|
| .... | 4,5 % 1973 | 1570 | 1531 10 | 1531 | – 2 48 |
| 4170 | C.N.E. 3 % | 4035 | 4036 | 4030 | – 0 12 |
| 1072 | B.N.P. | 1059 | 1065 | 1069 | + 0 94 |
| 1160 | C.C.F. | 1140 | 1133 | 1133 | – 0 61 |
| 1710 | Électricité T.P. | 1939 | 1939 | 1939 | .... |
| 1000 | Renault T.P. | 1270 | 1279 | 1270 | .... |
| 1862 | Rhône-Poul. T.P. | 1864 | 1825 | 1830 | – 1 82 |
| 1248 | St-Gobain T.P. | 1300 | 1299 | 1299 | – 0 07 |
| 200 | Elf-Aquitaine | 215 | 219 | 218 50 | + 1 6. |
| 190 | – (certific.) | 204 | 205 | 204 | .... |
| 1540 | Epeda-B-Faure | 1750 | 1781 | 1775 | + 1 4. |
| 2230 | Essilor | 2030 | 1990 | 2000 | – 1 4. |
| 476 | Esso S.A.F. | 432 | 426 10 | 428 | – 0 . |
| 2240 | Eurafrance | 2486 | 2498 | 2495 | + 0 4. |
| 780 | Eurocom | 839 | 855 | 879 | + 4 7. |
| 1310 | Euromarché | 1600 | 1580 | 1580 | – 1 2. |
| 36 | East Rand | 36 85 | 36 | 36 10 | – 2 03 |
| 216 | Electrolux | 242 | 246 | 248 | + 2 47 |
| 225 | Ericsson | 254 | 245 60 | 244 | – 3 93 |
| 380 | Exxon Corp. | 377 | 386 50 | 386 50 | + 2 51 |
| 485 | Ford Motors | 508 | 521 | 521 | + 2 56 |
| 93 | Gencor | 92 50 | 88 | 89 | – 3 78 |
| 520 | Gén. Électr. | 542 | 546 | 548 | + 1 10 |
| 320 | Gén. Belgique | 343 | 343 | 343 | .... |
| 540 | Gen. Motors | 593 | 601 | 602 | + 1 51 |
| 51 | Goldfields | 49 50 | 48 20 | 48 20 | – 2 62 |
| 41 | Gd Metropolitain | 41 05 | 41 40 | 41 40 | + 0 85 |
| 93 | Harmony | 93 80 | 90 | 90 70 | – 3 30 |
| 154 | Sony | 140 70 | 139 30 | 140 | – 0 49 |
| 157 | T.D.K. | 158 20 | 157 30 | 157 30 | – 0 56 |
| 13 50 | Toshiba Corp. | 14 70 | 14 80 | 14 75 | + 0 34 |
| 1100 | Unilever | 1062 | 1061 | 1060 | – 0 18 |
| 340 | Unit. Techn. | 378 | 382 | 382 | + 1 05 |
| 575 | Vaal Reefs | 623 | 600 | 610 | – 2 08 |
| 330 | Volvo | 317 | 310 | 310 | – 2 20 |
| 285 | West Deep | 297 30 | 288 10 | 288 10 | – 3 09 |
| 450 | Xerox Corp. | 492 50 | 489 50 | 489 50 | – 0 60 |
| 1 45 | Zambia Corp. | 1 71 | 1 62 | 1 63 | – 4 67 |

## COTE DES CHANGES

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 14/2 | COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat | Vente |
|---|---|---|---|---|
| États-Unis ($ 1) | 7 223 | 7 236 | 7 | 7 450 |
| ECU | 6 638 | 6 641 | .... | .... |
| Allemagne (100 DM) | 306 810 | 306 950 | 297 500 | 314 500 |
| Belgique (100 F) | 14 991 | 14 999 | 14 400 | 15 250 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 271 690 | 271 750 | 263 500 | 280 500 |
| Danemark (100 krd) | 83 280 | 83 250 | 79 | 86 |
| Norvège (100 k) | 98 500 | 98 550 | 94 500 | 100 500 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 10 250 | 10 266 | 9 950 | 10 600 |
| Grèce (100 drachmes) | 5 005 | 5 002 | 3 600 | 4 900 |
| Italie (1 000 lires) | 4 504 | 4 510 | 4 200 | 4 700 |
| Suisse (100 fr.) | 370 200 | 370 250 | 362 | 381 |
| Suède (100 krs) | 97 400 | 97 100 | 94 | 100 500 |
| Autriche (100 sch) | 43 700 | 43 700 | 42 800 | 44 800 |
| Espagne (100 pes.) | 4 885 | 4 880 | 4 650 | 5 200 |
| Portugal (100 esc.) | 4 712 | 4 706 | 4 300 | 5 200 |
| Canada ($ can 1) | 5 175 | 5 184 | 4 950 | 5 350 |
| Japon (100 yens) | 3 947 | 3 958 | 3 810 | 3 990 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 14/2 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 78300 | 77200 |
| Or fin (en lingot) | 78500 | 77350 |
| Pièce française (20 fr) | 560 | 555 |
| Pièce française (10 fr) | 467 | ..... |
| Pièce suisse (20 fr) | 546 | 540 |
| Pièce latine (20 fr) | 500 | 496 |
| Souverain | 642 | 638 |
| Pièce de 20 dollars | 3540 | 3510 |
| Pièce de 10 dollars | 1870 | 1850 |
| Pièce de 5 dollars | 1305 | ..... |
| Pièce de 50 pesos | 3300 | 3200 |
| Pièce de 10 florins | 518 | 510 |
| Or Londres | 338 10 | 328 50 |
| Or Zurich | 337 50 | 332 50 |
| Or Hongkong | 337 55 | 333 75 |
| Argent Londres | 5 90 | 5 79 |

Le Monde

APRÈS UN « FAUX DÉPART » VERS LES ÉTATS-UNIS

## La France envisage l'expulsion de l'ancien dictateur haïtien

Les tractations pour le départ de France de l'ancien président haïtien Jean-Claude Duvalier sont *« au point mort »*, a déclaré, dimanche 16 février, son avocat, Me Sauveur Vaisse, alors que vient d'expirer l'ultimatum de huit jours fixé par la France à la durée du transit de l'ancien président sur son territoire. En début de matinée, dimanche, tout semblait prévu pour que « Bébé Doc » prenne place dans un avion d'Air France qui devait décoller à 13 heures de l'aéroport de Roissy à destination de New-York. Les noms de l'ancien dictateur, de sa femme et de ses deux enfants figuraient sur la liste du vol 077.

L'opération a été annulée au dernir moment, sous le prétexte que Jean-Claude Duvalier n'avait pas de visa d'entrée aux Etats-Unis. Un porte-parole de l'ambassade américaine a précisé que l'ex-président à vie d'Haïti ne pouvait être admis aux Etats-Unis parce qu'il était *« indésirable »*. Dans l'entourage de « Bébé Doc », on avance un autre argument : Les Etats-Unis, contrairement à la France, sont liés avec Haïti par un traité d'extradition et ne tiennent pas par conséquent à avoir à renvoyer dans son pays, où il risquerait d'être traduit en justice, un ex-chef d'État dont ils ont longtemps soutenu le régime.

Les deux capitales se font visiblement une idée sensiblement différente des conditions du séjour en France de l'ancien président haïtien. Pour Paris, la responsabilité première de la situation en Haïti incombe aux Etats-Unis et, si la France a bien voulu l'accueillir « provisoirement », le temps de lui chercher une destination définitive, *« il serait normal qu'il reparte vers les Etat-Unis si aucune solution n'était trouvée »*.

Le chef de la diplomatie française, M. Roland Dumas, a d'ailleurs envoyé une lettre en ce sens à Washington, dès l'arrivée de Jean-Claude Duvalier en France, le 6 février dernier, ainsi qu'a tenu à le rappeler samedi dernier le premier ministre, M. Laurent Fabius. Au cours du « Journal inattendu » de RTL, M. Fabius a précisé que la France envisageait une mesure d'expulsion à l'encontre de l'ancien dictateur au cas où il refuserait de quitter sa résidence de Talloires. Il semble que, du côté américain, on ait préféré ne pas envisager l'hypothèse où une terre d'accueil ne serait pas trouvée, et encore moins celle d'un refus de Jean-Claude Duvalier, ce qui paraît pourtant avoir été le cas avec le Liberia, où « Bébé Doc » a estimé que sa sécurité ne serait pas assurée. *« Les consultations se poursuivent »*, a fait savoir le Quai d'Orsay, un porte-parole du département d'Etat américain indiquant que Washington s'efforçait de trouver un lieu d'accueil en collaboration avec Paris et avec *« un certain nombre d'autres pays »*.

Pendant ce temps, le sénateur américain (républicain) Paul Tribe, membre de la commission des affaires étrangères du Sénat, est arrivé samedi à Haïti pour déterminer si une aide de plusieurs millions de dollars de Washington devra être accordée à la suite de la fuite de l'ancien dictateur. Le département d'Etat a déjà répondu positivement au président du Conseil de gouvernement, le lieutenant-général Namphy, qui demandait la reprise de l'aide alimentaire. — *(AFP, AP, Reuter, UPI.)*

En République sud-africaine

## M. Colin Eglin succède à M. Slabbert à la tête de l'opposition libérale

Alors que de nouvelles émeutes raciales faisaient une dizaine de morts dans la banlieue de Johannesburg, le Parti fédéral progressiste, qui regroupe l'opposition blanche libérale, a choisi ce week-end M. Colin Eglin pour assumer l'intérim de son leader, M. Frederik Van Zyl Slabbert, démissionnaire.

Samedi 15 février, le journal sud-africain *Star* indique que Slabbert avait pris sa décision après un entretien privé le 25 novembre avec le président Pieter Botha, qui avait exclu le démantèlement de l'apartheid, un compte rendu que M. Botha a contesté.

Le *Star* ajoute que M. Slabbert souhaitait, après son entretien avec le chef de l'État, que l'ensemble des parlementaires du PFP démissionnent et se représentent à des élections partielles. Mais il n'a pas été suivi par son parti.

Trois des sept membres du *« groupe de personnalités éminentes »* du Commonwealth, dont la création avait été décidée lors de la conférence de Nassau l'an dernier, sont arrivés dimanche en Afrique du Sud pour une mission d'information visant à promouvoir le démantèlement de l'apartheid et le dialogue entre Noirs et Blancs. Il s'agit de l'ancien premier ministre australien Malcolm Frazer, de la Britannique Nita Barrow, du Conseil mondial des Eglises, et d'un ancien chef d'Etat nigérian, le général Olusegun Obasanjo.

La mission, qui s'apprêtait à rencontrer des dirigeants du gouvernement et de l'opposition, paraît animée du désir de garder un profil bas. Ni la durée de son séjour, ni son itinéraire n'ont été annoncés.

De son côté, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, de retour à Johannesburg après une visite de six jours à Genève, a lancé dès l'aéroport l'idée d'un *« plan Marshall »* pour régler le problème de l'emploi dans l'ensemble de l'Afrique australe. — *(Reuter, AFP.)*

A Béziers

## M. Jospin : la droite mettrait le désordre dans l'économie

De notre envoyé spécial

Béziers. — M. Lionel Jospin a rendu aux socialistes des Pyrénées-Orientales et à ceux de l'Hérault, le samedi 15 février, une visite tardivement annoncée et organisée. Le premier secrétaire du PS devait, en effet, aller avec le premier ministre dans les Bouches-du-Rhône pour une grande réuion avec des jeunes, mais ce programme avait été annulé, les socialistes de ce département n'étant pas en mesure de donner à ce rassemblement l'ampleur souhaitée.

En trois jours, les responsables du PS dans les Pyrénées-Orientales ont organisé à Elne, près de Perpignan, une réunion qui a attiré environ un millier de personnes. M. Jospin, qui s'attendait à une manifestation beaucoup plus modeste, en a conclu, approuvé par l'assistance, que, manifestement, *« les socialistes, les hommes et les femmes de gauche piaffaient, dans ce département »*, en attendant que les élus et les dirigeants se mettent d'accord sur les candidatures.

Le conflit opposant Mme Renée Soum, député sortant, et M. Henri Sicre, conseiller général, maire de Céret, tous deux mitterrandistes, le second ayant reçu l'appui de la majorité des militants pour conduire la liste du PS aux élections législatives (*le Monde* du 7 février), a été résolu. Mme Soum, soutenue par la direction nationale en tant que député sortant et au titre du quota féminin, dirige la liste pour les élections législatives, M. Sicre, celle des élections régionales. Cependant, des partisans de M. Sicre, refusant cet accord, ont déposé, sous l'étiquette Parti socialiste catalan, une liste pour les seules élections législatives, conduite par M. Claude Gendre (rocardien). M. Jospin a laissé entendre clairement que cette indiscipline serait sanctionnée par des exclusions.

Le premier secrétaire a été accueilli par le maire d'Elne, M. Narcisse Planas, qui dirige depuis vingt ans une municipalité d'union de la gauche et qui, en désaccord avec la politique du PCF, a quitté — sans pour autant rejoindre le PS — ce parti auquel il appartenait depuis 1945. M. Jospin a défendu la manière dont les socialistes ont négocié l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE. Il s'est demandé *« comment pourraient gouverner ensemble M. Chirac, qui dit, contre toute réalité, qu'il demanderait à renégocier le traité d'adhésion, et MM. Giscard d'Estaing et Barre, qui ont ratifié ce traité à l'Assemblée nationale »*.

Le soir, à Béziers, au cours d'un « banquet républicain » qui a réuni quelque neuf cents personnes, M. Jospin a affirmé que *« la droite mettrait le désordre dans l'économie par son libéralisme à tout crin »* et qu'elle mettrait en danger la paix sociale. Au contraire, les socialistes, qui sont *« en train de réussir »*, pourront *« profiter d'une conjoncture internationale qui s'améliore »* et, à la faveur de la baisse du dollar et du prix du pétrole, *« distribuer un peu plus de pouvoir d'achat »*.

M. Jospin a précisé ironiquement — en réponse aux dirigeants de l'opposition, selon lesquels M. François Mitterrand, par son engagement dans la campagne, serait redevenu le premier secrétaire du PS — qu'il n'a *« pas l'impression »* d'être dirigé, dans les décisions qu'il prend quotidiennement, par l'*« ombre titulaire »* de son prédécesseur au poste qu'il occupe depuis cinq ans.

P. J.

Sur le vif

## Je boude

Holà ! Du calme ! Qu'est-ce qui vous prend ? Vous devenez enragés, ma parole, à l'approche des élections. Je ne peux plus bouger ni pied ni patte sans que vous m'accusiez, la bave aux lèvres, de vouloir tout casser. A droite, à gauche et au milieu. Enfin, c'est insensé ! Si on n'a même plus le droit de mettre en boîte la cohorte des politiciens dans un tout petit coin de ce journal, il n'y a plus qu'à fermer boutique.

Ils ne sont pas sacrés, que je sache. A vos yeux extasiés, si. Evoquer la folie des grandeurs du roi François-le-Hautain, c'est un crime de lèse-majesté. Pour un peu, vous me traîneriez devant les tribunaux. Sourire du sourire de Chirac, dire que le père Barre fait un gros... pétard, c'est jouer les vieilles intello-gauchos. Il n'y a vraiment que ce pauvre Giscard, ses claquements de langue et ses intonations à la flûte-mon-, qu'on puisse se payer sans être obligé de rendre des comptes. Et Le Pen, direz-vous.

Pas du tout. Le Pen, pas touche. Vous êtes tout un tas à lui vouer un culte ombrageux, tempétueux. En fait, c'est le nom qui revient le plus souvent dans mon courrier. Ou je suis contre lui, c'est ignoble. Ou je suis comme lui, c'est infâme. S'agirait de s'entendre ! Marchais, c'est autre chose. Chaque fois qu'on écrit le mot coco — moi, j'aime bien, je trouve ça plutôt mimi, — faut se planquer sous son bureau pour ne pas recevoir en pleine poire une grêle de lettres outragées.

...........

Qu'est-ce qui vous arrive ? Vous êtes complètement aveuglés par la passion. Vous n'avez plus les yeux en face des trous. Vous lisez tous le même jour le même billet et vous voyez rouge, noir, rose ou vert selon l'éclairage. Le vôtre. Le mien, il est complètement neutre. C'est celui qu'on place au fond d'un aquarium pour mieux observer les frétillements et les grimmAes des gros poissons évoluant derrière la vitre de nos écrans.

Alors, lâchez-moi, par pitié. Je commence à en avoir marre de vos gueulantes. D'ailleurs, c'est pas compliqué, puisque c'est comme ça, je la boucle. Maintenant, ils pourront faire et dire ce qu'ils voudront, les candidats, je m'en fous, je boude, je n'en parle pas. Et vous savez qui va râler ? Eux.

CLAUDE SARRAUTE.

En Nouvelle-Zélande

## Naufrage d'un paquebot de croisière soviétique dans le détroit de Cook

### Un marin porté disparu

Le paquebot de croisière soviétique *Mikhail-Lermontov* (22 000 tonnes), qui avait heurté dans la nuit du 16 au 17 février un récif dans le détroit de Cook, qui sépare les deux principales îles de la Nouvelle-Zélande — une zone réputée très délicate, — a sombré quelques heures après l'accident. L'ensemble des passagers et membres d'équipage (sept cent trente-huit personnes) a pu être sauvé sauf un marin soviétique, qui, le 17 février en fin de matinée, n'avait pas été retrouvé.

Les passagers, (dont la plupart étaient australiens, et l'équipage ont été évacués par une pluie battante dans des canots de sauvetage et avec l'aide d'embarcations diverses venues au secours avant que le paquebot ne sombre par 33 mètres de profondeur. Le premier ministre néo-zélandais, David Lange, a estimé que l'opération de sauvetage *« avait été une réalisation remarquable »*. Il a précisé que les officiers du navire devraient demeurer en Nouvelle-Zélande pour répondre aux questions des enquêteurs, qui voudront savoir comment le paquebot a pu heurter un récif figurant sur les cartes et dont la présence était repérable à cause des remous et des vagues.

Dans son principal bulletin d'informations la télévsion soviétique n'a pas fait état du naufrage. — *(Reuter, AFP.)*

**[Par le tonnage, la flotte de paquebots soviétiques est la troisième du monde (après Panama et la Norvège), *mais par le nombre de navires en service* (vingt-six), elle est au premier rang. Selon l'Institut maritime de Brême, l'URSS a huit paquebots en commande, dont trois seront affectés exclusivement aux croisières. Le *Mikhail-Lermontov* effectuait des voyages-croisières entre Southampton et l'Australie.]**



### QUATRE NOUVELLES STATIONS POUR CFM

**En attendant que Strasbourg (100,9 MHz) et Montpellier (88,8 MHz) retransmettent à leur tour le 24 février les émissions coproduites avec Paris (89 MHz), Lyon (100,3 MHz), Bordeaux (101,2 MHz), Nantes - Saint-Nazaire (94,8 MHz), Limoges (102,1 MHz), Toulouse (88,6 MHz), Caen (103,2 MHz), deux nouvelles stations reçoivent désormais par satellite (Télécom 1) les programmes de CFM. Il s'agit de Brive (90,9 MHz) et Saint-Etienne (96,6 MHz).**

### LA GRÈVE D'AIR INTER SE POURSUIVRA LE 18 FÉVRIER

Le trafic de la compagnie Air Inter était, le 17 février, en fin de matinée, relativement peu perturbé par le mot d'ordre de grève lancé par le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), qui appelait hôtesses et stewards à cesser le travail, le lundi 17 et le mardi 18 février, pour obtenir un minimum de sept navigants dans les cabines des Airbus A 300-B.

Selon la direction, qui a pris la précaution d'affréter des avions et des équipages de remplacement, 90 % des vols sont partis à l'heure prévue. Les annulations ont concerné certaines liaisons transversales.

De son côté, le SNPNC fait état d'une bonne mobilisation du personnel navigant et déclare que la majorité des vols programmés au départ de Paris-Orly ont été annulés.

★ Pour tout renseignement : (1) 45-39-25-25 et (1) 46-75-13-13.

● *Un Boeing-737 disparaît au large de Taiwan.* — Un porte-parole de la compagnie taiwanaise China Airlines a confirmé qu'un de ses Boeing-737 s'était abîmé en mer, à l'ouest de Taiwan, près des îles Pescadores, le dimanche 16 février. Les secours n'ont pas permis de retrouver les six passagers et les sept membres d'équipage qui se trouvaient à bord. — *(Reuter.)*

**Le numéro du « Monde » daté 16-17 février 1986 a été tiré à 426 716 exemplaires**

Football

### BERNARD TAPIE VEUT L'OM SANS PARTAGE

Le temps des fiançailles entre Bernard Tapie et l'OM semble révolu. On en est au contrat de mariage, et les deux parties sont décidées à ne pas s'en laisser compter.

Bernard Tapie a décidé en effet de mettre en place une société à participation dans laquelle son groupe détiendrait la majorité et prendrait les décisions en ce qui concerne les affaires financières et sportives de l'OM. L'équipe dirigeante du club, que préside M. Jean Carrieu, a riposté par un projet d'association en participation, qui offre à l'industriel un pouvoir partagé à égalité de voix. Mais le comité directeur du club aurait le pouvoir de remettre en cause les décisions. C'est ce que Bernard Tapie ne semble pas supporter. Il entend qu'Hidalgo détienne tous les pouvoirs sportifs.

J. C.

Contre la politique agricole de la Communauté

### LES PAYSANS ESPAGNOLS ONT MANIFESTÉ PENDANT PLUSIEURS JOURS

Les agriculteurs espagnols ont manifesté pendant plusieurs jours, jusqu'à dimanche 16 février. Des rassemblements ont eu lieu dans les principales villes du pays, et les autoroutes ont été bloquées par des cortèges formés par douze mille tracteurs. A l'appel de la Confédération nationale des agriculteurs et des éleveurs (COAG), principal syndicat de la gauche paysanne, les manifestants ont protesté contre la politique agricole de la Communauté européenne. Un porte-parole du syndicat a indiqué que d'autres manifestations étaient prévues pour Pâques.



A B C D E F G

هكذا من الأصل